

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 06656821 7

Fazl

Doi

Les Suisses

et la

Neutralité de la Savoie

1703-1704

par HENRI FAZY
Directeur des Archives de Genève.



GENÈVE
GEORG & Co, LIBRAIRES DE L'INSTITUT
—
1895

Handwritten signature or mark in the bottom left corner.

and history of the
city - N. York, 1675 -

1675

Fazy
1157

LES SUISSES
ET LA
NEUTRALITÉ DE LA SAVOIE

OUVRAGES DE M. HENRI FAZY

- PROCES DE JÉRÔME BOLSEC**, in-4°, 1865 Fr. 5
 * * * Procès dogmatique intenté à Genève, en 1551, contre un ancien pasteur parisien, qui niait la prédestination.
- GENÈVE SOUS LA DOMINATION ROMAINE**, notice archéologique, in-4°, avec planches, 1868. Fr. 5
 * * * Les six planches reproduisent les trente-quatre inscriptions romaines existant à Genève et dans ses environs.
- PROCES DE VALENTIN GENTILIS ET DE NICOLAS GALLIO**, publié d'après les documents originaux, in-4°, 18, 8 Fr. 4
 * * * Procès dogmatique intenté à Genève, en 1558, contre deux anatomistes italiens.
- LA SAINT BARTHELEMY ET GENÈVE**, in-4°, 1879 Fr. 5
 * * * Le mémoire est suivi de quarante-deux documents inédits.
- GENÈVE, LE PARTI HUGUENOT ET LE TRAITÉ DE SOLEURE (1574 à 1579)**, in-4°, avec un portrait grave de Michel Roset, 1883 Fr. 10
- PROCÉDURES ET DOCUMENTS DU XVI^È SIÈCLE (1546-1547)**, in-4°, 1886 Fr. 7 —
 * * * Contient : Procès de Jacques Gruet. Procès et démolés à propos de la compétence des pasteurs du Consistoire (1546-1547) : procès François Favre, Françoise Perrin, etc.
- JAMES FAZY, SA VIE ET SON ŒUVRE**, in-8°, avec portrait, 1887 Fr. 5 —
- LES CONSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE**, et de historique, suivie du texte des édits de 1543, in-12, 1890 Fr. 3 50
- L'ALLIANCE DE 1584 ENTRE BERNE, ZÜRICH ET GENÈVE**, notice historique suivie de 27 documents et pièces justificatives. In-12°, 1892 Fr. 3
- LES CHRONIQUES DE GENÈVE PAR MICHEL ROSET**, publiées d'après le manuscrit original par M. Henri Fazy, avec un portrait de Michel Roset. In-8°, 1894 Fr. 10 —



Les Suisses

et la

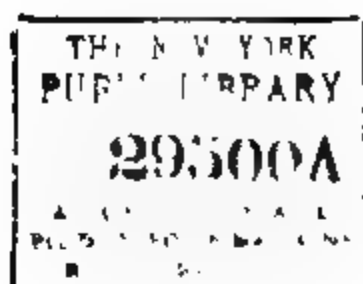
Neutralité de la Savoie

1703 1704

par HENRI FAZY
†
Directeur des Archives de Genève



GENÈVE
IMPRIMERIE W. KÜNDIG & FILS
1895



PUBLICATION
DE L'INSTITUT
NATIONAL
GENEVOIS





AVANT-PROPOS



L'ÉTUDE que nous publions aujourd'hui a pour but de faire connaître un intéressant épisode de la guerre de la succession d'Espagne. Lorsque s'engagea la lutte entre Louis XIV et la coalition, les Cantons suisses proclamèrent leur neutralité; c'était de leur part un acte de sagesse, car autrement le territoire helvétique risquait de devenir le champ de bataille de l'Europe. En 1703, lorsque le duc Victor-Amédée II se détacha de Louis XIV, il conçut le projet d'obtenir pour la Savoie les avantages de la neutralité; la question n'était pas absolument neuve; elle avait été agitée en 1690, mais sans résultat immédiat. Victor-Amédée fit des démarches auprès des Cantons suisses et on vit alors s'engager un débat diplomatique, dans lequel des prétentions opposées furent soutenues

avec une incomparable habileté. Pendant une année à peu près les ambassadeurs de France et d'Espagne d'une part, l'envoyé du duc de Savoie d'autre part, firent assaut d'éloquence et de flatteries pour gagner les suffrages et les bonnes grâces de la Diète. Celle-ci, profondément divisée par des compétitions et des antagonismes de toute nature, n'était guère préparée à déjouer les intrigues de l'étranger, il lui manquait de véritables hommes d'Etat, ayant des vues d'ensemble. Chaque députation était exclusivement dominée par l'intérêt du Canton qu'elle représentait. Malheureusement il y avait encore d'autres causes de faiblesse. La corruption accomplissait sourdement son œuvre et détruisait l'indépendance des délibérations. Nous avons éprouvé un sentiment pénible en constatant jusqu'à quel point l'or étranger avait abaissé les caractères; la classe dirigeante offrait des exemples d'une vénalité vraiment honteuse. Certes, nous aurions préféré laisser dans l'ombre bien des faits profondément regrettables, mais, lorsqu'on écrit une page d'histoire, il faut se résigner à tout dire, le mal comme le bien; ainsi comprise, l'histoire devient l'école des peuples.

Nous avons tenu à mettre sous les yeux du lecteur, à la suite de notre narration, les principaux documents que nous avons utilisés. Il est bon que chacun puisse étudier par lui-même les pièces essentielles du procès diplomatique qui se plaida en Suisse de 1703 à 1704; au surplus, les dépêches et mémoires de Puisieux et de Mella-rède peuvent se lire sans fatigue; quelques uns de ces mémoires sont de véritables chefs d'œuvre d'habileté.

Nous saisissons avec empressement l'occasion qui nous est offerte d'exprimer notre vive reconnaissance à ceux qui ont facilité nos recherches; nous remercions d'une manière toute spéciale M. le baron Bollati de Saint-Pierre, Surintendant des Archives royales de Turin, M. Schweizer, directeur des Archives de Zurich et M. Labhart-Labhart, adjoint à la direction des Archives de Zurich.

HENRI FAZY.

Genève, octobre 1894.



LES SUISSES ET LA NEUTRALITÉ DE LA SAVOIE (1703-1704)

CHAPITRE PREMIER

*Rupture du Duc de Savoie Victor-Amédée II
avec la France.*



PENDANT les longues guerres auxquelles donna lieu la succession d'Espagne, la Cour de Turin joua un rôle capital, à la fois politique et militaire, qui, dans la suite, valut au duc de Savoie la couronne royale. Victor-Amédée II avait pour son pays et pour sa dynastie les plus hautes visées, et il réussit à dominer la fortune par son énergie, son habileté et son audace. Au début, il accepte et subit l'influence française, croyant y trouver son intérêt, il vend son alliance fort cher, mais son adhésion n'est qu'apparente. Au moment où Louis XIV

a

croit le tenir, il se dérobe, *comme un cerf dont les crochets subits déconcertent les meilleurs limiers*; la comparaison est de l'envoyé de Venise et on ne saurait mieux dire. Au fond Victor-Amédée ne pouvait rester fidèle à l'alliance française, et Saint-Simon indique clairement le motif : « Il ne voyoit, dit-il, qu'avec
« un extrême regret la monarchie d'Espagne
« devenue française & lui enfermé entre le grand-
« père & le petit-fils par le Milanois & la
« France¹. » En effet, cette perspective était redoutable pour un petit État qui voulait rester indépendant et pour un prince énergique et ambitieux qui aspirait à la couronne royale. Peut-être certains procédés un peu cavaliers du maréchal de Villeroy contribuèrent-ils à altérer les relations des cours de Turin et de Versailles. Pendant la campagne de 1701, le maréchal affectait des airs de familiarité protectrice qui froissèrent profondément M. de Savoie².

Quoiqu'il en soit, le Duc, a gri, mécontent, se détacha graduellement de la France, sans aller jusqu'à la rupture; à la fin de 1702, il se rapproche du prince Eugène et secrètement entre en pourparlers avec la reine Anne, avec l'Empereur;

¹ Saint-Simon, *Memoires*, t. III, p. 201.

² Lire dans Saint-Simon (t. III, p. 214) la piquante anecdote de la tabatière.

il se mettait ainsi dans une fausse situation qui ne pouvait durer, car les plus habiles ne peuvent soutenir longtemps un double jeu. Louis XIV était au courant de ce qui se tramait à la Cour de Turin ; il était parfaitement renseigné par son ambassadeur Phelypeaux, qui avait su se ménager des intelligences dans la place. Une amie de l'électeur de Bavière, la belle et charmante comtesse d'Orco, très admirée et fêtée à la cour de Victor-Amédée, mais absolument dévouée aux intérêts français, ne se faisait aucun scrupule de tout raconter à Phelypeaux.

Louis XIV, ainsi renseigné sur ce qui se tramait à Turin, se décide à brusquer le dénouement par un coup d'éclat ; il ordonne au duc de Vendôme qui commandait en Lombardie de faire désarmer les régiments savoisiens qui servaient sous ses ordres. L'ordre fut aussitôt exécuté le 29 septembre 1703 ; puis Vendôme se dirige vers le Piémont pour contraindre Victor-Amédée à réduire l'effectif de ses troupes et à donner à la France des places de sûreté.

A toutes les époques, la légende s'est efforcée d'embellir l'histoire ; l'imagination ne perd jamais ses droits ; plusieurs historiens ont publié dans les termes suivants un ultimatum violent et hautain que Louis XIV aurait adressé à la Cour de Turin :

« Monsieur, puisque la religion, l'honneur &
 « votre propre signature ne servent de rien
 « entre nous, j'envoie mon cousin, le Duc de
 « Vendôme, pour vous expliquer mes volontés.
 « Il vous donnera vingt-quatre heures pour vous
 « décider. »

A cet insolent message le Duc de Savoie
 aurait répondu :

« Sire, les menaces ne m'épouvantent point.
 « Je prendrai les mesures qui me conviendront le
 « mieux relativement à l'indigne procédé dont
 « on a usé envers mes troupes; je n'ai que
 « faire de mieux m'expliquer & ne veux en-
 « tendre aucune proposition. »

Dans une narration historique, des documents
 de ce genre font bonne figure; ils donnent de
 l'animation et de la couleur au récit; malheureu-
 sement l'ultimatum de Louis XIV et la réponse
 de Victor-Amédée sont dépourvus de toute au-
 thenticité, et nous avons peine à nous expliquer
 comment ils ont pu être accueillis par M. de Saint-
 Genis, dans son *Histoire de Savoie*¹; ce n'est
 pas sur ce ton que se rédigeaient les dépêches au
 siècle de Louis XIV et au surplus le Roi conser-
 vait encore à ce moment l'espoir de ramener à
 lui son inconstant allié. Pour être édifié sur

¹ T. II, p. 425

l'authenticité de l'ultimatum, il suffit de lire les instructions que Louis XIV adressait au marquis Phelypeaux, à la date du 5 octobre¹; elles ne laissent aucun doute sur les intentions conciliantes du Roi qui cherche encore à ménager le Duc :

« Vous ajouterez, écrit-il, que j'ay différé le
 « plus qu'il m'a esté possible à prendre une der-
 « nière résolution par la peine que j'avois de me
 « voir obligé d'en venir à une extrémité aussy
 « fâcheuse que celle de m'affurer de ses troupes;
 « que cependant je souhaite que cette nécessité
 « où je me suis trouvé produise un bien pour
 « l'avenir, & que l'on convienne des moyens de
 « lever tout sujet d'ombrage & de défiance; que
 « je verroy avec beaucoup de plaisir qu'il y con-
 « tribue autant qu'il le peut faire, & que la con-
 « duite qu'il tiendra pendant le cours de cette
 « guerre, m'engage, comme j'y suis déjà disposé,
 « à lui procurer de nouveaux avantages à la paix;
 « que j'y travailleroi fans peine, lorsque je seroy
 « bien assuré qu'il ne traitera point avec mes
 « ennemis² ».

On ne pouvait employer plus de ménagements à l'égard de l'allié infidèle; Louis XIV était évi-

¹ Elles ont été publiées par M. D. Carutti, dans sa remarquable Histoire du Règne de Victor-Amédée II, Florence 1863, p. 563.

² Carutti, p. 565

demment très soucieux de s'assurer, pendant la guerre, la neutralité du Duc de Savoie, mais il se faisait d'étranges illusions. Victor-Amédée était trop ardent, trop fier, pour rien écouter après le désarmement de ses troupes. Il était profondément froissé du procédé et il ne tarda pas à user de représailles. Il prit tout d'abord une grave mesure à l'égard des ambassadeurs de France et d'Espagne; ces deux personnages furent fort *resserrés*, suivant l'expression de Saint-Simon, sans aucune communication entre eux, ni avec personne, et un corps de garde fut placé devant leurs hôtels¹; en fait ils étaient gardés à vue comme suspects. Il paraît que Phelypeaux, l'ambassadeur de Louis XIV, supporta ces déboires en homme d'esprit et de caractère. On ne lui épargna ni les humiliations, ni même les mauvais traitements; mais, remarque Saint-Simon, « il ne se déconcerta
« jamais & défola Monsieur de Savoie par sa
« fermeté, son égalité & la hauteur de ses ré-
« ponses, de ses mépris, de ses railleries². » Dès qu'on apprit à Paris l'arrestation de Phelypeaux,

¹ Saint-Simon, *Memoires*, t. IV, p. 190

² Saint-Simon, *Memoires*, t. IV, p. 190. Phelypeaux rédigea sur son arrestation un mémoire détaillé et fort curieux dont il existe une copie aux Archives Royales de Turin; ce mémoire, que nous avons eu sous les yeux, est daté d'Antibes, mai 1704.

un gentilhomme ordinaire de la Cour, M. de Libois, reçut l'ordre de se rendre chez M. de Vernon, ambassadeur de Savoie, de loger chez lui et de l'accompagner partout. De semblables procédés équivalaient à une rupture et en effet, à Paris comme à Turin, on se préparait à la guerre. Le maréchal de Tessé quitte Fontainebleau pour prendre le commandement en Dauphiné, de là entrer en Savoie et, suivant l'expression de Saint-Simon, commencer ce surcroît de guerre¹. De son côté, le Duc de Savoie ne reste pas inactif : il fait appel à sa vieille Savoie, au patriotisme des défenseurs des Alpes, des gardiens de l'Italie ; il ordonne la levée des milices, la rupture des ponts, l'incendie des magasins qu'on ne peut détruire. Tandis qu'il prépare la défense avec une ardeur fiévreuse, il expédie à Vienne le comte Tarini, en Hollande le marquis Del Borgo et en Suisse le président Mellarède, chargé de l'importante mission qui fait l'objet de la présente étude.

Laissons un instant Mellarède et sa mission et transportons-nous à l'extrême frontière de Savoie, à Genève, où la nouvelle de la rupture parvint le 6 octobre et causa un vif étonnement. Le Registre du Conseil, très intéressant à consulter, indique le motif plausible de la rupture : « Il y avoit entre

¹ Saint Simon, p. 190

« les Alliés (la coalition) & S. A. un traité qui
 « contenoit des conditions si avantageuses qu'il
 « (le Duc) n'avoit pas pu se dispenser de l'accepter.
 « Le temps développera ce mystère. »

On pouvait s'attendre d'un jour à l'autre à l'ouverture des hostilités, mais le Conseil de Genève paraît avoir envisagé cette éventualité avec beaucoup de calme et de sang-froid ; il décida le 8 octobre de prévenir Messieurs de Berne « & de prendre
 « les précautions convenables pour la sûreté
 « publique, sans paroître trop alarmé, parce qu'il
 « y avoit du péril que la France nous témoignât
 « du mécontentement, si nous faisions de l'éclat en
 « nous allarmant avec trop de précipitation & en
 « allarmant aussi nos alliés. »

Ce passage du Registre est caractéristique ; il montre quelles étaient les dispositions du Conseil, au moment où la guerre allait éclater dans le voisinage ; il fallait se tenir sur ses gardes, prendre des mesures de précaution et de défense, sans avoir l'air de se défier du puissant voisin.

Tout en affectant d'être fort rassuré, le Conseil se comportait comme s'il ne l'était pas ; en effet, il se préoccupe aussitôt d'approvisionner la ville, de faire venir les blés des particuliers et des dîmes de la Seigneurie. Il s'adresse en même temps au Résident de France pour obtenir que la République puisse tirer librement ses denrées du pays

de Gex ; c'était du reste un excellent moyen de sonder les intentions de la Cour de France à l'égard de Genève¹. En même temps le Conseil décide de se réunir tous les jours malgré les fêtes et il donne l'ordre à l'état-major de la place de prendre les mesures pour que le service de garde se fasse avec exactitude.

En Savoie chacun s'attendait à l'entrée prochaine de l'armée française et de nombreux Savoisiens cherchaient à se retirer à Genève. Le Conseil, agissant avec sagesse et habileté, décide d'accorder l'hospitalité à ceux qui la demanderont²; il veut bien qu'on reçoive ces réfugiés d'un nouveau genre et qu'on leur « rende des visites « d'honnêteté & de civilité » mais en s'abstenant de « toute conférence avec eux, pour éviter les abus. »

Le marquis de Sales avait été chargé par Victor-Amédée d'organiser la défense; il se rendit dans ce but à Chambéry, puis à Annecy, pour rassembler la vieille et loyale noblesse du pays et prendre le commandement des milices. Dès les premiers jours du mois d'octobre tout était en mouvement en Savoie et le Conseil de Genève s'empresse de faire part à ses alliés de Berne et de Zurich des

¹ « Outre que la chose est juste, en sus il est évident que la « circonstance est toute favorable si l'on veut que nous ne « prenions point d'ombrage. » *Séance du 8 octobre 1763.*

² Dans le nombre figurait le marquis de Lucinge

nouvelles qu'il reçoit ; il continue du reste à montrer une parfaite sécurité :

« Nous prendrons, écrit-il, toutes les mesures
« nécessaires pour la sûreté de la ville, quoique,
« selon les apparences & avec l'ayde de Dieu, nous
« n'ayons rien à craindre en cette occasion. »

Ce qu. contribue à rassurer le Conseil, ce sont les déclarations très précises du Résident de France. Dans un entretien qu'il eut le 8 octobre avec le Premier Syndic, le Résident M. de la Closure s'exprima à peu près dans les termes suivants :

« J'ay ordre du Roy de vous assurer de sa
« bienveillance royale & que, nonobstant tous les
« mouvements préfens, vous devez prendre con-
« fiance en S. M. & être persuadés que vous
« trouverez même beaucoup de douceur dans cette
« révolution, si elle est véritable, ce qui peut-être
« n'a pas une entière certitude. »

Cette déclaration était rassurante, mais le Résident poussait un peu loin l'euphémisme, lorsqu'il disait que Genève trouverait *beaucoup de douceur* dans le changement ; M. de la Closure lui-même ne fit pas de grands efforts pour justifier son dire ; on verra par la suite qu'il fit passer de bien mauvais moments au Conseil.

Quelques jours après la déclaration que nous venons de rapporter, le Maréchal de Tessé informa

le Résident qu'il était chargé du commandement des troupes en Dauphiné et en Savoie. L'invasion était donc imminente. Le Conseil fut aussitôt prévenu et le 19 octobre il examina s'il y avait quelque mesure immédiate à prendre ; il fut simplement décidé que le Premier Syndic prierait le Résident d'interposer ses bons offices « pour nous
« procurer des sauvegardes & nous faire jouir du
« bénéfice de nos traités avec la Savoie en cas d'in-
« vasion de cette province. »

Le Conseil invoquait le bénéfice du traité de St-Julien, conclu le 21 juillet 1603 et qui donnait à la République toutes les garanties désirables ; non seulement ce traité consacrait le principe de la liberté complète des relations commerciales, mais il stipulait que le Duc de Savoie ne pourrait en aucun cas « faire assemblée de gens de guerre,
« ni fortifications, ni tenir garnisons à quatre lieues
« près la ville de Genève (art. 19 . » Dans l'éventualité de la guerre et de l'invasion, la situation de Genève restait excellente, puisque l'armée française n'avait aucun motif plausible d'enfreindre les dispositions de ce traité.

En Savoie on se préparait à la résistance, on avait même recours à des procédés sommaires pour activer les levées. Ainsi le 26 octobre un brave homme de Presinge, Pierre L'Allemand, vient à Genève se plaindre de ce que son frère a été enlevé

par des paysans du voisinage « pour le service du « Duc de Savoie. » Cet acte de violence ayant été commis sur terre de Chapitre, le juge du ressort est invité à ouvrir une enquête. Le lendemain un incident plus grave attire l'attention du Conseil : on apprend qu'il s'est établi dans la ville un bureau clandestin d'enrôlement pour le compte du Duc de Savoie ; il paraît que cette agence faisait appel surtout aux Suisses et aux Huguenots réfugiés. Une ville qui tenait à rester neutre ne pouvait tolérer des enrôlements pour le compte de l'une des parties ; le Conseil s'empressa donc de prescrire une enquête et il acquit la certitude qu'un nommé André Regis, réfugié protestant originaire d'Anduze, avait reçu du marquis de Sales un brevet de capitaine pour une compagnie de dragons et qu'il avait déjà enrôlé à Genève une vingtaine de soldats suisses.

Le Résident de France avait une police très bien organisée et il fut aussitôt informé de ces faits. Le 27 octobre, il demanda une entrevue au Syndic de la Garde et se plaignit avec beaucoup d'amertume des enrôlements qui se faisaient dans la ville. Il en savait même plus long que le Conseil ; il affirma que le Duc de Savoie faisait lever deux régiments par l'entremise de personnages qu'il s'abstint de nommer, mais qui, d'après lui, habitaient Genève. Il ajouta que le S^r Marquis, de

Morges, levait aussi une compagnie et que, n'osant enrôler sur les terres de Berne¹, il s'était rendu à Genève « pour le faire avec plus de liberté, y faire venir les gens du pays de Vaud qu'il vouloit engager. » Ce n'était pas tout. Le Duc de Savoie venait d'envoyer à Genève un émissaire, le chevalier de Vernon², qui avait des conférences journalières avec MM. d'Arzilliers, de Lubières, de Mallerargues et d'autres réfugiés français au service de la coalition. Tout cela, disait le Résident, est contraire aux intérêts du Roi, qui ne verra certainement pas de bon œil que Genève devienne le centre « où les ennemis s'assemblent & négocient contre le bien de son service. » Le Résident concluait en priant le Conseil d'apporter « à tout ce que dessus les remèdes nécessaires. »

Ces faits présentaient une certaine gravité et le langage du Résident, sans être comminatoire, était de nature à faire réfléchir. La situation de Genève entre la France et la Savoie était des plus délicates et des plus critiques et le Conseil n'avait que l'avant-goût des désagréments qui allaient fondre sur lui. Pour le moment il fallait donner satisfac-

¹ Il paraît que MM. de Berne avaient promis à l'Ambassadeur de France de ne tolérer aucun enrôlement sur leur territoire.

² Le chevalier de Vernon était le frère du comte de Vernon, ambassadeur de Savoie en France, que Louis XIV venait de mettre aux arrêts.

tion au Résident et réprimer d'emblée les menées qui pouvaient compromettre la ville. Il fut décidé d'interdire tout enrôlement, de continuer les enquêtes commencées, de faire comparaître les S^{rs} De Luc et Jacques Grenus, soupçonnés tous deux de vouloir s'engager au service du Duc de Savoie, de mander également le S^r Marquis pour lui signifier qu'il eût à se retirer; de faire entendre par « des voies particulières » à MM. de Lubières et de Malherargues que le Conseil ne pouvait tolérer ni enrôlements, ni aucune intrigue ou conférence « qui aille à nous attirer des affaires & à nous brouiller avec les puissances voisines. » Quant à M. de Vernon, sa présence à Genève ne s'expliquait guère et elle pouvait donner lieu à toute sorte de commentaires et de conjectures; nous sommes très tenté de croire que la Cour de Turin avait envoyé ce personnage à Genève pour y nouer des relations avec les réfugiés protestants et les pousser à prendre les armes contre la France. Comme le Conseil n'avait aucun grief formel à faire valoir contre M. de Vernon, il décida que « pour le moment on se borneroit à épier ses actions. »

Le 29 octobre le Syndic de la Garde annonça au Conseil que le chevalier de Vernon, les S^{rs} De Luc et Marquis, avaient tous trois quitté la ville. Ne peut-on pas supposer qu'ils avaient été officieusement avertis et invités à se retirer? D'autre part

le Syndic Pictet rapporta que M. de Mallerargues lui avait formellement déclaré n'avoir eu aucune conférence avec M. de Vernon et n'avoir pas même eu la pensée de lever un régiment pour le compte du Duc de Savoie, ce qui du reste ne lui avait jamais été proposé.

Parmi les personnes qui avaient été signalées comme prêtes à prendre du service en Savoie figurait un citoyen genevois, Jacques Grenus, officier en Hollande, dont la famille appartenait à la magistrature. Appelé devant le Conseil, il reconnut qu'il s'était rendu à Chambéry « pour les affaires particulières, » que le marquis de Sales lui avait proposé une compagnie et l'avait invité à voir les milices savoisiennes concentrées à Montmélian; Grenus ajouta qu'il n'avait pas cru devoir refuser cette invitation toute courtoise, mais qu'il n'avait accepté aucun emploi. Le Conseil goûta peu ces explications et, comme Grenus avait été précédemment soupçonné « de divers enrôlements, » le Conseil l'exhorta à *prendre garde à sa conduite*. Grenus se soucia peu de ces exhortations; il accepta le grade de lieutenant-colonel au service des Provinces-Unies et en 1705 devint le chef d'un régiment de *Camisards réfugiés*¹.

¹ Voir les *Notices biographiques*, par le baron Grenus, p. 77, à en juger par le portrait, Jacques Grenus devait être fort bien de sa personne.

La situation du Conseil n'était pas enviable ; les réfugiés protestants, qui affluaient à Genève, n'écoutaient que la voix de la haine qu'ils éprouvaient pour Louis XIV et ils affichaient publiquement leurs sympathies pour la coalition et notamment pour le Duc de Savoie. Plus d'un Genevois nourrissait les mêmes sentiments et il était à prévoir que le Résident de France, parfaitement renseigné par ses nombreux agents, ne tarderait pas à prendre de l'ombrage et à faire éclater son mécontentement. Le Conseil, très soucieux de prévenir les plaintes du Résident, décida, dans sa séance du 29 octobre, d'interdire tout enrôlement sous les peines les plus sévères : pour les citoyens et bourgeois, privation de la bourgeoisie et 200 écus d'amende ; pour les soldats de la garnison la peine capitale, et pour les autres soldats châtiment corporel. En même temps le Syndic de la Garde fut chargé d'assurer à M. de la Closure, que le Conseil était fermement décidé à employer tous les moyens pour empêcher les enrôlements et que « notre intérêt concourant « avec celui de son maître, il (le Conseil) y avait « déjà tenu la main avant qu'il luy en eût porté « aucune plainte. »

Le Syndic de la Garde eut en effet une entrevue immédiate avec le Résident et mit en œuvre toutes les ressources de sa diplomatie pour dis-

siper les soupçons que ce dernier avait conçus. Il lui répéta que le Conseil de Genève était très attentif à empêcher les enrôlements; il entra dans les plus grands détails pour montrer la bonne volonté du magistrat, M. de Vernon, dit il, avait quitté la ville depuis deux jours; MM. de Lubières et de Mallerargues n'avaient eu aucune entrevue, aucune conférence, avec M. de Vernon : les S^{rs} Marquis et Deluc, signalés comme pratiquant des enrôlements, n'étaient plus à Genève. M. de la Closure était mal disposé et il le fit voir; il soutint « qu'on auroit dû faire « quelque exemple pour contenir les autres, au « lieu qu'il apprenoit que diverses personnes « prenoient parti pour la Savoie. » Le Résident ne se borna pas à formuler ses doléances en termes généraux; il articula des noms, ceux de MM. de Budé, de Lubières, d'Albenas et de Portes¹, et ajouta que si M. de Vernon avait quitté la ville, ce n'était pas pour aller bien loin, qu'il était installé au *Château-Blanc*² et qu'il ne tarderait pas à revenir à Genève.

¹ Il s'agit de Louis de Portes, comte de Verrie, qui réussit en 1703 à lever pour le duc de Savoie un régiment de Français réfugiés. Il parvint au grade de lieutenant général en 1717, puis il se retira à Genève, où il mourut en 1739.

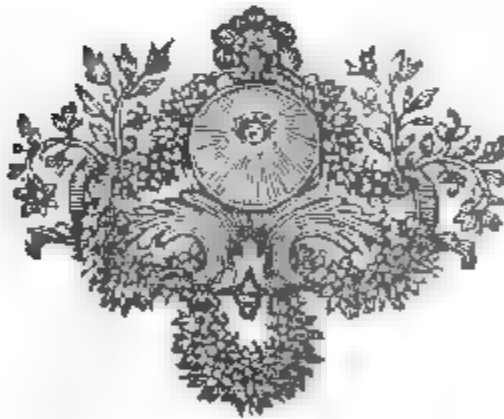
² Le Château-Blanc n'existe plus; il était situé à Villette, près Genève, en 1703 il appartenait au marquis de Bernex qui vendit une partie du fief à la Seigneurie de Genève par acte du 31 Août 1703.

Dans un entretien qu'il eut avec le Syndic Chouet, le Résident fut encore plus explicite et plus vif; il se plaignit surtout de ce que le peuple et plus spécialement les réfugiés se réjouissaient publiquement du parti que le Duc de Savoie avait pris contre le Roi. En outre le Syndic communiqua au Conseil une lettre qu'il avait reçue la veille du Résident et qui contenait des nouvelles d'une certaine gravité. Au dire du Résident, on venait de transporter vingt caisses remplies d'armes au Château-Blanc, où se trouvait M. de Vernon. D'autre part, on avait débarqué au-delà de Bellerive de nombreux soldats qui avaient été logés dans les villages environnants. Le Résident s'imaginait que ces soldats étaient destinés à quelque entreprise sur le pays de Gex ou le Valromey. Cette fois M. de la Closure était renseigné par des agents trop zélés ou trop crédules; il se trouva que les vingt caisses transportées au Château-Blanc étaient remplies, non pas d'armes, mais de livres de reconnaissances; quant aux soldats débarqués à Bellerive et qui empêchaient le Résident de dormir, ils n'étaient ni bien nombreux, ni bien redoutables, car on n'en entendit plus parler.

Pour donner la mesure de ses bonnes dispositions et pour adoucir le Résident, le Conseil prit encore quelques décisions de détail; il fit

emprisonner le S^r Daniel Lombard qui avait distribué de l'argent à des soldats et il condamna par coutumace quelques militaires de la garnison qui avaient déserté pour prendre du service en Savoie

Telles étaient les préoccupations du Conseil de Genève, lorsqu'il apprit a peu près en même temps que l'armée française allait entrer en Savoie et que Mellarède sollicitait à Zurich la neutralité du duché.





CHAPITRE DEUXIÈME

Mission de Mellarède en Suisse.



Ussirôt après avoir rompu avec Louis XIV, le Duc de Savoie avait commencé ses préparatifs de défense. Il se trouvait dans une situation des plus critiques, menacé d'une guerre très prochaine, ayant à faire front sur les deux frontières à la fois, du côté de la Lombardie et de la Savoie. Victor-Amédée était doué d'une rare intelligence et d'une indomptable énergie; mesurant d'un coup d'œil l'étendue du danger, il comprit qu'il devait chercher avant tout à couvrir sa frontière du côté du Dauphiné; le seul moyen d'atteindre le but, c'était d'obtenir que la Savoie fût comprise dans la neutralité helvétique. Victor-Amédée avait auprès de lui un diplomate et un homme d'état de premier ordre, l'intendant Mellarède, le même qui dans la

suite représenta si brillamment la Cour de Turin au Congrès d'Utrecht; c'est à Mellarède que le Duc confia la délicate mission de se rendre en Suisse pour plaider la cause de la neutralité; il ne pouvait faire un meilleur choix et si Mellarède ne fut pas servi par les circonstances, il déploya néanmoins toute l'énergie, l'habileté et le dévouement qui pouvaient assurer le succès.

Les instructions remises à Mellarède portent la date du 4 octobre 1703 ¹; Victor-Amédée n'avait pas perdu de temps, car c'est seulement le 29 septembre que Vendôme fit désarmer les troupes de Savoie. Dans ses instructions très claires et substantielles, le Duc prescrit à son représentant de négocier avec les deux cantons de Berne et de Zurich pour « mettre à couvert » la Savoie des invasions de la France; » Mellarède doit exposer aux Suisses que, si la Savoie vient à être occupée et conquise par les armes de Louis XIV, le Corps Helvétique et principalement le Canton de Berne seront « environnés » & ferrés de plus près par la France, ce qui « pourra les genner dans cette liberté que leur « valeur leur a acquise. »

¹ Elles ont été publiées par M. D. Carutti, à la suite de sa remarquable étude sur la neutralité de la Savoie en 1703, *Mémoires de l'Académie Royale de Turin*, t. XX, seconde série, nous les reproduisons en appendice.

Pour prévenir l'invasion imminente, que propose le Duc ? L'agrégation de la Savoie au Corps Helvétique. C'était une véritable cession à laquelle Victor-Amédée consentait et nous avons peine à concevoir une offre de ce genre. Comment le Duc pouvait-il se résigner à céder le berceau de sa dynastie ! Mais les instructions sont d'une clarté et d'une précision indiscutables. Le Duc déclare consentir à ce que ses Etats de Savoie soient agrégés au Corps Helvétique et, dès que les cantons auront ratifié l'*union* « nous ferons, « ajoute le Duc, assembler les trois Etats du « Pays pour passer les promesses & capitulations « nécessaires & se charger & obliger de con- « tribuer leur contingent, suivant les règles & les « maximes du corps dont nosdits Etats feront « à l'avenir membres inséparables. »

On ne pouvait être plus net. Ainsi en premier lieu le Duc proposait l'incorporation de la Savoie au Corps Helvétique, mais accessoirement, pour le cas où cette proposition ne serait pas accueillie avec faveur, il demandait que le duché fût compris dans la neutralité suisse ; il déclarait qu'il respecterait lui-même cette neutralité en n'inquiétant pas la France du côté de la Savoie.

Victor-Amédée nourrissait peu d'illusions sur les hommes et son scepticisme un peu hautain se manifeste assez crûment :

« L'intérêt, dit-il, étant le ressort qui fait remuer ce Corps (le Corps helvétique), vous vous servirez de ce remède à propos & à ce fujet il y a trois moyens. »

Quels étaient ces trois moyens ?

En premier lieu Victor-Amédée offrait au Canton de Berne de renoncer expressément à tous ses droits sur le pays de Vaud ; en second lieu il était prêt à « faire cession » au Canton de Berne ou au Corps Helvétique de tous les droits qu'il prétendait avoir sur la ville de Genève.

Il faut reconnaître que sur ces deux points les concessions étaient nulles, purement nominales ou décoratives ; en réalité le Duc ne cédait rien, car depuis un siècle à peu près les Princes de sa maison avaient renoncé à faire valoir leurs prétentions sur Genève et le pays de Vaud. Mais il y avait un troisième point ; Victor-Amédée prescrivait à Mellarède de demander en Suisse la levée de quelques régiments pour défendre ses Etats de Savoie et de Piémont et il ajoutait .
« Au cas qu'il ne s'agisse que de l'argent, vous découvrirez à qui il faut en donner pour venir à notre but, ce qui est la première corde que vous toucherez. »

Ce passage des instructions met à nu une plaie que nous voudrions pouvoir ignorer, la corruption et la vénalité dont souffraient la plupart

des cantons suisses. L'influence de l'or étranger peut seule expliquer les déplorables fluctuations de la Diète au commencement du siècle dernier, triste sujet sur lequel nous aurons à revenir tout à l'heure. Le 17 novembre le Duc envoyait à Mellarède une lettre de crédit de 100.000 livres en ajoutant ces mots significatifs : « Pour faire voir » que vous n'avez pas les mains vides. »

Muni de ses instructions, Mellarède partit sans retard pour la Suisse; il se rendit en premier lieu à Zurich et le 23 octobre il fit au gouvernement de ce Canton une importante communication dont le texte nous a été conservé¹. L'envoyé de Savoie débute en rappelant les circonstances qui viennent de provoquer une rupture entre son maître et la Cour de France. Le langage de Mellarède est loin d'être mesuré; il respire une vive irritation contre « le génie de la » Cour de France qui est de traiter comme vaf- » faux & même comme fujets ses alliés, ceux qui » semblent luy devoir être les plus chers, ceux » même dont elle emprunte les forces pour soute- » nir ses violences & pour opprimer ses voisins. »

Mellarède accuse formellement Louis XIV de rêver la *monarchie universelle et l'anéantissement*

¹ Voir Lamberty, *Mém. pour servir à l'histoire du XVIII^{me} siècle*, t. II, p. 565; nous reproduisons ce document à la fin du présent travail.

de la tranquillité publique. Après avoir ainsi fulminé contre l'ambition insatiable du Grand Roi, Mellarède aborde l'objet essentiel de sa mission; il s'attache à démontrer que le Corps Helvétique ne peut rester inactif ou indifférent dans le nouveau conflit; il fait remarquer que les Cantons se trouvent déjà entourés de presque tous les côtés par la France ou par l'Espagne

« Il ne vous reste, ajoute-t-il, que la Savoye
« qui vous sert encore de rempart & à vos plus
« chers alliés. »

Mellarède conclut en énonçant la proposition dont il est porteur ;

« Pour marquer d'autant mieux au Louable
« Corps Helvétique combien S. A. R., mon
« maître, estime son alliance, combien elle a à
« cœur la sûreté d'une si florissante République
« & combien grande est la confiance qu'elle a
« en elle, elle consent que ses Etats de Savoie
« soient agrégés & unis à ce Louable Corps,
« qu'ils en soient un membre inséparable &
« qu'ils concourent à l'avenir comme les autres
« à tout ce qui peut regarder la sûreté, le re-
« pos & la tranquillité du Louable Corps Hel-
« vétique. Vous connoissez trop, Illustriſſimes
« Seigneurs, vos intérêts pour ne pas embrasser
« une proposition si avantageuse à votre Corps
« & à vos chers Alliés, qui n'est point contraire à

« cette parfaite neutralité que vous voulez con-
 « server & dans laquelle la Savoie se trouvera
 « en même temps comprise. Je vous prie d'en
 « faire connoître l'importance aux autres Louables
 « Cantons, de même que l'avantage & le lustre
 « que le Corps en retirera »

Dans son exposé, Mellarède avait, il nous semble, commis une faute; il avait trop insisté sur l'intérêt du Corps Helvétique; il est rare qu'un souverain soit si soucieux de l'intérêt du voisin, et il était difficile d'admettre que le Duc eût uniquement en vue l'intérêt des Cantons. En somme, l'offre de Victor-Amédée était présentée sous une forme trop séduisante pour ne pas paraître un peu suspecte.

Mellarède, esprit délié et habile courtisan, fut accueilli avec faveur par le gouvernement de Zurich et il se prit d'emblée à compter sur l'heureux succès de sa négociation, mais il allait se rencontrer face à face avec un redoutable adversaire, l'Ambassadeur de France, le marquis de Puisieux. Dans ses admirables mémoires, Saint-Simon a tracé le portrait de M. de Puisieux : « C'était, dit-il, un petit homme fort
 « gros & entaffé, plein d'esprit, de traits &
 « d'agrémens, tout-à-fait joyeux, doux, poli &
 « respectueux & le meilleur homme du monde.
 « Il favait beaucoup, avec goût & avec une

« grande modestie; il était d'excellente compagnie & un répertoire de mille faits curieux; « tout le monde l'aimait. »

Puisieux était employé dans la Haute-Alsace et il venait d'être nommé lieutenant-général, lorsque M. de la Rochefoucauld obtint pour lui l'ambassade de Suisse et il *servit à merveille*, dit Saint-Simon. En effet il servit à merveille, comme nous ne tarderons pas à le voir; il avait sur Mellarède un notable avantage; il connaissait à fond la politique de la Diète et des Cantons; il ne savait que trop bien, hélas, par quels moyens il fallait gagner les esprits flottants ou indécis et affaiblir les résistances¹.

Puisieux ne perdit pas de temps pour répondre aux ouvertures de Mellarède; le 7 novembre il adressa au Corps Helvétique une dépêche² dans laquelle il accusait formellement le Duc de Savoie d'avoir manqué à ses engagements et d'avoir, par la duplicité de sa conduite, provoqué la juste irritation de la Cour de Versailles. Il s'attache ensuite à disculper Louis XIV de tout projet de conquête. La partie la plus habile de la dépêche est celle où Puisieux montre le Duc de Savoie

¹ Louis XIV se montra très satisfait de la gestion de Puisieux en Suisse; il faut lire dans Saint-Simon comment le marquis obtint le cordon-bleu; c'est une des plus piquantes anecdotes du t. IV des Mémoires.

² Lamberty, t. II, p. 567 et suiv

réduit aux expédients, ne trouvant plus de ressource que dans le Corps Helvétique; le passage est des plus mordants :

« Tout interdit, tout consterné qu'est ce Prince,
 « il s'adresse à vous, Magnifiques Seigneurs, pour
 « relever sa fortune chancelante; il vous prie de
 « vous intéresser dans son malheur; il vous envoie
 « un homme de sa part pour vous solliciter de
 « prendre la Savoie sous votre protection, d'en
 « faire même, si vous le jugez à propos, un des
 « membres du Louable Corps Helvétique, & en
 « même temps de lui accorder des levées pour
 « le Piedmont. M. le Duc de Savoye, qui ne tend
 « qu'aux choses extraordinaires, s' imagine que par
 « ces offres il portera le Corps Helvétique à se
 « mettre comme luy dans un extrême embarras, &
 « à renoncer en sa faveur à une neutralité qui
 « a fait jouir les Louables Cantons d'un bon-
 « heur & d'un repos sans interruption depuis
 « deux cents ans, pendant lesquels, pour ainsi
 « dire, toute l'Europe n'a pas cessé d'être agitée
 « par les guerres les plus sanglantes, mais trop
 « de raisons me persuadent que cette espérance
 « ne sera pas mieux fondée que celles qui l'ont
 « porté à se joindre aux ennemis des deux Cou-
 « ronnes, pour être capable de concevoir la
 « moindre inquiétude sur ce sujet. »

La dépêche de M. de Puisieux était rédigée

avec une habileté consommée; il eût été difficile de mieux démasquer les secrètes visées du Duc de Savoie et de montrer plus nettement les côtés faibles des propositions de Mellarède. Puisieux disait aux Cantons : Prenez garde, le Duc de Savoie ne cherche pas à vous servir, mais à vous compromettre; ce qu'il veut, c'est vous engager à sa suite dans la lutte qui se poursuit entre la France, l'Espagne et la coalition. Remarquons d'autre part que très habilement, M. de Puisieux ne se prononçait pas sur la question même de la neutralité; il laissait la porte ouverte aux propositions qui pourraient surgir.

Après avoir rempli à Zurich la première partie de sa mission, Mellarède s'était rendu à Berne; c'est de cette ville que le 14 novembre il répondit à la note du marquis de Puisieux. L'envoyé de Savoie démasque ses batteries et emploie un argument qui était de nature à provoquer une juste défiance à l'égard de Louis XIV. Il sait que les Cantons en général et spécialement celui de Berne redoutent la politique envahissante du Roi et qu'ils verraient avec déplaisir la Savoie changer de maître. Mellarède s'empresse donc de déclarer « que
« le Roi Très-Chrétien n'a rien oublié pour en-
« gager Son Altesse Roiale de luy céder les
« Etats qu'elle a en deça des monts (la Savoie),

« de se dépouiller de son ancien patrimoine &
 « d'accepter en échange des Etats en Italie,
 « incertains & contestés. Le Marquis de Puisieux n'a garde de vous découvrir de semblables vues; il sait que vous les envifageriez comme des liens que la France prépare à votre liberté & comme des mesures qu'elle prend pour vous rendre dépendants de ses volontés. »

Certes Mellarède avait habilement riposté aux insinuations de Puisieux et il avait trouvé le moyen le plus sûr de mettre les Cantons en défiance. Continuant dans le même ordre d'idées, il montre la France nouant des intrigues en Suisse, semant la jalousie et le soupçon, tandis que le Duc, en proposant la neutralité de la Savoie, n'a d'autre but que de maintenir la paix et la tranquillité dans les Cantons.

Mellarède et Puisieux sont tous deux dans leur rôle, en cherchant à dissimuler les desseins véritables de leurs Cours respectives; tous deux, pour gagner la confiance des Suisses, représentent leurs souverains comme absolument désintéressés, ne cherchant qu'à faire le bonheur du Corps Helvétique. Entre les deux diplomates, d'une habileté consommée, le duel est engagé et il se prolongera pendant de longs mois, au milieu de vicissitudes diverses.

Laissons Puisieux et Mellarède croiser le fer et revenons pour un instant à Genève, où les propositions de Victor - Amédée avaient été promptement connues. Agliomby, Ministre-Résident d'Angleterre en Suisse, avait transmis la nouvelle au marquis d'Arzilliers¹, qui à son tour s'empessa d'en informer le Premier-Syndic; ce dernier annonça le 30 octobre au Conseil que Mellarède était arrivé à Zurich « pour proposer « l'union de la Savoie avec le Corps Helvétique « ou de la recevoir sous la protection des Cantons. » Pour Genève, la nouvelle avait une portée considérable et on se représente aisément l'émotion qu'elle dut produire au sein du Conseil. Il résulte du procès-verbal que, dès la séance du 30 octobre, l'idée de la neutralité rencontra de chauds partisans. Il fut expressément proposé d'écrire aux deux gouvernements alliés, Berne et Zurich, pour les prier de « *moyenner* « *la neutralité de la Savoye*; » cela semblait tout indiqué et une démarche officieuse ou confidentielle ne pouvait présenter que des avantages. L'intérêt de Genève dans cette affaire était d'une évidence en quelque sorte palpable; la neutralité de la Savoie devait offrir le double

¹ Il paraît que le marquis d'Arzilliers était à Genève l'agent plus ou moins officieux de l'Angleterre.

avantage d'assurer la libre communication avec la Suisse par le Chablais et de rendre impossible un coup de main sur Genève, une nouvelle Escalade. Néanmoins, la proposition ne fut pas adoptée et le Conseil décida simplement de prévenir les deux gouvernements alliés qu'il se faisait des levées à Thonon et qu'on armait les deux galères de Savoie.

Pourquoi le Conseil de Genève, dans sa majorité, ne voulut-il tenter aucune démarche pour appuyer le projet de neutralité? Question délicate sur laquelle nous sommes embarrassé de nous prononcer. Il y avait dans le Conseil deux courants d'opinion: le parti qui l'emporta dans cette circonstance n'avait qu'un seul souci, éviter tout ce qui pouvait donner de l'ombrage au Résident et au cabinet de Versailles. C'était sans doute très prudent, mais il faut reconnaître qu'une attitude aussi réservée prêtait à l'équivoque et elle fut interprétée d'une tout autre manière. Nous avons eu sous les yeux aux Archives royales de Turin une correspondance inédite de Mellarède avec le Chevalier de Vernon et nous empruntons le passage suivant à une lettre datée de Berne le 1^{er} novembre 1703 :

« Pour ce qui est de Genève, il y a la plus part
« du Petit Conseil qui est dévoué à la France &
« qui est tout au Résident, qui a des épies dans tous

« les cabarets. Si vous avez, Monsieur, quelqu'un
 « du Conseil qui soit de votre confiance, dites-lui,
 « je vous prie, que vous sçavez que l'on est surpris
 « à Berne de ce que la Ville n'a pas envoyé
 « des députés pour y solliciter la neutralité de la
 « Savoye & qu'ils y ont un si grand intérêt qu'ils
 « n'auroient pas dû négliger un moment une
 « affaire aussi importante pour eux, s'ils ne
 « veulent donner à connoître qu'ils sont en intel-
 « ligence avec la France, que cela ne peut faire
 « qu'un soupçon dans l'esprit de MM. de Zurich &
 « de Berne, qui leur est très défavantageux¹. »

Quelques jours après Mellarède revient à la charge; il écrit à Vernon à la date du 12 novembre :

« Je dois cependant, Monsieur, vous donner
 « avis que le Petit Conseil de Genève est fort
 « porté pour le parti françois & que le Grand
 « Conseil au contraire envisage les aproches de la
 « France avec beaucoup de chagrin & se défie
 « autant des promesses qu'elle leur fait que le
 « Petit Conseil s'y fie trop aveuglément.

« Il faut que vous preniez la peine de persuader
 « à ceux de notre connoissance combien il importe
 « principalement à Genève que la Savoye soit

¹ Mellarède au chevalier de Vernon, Arch. royales de Turin, *Ms. 35*

tandis que le Deux-Cents était d'une opinion contraire ? C'est possible et il faut reconnaître que, dès les premiers jours, deux courants d'opinion très opposés se dessinèrent au sein du Conseil ; les décisions que prit la majorité ne furent pas toujours les plus habiles, ni les plus sages.





CHAPITRE TROISIÈME

Situation de Genève à la suite de la rupture.

Les Français occupent Chambéry.



OMME nous l'avons vu précédemment, le Maréchal de Tessé avait reçu de Louis XIV l'ordre de se rendre sans délai en Dauphiné pour entrer ensuite en Savoie. Il y avait là un étrange caprice de la fortune, car le maréchal de Tessé avait été toujours considéré comme un des favoris de la Cour de Turin ; c'était lui qui avait négocié la dernière paix et le mariage de la Duchesse de Bourgogne et c'était lui maintenant qui allait porter la guerre en Savoie !

A la fin du mois d'octobre, M. de Tessé annonça au Résident de France à Genève que, dès qu'il aurait sous la main les troupes nécessaires, il entrerait en Savoie ; il pria en même temps le Résident de rassurer le Conseil sur ses intentions, déclarant qu'il ferait observer à ses troupes la plus stricte discipline et que les Genevois ne souffriraient aucunement de la guerre.

M. de la Closure s'empessa de communiquer ces nouvelles au Conseil qui, à son tour, décida de les transmettre aux deux Cantons alliés (séance du 2 novembre) Suivant un vieil usage toujours respecté, le Conseil de Genève avisait ses alliés de toute nouvelle importante qui parvenait à sa connaissance.

Quelques jours après, le 5 novembre, le CC se réunit et on put constater que l'imminence de l'invasion inspirait de sérieuses appréhensions. Un membre, le S^r Fatio ¹, propose qu'on prenne des mesures pour empêcher les enrôlements parmi les sujets de St-Victor et Chapitre; il demande en outre qu'il soit pourvu à tout ce qui est nécessaire pour la sûreté de la ville. Un autre membre du CC, le S^r Flournois, propose d'interdire l'exportation des grains, afin d'assurer autant que possible l'approvisionnement de la ville. Cette question de l'approvisionnement était la plus importante de toutes et le Petit Conseil s'en était préoccupé dès les premiers jours; le 17 octobre il avait écrit directement à Torcy et à Chamillart pour obtenir que les Genevois, propriétaires au pays de Gex, fussent autorisés à faire sortir librement leurs blés. Le marquis de Torcy ré-

¹ Il s'agit sans doute de l'infortuné Pierre Fatio, qui mourut en 1707 victime de ses idées avancées et de son dévouement aux intérêts populaires.

pondit dans les termes les plus obligeants que le Roi n'avait pas attendu la demande du Conseil pour donner les ordres nécessaires à la frontière; le Ministre de Louis XIV ajoutait :

« Je vois avec beaucoup de plaisir combien
« S. M. est portée par elle-même à vous donner en toute occasion des marques de son affection. » On ne pouvait demander mieux et le Résident, en remettant au Premier Syndic la dépêche de M. de Torcy, lui affirma de nouveau que Genève n'aurait nullement à souffrir de l'entrée du maréchal de Tessé en Savoie.

Pendant toute cette période troublée les magistrats genevois font d'incessants efforts pour ne froisser personne, pour observer une neutralité réelle, mais ils ne réussissent qu'à moitié et les Registres du Conseil nous révèlent les difficultés qui surgissent à tout instant. Le 10 novembre le marquis de Sales, qui commandait en Savoie, se plaint très vivement de ce que le Conseil a donné l'ordre de quitter la ville à la femme et aux enfants du S^r Marcel réfugié, parceque ce dernier s'est engagé au service de Savoie. Le marquis de Sales prie le Conseil de laisser librement séjourner à Genève la famille de Marcel et de donner ainsi un témoignage des bonnes relations que Genève désire conserver avec la Savoie. M. de Sales ajoutait, sur un ton quelque peu menaçant, que le Duc

ne manquerait pas d'éprouver du ressentiment, si Genève cherchait à rompre « la bonne correspondance, » les bonnes relations, et que lui-même en aurait beaucoup de chagrin. Le Conseil se trouvait entre l'enclume et le marteau et il avait tour à tour à lutter contre les exigences et les réclamations du marquis de Sales et du Résident. Quoiqu'il en soit, le Conseil répondit que le S^r Marcel avait été depuis longtemps condamné à se retirer de la ville « par des raisons bien éloignées de celles qui regardent la conjoncture présente » et que sa famille était tenue de le suivre. Pour adoucir le refus, le Conseil ajoutait : « Nous entretiendrons de tout notre pouvoir la bonne correspondance & nous luy témoignerons toujours les dispositions où nous sommes de luy faire plaisir¹. » Le Conseil fit mieux encore, il décida « de ne plus presser la famille du S^r Marcel de se retirer. »

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, le Conseil

¹ En fait le marquis de Sales n'avait pas à se plaindre. Le 5 novembre un gentilhomme savoisien, le comte de Varax, fit demander la permission de se réfugier au village de Jussy, dans le cas où l'armée française entrerait en Savoie. Le Conseil lui accorda fort gracieusement l'autorisation demandée, au risque de déplaire au Résident. Peu après, lorsque le maréchal de Tessé fit son entrée à Chambéry, le président du Sénat, M. de Chamousset, se réfugia brusquement à Genève. Détail piquant, ce magistrat fugitif se montra fort mécontent de ce que le Conseil ne le reçut pas avec les honneurs dus à un président de Parlement.

de Genève avait refusé de faire une démarche en faveur de la neutralité de la Savoie. Il paraît toutefois avoir compris qu'il ne pouvait se désintéresser d'une question de cette importance; il chargea donc un de ses membres, l'ancien Syndic Gautier, de demander officieusement au Statthalter Hess, de Zurich, des renseignements sur les propositions de Mellarède. La réponse ne se fit pas attendre; la lettre du magistrat zurichois, datée du 9 novembre, est reproduite in extenso dans le Registre du Conseil¹ et elle contient de précieux détails dont voici la substance.

Chose bizarre, à Zurich on ne croyait pas encore à une rupture définitive entre le Duc et le Roi; MM. de Zurich s'étaient abstenus d'ébruiter les propositions de Mellarède, parce qu'on leur assurait de part et d'autre que le Duc de Savoie se *raccommoderait* avec la France et l'Espagne. Toutefois, comme les propositions savoisiennes étaient d'une importance considérable, Zurich s'était décidé à convoquer une session générale à Baden pour le 14 novembre, mais au dernier moment Mellarède avait écrit de Berne pour demander l'ajournement de la Diète; il alléguait qu'il n'avait pas trouvé les Cantons catholiques disposés à s'y rendre et d'autre part plusieurs

¹ Nous la publions aux documents.

des membres du gouvernement bernois étaient encore dans leurs terres. Ainsi Zurich avait dû surseoir à la convocation. Le magistrat de Zurich faisait le plus grand éloge de Mellarède dont il vantait le talent et il ajoutait que la proposition formulée par l'envoyé de Savoie serait *fort avantageuse à la Suisse et même à Genève*, mais, disait-il « je croy qu'il se rencontrera bien « des difficultés avant que l'affaire vienne à sa « conclusion. »

Le Statthalter de Zurich avait raison ; les propositions de Mellarède, qui étaient réellement dans l'intérêt de la Suisse, allaient se heurter à des obstacles de toute nature. Le Corps Helvétique était un champ clos où les influences étrangères se livraient bataille ; il était miné par la corruption et profondément divisé ; ses divisions le réduisirent à l'impuissance.

La lettre du magistrat de Zurich fut communiquée au Conseil de Genève le 13 novembre, et il fut question dans la même séance d'un fait fort étrange que nous ne pouvons passer sous silence :

« L'on a assuré, dit le Registre, que ledit
« S^r de Mellarède avoit fait voir à Berne en
« confidence l'original d'un traité fait entre le
« Roy & le Duc de Savoye, dans lequel le Roy

« s'engageoit entr'autres à leur remettre cette
« ville & le païs de Vaud. »

Le procès-verbal ne contient aucune observation sur cette étrange nouvelle, mais il semble difficile que le Conseil n'en ait pas reconnu l'invraisemblance; qu'à une époque quelconque Louis XIV ait donné carte blanche à Victor-Amédée pour Genève et le pays de Vaud, cela n'est nullement impossible, mais comment admettre qu'un diplomate de premier ordre comme Mellarède eût commis la faute de signaler ce traité aux Bernois! Pour remplir sa mission et atteindre son but, il avait à gagner les bonnes grâces des Bernois et il aurait été leur avouer que son maître ne songeait qu'à les dépouiller du pays de Vaud et à s'emparer de Genève! Non, à supposer que le traité eût existé, Mellarède se serait bien gardé d'y faire allusion; on ne commet pas d'aussi lourdes bévues.

Le Conseil de Genève affectait d'être pleinement rassuré, mais en réalité il était fort à plaindre à cause des réclamations incessantes et des allures inquisitoriales du Résident de France. M. de la Closure avait à Genève une police parfaitement organisée; suivant l'expression de Mellarède, il avait « des épies dans tous les cabarets; » il était aussi bien renseigné

que le magistrat, si ce n'est mieux ; aussi ne perd il aucune occasion de harceler le Conseil, de lui adresser des réclamations plus ou moins vives, à propos de faits souvent insignifiants et qui paraissaient devoir échapper à tout contrôle. Dans certains cas, lorsque le Résident est indisposé, *incommodé*, c'est son valet de chambre qui se présente et le Premier Syndic lui donne audience pour entendre de véritables commérages ! Citons un exemple. Vers le milieu de novembre le Résident indisposé informe le Premier Syndic par son valet de chambre que « le S^r Regis, bourgeois de ceste ville, en « fort de l'argent pour le porter au S^r Regis, « son frère, capitaine dans les troupes de Savoye, « demeurant à Thonon, où il lève des foldats. » Il semble vraiment que le Premier Syndic aurait pu négliger de semblables dénonciations, mais non, par déférence pour le Résident, il fait comparaître le bourgeois incriminé ; ce dernier reconnaît bien avoir porté à son frère les 2,000 écus, mais il déclare qu'il s'agissait « du reste « du bien qu'il avoit à son dit frère. » Le Premier Syndic ne veut pas se contenter de l'explication et il fait entendre au S^r Regis qu'étant bourgeois, il doit s'abstenir de *faire des affaires à l'Etat* et il l'invite à ne plus rien faire sans ordre exprès du Conseil. A ce moment,

les magistrats de Genève n'avaient qu'une préoccupation, c'était de ne pas éveiller les susceptibilités du terrible Résident. Le 16 novembre il est question d'un colonel au service de Savoie, le S^r Frid, qui veut venir à Genève pour régler ses comptes avec des marchands de la ville ; on attribue à tort ou à droit à cet officier l'intention de faire des enrôlements. Il n'en faut pas plus pour inquiéter le Conseil et plusieurs de ses membres disent que par prudence il faut engager le colonel Frid à ne pas venir à Genève. A force de vouloir ménager le Résident, le Conseil de Genève finissait par se compromettre ; c'est ainsi que Mellarede pouvait écrire à M. de Vernon que le Conseil penchait du côté de la France.

Sur ces entrefaites le maréchal de Tessé se décida enfin à franchir la frontière. Suivant M. de Saint-Genis¹, c'est le 15 septembre 1703 que le Maréchal fit son entrée à Chambéry. L'erreur est manifeste et ce sont les documents genevois qui nous permettent de la rectifier. Le *samedi 17 novembre*, le Syndic de la Garde annonça dans la soirée au Conseil « qu'il avoit
« reçu des avis certains que M. le maréchal de
« Tessé étoit entré jeudi au soir dans Chambéry

¹ Histoire de Savoie, t. II, p. 431

« & que ses troupes, au nombre de 4,000 hommes, y étoient entrées le lendemain matin ; que
 « l'Evêque de Grenoble, dans le diocèse de qui
 « se trouve la dite ville, en avoit reçu les clés
 « du Sénat, qu'il avoit remises au dit S^r de
 « Tessé, y ayant grande apparence que le reste
 « de la Savoye suivra bientôt cet exemple. »

C'est donc bien le 15 novembre que M. de Tessé entra à Chambéry. La ville ne fit aucune résistance et il n'y a pas à s'en étonner ; les habitants jugeaient inutile d'engager une lutte inégale. Les graves magistrats du Sénat de Savoie n'eurent pas même la velléité de protester et ils donnèrent l'exemple immédiat de la soumission ; seul le premier-président, M. de Chamousset, eut un scrupule de conscience et crut devoir se retirer ; il quitta Chambéry et chercha un asile temporaire dans une ville où assurément on ne l'attendait guère, à Genève.

Le Conseil de Genève avait été prévenu le 17 novembre au soir de l'entrée du Maréchal à Chambéry ; il décida séance tenante d'aviser Messieurs de Berne de cette grave nouvelle. A la séance suivante, le 19 novembre, le Premier Syndic proposa d'envoyer une députation au Maréchal de Tessé ; c'étoit un peu se hâter et la proposition fut combattue. Dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres il est visible

que le Conseil est partagé en deux camps : les uns se préoccupent de gagner les bonnes grâces de la Cour de France, d'autres veulent avant tout que la République reste neutre et ne se compromette par aucune démarche intempestive ou prématurée. Quoique les procès-verbaux soient rédigés d'une manière très discrète et laconique, la trace des deux courants s'aperçoit aisément ; en général, c'est la première des deux opinions qui reste maîtresse du terrain, mais il n'en fut pas ainsi le 19 novembre. La majorité du Conseil fut d'avis que pour le moment il n'y avait pas lieu d'envoyer une députation auprès du maréchal. On fit remarquer à cette occasion « qu'il « feroit plus convenable de lui rendre visite dans « le voisinage de la ville (Genève) que d'aller « à Chambéry où l'on n'avoit accoutumé que « d'aller pour le Prince (le Duc de Savoie). » Le Conseil renonça donc pour le moment à envoyer complimenter M. de Tessé ; il fit ce qui valait mieux, il rechercha les mesures qui avaient été prises lors des invasions précédentes, notamment en 1690 ; puis il décida de faire monter la garde par les compagnies bourgeoises et ordonna une inspection générale des armes.

Sur ces entrefaites le Syndic de la Garde avait expédié à Chambéry un émissaire pour être renseigné exactement sur l'état des troupes. Le

21 novembre l'agent était de retour, annonçant que les troupes commandées par le maréchal de Tessé se composaient de six bataillons d'infanterie, savoir deux du Rouergue, un du Beaujolais ou de Tournon, un de Bourbon, un de Marsilly, auxquels il fallait ajouter un régiment de dragons bleus de Languedoc. Les dragons étaient bien montés et équipés, mais l'infanterie était *fort délabrée*, composée de jeunes gens mal vêtus. Quant à l'artillerie, elle se réduisait à quatre pièces de campagne et deux de gros calibre. Le Syndic de la Garde ajoutait encore les renseignements suivants : « Les François ont pris un « château près de Montmélian, où ils ont mis « deux compagnies de grenadiers; les milices « du marquis de Sales désertent beaucoup; le « maréchal de Tessé est logé à Chambéry dans « le château & les soldats chez les bourgeois, « qui leur fournissent le logement & les ustensiles, « & tout s'y passe fort tranquillement. »

Quelques jours après le Syndic de la Garde reçut de nouveaux rapports qui portaient à 6,000 hommes environ l'effectif de l'armée d'invasion ¹

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, le Con-

¹ Les historiens français ne fournissent aucun renseignement sur l'effectif et sur les mouvements de l'armée de Tessé; il est assez curieux que ce soient les Registres du Conseil de Genève qui nous éclairent sur ces divers points.

seil avait ajourné toute députation auprès du maréchal de Tessé; il avait été bien inspiré, car il n'était pas conforme à une stricte neutralité de saisir en toute hâte la première occasion pour complimenter un général qui envahissait les états du voisin. Toutefois il ne tarda pas à se raviser et le 23 novembre il décida d'envoyer l'Ancien Syndic Favre *complimenter* le Maréchal à Chambéry ¹.

Selon toute apparence, le Conseil de Genève supposait que le maréchal de Tessé fixerait son quartier-général à Chambéry ou dans les environs et que ses troupes ne se rapprocheraient pas de Genève; cela était d'autant plus vraisemblable que les milices du marquis de Salles étaient concentrées en Tarantaise. Le Conseil se trompait; le 24 novembre on apprit que deux bataillons détachés du corps d'armée avaient passé le 22 à Rumilly, qu'ils étaient arrivés le 23 à Annecy et qu'ils devaient poursuivre leur marche par La Roche pour se rendre à Thonon; on annonçait d'autre part l'arrivée prochaine de vingt-cinq bataillons d'infanterie et de seize escadrons de cavalerie,

¹ N'oublions pas les petits détails qui ont toujours leur saveur : « Il a été dit aussi, ajoute le Registre, qu'on lui envoie des truites & du vin qui lui feront présentes par quelqu'un des Deux Cens. »

dragons de Flandre ou d'Alsace. En outre, le bruit courait que le Maréchal devait se rendre à Annecy, puis en Faucigny et en Chablais, et venir même à Genève, « s'il croyoit de ne point « faire de chagrin. » Ces nouvelles étaient fort accréditées, puisque le Syndic de la Garde, M. Buisson, les communiqua officiellement au Conseil. Que fallait-il faire ? Le Conseil ne laissa percer aucune inquiétude ; il estimait, non sans raison, que les renforts annoncés étaient destinés à assiéger Montmélian ou à envahir le Piémont, mais tout en déclarant qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer, il prit les mesures dictées par les circonstances, *sans intimider le peuple* ; il fit donner aux châtelains les ordres nécessaires pour que les sujets de la République fussent en état de prendre les armes au premier signal. L'essentiel était d'obtenir de M. de Tessé la stricte observation du traité de St-Julien ; l'article 19 de ce traité stipulait, comme nous l'avons dit, que le Duc de Savoie ne pouvait « faire affemblée de gens de « guerre, ni fortifications, ni tenir garnisons à quatre lieues près la ville de Genève. » Il convenait donc d'attirer l'attention du Maréchal sur les dispositions de ce traité, afin qu'il fit défiler les troupes françaises le plus loin possible du territoire genevois. Nous verrons dans la suite que le Maréchal connaissait parfaitement

D

le traité de St-Julien et qu'il se montra disposé à en respecter les clauses.

Le gouvernement bernois, exactement renseigné par le Conseil, suivait avec un vif intérêt les mouvements de l'armée française. Dès le 24 novembre arrivait à Genève le commandant militaire du pays de Vaud, M. de Mülinen, et le Conseil s'empessa d'envoyer deux de ses membres le complimenter; M. de Mülinen remercia de l'honneur qu'on lui faisait et assura qu'il venait comme simple particulier, pour ses affaires et non pour affaires d'état; il revint sur ce dernier point à plusieurs reprises et avec toute l'insistance d'un homme qui veut échapper aux questions indiscrètes. Il n'est pas douteux pour nous que M. de Mülinen était chargé d'une mission, sinon officielle, du moins officieuse, et ce qui le prouve, ce sont les termes de l'entretien qu'il eut avec le Premier Syndic. Il lui demanda d'emblée si le Conseil n'enverrait pas de représentant à la prochaine Diète « à cause des conjonctures présentes. » Le Premier Syndic répondit négativement: « N'étant pas notre coutume d'y aller sans y être appelés, il n'y avoit pas de l'apparence que le Conseil fît cette démarche. » Passant à un autre sujet, Mülinen déclara qu'il avait reçu de ses supérieurs l'ordre de tenir prêt le secours destiné à Genève et ajouta qu'il fallait le de-

mander en temps utile. Et cependant ne venait-il pas de dire qu'il n'avait aucune mission?

Dans un second entretien M. de Mülinen demanda de nouveau au Premier Syndic si Genève ne se déciderait pas à envoyer un délégué officieux à la Diète de Baden où devaient être discutées les propositions de Mellarède, « en quoy, disait
« M. de Mülinen, il étoit évident que nous,
« (Genève) nous avons un très grand intérêt &
« particulièrement pour la neutralité de la Sa-
« voie, à laquelle il semble qu'on veut se ré-
« duire, ce qui tourneroit aussi à notre avan-
« tage & au repos de cet Etat aussi bien que
« du canton de Berne. »

Les paroles de l'officier bernois équivalaient à une invite formelle, mais le Premier Syndic s'obstina à déclarer que Genève n'avait pas la coutume d'envoyer, sans y être conviée, un représentant à la Diète. De ce qui précède il ressort clairement que M. de Mülinen était chargé d'une mission confidentielle ; il devait exposer les avantages que pouvait offrir la neutralité de la Savoie et il devait obtenir l'adhésion de Genève. Chose étrange, le Conseil eut beaucoup de peine à entrer dans les vues de l'officier bernois ; il le fit, dirait-on, à contre-cœur et encore fallut-il une démarche simultanée pour le décider.

Dans la même séance où le Premier Syndic rendit compte de son entretien avec M. de Mulinen, il rapporta que M. d'Arzilliers lui avait tenu un langage analogue et lui avait remis un mémoire de M. de Saint-Saphorin « sur l'intérêt » que nous avons d'envoyer un particulier seulement pour solliciter & néanmoins sans éclat. » Evidemment il s'était établi une entente préalable entre Mulinen et Saint-Saphorin pour agir de concert sur le Conseil de Genève.

Le rôle politique de Saint-Saphorin est connu ; ce gentilhomme vaudois fut l'un des agents les plus habiles, les plus infatigables, de la coalition¹, il consacra tous ses efforts et son remarquable talent à combattre en Suisse l'influence française. Dans ses instructions, Victor-Amédée recommande à Mellarède de s'adresser en premier lieu à Saint-Saphorin et de suivre ses indications. Le mémoire qui fut remis au Conseil de Genève fut évidemment inspiré par Mellarède.

Le mémoire de Saint-Saphorin qui figure tout

¹ François-Louis de Pesmes de Saint-Saphorin, né en 1668 à St-Saphorin sur Morges, débuta dans la carrière des armes en Hollande et prit ensuite du service en Autriche ; il fut chargé par le Cabinet de Vienne de diverses missions, notamment en 1703 auprès des Cantons protestants. A la fin de sa carrière il fut accrédité comme ministre d'Angleterre auprès du Corps Helvétique. Il mourut à St-Saphorin le 16 juillet 1737.

au long au Registre du Conseil ¹ était très habilement rédigé pour faire impression sur les magistrats genevois. L'auteur n'a pas de peine à démontrer quel est l'intérêt de Genève : « Il
 « n'y a personne au monde, dit-il, à qui la neutralité de la Savoie soit plus importante qu'à
 « MM. de Genève Par ce moyen on enlèveroit
 « tout le prétexte aux François de s'approcher de
 « leur ville avec des troupes & la guerre seroit
 « entièrement éloignée de leur voisinage. »

La France, continue Saint-Saphorin, a une extrême envie d'avoir la Savoie ; si le Duc reconnaît qu'il lui est impossible de la conserver en temps de guerre, il se résignera à l'échanger contre d'autres territoires qu'il pourra mieux défendre. C'est ainsi que la Bresse et le pays de Gex sont tombés entre les mains de la France en échange du petit marquisat de Saluce. Quelle sera dans ce cas la situation de Genève ?

L'intérêt étant évident, Genève devait agir sans retard, faire une démarche auprès de la Diète, envoyer un député à Baden, ou, si elle préférait éviter tout éclat, elle pouvait « envoyer quelque
 « particulier habile homme pour négocier cela
 « sans caractère public. »

Telle était la conclusion de Saint-Saphorin et

¹ Nous le publions aux *Documents*

ses avis méritaient certainement d'être pris en considération. Malheureusement le Conseil se sentait porté à la défiance, à cause des sympathies et des accointances de Saint-Saphorin qui étaient bien connues. Était-ce l'intérêt de Genève ou celui de la coalition qui guidait l'auteur du mémoire ? Il y a dans le Registre du Conseil une citation latine qui nous révèle l'opinion de certains magistrats : *Timeo Danaos et dona ferentes*. Le Conseil se défiait de Saint-Saphorin, flairait quelque piège et après tout il avait tort. Sans contredit la neutralité de la Savoie offrait de sérieux avantages à Victor-Amédée, mais elle en présentait au moins autant pour Genève.

La question soulevée par Mulinen et Saint-Saphorin fut portée le 27 novembre devant le Conseil et on vit se manifester de nouveau le double courant dont nous avons déjà parlé ; les uns soutiennent qu'il est « inutile & d'ailleurs « dangereux » de paraître en cette occasion, qu'il n'y a aucune chance d'obtenir la neutralité, la France étant déjà en possession de la Savoie, que les instances de M. de Saint-Saphorin à cet égard devaient être considérées comme suspectes. C'était l'opinion des gens timorés qui craignaient par dessus tout de déplaire au Résident et à la Cour de France. D'autres conseillers parlèrent un langage plus énergique et plus ferme ; ils

•

furent valoir les arguments suivants : « la neutralité de la Savoie était très avantageuse à Genève & d'autre part il n'y avait aucun inconvénient appréciable de signaler à MM. de Berne & de Zurich les avantages qui nous en reviendraient & en particulier l'affermissement de la tranquillité publique dans ce voisinage ; dès lors il était fort à propos d'écrire aux deux Cantons Alliés en les remerciant de leur communication. »

La discussion se termina par une sorte de transaction :

« Il a été dit que l'on prie MM. nos Alliés d'avoir nos intérêts à cœur dans l'examen qui sera fait de cette affaire à la prochaine Diète de Bade. »

C'était bien vague, bien ambigu, car on ne se prononçait nullement sur la question qui allait être soumise à la Diète. Certes le Conseil aurait pu mieux faire et rien ne l'empêchait d'envoyer à Baden un délégué officieux, comme le demandait Saint-Saphorin¹ ; l'affaire en valait la peine et comportait une action plus énergique ; nos vaillants magistrats du XVI^m siècle, Michel Roset

¹ Nous ne savons où M. Gaullieur (Histoire de Genève, p. 180), a trouvé que Genève suivit le conseil de Saint-Saphorin et envoya à la Diète un magistrat, mais sans caractère public, et avec l'expresse recommandation d'observer seulement. Il n'y a aucune trace de tout cela dans le Registre, ni dans aucun des documents que nous avons pu consulter.

par exemple, auraient agi tout autrement. A Berne on se montra étonné de l'attitude de Genève et le 2 décembre le banneret de Muralt écrivit à No. Trembley pour obtenir que le Conseil fit une démarche formelle en faveur de la neutralité. Cette nouvelle tentative n'obtint pas plus de succès que les précédentes¹: le Conseil persistait dans son attitude passive, malgré les instances bernoises. C'était fort prudent sans doute, mais était-ce habile et conforme aux intérêts réels de la République ?

¹ « Vue la lettre que M. le Banneret de Muralt a écrite au « dit Noble Trembley le 2 de ce mois, par laquelle il le prie de « nous engager d'écrire à MM. de Zurich pour leur représen- « ter l'intérêt que nous avons à ce que l'on accepte la neutralité « de la Savoie afin qu'ils appuient cette affaire, il a été dit que « N. Trembley réponde comme particulier que nous en avons « déjà écrit à MM. de Zurich, aussi bien qu'à MM. de Berne, « le 17 du passé ». *Reg. du Cons., séance du 4 Decembre*





CHAPITRE QUATRIÈME

Le Conseil de Genève et le Résident de France.

Le Maréchal de Tessé

LE 27 novembre 1703, le Conseil de Genève fut informé que les deux bataillons français récemment arrivés à La Roche et qui devaient continuer leur route sur Thonon avaient reçu l'ordre de rebrousser chemin et de se diriger sur la Tarantaise. C'était pour Genève une bonne nouvelle, car la proximité des troupes françaises pouvait provoquer quelque difficulté imprévue, mais d'autre part les exigences du Résident devenaient chaque jour plus inquiétantes, c'était une véritable obsession. M. de la Closure, qui remplit pendant quarante et un ans les fonctions de Résident à Genève, fit preuve en général de dispositions bienveillantes¹, mais à l'époque dont nous nous occupons il mit à une rude épreuve la bonne volonté des magistrats

¹ Lorsqu'il demanda son rappel en 1739, le Conseil lui fit présent d'une chaîne d'or et d'une médaille de même métal portant l'inscription suivante : *Illustri viro Petro de la Closure equiti a rege Christianissimo apud nos annis XLI Residenti de republica et periclitante bene merito, Senatus genevensis*

de la République. Il avait, comme nous l'avons vu, sa police à lui et il ne se passait pas dans la ville le plus léger incident qu'il n'en fût aussitôt informé. On en jugera par le fait suivant qui fut le point de départ d'interminables difficultés. Quatre déserteurs de l'armée française se présentent au Pré-l'Evêque et vendent leurs armes à des habitants de la ville. Aussitôt plainte et réclamation du Résident. Les armes sont saisies et le Conseil fait une publication portant défense expresse d'acheter les effets des déserteurs. Mais on n'était qu'au début des difficultés et les exigences du Résident allaient devenir chaque jour plus impérieuses.

Le Conseil avait d'emblée déclaré qu'il ferait *desarmer* tous les déserteurs qui se présenteraient aux portes de la ville; c'était correct et conforme aux devoirs internationaux; mais déjà le Résident ne se contentait plus de cette mesure; il demanda formellement que l'entrée de la ville fût refusée aux déserteurs. La question était beaucoup plus grave qu'elle n'en avait l'air; il ne faut pas ou-

MDCCXXXIX. Offerte par le Senat de Genève en 1739 à noble & illustre Pierre de la Closure, Résident à Genève pour le Roi tres chretien, depuis 41 ans, lequel a bien mérité de la République, particulièrement lorsqu'elle était en danger

Voy. pour de plus amples détails sur de la Closure l'*Histoire des Residents de France à Geneve*, par L. Sordet, p. 41 et suiv.

blier que l'armée du Maréchal de Tessé comptait de nombreux Huguenots, en particulier des Camisards, et il était notoire que Victor-Amédée cherchait à se ménager des intelligences parmi eux. Il fallait répondre au Résident et ce ne fut pas sans angoisse que le Conseil dut aborder un sujet aussi délicat ; les prétentions du Résident portaient atteinte au droit d'asile et l'indépendance de la République se trouvait indirectement en jeu.

Au sein du Conseil se produisirent les mêmes hésitations que nous avons signalées précédemment; les uns ne veulent ni céder, ni transiger sur un point aussi capital; les autres, toujours dominés par des considérations de prudence, par le désir de ne pas froisser le Résident et la Cour, se résignent à de nouvelles concessions, quelque pénibles qu'elles soient. Ces divergences d'opinion se reflètent exactement dans le procès-verbal de la séance du 27 novembre. Certains font remarquer qu'une question d'une telle importance ne peut être tranchée par le Petit Conseil, qu'elle doit être portée devant les autres Conseils et que dans des circonstances analogues Genève a toujours repoussé des prétentions de ce genre pour *conserver la liberté de la ville*. D'autres soutiennent qu'on peut déférer aux désirs du Résident, pour prévenir de plus grands inconvénients.

qu'autrement la France pourra prendre sur la frontière des mesures de représailles, de surveillance, qui causeront à la République les plus grands embarras; ils vont même plus loin; ils prétendent que la mesure réclamée par le Résident ne porte aucune atteinte aux droits de la République, qu'elle est au contraire un moyen de conserver la liberté « en évitant de nous attirer « des affaires. » On pouvait aller loin avec de tels arguments! La question était trop délicate pour que le Conseil se prononçât séance tenante, les avis étant fort partagés; il fut convenu que toute décision serait ajournée jusqu'au retour de No. Favre, qui avait été envoyé à Chambéry auprès du Maréchal de Tessé; toutefois, le Syndic Chouet fut chargé d'exposer au Résident les motifs pour lesquels le Conseil désirait se conformer aux précédents et observer les mêmes règles que dans la guerre de 1690. Ainsi le Conseil reconnaissait que les prétentions du Résident étaient toutes nouvelles et contraires aux précédents.

Ce n'était pas chose facile de faire entendre raison au Résident, et la mission confiée au Premier Syndic Chouet n'était pas des plus enviables. Le Syndic agit fort sagement en priant un tiers, M. de Cambiague, d'assister à l'entretien qui portait *sur une matière aussi délicate*. Il était à

prévoir qu'il y aurait des éclats de voix et il convenait qu'il y eût un témoin.

Dès le début de l'entretien, M. de la Closure s'attacha à démontrer que, S. M. ayant donné la mesure de sa bienveillance à l'égard de la République, c'était au Conseil à témoigner à son tour sa reconnaissance « par les effets dans une « occasion que la Cour regardoit comme très « importante & très nécessaire pour prévenir les « désertions. » Le Résident ajoutait que la mesure demandée était tout à fait raisonnable, puisqu'on offrait d'autre part de livrer ceux qui déserteraient de la ville; cette dernière observation n'avait aucune portée, car les conditions n'étaient pas égales; du côté de Genève les chances de désertion étaient nulles et ne pouvaient concerner que quelques soldats de la garnison, tandis que le Maréchal de Tessé était exposé à voir désertir une partie de ses soldats huguenots. Le Résident se doutait bien que ses arguments étaient peu concluants, car il paraît qu'il se fâcha tout de bon « de tout quoy, dit le « Registre, il avoit parlé avec beaucoup de viva- « cité. »

Le Syndic Chouet, dont l'esprit et le caractère avaient été muris par de fortes études¹, ne se laissa

¹ Le Syndic Chouet était un homme d'une haute valeur intellectuelle; né en 1642, il débuta en professant la philosophie

pas déconcerter et répondit avec beaucoup de mesure et de dignité ; il commença par déclarer que le Conseil était très affligé de manifester de la répugnance dans une occasion où il aurait voulu donner au Roi « des preuves de son attachement » à son service, » mais il pria le Résident de bien vouloir peser les objections qui avaient été formulées et qu'il énonça dans les termes suivants :

« 1° La proposition de livrer les déserteurs
« porte une atteinte manifeste à notre liberté &
« à nos droits de souveraineté ;

« 2° Cette proposition, si elle était acceptée,
« ferait connaître à toute l'Europe que nous ne
« sommes plus une ville libre & neutre ;

« 3° Au cours de la précédente guerre & d'une
« manière générale, toutes les fois que la Savoie
« a été envahie, rien de semblable ne nous a
« été demandé ;

« 4° Aucun précédent ne peut être invoqué à
« l'appui d'une telle demande ;

a l'Académie de Saumur (1663), puis à Genève (1669). Détail caractéristique : il fut un des premiers savants de son temps qui renoncèrent à la vieille scholastique pour adopter la doctrine de Descartes. Son mérite ne tarda pas à lui ouvrir la carrière des fonctions publiques ; il entra au Petit Conseil en 1686 et il était syndic en 1703. Il fournit une longue carrière, car nous le retrouvons premier syndic en 1715 et 1719 ; il mourut en 1731 à un âge très avancé. Consulter à son sujet l'*Histoire littéraire*, de Senebier, t. II, p. 259 et suiv.

« 5° Le Petit Conseil ne pouvant prendre une
 « décision sans en référer aux autres corps
 « constitués, cette affaire fera beaucoup de bruit,
 « ici & en Suisse chez nos alliés, auxquels nous
 « serions peut-être obligés de la soumettre aux
 « termes de nos alliances ;

« 6° L'intérêt d'une petite République comme
 « la nôtre est de se maintenir en bons rapports
 « avec tout le monde. Au fond nous ne préten-
 « dons nullement offrir une retraite aux ennemis
 « du Roi, mais notre ville étant libre, chacun
 « peut y passer.

« Tout ce qu'on peut exiger de nous, c'est de
 « ne pas favoriser le vol que peuvent commettre
 « les déserteurs en emportant leurs effets mili-
 « taires. Sous ce rapport, nous avons religieuse-
 « ment observé la parole donnée de leur enlever
 « leurs armes, & en dernier lieu nous avons pris
 « des mesures pour empêcher qu'on achète ces
 « armes. »

Tout cela était fort bien déduit et il y avait
 de quoi embarrasser le Résident qui battit un
 peu en retraite. Il convint qu'en pareil cas la
 réciprocité était affaire de bonne volonté et de
 pure complaisance, que l'on ne pouvait pas
 contraindre Genève à livrer les déserteurs, qu'il
 s'agissait simplement d'un arrangement à con-
 clure et qu'il fallait s'entendre sur un mode de

vivre, sur un expédient. Mais quel expédient ? Le Résident finit par découvrir le fond de sa pensée; il proposa qu'au lieu de livrer les déserteurs, le Conseil leur fermât les portes de la ville. C'était là, disait M. de la Closure, un expédient très raisonnable et qui ne présentait aucun inconvénient et il supposait que « nous
« l'accepterions volontiers & que nous le ferions
« exécuter de bonne foy, en donnant tous les
« ordres nécessaires pour témoigner notre confi
« dération pour le service du Roy. »

Ainsi le Résident n'en voulait pas démordre ; il avait sans doute des instructions catégoriques, mais le Syndic Chouet montra autant de ténacité que son interlocuteur ; il lui fit remarquer que le second expédient offrait autant d'inconvénients que le premier ; un des prédécesseurs de M. de la Closure, M. d'Iberville, l'avait proposé, mais il y avait renoncé après avoir entendu les objections du Conseil.

A ce moment l'entretien dégénéra ; le Résident s'échauffa extrêmement et prit un ton presque menaçant ;

« Je vois bien, s'écria-t-il, que vous n'avez
« que des paroles quand il s'agit de plaire au
« Roy & vous lui refusez ce qu'il demande ;
« enfin, cela étant, on prendra des mesures en
« établissant des corps de garde aux environs

« de votre ville ; je suis las de votre conduite & de
 « tout ce que j'y vois ; je veux prier le Roy de
 « me dispenser de luy en rien écrire à l'avenir. »

Il paraît que le Syndic Chouet ne se laissa nullement émouvoir par cette incartade ; il conserva son sang-froid et donna au Résident le *temps de s'essorer*, de se calmer, puis très posément il lui exposa de nouveau les objections du Conseil :

« Je vous prie, dit le Syndic, de considérer
 « l'état de cette ville, la mesure que nous avons
 « à garder avec le peuple au dedans & avec
 « nos Alliés au dehors, avec l'Angleterre & la
 « Hollande, pour l'intérêt de notre commerce ;
 « il est évident que nous devons garder quel-
 « que neutralité, afin que dans ces pays-là on
 « garde quelque ménagement à notre égard, à
 « moins de risquer la perte de notre commerce
 « & la ruine totale de nos habitants. Nous
 « sommes bien persuadés que le Roy ne vou-
 « dra jamais nous jeter dans cet embarras &
 « nous réduire à de si cruelles extrémités, d'au-
 « tant plus qu'il s'agit d'une affaire peu impor-
 « tante pour le Roy, les défections n'ayant
 « jamais été bien nombreuses. Au surplus, si
 « nous venions à fermer les portes aux défer-
 « teurs, nous n'aurions plus les moyens de vous
 « faire restituer les effets militaires. »

E

Toutes ces considérations ne réussirent pas convaincre l'irascible Résident, qui évidemment se piquait au jeu et ne comprenait pas qu'il osât lui résister. Il reprit son air de vivacité dit le Registre, et se livra à toute sorte de récriminations sur la sympathie que le peuple de Genève témoignait en faveur des ennemis du Roi, sur l'empressement avec lequel on promettait les enrôlements pour le compte du Roi, tandis qu'en revanche on ne se pressait guère de poursuivre ceux qui enrôlaient pour le compte de la coalition.

Un homme en colère finit habituellement par se radoucir quand il se trouve en face d'un interlocuteur parfaitement maître de lui. C'est ce qui arriva au Résident, ses éclats de voix n'ayant aucune prise sur le calme imperturbable du Syndic Chouet. Finalement il fut convenu qu'on attendrait le retour de M. Favre pour reprendre la discussion et le Résident, qui sans doute regrettait un peu son accès de colère, dit en riant au Syndic qu'il ne fallait rapporter au Conseil que « le bon de cet entretien. »

Sur ces entrefaites, on apprit à Genève que l'état des choses s'était modifié en Savoie. Dès les premiers jours de décembre, les détachements français qui s'étaient avancés jusqu'en Faucigny avaient rétrogradé jusqu'à Chambéry ;

ce mouvement de concentration s'expliquait par le fait que le marquis de Sales avait reçu quelque renfort et qu'il se croyait en état de tenir tête à l'ennemi ¹.

Le théâtre des opérations militaires s'éloignait donc de Genève ; d'autre part, M. Favre, envoyé à Chambéry auprès du Maréchal de Tessé, avait été accueilli avec bienveillance et il rapportait les nouvelles les plus rassurantes. Saint-Simon, en quelques lignes mordantes, a tracé le portrait du Maréchal de Tessé : « C'était, dit-il, un grand homme, bien fait, d'une figure noble, d'un visage agréable, doux, liant, poli, flatteur, voulant plaire à tout le monde, surtout à la faveur & aux ministres. » Le Maréchal se montra tel vis-à-vis du modeste député de la République de Genève ; il l'accueillit avec une exquise courtoisie, lui offrant la place d'honneur et poussant la bonne grâce jusqu'à lui « marquer le déplaisir qu'il avoit de ne pouvoir pas faire assez bien connoître l'inclination qu'il avoit pour cet Etat, que le Roy luy avoit donné des ordres si précis de nous faire ref- sentir les effets de son amitié, enfin qu'il agi-

¹ Il avait menacé de dégrader les gentilshommes qui quitteraient le camp ou ne feraient pas leur devoir. *Reg. Cors*, 1^{er} Décembre

« roit d'une manière dont nous aurions tout
« sujet d'être contents ¹. »

Ceci pouvait à la rigueur passer pour de simples compliments, pour de l'eau bénite de cour, mais M. de Tessé continua en précisant; il assura que, « soit pour la liberté du commerce, soit pour
« l'approche des troupes dans les environs de
« Genève, il se conformeroit au traité de Saint-Julien qui luy étoit bien connu. »

Cette déclaration avait une importance capitale et elle était de nature à calmer les inquiétudes des Genevois; l'essentiel pour la République était que l'armée française respectât les dispositions du traité de Saint-Julien et le Maréchal s'y engageait, mais M. de Tessé, qui était un fin matois ², entendait bien tirer parti de ses promesses rassurantes. Après avoir longuement insisté sur la bienveillance du Roi et sur les bienfaits que la République en recevrait comme d'un ami et d'un puissant voisin, il insinua « que nous (Genève)
« devions avoir aussi de notre côté quelque agré-
« ment pour son service » et il conclut exactement comme l'avait fait le Résident, en mettant sur le tapis la question des déserteurs; il proposa qu'ils

¹ Reg. Cons. séance du 3 Décembre, rapport de l'ancien Syndic Favre

² « C'étoit un Manceau, digne de son pays, fin, adroit, ingrat
« à merveille, fourbe & artificieux de même » *Saint-Simon*.

fussent livrés de part et d'autre; il voulut bien convenir toutefois que sur ce point, l'intérêt du Roi était plus considérable que celui de Genève, les chances de désertion étant beaucoup plus fortes d'un côté que de l'autre, mais au fond, disait finement le Maréchal, il ne s'agit que de bien montrer qu'on ne veut point porter atteinte à la souveraineté de Genève, et sous ce rapport la réciprocité proposée est de nature à mettre la République complètement à couvert.

A la Cour de Louis XIV, M. de Tessé passait pour un charmeur¹ et son argumentation spécieuse, présentée sous les formes les plus séduisantes, dut embarrasser le magistrat genevois; ce dernier hasarda quelques objections, mais finit par se tirer d'affaire en déclarant qu'il n'avait pas d'instructions et qu'il ferait rapport au Conseil. M. de Tessé eut alors recours à un argument qu'il savait de nature à faire impression sur l'esprit de son interlocuteur; il lui raconta qu'avant ou pendant la dernière guerre, le Duc de Savoie avait sollicité avec instance l'appui du Roi pour faire valoir ses prétentions sur Genève, et que le Roi s'y était refusé². La chose est cer

¹ « Sa douceur & son accortise le firent aimer, sa fadette & le « tuf, qui se trouvait bientôt pour peu qu'il fut recherché, le « firent mépriser. » *Saint-Simon*

² Il est assez piquant de mettre en parallèle les affirmations contradictoires de Mellarède et de Tessé. Ainsi que nous l'avons

taine, ajoutait le Maréchal, insinuant fort habilement qu'il avait été mêlé aux négociations. Cela étant, Genève devait se montrer reconnaissante, avoir toute sorte d'égards pour le Roi, et notamment le Conseil ne devait pas souffrir que « les
« réfugiés qui se sont soustraits de l'obéissance
« qu'ils doivent au Roy en se retirant de son
« Royaume fissent de notre ville un lieu de cabales
« contre les intérêts de S. M. »

C'est sur ces paroles que l'entretien se termina, mais M. de Tessé fit promettre au député genevois de venir dîner avec lui le lendemain. Ce fut l'occasion d'un second entretien plus familial, où il fut surtout question des avantages de la paix, ardemment souhaitée à Genève. M. de Tessé en prit occasion pour fulminer de nouveau contre les réfugiés huguenots qui, dit-il, ne désiraient guère la paix, et il nomma le Marquis d'Arzilliers et quelques autres. Le Maréchal était parfaitement au courant de ce qui se passait en Suisse et il le montra en faisant allusion aux offres faites par les Cantons d'envoyer des troupes à Genève pour la sûreté de la ville ; à ce propos, il formula à

vu, le diplomate savoisien déclarait avoir vu l'original du traité dans lequel le Roi de France s'engageait à livrer Genève et le pays de Vaud au Duc de Savoie. De son côté, M. de Tessé affirmait que le Duc avait réclamé l'aide du Roi et que ce dernier avait refusé. L'un ou l'autre des deux personnages déguisait la vérité, peut-être même tous les deux.

l'adresse du Corps Helvétique un reproche que l'histoire impartiale est forcée de ratifier :

« En général, dit-il, les Suisses pourroient bien,
« s'ils vouloient, devenir les médiateurs de la
« paix de l'Europe, s'ils ne préféroient pas le pro-
« fit qu'ils font à fournir des troupes aux Puif-
« sances à l'honneur qu'il y auroit pour eux de
« faire (jouer) ce grand rôle. »

Sa mission accomplie, l'ancien Syndic Favre reprit le chemin de Genève, rapportant une lettre du Maréchal pour le Conseil¹; dans cette lettre, datée du 29 novembre, M. de Tessé déclarait qu'il avait ordre du Roi « de faire sentir à la
« République dans toutes occasions les effets de
« son amitié & de sa protection. » Il annonçait de nouveau sa ferme intention de respecter le traité de St-Julien :

« Que s'il se passoit quelque chose, écrivait-il,
« qui pût par mégarde vous donner la moindre
« inquiétude, soit par le voisinage des troupes ou
« pour la liberté de votre commerce que je vous
« assure n'avoir pas dessein de troubler, je vous
« supplie dans l'instant de vouloir bien vous en
« éclaircir avec M. de la Closure ou avec moy &
« j'y apporteray pour vostre satisfaction tous les
« remèdes possibles. »

¹ Nous la publions aux Pièces justificatives

Certes, on ne pouvait mieux dire et il semblait que des déclarations aussi précises fussent de nature à pleinement rassurer les Genevois. Il n'en fut pas tout à fait ainsi et le Conseil des CC fit preuve d'une défiance qui ne paraît pas avoir été partagée par le Petit Conseil. Le 3 décembre, il fut donné connaissance au CC de la lettre du Maréchal et du rapport sur la députation à Chambéry. Le protocole ne nous apprend rien sur le débat qui suivit sans doute cette communication, mais plusieurs propositions qui surgirent aussitôt après prouvent que le CC n'était qu'à moitié rassuré, et qu'il ne partageait pas la quiétude du Petit Conseil; voici ces propositions :

« M. le Confeiller Grenus, que l'on fasse un
« Conseil de guerre;

« M. le Confeiller Rigot, que l'on travaille aux
« fortifications & à faire un fonds nécessaire pour
« y fournir; que l'on visite les magasins pour voir
« l'état des munitions & que l'on fasse un amas
« de palissades pour la nécessité;

« Le S^r Procureur-Général, que s'il vient des
« troupes en plus grand nombre en Savoye, que
« l'on prenne aussi de plus grandes précautions;

« S^r Jacob de Chapeaurouge, que l'on prenne
« des mesures pour bien armer la bourgeoisie &

« que personne ne puisse donner son suffrage s'il
« n'a pas les armes nécessaires. »

Ces propositions attestaient de sérieuses appréhensions, mais il ne paraît pas que le Petit Conseil, toujours optimiste, ait jugé nécessaire de prendre les mesures demandées. Evidemment il avait une confiance illimitée, en tout cas exagérée, dans les bonnes dispositions du Maréchal de Tessé; le 4 décembre, il écrit au Maréchal pour le remercier d'avoir accueilli avec bienveillance M. Favre et il s'exprime avec une effusion quelque peu compromettante; nous relevons dans cette lettre le passage suivant qui est caractéristique :

« Nous vous prions, Monsieur, d'être per-
« suadé que nous ne saurions être plus sensi-
« bles à la bonté du Roy & aux témoignages
« de vos favorables dispositions que nous y som-
« mes & que nous tâcherons de marquer en
« toutes occasions notre attachement inviolable
« au service de S. M. & la juste reconnois-
« sance que nous avons pour ce qui vous regarde
« en particulier & comme ledit S^r Favre nous
« a rapporté encore l'entretien qu'il avoit eu l'hon-
« neur d'avoir avec vous concernant les défer-
« teurs de part & d'autre, nous vous assurons,
« Monsieur, que nous prendrons les mesures là-
« dessus qui, nous espérons, feront agréables à

« S. M., dont nous nous entendrons incessamment avec M. de la Clofure, son Résident. »

Cette lettre porte la date du 4 décembre et, le même jour, la question si épineuse des déserteurs fut remise sur le tapis en séance du Conseil. Pour tenir compte de l'opposition qu'il avait rencontrée, le Résident s'était décidé à quelque concession ; il ne demandait plus qu'on livrât les déserteurs ; il lui suffisait qu'on leur fermât les portes de la ville. C'est sur ce moyen terme, sur cet *expédient*, comme dit le Registre, que le débat s'engagea. On vit de nouveau se manifester au sein du Conseil les deux courants d'opinion que nous avons déjà signalés. Suivant les uns, « l'expédient proposé offrait les mêmes inconvénients que la précédente réclamation, soit pour le fond, soit pour les conséquences ; il ne pouvait manquer de surgir à la pratique un nombre infini de difficultés, d'occasions de nous faire du chagrin ; nous étions en droit de repousser une proposition de ce genre et le Roi était trop juste pour en éprouver du ressentiment ; au surplus, il n'était pas à craindre qu'en représaille on établît des corps de garde dans le voisinage, attendu que ce serait violer le traité de St-Julien qu'on a promis d'observer ; en outre, une telle conduite serait absolument contraire aux assurances

réitérées de la bienveillance du Roi ; il n'y avait nul péril à attendre et à persister dans notre ligne de conduite, comme nous l'avons fait il y a dix ou douze ans ; à cette époque on a fini par tenir compte de nos raisons et on a renoncé à d'injustes prétentions ; la publication qui a été faite récemment doit donner entière satisfaction à M. le Résident ; il ne faut pas douter qu'on en sera content à la Cour et cela résulte clairement de ce qui a été dit par M. de Tessé ; il faut en conclure que ni M. de Tessé, ni M. de la Closure, n'ont reçu l'ordre de nous faire cette demande ; le Résident, en habile homme qu'il est, veut simplement faire sa cour, consultant les intérêts de son maître au préjudice de notre liberté et de la neutralité que nous devons observer ; en dernier lieu la question étant très grave, il convient de la soumettre au Conseil des Soixante et peut-être au Deux-Cents. Au reste il importe à un petit Etat de suivre une ligne de conduite uniforme et nul ne saurait nous blâmer de refuser aujourd'hui ce que nous avons pareillement refusé dans des conjonctures beaucoup moins favorables. »

Ainsi parlaient ceux qui entendaient résister aux exigences du Résident et il faut reconnaître que leurs arguments avaient une réelle valeur ; il s'agissait pour eux de maintenir intacts les

droits souverains dont jouit tout Etat indépendant, si petit soit-il.

Les partisans de l'opinion contraire reconnaissaient que le Conseil serait pleinement dans son droit en refusant, mais leur préoccupation essentielle est de ne pas irriter la Cour de France; leurs principaux arguments sont les suivants :

« La concession réclamée ne porte aucune
 « atteinte à notre souveraineté & nous oblige
 « simplement à fermer nos portes à des voleurs
 « & à des gens qui violent leurs engagements¹.
 « Le Résident & M. de Tessé lui-même ont
 « déclaré qu'ils ne prétendent pas d'offencer
 « notre liberté, que l'intention du Roy est
 « au contraire de nous faire ressentir de plus
 « fort les effets de sa bienveillance. Si M. de
 « Tessé nous adresse cette demande, c'est dans le
 « seul désir de conserver ses troupes; enfin on
 « nous offre la réciprocité, ce qui met notre
 « liberté & notre souveraineté à couvert tout en
 « empêchant les soldats de notre garnison de
 « prendre du service dans les armées du Roy. »

L'argumentation laissait fort à désirer, mais la majorité du Conseil ne voulait à aucun prix déplaire à la Cour de France et elle céda. Le

¹ A ceci on pouvait répondre que ces voleurs, ces gens qui violaient leurs engagements, étaient pour la plupart des Huguenots, cherchant à se soustraire aux persécutions

Syndic Chouet fut chargé d'annoncer au Résident que l'entrée de la ville serait refusée aux déserteurs, sous la seule condition que M. de Tessé ne permettrait pas aux soldats de la garnison de s'enrôler dans l'armée du Roi. Clause presque puérile qui ne servait qu'à masquer la retraite. Le Syndic Chouet communiqua aussitôt la décision au Résident qui naturellement en témoigna une vive satisfaction. M. de la Closure avait obtenu ce qu'il voulait et il se montra bon prince, déclarant que par mesure de réciprocité, non seulement on n'enrôlerait pas les déserteurs venant de Genève, mais « qu'on nous les rendroit. »

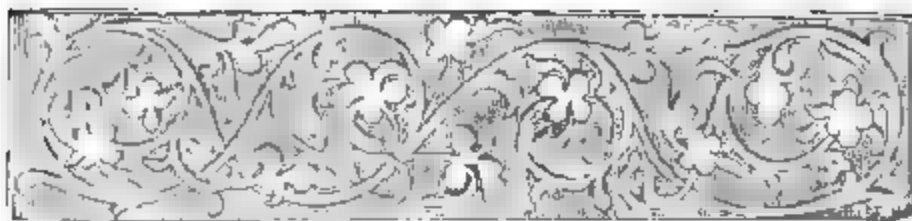
Tessé ne passa jamais pour un grand homme de guerre, mais après tout il avait bien manœuvré en Savoie, car en peu de temps et presque sans coup férir il s'était rendu maître de la plus grande partie du duché. Ne semblait-il pas naturel de le laisser continuer l'œuvre commencée ? Les intrigues de cour en décidèrent autrement. Chamillart, le ministre tout puissant, voulait pousser son gendre, le Duc de La Feuillade, et il tourna si bien, dit Saint-Simon, qu'il lui procura le commandement en chef de deux provinces frontières et d'un corps d'armée. Tessé, qui ne songeait qu'à plaire au ministre, se prêta aisément à ce petit manège ; il reçut l'ordre de passer en Italie et fit

demander la permission de traverser Genève incognito. Le Conseil n'eut garde de refuser et il poussa la courtoisie jusqu'à offrir au Maréchal le brigantin de la Seigneurie pour passer le lac.

Lorsque La Feuillade arriva en Savoie, le marquis de Sales avait repris l'offensive ; il occupait Annecy et de cette ville il envoyait ses ordres dans les baillages de Ternier et de Gaillard, mettant ainsi dans le plus cruel embarras les magistrats et les fonctionnaires qui avaient suivi l'exemple du Sénat de Savoie et s'étaient empressés de reconnaître l'autorité du Roi. Le Registre du Conseil de Genève nous apprend que M. de Launay, juge-mage de Ternier, avait été cité à comparaître à Annecy pour répondre de sa conduite, et les gardes de la Capite d'Arve, craignant d'être enlevés la nuit par les agents de M. de Sales, venaient coucher tous les soirs à la Tour d'Arve, sur territoire genevois. Les appréhensions de ces dignes fonctionnaires ne furent pas de longue durée. La Feuillade, désireux de marquer son arrivée par une action d'éclat, fit une pointe sur Annecy, qu'il reprit avec quelques volées de canon, et Saint-Simon ajoute malicieusement : il nettoya quelques petits postes que Tessé avait exprès laissés pour faire sa cour au ministre. On conçoit quel fut le ravissement de Chamillart lorsqu'il apprit les brillants exploits

de son gendre ! Dès qu'il se fut emparé d'Annecy, La Feuillade fit avancer un régiment de cavalerie du côté du Faucigny; un autre régiment de cavalerie et trois bataillons d'infanterie vinrent occuper le Chablais.





CHAPITRE CINQUIÈME

*Berne et Fribourg envoient des députés
à Chambéry.*



Ussitôt après avoir rempli sa mission à Zurich, Mellarède s'était rendu dans les cantons catholiques de la Suisse primitive. Dès les premiers jours de novembre il était installé à Berne, où il avait trouvé un précieux auxiliaire dans la personne de Saint-Saphorin. C'est auprès du gouvernement bernois que le diplomate savoisien devait rencontrer le meilleur accueil; aussi dans ses lettres à M. de Vernon¹ parle-t-il souvent de « nos bons amis de Berne. » Ce Canton était naturellement favorable aux projets de Mellarède à cause du Pays de Vald et de Genève; puis, il faut le dire, les patriciens bernois, en dépit de leurs défauts, montrèrent souvent de la clairvoyance et une certaine grandeur dans leurs conceptions politiques; seuls ils comprirent vraiment la portée des propositions de Mellarède.

¹ Archives royales de Turin, *Ms. 35*

Stimulé par Saint-Saphorin et par l'envoyé savoisien, le gouvernement bernois ne resta pas inactif; il se concerta avec Fribourg dont les intérêts étaient à peu près identiques et il fut décidé d'un commun accord qu'une députation se rendrait à Chambéry pour prier le maréchal de Tessé¹ de suspendre les opérations militaires jusqu'à ce que la Diète se fût entendue avec l'Ambassade de France. Certes, pour tenter une démarche aussi délicate, il fallait bien que les Républiques de Berne et de Fribourg eussent confiance dans le prestige séculaire de leurs armes!

La mission de se rendre au quartier-général français fut confiée au banneret de Muralt qui se mit en route vers le 10 décembre; il devait s'arrêter à Fribourg pour prendre un député de ce canton. Le 12 décembre, la prochaine arrivée des deux députés est annoncée à Genève et le Registre du Conseil mentionne le fait dans les termes suivants :

« M. le Premier Syndic a rapporté, après le
« prêche du matin, qu'on l'avoit assuré que M. le
« Banderet de Muralt pour MM. de Berne & un
« autre Seigneur de Fribourg pour ce Canton de-
« voient arriver ici ce soir pour aller à Chambéry

¹ A ce moment, le maréchal de Tessé n'avait pas encore remis le commandement au Duc de la Feuillade.

« auprès de M. le maréchal de Tessé, pour le
 « prier au nom de leurs Supérieurs & même de
 « tout le Corps Helvétique de suspendre de passer
 « outre avec les troupes du Roy & particuliè-
 « rement de ne les pas faire avancer dans le
 « Chablais, jusqu'à ce que les Cantons en ayent
 « conféré avec M. le marquis de Puissieux, ambas-
 « sadeur de France en Suisse, étant question de
 « savoir comment on en doit user à leur entrée,
 « D. O. (dont opiné) il a été dit que, s'ils se con-
 « fligent à la porte, on se mette sous les armes. »

Les deux députés, M. de Muralt, pour Berne, et M. Féguely, pour Fribourg, ne tardèrent pas à arriver à Genève avec une suite de treize ou quatorze personnes; ils descendirent à l'Hôtel de la Balance. Le Conseil délégua aussitôt quelques-uns de ses membres pour les complimenter. On peut lire tout au long dans le Registre du Conseil le minutieux cérémonial de l'entrevue; à distance, tout cela paraît bien vide et prétentieux, mais à cette époque l'étiquette des cours s'était glissée jusque dans les plus modestes républiques. Laissons de côté ces détails oiseux et arrivons au fait essentiel. Des délégués du Conseil firent visite le même jour aux députés des deux cantons; l'entretien s'engagea d'une manière générale sur « les affaires du temps, » puis sur l'objet spécial de l'ambassade MM. de Muralt et Féguely assurè-

rent que « l'intérêt & la sûreté de cet Etat (Genève)
 « avoient beaucoup influé sur le dessein que l'on
 « s'étoit proposé de prier M. le maréchal de Tessé,
 « non seulement de la part des deux cantons, mais
 « encore de tout le Corps Helvétique, de suspendre
 « toutes opérations militaires jusqu'à ce que dans
 « la prochaine Diète l'on ait pris des mesures con-
 « venables pour la neutralité des provinces voisi-
 « nes & pour l'établir d'une manière solide pour la
 « tranquillité de ce pays, que si bien la Diète
 « n'avoit pas encore délibéré de cette affaire, ils
 « avoient eu ordre de leurs supérieurs d'agir posi-
 « tivement au nom de tout le Louable Corps
 « Helvétique, suivant l'ancienne coutume des
 « cantons, les plus voisins du péril & de l'embra-
 « sement devant faire les démarches provision-
 « nelles, au nom de tout le Corps, pour le repos
 « & la tranquillité publique. »

En même temps les deux députés prièrent les magistrats genevois de leur indiquer tout ce qui pourrait contribuer au succès de leur mission, mais les Genevois gardèrent l'attitude la plus réservée et se bornèrent à dire que les lumières, l'expérience et les capacités reconnues, des députés de Berne et de Fribourg, aussi bien que les égards dus au Louable Corps Helvétique, suffiraient pour assurer le succès.

A la fin de l'entrevue, les députés suisses an-

noncèrent qu'ils avaient l'ordre de se rendre non seulement au quartier général français, mais aussi auprès du marquis de Sales, afin de négocier de part et d'autre la suspension d'armes¹.

Le même jour, les deux députés se rendirent à l'Hôtel de ville pour le visiter et pour assister à la garde montante; le lendemain, 14 décembre, ils quittèrent la ville à la première heure, à l'ouverture des portes. Dès leur arrivée à Chambéry, ils se présentèrent au quartier-général; le duc de la Feuillade, qui venait de succéder au maréchal de Tessé, les accueillit avec courtoisie, fort honnêtement, dit le Registre du Conseil, et le député de Berne, M. de Muralt, lui adressa l'allocution suivante, dont les termes avaient été mûrement pesés :

« Illustre & Magnifique Seigneur,
 « Leurs Excellences des deux Louables Cantons
 « de Berne & de Fribourg, nos Souverains Sei-
 « gneurs, nous ont ordonné de présenter à Votre
 « Excellence les assurances de leur très humble
 « service & en suite de luy dire qu'après que les
 « glorieux ancestres des Louables Cantons eurent
 « acquis par la valeur de leurs armes la liberté

¹ Le Registre du Conseil se garde bien d'omettre qu'à l'issue de l'entretien, les magistrats genevois furent accompagnés jusqu'à la cour de l'hôtel par les députés suisses, et jusqu'à la rue par un gentilhomme de leur suite

« de leurs États, ils établirent ensuite, par la
 « sagesse de leurs conseils & les lumières de leur
 « prévoyance, des maximes pour conserver ce
 « précieux acquêt à leur postérité.

« Parmi ces maximes, la plus fondamentale
 « consiste dans le soin d'avoir plusieurs souverains
 « pour voisins & de ne point permettre que les
 « pays qui confinent leurs États & qui en font
 « la barrière tombent sous une même puissance.

« Ils ont pour cet effet pourvu, dans tous les
 « traités conclus avec les Rois & Princes, par
 « des réserves formelles pour être en droit de
 « secourir ces pays sans que pourtant cela dut
 « déroger aux obligations des traités.

« Ils ont regardé ces maximes comme sacrées
 « & inviolables, ne croyant pas de pouvoir jamais
 « s'en désister sans manquer à ce que l'on doit
 « à Dieu, à la patrie, à leur propre honneur & à
 « la postérité.

« Ces résolutions ont été si heureuses qu'en
 « plusieurs occasions elles ont dissipé les nuages
 « qui menaçoient la Suisse d'orage & de trouble.

« On ne les a pas cachées à S. M. T. C. & à
 « son Ministre en Suisse, à qui on a déclaré qu'on
 « ne pouvoit voir d'un œil quiet (tranquille) se
 « laisser environner par une seule Puissance &
 « que la souveraineté des Cantons, qui ne relève
 « que de Dieu, devienne dépendante.

« Ce qui s'est fait dans la confiance entière que
 « S. M. T. C. qui a si souvent déclaré aux
 « Louables Cantons combien elle avoit à cœur
 « leur repos & tranquillité, verra aussy avec plai-
 « sir les mesures qu'ils prennent pour s'y conser-
 « ver.

« Il est vray que la bienveillance dont S. M.
 « T. C. les honore, à ce qu'il semble, devrait
 « calmer leur inquiétude & lever tous les om-
 « brages de son voisinage, mais on fait que tel
 « Prince, qui est aujourd'huy ami d'un Etat,
 « peut devenir son ennemi, que par la révolution
 « du temps les maximes des Princes changent &
 « que les successeurs n'entrent pas toujours dans
 « les sentiments d'affection de leurs prédéces-
 « seurs; c'est pourquoy on ne croit pas qu'il soit
 « expédient d'oublier & de quitter les maximes
 « des ancestres, qui jusques icy ont conservé le
 « repos & la liberté à la nation.

« Comme donc ils ont regardé la Savoye
 « comme une barrière & qu'ils ont fait des
 « réserves par les traités de la paix perpétuelle
 « conclue avec le Roy François I de glorieuse
 « mémoire, & du depuis dans tous les traités
 « d'alliance, de la pouvoir conserver, il ne faut
 « pas être surpris si aujourd'huy les Cantons
 « entrent à cet égard dans tous les soins de leurs
 « prédécesseurs.

« Ils ne disent pas que la conquête d'icelle
 « faite par les armes de S. M. T. C. ne soit
 « juste, mais ils ne croient pas que pour cela ils
 « doivent négliger les moyens d'assurer leur
 « repos & leur liberté; c'est pourquoy ils ont
 « convoqué une Diète générale à Bade, non
 « seulement pour faire les réflexions convenables
 « sur les révolutions qui pourroient survenir en
 « Savoye par les armes de S. M. T. C., mais
 « particulièrement pour y négocier une neutra-
 « lité, afin d'être dispensé de donner le secours
 « que S. A. R. leur demande en vertu des
 « alliances & de la présente nécessité.

« Mais cette négociation pourroit devenir
 « infructueuse & manquer de succès, si, pendant
 « qu'on y travaille, le Roy s'emparoit de la
 « Savoye; les deux Louables Cantons de Berne
 « & de Fribourg, munis de l'autorité de tout le
 « Corps Helvétique, fondés dans son consentement
 « & dans l'ancienne & nouvelle pratique, ont
 « jugé nécessaire de nous députer auprès de
 « Votre Excellence, ayant le commandement des
 « troupes du Roy, pour la prier très instamment
 « de vouloir laisser la Savoye dans l'état où elle
 « se trouve présentement, sans pousser plus outre
 « les opérations de guerre jusques à la fin de la
 « Diète de Bade.

« Cette demande ne préjudicie en rien aux

« intérêts de S. M. T. C., elle est conforme aux
 « égards qu'elle a toujours eus pour la nation
 « suisse, en vue des bons services rendus à Sa
 « Couronne ; elle tend à conserver les égards
 « respectueux pour S. M. T. C., contre qui S. A. R.
 « demande des secours effectifs ; elle est fondée sur
 « de nouveaux exemples qui montrent que, dans
 « des cas pareils, on a déferé aux instances des
 « Louables Cantons. Nous espérons donc que
 « V. E. voudra entrer dans toutes ces raisons &
 « bonnes considérations pour accorder aux Loua-
 « bles Cantons un *interim* jusques à la fin de la
 « Diète de Bade.

« En ce cas nous avons ordre de demander le
 « même délai à M. le Marquis de Sales. V. E.
 « obligera par là considérablement tout le Corps
 « Helvétique & en particulier Nos Souverains
 « Seigneurs des deux Louables Cantons de Berne
 « & de Fribourg qui en conserveront un digne
 « souvenir, dans les occasions qui se présenteront
 « pour le service de V. E. à qui nous souhaitons
 « toute prospérité avec offre de nos très humbles
 « services¹. »

¹ Cette allocution est transcrite in extenso dans les Registres du Conseil de Genève, et elle a été publiée pour la première fois par M. Carutti, dans les *Mémoires de l'Académie royale de Turin*, t. XX, 2^{ème} série, p. 171 et 172.

Il eût été difficile de s'exprimer avec plus de dignité et de réserve, mais il était aisé de prévoir que la proposition formulée par M. de Muralt se heurterait à une fin de non-recevoir. Le duc de la Feuillade répondit d'une manière évasive; il alléguait qu'il n'avait ni ordre, ni commission du Roi à cet égard, « étant tenu au contraire de fuivre les intentions de S. M.; » il conclut en engageant les députés des deux cantons à s'adresser directement au Roi ou tout au moins au marquis de Puisieux, son ambassadeur en Suisse. C'était une manière polie d'éconduire les deux députés; ceux-ci cherchèrent alors à obtenir que le duc de la Feuillade se chargeât de transmettre lui-même au Roi la dépêche dont ils étaient porteurs; ils ajoutaient qu'ils étaient prêts à attendre la réponse. Le Duc commença par refuser et il en fut de même de l'Intendant Bouchu auquel ils s'adressèrent également. D'autres se seraient découragés et auraient abandonné la partie, mais les deux députés suisses avaient la ténacité de leur race. Le Duc de La Feuillade, qui voulait bien les éconduire, mais non les froisser, commença par les « régaler à « diner, » puis le jour suivant leur fit visite; ils en profitèrent pour renouveler leurs instances et finalement le Duc se décida à recevoir leur mémoire pour l'envoyer en Cour, par la *voie*

*ordinaire*¹. Maigre concession, mais il fallut s'en contenter. M.M. de Muralt et Féguely avaient au début manifesté l'intention d'attendre à Chamhéry la réponse du Roi, mais il fallut y renoncer, du moment que la dépêche était expédiée par voie ordinaire et non par un exprès. Les deux députés se décidèrent donc à quitter le quartier-général : ils ne pouvaient se dissimuler que leur mission avait échoué; ils avaient l'ordre de réclamer une suspension d'armes qui avait été poliment refusée.

Ils reprirent donc le chemin de Genève où ils arrivèrent dans la soirée du 19 décembre. Le Conseil, prévenu de leur prochain passage, avait donné l'ordre de retarder la fermeture des portes

¹ On ne peut se faire aucune illusion sur les intentions de la Feuillade après avoir lu le passage suivant d'une de ses lettres à Chamillart, son beau-père :

« J'ai fait marcher, écrit-il le 15 Décembre, M. de Vallière
« avec 5 bataillons & deux pièces de canon à Annecy, en lui
« ordonnant de reprendre les postes de Thonon, Evian & La
« Roche M. de Vallière a trouvé les habitants d'Annecy plus
« revoltés que jamais contre leur souverain, par les mauvais
« traitements que leur avait fait éprouver M. de Sales Le suc-
« ces de cette expedition m'a donné le moyen de me refuser net-
« tement aux propositions que vinrent me faire les députés de
« Berne & de Fribourg pour la neutralité du Chablais. Jugeant
« que par cette neutralité leur projet était d'occuper ce pays
« avec leurs troupes & même de se rendre protecteurs de la Sa-
« voie, je leur déclarai ne pouvoir retirer sans un ordre du R^{oi}
« les troupes qu'il venait d'y envoyer. Je continuai donc de
« resserrer M. de Sales & de le retenir sur le Piémont. »

et le lendemain il envoya auprès d'eux une délégation chargée de leur souhaiter la bienvenue. MM. de Muralt et Féguely ne firent aucun mystère de l'insuccès de leur négociation; le député bernois se borna à déclarer qu'on verrait à la Cour de France que le Corps Helvétique ne reculait devant aucune démarche pour assurer « la liberté, le repos & la tranquillité de la « patrie. » Notons en passant un curieux propos qui dénotait chez l'un des députés une singulière clairvoyance. M. de Muralt émit l'idée qu'un jour le Duc de Savoie se trouverait entraîné à échanger la Savoie contre un équivalent en Italie. Son collègue de Fribourg se prononça dans le sens opposé; il estimait « qu'il n'y avait « nulle raison de craindre un semblable évènement. » C'était le Bernois qui voyait juste, mais sa prédiction ne devait s'accomplir qu'au siècle suivant.

Il avait été convenu au Conseil qu'on *régalerait* MM. les Députés et le même jour ils furent conduits en carrosse à l'Hôtel-de-Ville où ils furent reçus avec de grands honneurs « à la porte intérieure de la nouvelle antichambre. Au repas qui suivit « on porta les fantes ordinaires, dit le Registre, « & on finit par celle du louable Corps Helvétique « avec le bon vin de M. le Conseiller Perdriau; » au milieu des soucis et des inquiétudes du jour,

ces dignes magistrats avaient encore le loisir d'apprécier le bon vin de M. Perdriau !

Les deux députés suisses quittèrent Genève le 21 décembre, non sans avoir fait une visite de politesse au Résident du Roi qui s'empressa de la leur rendre le même jour.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, le Maréchal de Tessé et l'Intendant des armées du Roi, M. Bouchu, avaient manifesté les dispositions les plus bienveillantes à l'égard de la République ; cela n'empêcha pas l'Intendance de prendre une mesure qui causait à Genève le plus grave préjudice. Le 15 décembre, sans autre avis, M. Bouchu fit publier défense formelle aux sujets de Savoie et à tous autres d'apporter des blés à Genève ; il n'y avait d'exception que pour les Genevois domiciliés ou propriétaires en Savoie et encore cette concession était-elle entourée de restrictions vexatoires. Le procédé était sommaire et le Conseil en fut très froissé ; il fit part de ses doléances au Résident, en lui manifestant toute sa surprise et en lui représentant que la défense d'exportation était contraire au traité de St-Julien. A l'ouïe de ces réclamations, le Résident s'emporta et soutint qu'en pareil cas, en cas d'urgence, le droit du souverain était absolu. Il finit toutefois par se radoucir et déclara qu'il serait bien aise d'avoir un mémoire sur la ques-

tion, afin de l'envoyer à l'Intendant. Certes dans ces moments difficiles, la situation de Genève n'était pas enviable ; le Conseil se heurtait de tous côtés à des prétentions insoutenables, à des exigences ou à des vexations injustifiées. Tandis que l'Intendant des armées du Roi entravait l'approvisionnement de la ville, le président du Sénat de Savoie, M. de Chamousset, qui avait prudemment cherché un asile à Genève, trouvait fort étrange que le Conseil ne le fît pas complimenter ! Le Registre constate non sans raison que, M. de Chamousset étant venu *incognito et en refuge*, on ne pouvait lui rendre les honneurs habituels. En effet, il eût été bizarre que le Conseil fît complimenter un magistrat qui avait abandonné son poste.

A Berne et à Zurich on n'était nullement rassuré à l'endroit de Genève et les gouvernements des deux cantons alliés se concertèrent pour une démarche commune ; par lettres du 27 et du 28 décembre, ils offrirent au Conseil d'envoyer à Genève deux représentants ou commissaires, chargés de « faire confédéralement tout ce que les » conjonctures requerront. »

L'offre des deux cantons était naturelle ; elle se justifiait d'une manière suffisante par les mouvements de troupes qui s'accomplissaient si près de la ville. Le gouvernement bernois qui était

toujours sur le qui-vive à cause du pays de Vaud, annonçait en même temps qu'il envoyait dans le voisinage le Haut Commandant du pays de Vaud, Albert de Mulinen, en lui enjoignant de se maintenir en communication constante avec Genève et en lui donnant pleins-pouvoirs « pour tout ce qui peut contribuer à la sûreté commune. »

Les offres de Berne et de Zurich provoquèrent au sein du Conseil de Genève une discussion très animée, dans laquelle se manifestèrent de nouveau les deux courants opposés. Les uns, ceux qui se préoccupent surtout de ne pas éveiller les susceptibilités de la France, trouvent *surprenant* que les gouvernements de Berne et de Zurich se donnent encore tant de crainte, puisque l'effectif de l'armée française en Savoie ne dépasse pas 4,000 hommes; il est constant, disent-ils que « moyennant la grâce de Dieu, on n'a jamais eu tant de raisons d'être en tranquillité que l'on a dans la présente conjoncture. » Cela étant, il n'y a qu'à remercier les deux gouvernements du nouveau témoignage qu'ils nous donnent de leur sollicitude, en les assurant que le Conseil continuera à les tenir au courant et que, le cas échéant, s'il survient quelque danger, nous nous prévaudrons de leur offre. Ceux qui soutenaient cette opinion ajoutaient qu'après les assurances positives données au nom du Roi, il fallait « user

« d'une grande circonspection en cette affaire, afin
 « de témoigner notre confiance & nous conserver
 « la liberté du commerce. »

Les autres membres du Conseil, tout en reconnaissant qu'il n'y avait rien à craindre pour le moment, estimaient qu'on pourrait tirer quelque avantage de la présence des députés de Berne et de Zurich; ce sont, disaient-ils, des offres indirectes, qu'il est délicat de repousser; elles sont un témoignage probant de leur affection; dédaigner ces offres, ce serait risquer d'indisposer les deux gouvernements alliés « ou les confirmer dans les
 « soupçons qu'on peut leur insinuer à notre pré-
 « judice. » Ceux qui émettaient cet avis concluaient en ces termes : en premier lieu, il importe de fournir aux deux Cantons des données précises sur l'état des troupes qui se trouvent en Savoie : il résulte de ces renseignements qu'il y a peu de danger à courir pour le moment. Toutefois, nous remettons le tout à leur prudence et à leur sollicitude et s'ils persistent à croire qu'il y a urgence de nous envoyer des représentants, nous accueillerons leur décision comme une preuve nouvelle de l'intérêt qu'ils prennent à notre sécurité.

Entre les deux opinions que nous venons d'exposer, il y avait mieux qu'une simple nuance; les uns étaient soucieux surtout de ne pas froisser les susceptibilités françaises, les autres ne se

préoccupaient que de conserver les sympathies des deux Cantons. Ce fut la première des deux opinions qui l'emporta, mais le Conseil ne voulut pas assumer seul la responsabilité de la décision et il décida de soumettre le jour même la question au Conseil des Soixante, auquel on en référerait dans les cas graves ou douteux. Le Registre ne fournit qu'un résumé des plus succincts de la nouvelle discussion qui s'engagea et qui dut être fort intéressante. Le résultat du vote fut caractéristique ; le Conseil des Soixante se partagea en deux fractions égales, ou, comme le dit le Registre, les deux avis se trouvèrent égaux. Il fallait pourtant une solution et de guerre las on s'en remit au Petit Conseil du soin de rédiger pour le mieux la réponse aux deux gouvernements alliés.

La tâche dévolue au Petit Conseil n'était pas des plus aisées ; il s'agissait de trouver une rédaction qui fût de nature à satisfaire les uns et les autres ; or les uns demandaient qu'on répondît oui, les autres préféraient qu'on répondît non. Le terrain de transaction n'était pas facile à trouver, mais le Conseil réussit à se tirer assez adroitement de ce mauvais pas. Dans sa réponse, datée du 1^{er} janvier 1704, il commence par remercier avec effusion les deux gouvernements de leur offre et de leur affectueuse sollicitude, puis

il expose que dans toute la Savoie l'effectif des troupes françaises s'élève au plus à 4,000 hommes; dans le Dauphiné, il n'y a que 500 hommes de troupes réglées et 2,000 hommes de milice; d'autre part, le marquis de Sales, qui commande pour le Duc de Savoie, n'a sous ses ordres que 2,000 hommes de milice, dispersés dans les montagnes de la Maurienne et de la Tarantaise. La conclusion se déduit d'elle-même: Genève n'a rien à craindre pour le moment; toutefois, ajoute le Conseil, « comme Vos Seigneu-
 « ries peuvent avoir en vue d'autres considérations
 « qui nous sont inconnues, ou que l'on peut leur
 « avoir donné d'autres avis que ceux que nous leur
 « avons donné ci-devant, qui peuvent les détermi-
 « ner dès à présent d'une autre manière, suivant
 « l'importance qu'elles y pourront trouver, nous
 « nous en remettons entièrement à tout ce que
 « V. S. en voudront bien résoudre suivant leur
 « sage & prudente conduite & les mouvemens de
 « leur affection confédérale envers nous, & nous
 « continuerons cependant de les informer de tout
 « ce que nous apprendrons. »

La réponse du Conseil laissait toute liberté aux deux gouvernements d'envoyer ou de ne pas envoyer des représentants, mais à Berne aussi bien qu'à Zurich, elle fut considérée comme négative, comme une fin de non recevoir, et en

G

effet, le Conseil laissait entrevoir le fond de sa pensée. Les deux gouvernements se le tinrent pour dit et renoncèrent à envoyer des représentants à Genève; de l'attitude du Conseil ils paraissent avoir conclu qu'il subissait l'influence française. Cette opinion, nous la trouvons exprimée sans aucune réserve dans un écrit récent, publié à Zurich¹. Y avait-il au sein du Petit Conseil une majorité qui, par calcul politique, inclinait vers la France? La question est délicate et elle reste douteuse. Il faut reconnaître que dans diverses circonstances le Conseil prêta le flanc à certaines insinuations; ses lettres à M. de Tessé sont d'une obséquiosité regrettable, mais après tout il ne faut pas s'en rapporter aux apparences et il convient de se rappeler les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouvait Genève. Il suffisait d'un ukase de l'Intendant des armées du Roi pour suspendre toute relation commerciale et affamer la ville. D'autre part les Genevois en étaient toujours à considérer le Duc de Savoie comme l'ennemi hérédi-

¹ Dr Ricarda Huch, *Die Neutralität der Eidgenossenschaft während des spanischen Erbfolge-Krieges*. Zurich, 1892, p. 167 et 168. L'auteur affirme que, pendant toute la durée de la guerre, Genève ne dissimula nullement ses préférences pour la politique française et que le Conseil ferma volontairement les yeux sur le danger. Ces assertions nous paraissent fort discutables, en tout cas exagérées.

(99)

taire et le Conseil comptait plus que de raison
sur la protection de la Cour de Versailles.



29300A



CHAPITRE SIXIÈME

Mellarède et Beretti-Landi à Lucerne.

Diete de Baden du 9 decembre 1703.



A mission confiée à Mellarède était d'autant plus difficile qu'elle exigeait de nombreuses démarches auprès des principaux Cantons. L'envoyé savoisien ne se faisait à cet égard aucune illusion et dans une de ses lettres au Chevalier de Vernon, il s'en exprime très nettement :

« L'affaire de la neutralité ne peut pas aller
« plus vite; j'ay à négocier avec treize États
« différents, de différente religion, de génie
« différent, & en chaque endroit avec vingt-cinq
« ou trente personnes¹. »

Pour négocier dans de telles conditions il fallait de véritables trésors de patience et de bonne humeur et plus d'un diplomate étranger deva't succomber à la tâche. Quant à Mellarède, il avait toutes les qualités requises pour accomplir sa mission; c'était un infatigable lutteur,

¹ Archives de Turin, *Manzoni* 35, lettre du 12 Nov 1703.

d'une tenacité à toute épreuve. Il avait posé les premiers jalons à Zurich et à Berne ; il lui fallait sans retard se mettre en relations avec les Cantons catholiques qui étaient liés à la maison de Savoie par d'anciens traités. Une conférence fut convoquée pour le 19 novembre à Lucerne et Mellarède quitta Berne pour s'y rendre ; il arrivait les mains garnies. On a souvent parlé de la corruption éhontée qui régnait en Suisse dans les sphères officielles. Malheureusement il faut céder à l'évidence et nous avons éprouvé une pénible impression en lisant aux Archives de Turin une dépêche adressée par le Duc de Savoie à Mellarède, au moment où ce dernier se disposait à partir pour Lucerne :

« Vous pourrez, écrit Victor-Amédée, leur dif-
 « tribuer dès à présent jusqu'à la somme d'envi-
 « ron 4 à 5000 écus, promettant à 5 ou 6 des
 « plus accrédités des croix de St-Maurice, qui
 « font un grand effet en ce pays-là, avec une
 « pension jusqu'à 100 écus, aux uns plus, aux
 « autres moins, sans passer ladite somme, à pro-
 « portion de leur crédit. Nous vous faisons envoyer
 « une lettre de crédit de cent mille livres pour
 « faire voir que vous n'avez pas les mains
 « vides¹. »

¹ Archives royales de Turin, lettres de S. A. R. au comte Mellarède, *Manzo* 35, n° 4.

Cette lettre jette un bien triste jour sur les mœurs publiques au siècle dernier et elle contribue à expliquer l'impuissance de la Diète, ballottée entre les courants les plus opposés.

Mellarède arrivait donc à Lucerne avec cent mille livres et des décorations à distribuer ; c'était une bonne entrée en matière ; elle était d'autant plus nécessaire qu'il régnait dans les cantons catholiques une sourde irritation contre le Duc de Savoie. On lui reprochait surtout d'être en retard pour le paiement des pensions et d'autres subsides ; puis il y avait des réclamations vraiment puériles à propos d'un ancien privilège dont jouissaient les officiers suisses de porter une *canne noire*¹. L'Espagne et la France avaient tout intérêt à attiser le feu et précisément la première de ces deux puissances venait d'accréditer à Lucerne un nouvel ambassadeur, le marquis Beretti-Landi, qui allait par tous les moyens contrecarrer les efforts de Mellarède. Les contemporains ne sont pas d'accord sur le compte de Beretti-Landi ; Saint-Saphorin l'appelle dédaigneusement « une figure d'ambassadeur. » En revanche, le marquis de Puisieux fait son éloge et le représente « comme poli,

¹ Le Duc de Savoie l'avait remplacée par une canne en bois de Brésil. V. l'ouvrage précité de D^r Ricarda Huch, p. 163.

« affable, d'un grand travail, d'une franchise
 « surprenante pour un homme de sa nation, d'une
 « vivacité qui l'emporte & lui fait voir souvent
 « de l'importance dans les choses les plus sim-
 « ples. » Malheureusement cet Italien, d'un esprit
 si fin et délié, avait un grave défaut ; c'est Du Luc
 qui nous l'apprend : « Il est toujours sans argent ;
 « or vous savez si missionnaire sans argent doit
 « se flatter d'être écouté dans ce pays ; sans
 « argent point de miracle¹. »

Beretti-Landi arriva à Lucerne pour le début de la conférence, présenta ses lettres de créance et fit en même temps une déclaration dont les Recès fédéraux nous ont conservé la substance². Il débute par un pompeux éloge de son souverain qu'il déclare animé des meilleures intentions à l'égard du Corps Helvétique ; le nouveau Roi d'Espagne est maintenant reconnu par tous ses sujets et il est l'objet de toute leur affection, la guerre entreprise contre la France et l'Espagne n'a procuré que des revers à ceux qui l'ont entreprise. Après cet exorde, Beretti-Landi attaque avec une extrême vivacité le Duc de Savoie qui, au mépris des traités les plus sacrés, a pris parti contre Louis XIV ; le plus grand service que les

¹ Jean de Muller, Histoire de la Conf. suisse, to. XIII, p. 383, note.

² Recès fédéraux, to. VI, 2^de partie, p. 1101 et suiv.

Cantons suisses pourraient rendre au Duc, ce serait de lui donner de bons conseils et de chercher à ramener les choses dans une meilleure voie. Victor-Amédée leur en saura gré plus tard. L'Ambassadeur exprime, en terminant, le ferme espoir qu'il ne sortira rien des débats de la conférence qui puisse être préjudiciable aux intérêts des rois de France et d'Espagne. Le marquis de Puisieux avait naturellement le mandat d'appuyer en toute occasion les démarches de Beretti-Landi; aussi s'empressa-t-il d'envoyer à Lucerne un de ses secrétaires pour demander que les propositions de la Savoie fussent repoussées.

Comme on le voit, Mellarède avait affaire à forte partie et les 100,000 livres dont il était nanti n'étaient pas de trop, d'autant plus que le marquis de Puisieux se disposait, lui aussi, à faire des largesses. Le 20 novembre le représentant du Duc de Savoie demanda à être entendu par une délégation de la conférence, ce qui lui fut aussitôt accordé. Chaque Canton désigna un délégué et l'entrevue eut lieu au « Rathhaus » de Lucerne. Le premier soin de Mellarède fut de répondre aux insinuations de Beretti-Landi et de Puisieux; il se plaignit amèrement des procédés de Louis XIV à l'égard de son maître : puis, après ce préambule, il aborda l'objet spécial de

sa mission. Il savait sans doute que les Cantons de la Suisse primitive étaient médiocrement satisfaits de la manière dont le Duc de Savoie remplissait ses engagements pécuniaires; il chercha donc à rassurer les délégués en leur affirmant que le Duc, malgré les rigueurs de la guerre, ferait face à toutes ses obligations; s'il avait tardé jusqu'à présent, il fallait uniquement l'attribuer aux dépenses considérables qu'entraînait la réparation de ses forteresses. Mellarède ajoutait : L'alliance des Cantons catholiques avec la maison de Savoie est des plus anciennes, le danger est pressant, de sorte que le Duc réclame une levée immédiate d'au moins 6,000 hommes. Dès que ce secours aura été accordé, le Duc fera régler une partie des pensions arriérées et des subsides pour les étudiants et le reste sera soldé dans le cours de l'année. Pour la levée des troupes il y aura lieu d'élaborer une capitulation acceptable sur le modèle des capitulations antérieures.

Mellarède était très pressé de conclure, mais il dut promptement en rabattre, car les députés de la conférence déclarèrent à l'envi qu'ils avaient uniquement le mandat de prêter l'oreille aux propositions et qu'ils devaient en référer¹.

¹ Ce sont ces atermoiements continuels qui mettaient en rage l'Ambassadeur de France Du Lac et qui lui faisaient dire plaisamment : « Je n'ai jamais vu une Madame de nation autant

Néanmoins la conférence voulut bien consentir à examiner et à discuter en principe les propositions de Mellarède.

En premier lieu le Duc demande que la Savoie soit annexée au Corps Helvétique ou tout au moins comprise dans sa neutralité. Cette importante question intéresse l'ensemble du Corps Helvétique et elle devra être traitée à la première Diète, mais d'emblée la conférence de Lucerne se prononce contre l'idée de l'annexion ou incorporation de la Savoie. « Il est reconnu, » dit le Recès, que nos ancêtres ont mieux aimé « laisser à la France le Duché de Bourgogne & « à l'Autriche la Franche-Comté que de s'attribuer ces provinces. » Reste l'alternative de la neutralité. Sur ce point la conférence manifeste des dispositions plus favorables; le protocole rappelle que de tout temps la Confédération s'est préoccupée de ne pas se laisser entourer par une seule et même puissance, et pour ce motif elle a réclamé autant que possible la neutralité des pays limitrophes. Dans le cas présent, ce n'est pas pour la Savoie seule qu'il faudrait demander la neutralité; il faut chercher à l'obtenir pour tous les Etats du Duc, d'autant plus

« ennemie de la conclusion que celle-ci. Il faut la patience d'un
« capucin renforce pour les suivre & la vivacité provençale
« n'est pas faite pour négocier avec telles gens »

que les troupes françaises ont déjà pénétré en Piémont et en Savoie. Finalement la conférence décida d'écrire à l'Ambassadeur de France pour obtenir que les opérations militaires fussent suspendues dans les Etats du Duc de Savoie jusqu'au moment où la Diète de Baden pourrait intervenir. Ainsi les Cantons catholiques appuyaient par anticipation les démarches officielles qui allaient être tentées auprès du Duc De la Feuillade par les députés de Berne et de Fribourg.

Les décisions prises à la conférence de Lucerne avaient une portée considérable, car elles indiquaient nettement la ligne de conduite que les Cantons catholiques entendaient suivre à la Diète de Baden. Ces Cantons étaient absolument opposés à l'accession de la Savoie au Corps Helvétique, mais ils reconnaissaient les avantages de la neutralité; d'autre part ils étaient disposés à fournir des troupes au Duc sur la base d'une nouvelle capitulation. Ainsi au début, les dispositions des Cantons catholiques de la Suisse primitive étaient plutôt favorables aux intérêts du Duc de Savoie, mais ces dispositions se modifièrent promptement, comme nous allons le voir.

Une Diète extraordinaire avait été convoquée à Baden pour le 9 décembre; à l'ordre du jour figuraient en première ligne les propositions du

Duc de Savoie. Les questions d'étiquette et de cérémonial jouaient alors un rôle qui nous semble singulièrement puéril dans une république. Lorsque Mellarède demanda audience, on discuta gravement pour savoir de quelle manière il serait introduit et quelle place lui serait assignée. Finalement, comme il ne pouvait être question de lui reconnaître le caractère d'envoyé ordinaire, la Diète décida d'adopter le cérémonial qui avait été suivi l'année précédente dans un cas analogue (pour la réception de l'adjudant-général, baron De Le Jay) : en conséquence, deux députés se rendirent auprès de Mellarède, le conduisirent à la salle des séances de la Diète et l'installèrent « au-delà des colonnes, « vers l'horloge¹. » Aussitôt invité à prendre la parole, l'envoyé du Duc de Savoie prononça un discours à la fois très habile et très virulent dont le Recès ne donne sans doute qu'un pâle reflet. Il débuta en rappelant la rupture subite et violente dont Louis XIV avait pris l'initiative, le désarmement des troupes savoisiennes et l'invasion du duché... Quel est le but que poursuit le Roi ? disait Mellarède. N'ayant pu obtenir la Savoie par un traité, il veut par ses procédés violents forcer le Duc à la lui céder. C'est en vain

¹ Reces fédéraux.

que l'Ambassadeur de Louis XIV cherche à dissimuler de semblables desseins et à excuser des actes inouïs ! La cause du Duc de Savoie est celle de tous les Etats libres. Pour faire désarmer les troupes, l'Ambassadeur Phelypeaux n'a-t-il pas osé invoquer l'alliance séculaire qui existe entre la France et la Savoie et qui a été resserrée par les liens les plus sacrés ? Les autres nations qui ont des troupes au service de France ne peuvent-elles pas s'attendre aux mêmes procédés ? Les traités qui lient les cantons suisses à la France seront un bouclier inutile, ne serviront à rien, le jour où le Roi aura réussi à écraser ses voisins et où il enveloppera de tous côtés le Corps Helvétique. Le Roi se comportera vis-à-vis des troupes suisses qui sont à son service, comme il l'a fait à l'égard des troupes de Savoie. Mellarède conclut à peu près en ces termes sa chaleureuse allocution :

« Je me plais à espérer que les Confédérés n'as-
 « sisteront pas d'un œil indifférent à l'écrasement
 « d'un Prince, leur voisin, mais qu'ils l'aideront
 « à défendre son patrimoine contre les entreprises
 « de la France. La démarche que je suis chargé
 « de faire auprès des Cantons n'est nullement
 « contraire au traité qui lie le Corps Helvétique
 « à la France ; elle est dans l'intérêt évident de
 « la Confédération. Le temps est précieux, le
 « danger menaçant et il y a pour vous un devoir

« impérieux, c'est de transmettre aux générations
 « futures la sécurité que vos ancêtres ont réussi à
 « conquérir. »

Comme on le voit, Mellarède savait plaider la cause de son souverain; il choisissait avec soin les arguments propres à faire impression sur la Diète. Assurément il était de toute invraisemblance que Louis XIV fît jamais désarmer les troupes suisses qu'il prenait à son service, mais il était singulièrement adroit de jeter ainsi le doute et la défiance dans l'esprit des députés. De même il était habile d'insinuer que Louis XIV voulait non seulement occuper, mais garder la Savoie.

Mellarède avait deux adversaires qui le suivaient de près : l'un, l'ambassadeur d'Espagne, Beretti-Landi, ne tarda pas à se présenter et dans un mémoire daté du 20 décembre il recommanda à la Diète de ne pas prendre en considération les propositions du Duc de Savoie, attendu que le Corps Helvétique avait intérêt à rester en termes amicaux avec la couronne d'Espagne. A peu près en même temps, l'Ambassadeur de France annonçait que les armées française et bavaroise s'abstiendraient de toute hostilité sur la frontière suisse, de Bâle jusqu'au lac de Constance, à la condition d'une part que les Cantons n'entreprendraient rien contre le Roi de France et l'Electeur de Bavière, et que d'autre part, les cantons

protestants ne fourniraient aucune troupe auxiliaire au Duc de Savoie et ne toléreraient aucun enrôlement.

La Diète avait maintenant à se prononcer sur les graves questions qui lui étaient soumises par Mellarède. D'emblée on put reconnaître que ces propositions étaient accueillies avec faveur. La Diète commença par voter des remerciements chaleureux¹ aux cantons de Berne et de Fribourg pour avoir envoyé une députation à Chambéry au quartier général de l'armée française. Les Cantons catholiques firent connaître à cette occasion qu'ils avaient fait une démarche analogue auprès de l'Ambassade de France.

Au cours du débat qui suivit, la Diète se trouva unanime pour déclarer qu'elle s'en tiendrait à la politique séculaire de la Confédération, qu'elle s'attacherait non seulement à défendre les frontières de la Suisse, mais aussi à maintenir la sécurité des contrées limitrophes ; c'est en vertu de cette politique traditionnelle que la Savoie avait été comprise dans le traité de paix perpétuelle entre la Suisse et la France. Finalement la Diète décida d'envoyer une députation auprès de l'Ambassadeur de France pour réclamer à la fois la neutralité du Duché de Savoie et de la

¹ « Diese Verwendung wird beiden Ständen bestens verdankt. » Recès fédéraux.

rive allemande du Rhin et du lac de Constance. Puisieux répondit prudemment qu'il n'avait pas d'instructions pour traiter de la neutralité de la Savoie ; quant aux districts souabes, la question était toute nouvelle pour lui et il lui importait de se renseigner au préalable.

La réponse évasive de Puisieux fut aussitôt communiquée à Mellarède. Ce dernier prit les devants et s'empessa de déclarer qu'il avait les pouvoirs nécessaires pour consentir la neutralité de la Savoie, en y comprenant les provinces de Tarantaise et de Maurienne qui, pendant la précédente guerre, n'avaient pas été admises au bénéfice de la neutralité. De nouveaux pourparlers s'engagent alors avec l'Ambassadeur de France, qui se borne à dire qu'il transmettra fidèlement au Roi la demande relative à la Savoie et qu'il communiquera aux Cantons la réponse.

La Diète était sur le point de se séparer lorsque les Cantons de Berne et de Fribourg lui communiquèrent le rapport des députés qu'ils avaient envoyés à Chambéry. Comme nous l'avons vu, le Duc De la Feuillade avait poliment refusé de suspendre les opérations de l'armée, sous le prétexte qu'il n'avait pas d'instructions ; il avait toutefois consenti à soumettre au Roi la demande des deux Cantons. Les circonstances étaient telles que d'un jour à l'autre on pouvait

s'attendre à un nouveau mouvement de l'armée française ; Berne et Fribourg annoncèrent donc à la Diète qu'ils pouvaient être amenés à mettre leurs troupes sur pied de guerre pour couvrir la frontière et ils prièrent leurs Confédérés de se tenir prêts à tout événement¹. Cette déclaration des deux Cantons attestait de sérieuses inquiétudes et la Diète l'accueillit avec l'attention qu'elle méritait.

L'antagonisme des confessions religieuses avait créé en quelque sorte deux Suisses distinctes qui subissaient chacune des influences différentes. Pendant que la Diète siégeait, Cantons catholiques et protestants avaient à Baden même des conférences séparées. Les Cantons catholiques étaient liés au Duc de Savoie par un traité et Lucerne proposa d'agir par tous les moyens possibles pour garantir au Duc l'intégrité de ses Etats. Les autres Cantons de la conférence appuyèrent Lucerne et affirmèrent qu'ils étaient prêts à tenter toutes les démarches pour obtenir la neutralité de la Savoie ou d'une manière générale des Etats du Duc. Au début, la fortune semblait sourire à Mellarède, mais toute médaille a son revers : les Cantons catholiques réclamaient le paiement immédiat des pensions et subsides

¹ Recès fédéraux. « Die beiden Orte bitten die Orte um ge-
« treues Aufsehen. »

arriérés et Mellarède offrait plus de promesses que d'argent comptant. Les dispositions des Cantons catholiques ne tardèrent pas à se modifier, et finalement la conférence se sépara sans avoir pris aucune décision sur la capitulation réclamée par le Duc de Savoie.

De leur côté, les députations des Cantons protestants ou évangéliques se réunirent aussi, pendant la Diète, en conférence séparée; l'influence de Berne et de Zurich s'y fit nettement sentir et les députés déclarèrent qu'ils étaient prêts à tous les sacrifices pour maintenir dignement la sécurité de la Confédération; ils exprimèrent en outre le vœu que Zurich recommandât la plus grande vigilance au Conseil de Genève¹.

La conférence s'abstint de toucher à la question des enrôlements qui intéressait plus particulièrement les Cantons catholiques, mais elle prit une décision qui indiquait discrètement ses sympathies; elle invita Mellarède à donner au Duc l'assurance que les Cantons protestants tenaient à maintenir et à développer avec lui les relations de bon voisinage.

En somme Mellarède avait lieu d'être satisfait des dispositions de la Diète. Le Corps Helvé-

¹ Recès fédéraux. Déc. 1703, p. 1121. Evidemment on se défiait du Conseil de Genève auquel on attribuait à tort ou à droit des dispositions favorables à la France.

tique, désireux d'éloigner la guerre de ses frontières, demandait à la France la neutralité de la Savoie et de tout le territoire limitrophe du Rhin et du lac de Constance; d'autre part les Cantons catholiques, liés à la maison de Savoie par d'anciens traités, acceptaient en principe une nouvelle capitulation qui mettrait à la disposition de Victor-Amédée près de 6,000 hommes de troupes fraîches. Mellarède avait donc le vent en poupe et à l'issue de la Diète il écrivait au chevalier de Vernon :

« J'ay plus lieu d'espérer que de désespérer de
« réussir à l'un & à l'autre (la garantie de la
« Savoie et la levée de troupes), & je conteroïis
« la chose pour feure, si je n'avois pas à négocier dans un pays où toutes les négociations
« sont un jeu de hafard, quoiqu'elles soient très
« difficiles¹. »

Peu après il écrit encore de Berne :

« Dieu veuille que la Suisse réponde à de si
« bons commencements; si cela est, nous aurons
« pour fûr la neutralité de la Savoye ou de gré
« ou de force. »

Il faut dire que Mellarède mettait tout en œuvre pour réussir; il ne négligeait aucune démarche utile et continuait vaillamment sa

¹ Archives royales de Turin, lettres de Mellarède au Chevalier de Vernon, *Marzo* 35.

guerre de plume avec le marquis de Puisieux. Dans les derniers jours de décembre, il adresse aux Cantons un nouveau mémoire, dans lequel il met à nu la tactique de l'Ambassadeur de France. On vous offre, dit-il, la neutralité de votre frontière allemande; c'est une habile et illusoire concession pour détourner votre attention, pour vous faire perdre de vue la neutralité de la Savoie. Et encore l'Ambassadeur de France subordonne-t-il la neutralité de la frontière allemande à des conditions machiavéliques! Il exige que les Cantons protestants n'accordent aucun secours de troupes à S. A. R., qu'ils empêchent même aucune levée clandestine sur leur territoire! C'est une prétention ridicule et il semble vraiment que la France veuille prématurément réduire à l'esclavage les Cantons protestants. Chacun sait que tous les Cantons sont en droit de fournir des troupes à S. A. R., pourvu que ces troupes ne soient pas employées contre les pays que la France possédait en 1663. Faut-il rappeler en outre que la paix perpétuelle avec la France ayant réservé la Savoie, le Corps Helvétique a le droit d'intervenir pour veiller à la conservation du duché? Les armes de la France ont conquis une partie de la Savoie, mais la Maurienne, la Tarantaise, le Faucigny, l'importante forteresse de Montmélian, ont échappé

jusqu'à présent à l'invasion. Les Cantons n'ont qu'à fournir au Duc le secours demandé, la Savoie tout entière sera sauvée et du même coup les frontières de la Confédération seront couvertes et garanties; Mellarède ajoutait :

« C'est ce qui m'oblige à vous demander en
 « particulier un prompt secours, uniquement pour
 « la Savoie, à la folde de Son Altesse, mon
 « maître : ces troupes garantiront en même temps
 « & la Savoye & vos propres Etats. Les Louables
 « Cantons catholiques paroissent tous disposés à
 « accorder promptement le secours stipulé par l'al-
 « liance qu'ils ont avec mon souverain & ils contri-
 « bueront par ce moyen à garantir ses Etats des
 « violences de la France. Joignez, Illustrißlimes
 « & Puiffans Seigneurs, votre secours pour la
 « Savoye à ce qu'ils accorderont pour tous les
 « Etats de Son Altesse Roiale, mon maître : ayez
 « la gloire de mettre vos frontières en sûreté, en
 « suivant les maximes que vos Illustres Prédé-
 « cesseurs vous ont laissées, & de prévenir par
 « une résolution digne de vous les suites funestes
 « de la circonvallation que la France établit dans
 « toutes vos frontières. »

On ne pouvait être plus habile et plus persua-
 sif; Mellarède plaidait la cause de son maître avec
 une éloquence entraînante; à l'entendre, il sem-
 blait que les intérêts, la destinée du Corps Helvé-

tique, fussent indissolublement liés à la cause de Victor-Amédée. Vaillamment secondé par Saint-Saphorin, il réussit à gagner à ses vues le gouvernement du canton de Berne





CHAPITRE SEPTIÈME

Conférence de Fribourg.

*Louis XIV offre aux cantons suisses la garde ou neutralité
du Chablais et du Faucigny.*

INSI que le lecteur a pu le constater, l'invasion de la Savoie avait occasionné dans la plupart des cantons suisses un vague sentiment d'inquiétude et d'appréhension; ce sentiment s'expliquait. Les bords du Rhin, de Bâle à Constance, étaient occupés par une armée française sous les ordres de Talard et de Marsin; une autre armée, commandée par Vendôme, était cantonnée dans le Milanais. Par l'invasion de la Savoie, la situation s'aggravait encore; on pouvait prévoir que le Duc De la Feuillade ne s'arrêterait pas en chemin et que le Piémont ne tarderait pas à subir le même sort que le duché. Ainsi de toute part, au nord comme au sud, les armées de Louis XIV côtoyaient le territoire helvétique. Berne était de tous les cantons celui qui avait l'intérêt le plus direct, le plus immédiat, à la neutralité de la Savoie, à cause du pays de Vaud; ajoutons que le gouvernement de la vieille République des bords de l'Aar avait à

un très haut degré le sentiment de son prestige militaire et de son glorieux passé; ce fut lui qui, dans toute cette affaire, montra le plus de décision et d'énergie; dès le début du mois de janvier 1704, il s'occupe de combiner une action commune avec Fribourg, dont les intérêts sont identiques. Il envoie dans ce but à Fribourg Jean-Bernard de Muralt et Alex. de Watteville, et du 11 au 15 janvier s'ouvrent des conférences dont les recès fédéraux nous font connaître le but et le résultat. Parmi les représentants de Fribourg, figure Nicolas Vogeli ou Feguely, qui avait accompagné de Muralt au quartier-général français.

Dès le début des conférences les délégués bernois posent nettement la question : Fribourg veut-il faire cause commune pour obtenir la neutralité de la Savoie, actuellement occupée par l'armée française? Les intérêts des deux Cantons sont solidaires et il est à désirer que les deux gouvernements se concertent pour obtenir l'appui de Zurich et de Lucerne; si d'autres Cantons peuvent être amenés à s'associer à ces démarches, elles auront d'autant plus de chances de réussir. Fribourg accueillit avec empressement la proposition bernoise; ce Canton aurait même désiré que dans cette circonstance on procédât plus promptement, « puisque maintenant les portes

« sont fermées et que la Savoie est en main de la France. » Quoiqu'il en soit, Fribourg insiste pour une action immédiate ; il ne faut pas attendre la Diète, il faut aller au plus pressé et soumettre la question aux gouvernements des Cantons ; on sait bien comment les choses se passent à Baden, pour peu que le temps change, on ne tient plus compte des instructions les plus précises, les plus formelles. Finalement, après deux séances de délibérations approfondies, Fribourg se déclare prêt à envoyer de concert avec Berne des délégués à Zurich et à Lucerne.

Les instructions qui furent rédigées pour les députés de Fribourg¹ montrent que le gouvernement de ce Canton envisageait l'avenir avec inquiétude et appréhension. La Confédération tout entière, disent ces instructions, est décidée à ne pas se laisser envelopper par une seule puissance ; or il est à craindre que la Savoie ne subisse le même sort que la Franche-Comté et tombe au pouvoir du Roi de France ; dans cette alternative le *cercle serait fermé* et le Corps Helvétique entouré de tous côtés par les états du Roi de France. Il y aurait là un danger

¹ Voy. Recès fédéraux Janv. 1704, p. 1123. Les délégués de Fribourg sont pour Zurich : Pierre Boccard, bourgmestre, et Fr. Joseph Maillardoz ; pour Lucerne : Fr.-Nic. Vonderweid et F.-Nic. Vögelin.

pour toute la Confédération, mais plus spécialement pour Berne et Fribourg. Le temps est précieux, les opérations militaires s'accomplissent rapidement; aussi ne faut-il pas laisser dormir la question, mais agir avec toute la promptitude et l'énergie nécessaires. Les députés de Fribourg devront se concerter avec ceux de Berne et employer tous les moyens pour assurer la neutralité de la Savoie. Si les négociations échouent, Berne et Zurich devront faire savoir à l'Ambassadeur de France, éventuellement au Roi, combien il serait peu agréable aux Cantons d'en venir *a d'autres moyens* et combien ils regretteraient d'être obligés de secourir le Duc de Savoie pour protéger leur propre frontière.

Nous venons de résumer aussi fidèlement que possible le sens des instructions données par le gouvernement de Fribourg à ses délégués; elles étaient conçues en termes presque menaçants.

Puisieux avait des agents ou des créatures dans toutes les villes de la Suisse et il fut aussitôt renseigné sur le résultat des conférences de Fribourg. C'était un homme de ressource et d'une remarquable hardiesse; il eut l'ingénieuse idée de prendre les devants et d'informer lui-même le gouvernement de Zurich de ce qui venait de se passer à Fribourg. Il voulait, comme le dit Lam-

berty¹, traverser les négociations des députés de Berne et de Fribourg, prévenir les effets de ces démarches. Dans un mémoire daté du 18 janvier 1704, l'Ambassadeur de France indique très exactement les décisions prises à Fribourg. Il s'agit, dit-il, de demander à Sa Majesté de retirer ses troupes de la Savoie et d'accorder les avantages de la neutralité à cette partie des Etats du Duc. Dans quel but cette demande ? M. de Puisieux répond par une adroite insinuation : « On ne veut me faire, apparemment, cette de-
« mande qu'afin de mettre ce Prince (le Duc) en
« état de tirer de la Savoye des commodités qui
« luy donnent les moyens de faire plus facile-
« ment la guerre aux deux Couronnes en Italie, &
« de s'emparer, s'il luy est possible, du Duché de
« Milan. »

La tactique de l'Ambassadeur de France est toute simple ; il cherche à démontrer qu'en réclamant la neutralité, Berne et Fribourg ont en vue, non pas la sécurité du Corps Helvétique, mais l'intérêt du Duc de Savoie ; ils veulent secourir Victor-Amédée et lui fournir les moyens de lutter avec avantage contre la France et l'Espagne. En un mot, c'est un acte d'hostilité déguisée à

¹ *Memoires pour servir a l'histoire du XVIII^e siecle*, to. III, p. 170.

l'égard de Louis XIV. Puisieux continue en ces termes : « Comme je connois parfaitement, « Magnifiques Seigneurs, votre prudence & votre « modération, je n'ay pas hésité un seul moment « à vous donner avis des résolutions que Messieurs « de Berne & de Fribourg ont prises, afin que « vous puissiez, avant l'arrivée de leurs députés « auprès de vous, faire vos sages réflexions sur « leur conduite & leur représenter ensuite com- « bien leurs résolutions sont nuisibles aux intérêts « du Louable Corps Helvétique & à la conserva- « tion de son repos. »

Puisieux concluait en rappelant avec à propos qu'au début de la guerre le Roi, son maître, avait offert la neutralité *pour tous* les Etats de S. A. le Duc de Savoie et que ce prince l'avait péremptoirement refusée. Il semble donc, disait Puisieux, que l'on veuille secourir « celui qui « allume la guerre dans votre voisinage contre « celui qui offre si généreusement d'y établir la « tranquillité. »

Mellarède suivait tous les mouvements de son adversaire avec l'attention et la vigilance d'un fauve qui guette sa proie. La lettre de Puisieux porte la date du 18 janvier; elle était à peine parvenue à son adresse que Mellarède expédiait, le 23 janvier, au gouvernement de Zurich, une longue dépêche, dans laquelle il relevait avec une

extrême vivacité les attaques et les insinuations de son adversaire ;

« Je ne doute pas, écrit-il, que la lettre que
« M. le Marquis de Puisieux vous a écrite le 18
« de ce mois, ne vous ait sensiblement indignés. »

Mellarède s'attache ensuite à découvrir le jeu de l'Ambassadeur de France. « S'il vous flatte, dit-il, c'est dans le but le plus intéressé, pour vous détacher de vos chers alliés de Berne et de Fribourg, pour jeter la défiance parmi vous. Il voudrait à tout prix vous empêcher de vous associer aux résolutions prises par ces deux Cantons, mais vous ne vous laisserez pas attirer dans ses embûches. Il faut aujourd'hui des mesures *vives et promptes* ; vous ne devez rien négliger pour éloigner de vos frontières une puissance si avide. » Pour achever de convaincre MM. de Zurich, Mellarède a recours à un argument qui devait les toucher d'une manière toute particulière ; si, dit-il, vous ne prenez pas de justes mesures pour la Savoie de concert avec vos chers alliés qui y sont intéressés, la France pourra vous dire, à l'égard de Lindau et de vos frontières d'Allemagne, ce qu'elle dit aujourd'hui de la Savoie.

Mellarède prêchait des convertis. Les délégués de Berne et de Fribourg furent parfaitement accueillis non seulement à Zurich, mais aussi à

Lucerne, et on convint d'un commun accord de tenter une nouvelle et pressante démarche pour obtenir la neutralité de la Savoie. Une note fut rédigée dans ce sens au nom des quatre Cantons de Zurich, Berne, Lucerne et Fribourg, et un député, M. Hirzel¹, fut chargé de la remettre en personne à l'Ambassadeur de France, à Soleure.

La réponse ne se fit pas attendre. M. de Puisieux avait-il déjà les pleins pouvoirs pour faire des concessions ou venait-il réellement de recevoir des instructions spéciales du Roi, nous l'ignorons. Quoiqu'il en soit, le 31 janvier il adressa au gouvernement de Zurich une courte dépêche pour lui annoncer que, par égard pour ce Canton seul, le Roi de France voulait bien « confier à des conditions très raisonnables la garde « du Chablais & du Faucigny aux Louables « Cantons qui en sont les plus voisins. » C'était une importante concession qui coûta peut-être à l'orgueil du grand Roi. Le Chablais et le Faucigny, confiés à la garde des Cantons, c'était la sécurité de Genève et de la frontière. C'est au fond tout ce que le Corps Helvétique pouvait raisonnablement demander. Il eût été de bonne politique d'accepter sans hésitation et sans délai

¹ Il s'agit sans doute de Johann Ludwig Hirzel, secrétaire d'Etat de Zurich.

l'offre du Roi ; malheureusement certains Cantons écoutèrent des conseils qui n'étaient pas désintéressés. Victor-Amédée et Mellarède voulaient autre chose que la neutralité du Chablais et du Faucigny et ils mirent tout en œuvre pour faire échouer la négociation.

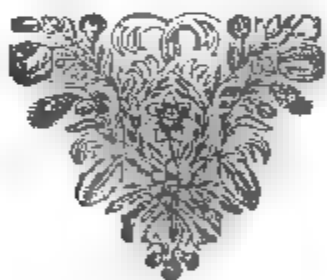
La dépêche du marquis de Puisieux se terminait par un passage dans lequel il vantait l'extrême complaisance du Roi :

« J'espère, Magnifiques Seigneurs, qu'il vous
« plaira de faire attention à toutes les complai-
« sances que S. M. a pour tout ce que vous
« désirez d'Elle & que vous voudrez bien réflé-
« chir en même tems sur toutes les marques
« qu'elle vous donne du désir sincère qu'elle a de
« contribuer de tout son pouvoir à maintenir le
« repos & la tranquillité dans votre voisinage. »

En même temps l'Ambassadeur annonçait qu'il avait ordre du Roi de demander la convocation d'une Diète générale à Soleure pour le dimanche 17 février : « Ainsy, je vous prie, ajoutait-il, de
« vouloir bien envoyer un député de chaque
« Louable Canton pour se trouver icy le dimanche
« au soir 17 du mois prochain. J'expliqueray
« amplement à la Louable Assemblée les ordres
« que j'ay reçus de S. M. »

Triste temps où un souverain étranger pouvait, au gré de ses caprices, faire convoquer les repré-

sentants d'un peuple libre ! Mais il y avait quelque chose de plus insolite et de plus lamentable ; suivant une pratique constatée par Lamberty, les ambassadeurs qui réclamaient une session extraordinaire de la Diète étaient tenus d'en payer les frais. C'était donc aux frais de la France que la Diète allait se réunir à Soleure, et on pouvait à juste titre se demander ce qu'il resterait d'indépendance à une assemblée défrayée par une ambassade !





CHAPITRE HUITIÈME

Diète extraordinaire de Soleure.

(17 février 1704.)

La Diète reclame la neutralité de toute la Savoie.



SUIVANT l'invitation de M. de Puisseux, les députés des Cantons étaient convoqués à Soleure pour le dimanche 17 février au soir et la Diète devait se constituer le lendemain. Dès le 17, les députés des Cantons évangéliques se réunirent en assemblée préparatoire pour arrêter leur ligne de conduite et on put constater d'emblée que Mella-rède n'avait pas perdu son temps. Zurich ouvrit le débat en rappelant quel était l'objet essentiel de la session, la neutralité de la frontière allemande et d'une partie de la Savoie. La députation de Zurich déclare que, suivant ses instructions, il y a lieu de faire les démarches nécessaires pour obtenir la neutralité savoisiennne, en vue de rassurer les deux Cantons de Berne et de Fribourg qui y sont directement intéressés, mais elle ajoute que le souci de ces démarches ne doit pas faire perdre de vue la neutralité des bords du Rhin et du lac de Constance. Berne se prononce à son tour pour la neutralité de la Savoie

et ajoute que l'indépendance de la Confédération en dépend. A la suite de ces diverses déclarations, la conférence des Cantons Evangéliques prend une décision fort inattendue. « Il résulte
 « des communications verbales de l'Ambassade,
 « dit le protocole, que la France est disposée à
 « confier la garde du Chablais et du Faucigny
 « à la Confédération, mais, comme il n'existe
 « dans ces deux provinces aucune place forte,
 « il est convenu d'un commun accord qu'on
 « cherchera pendant la session de la Diète à
 « obtenir de la France des avantages plus im-
 « portants¹. »

Nous disions que Mellarède n'avait pas perdu son temps; la décision que nous venons de rapporter le prouve jusqu'à l'évidence. Dans un but facile à discerner, Victor-Amédée voulait la neutralité de la Savoie tout entière; la Suisse au contraire pouvait parfaitement se contenter de la neutralité du Chablais, du Faucigny et du Genevois. Le gouvernement bernois tomba dans les filets de Mellarède et réussit à entraîner à sa suite les autres Cantons protestants. Pour combattre l'offre de Louis XIV, on invoquait le fait qu'il n'existait aucune place de guerre dans le Chablais ou dans le Faucigny.

¹ Reces fédéraux, n° 541, p. 1128

L'argument se réfutait de lui-même. A quoi pouvait bien servir une place de guerre, une forteresse, si la France et la Savoie acceptaient l'une et l'autre la neutralité des deux provinces. Du côté du Rhin et du lac de Constance la Suisse ne réclamait aucune place forte. En cédant aux suggestions de Victor-Amédée et de Mellarède, les Cantons Evangéliques se plaçaient sur le plus mauvais terrain.

La Diète s'ouvrit le 18 février sous la présidence du bourgmestre Henri Escher, de Zurich. Après avoir pris connaissance des dernières dépêches du marquis de Puisieux, elle s'attarda à une question de cérémonial : quelles étaient les formes à employer pour donner audience à l'Ambassadeur ? La Diète décida de suivre les mêmes formes qu'aux sessions ordinaires de Baden et l'Ambassadeur de France se présenta, accompagné du second député des cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwytz, Bâle, Fribourg et Soleure. Aussitôt après, le Marquis de Puisieux prononça devant la Diète un discours qui provoqua une vive émotion. Il commença par rappeler qu'à la demande des Cantons, Louis XIV avait consenti à la neutralité des bords du Rhin et du lac de Constance :

« Vous l'avez obtenue, cette neutralité, ajouta
« M. de Puisieux, mais, non contents de tous ces

« égards, vous m'envoiâtes pendant la même
 « Diète (la Diète de Baden du 9 décembre) une
 « députation nombreuse pour me prier au nom de
 « tous les Louables Cantons d'employer mes of-
 « fices auprès de Sa Majesté, afin d'en obtenir aussi
 « la même grâce pour les bords du Lac de
 « Genève. Il faut que je vous avoue ingénument
 « que vous connoissez beaucoup mieux que moy
 « jusqu'à quel point le Roi mon maître peut
 « porter sa complaisance pour ses plus anciens
 « Alliés & Confédérés ; car enfin, lorsque vous
 « me fîtes cette instance, je me chargeay volon-
 « tiers d'informer le Roi de ce que vous sou-
 « haitiez, parce je n'ay rien plus à cœur que de
 « m'employer pour tout ce qui peut vous être
 « agréable & de vous procurer, autant qu'il
 « dépend de moy, l'accomplissement de vos
 « desirs, mais, à vous parler avec ma franchise
 « ordinaire, je doutois alors que S. M. voulût
 « vous accorder une grâce de cette nature, une
 « grâce enfin si contraire à ses véritables inté-
 « rêts. Quel plaisir pour moi de m'être trompé
 « dans cette conjecture. Je veux cependant vous
 « faire convenir vous-même des justes raisons
 « que j'avois de craindre pour le succès de mes
 « offices. »

M. de Puisieux était un zélé courtisan ; il attri-
 buait à son souverain tout le mérite des con-

cessions qu'il était chargé d'offrir à la Diète, mais il se rappelait trop que les députés étaient en quelque sorte ses invités et qu'il payait leurs frais de voyage ; en un mot il abusait de sa situation et il compromettait tout l'effet de son discours en prodiguant les mots de *grâce* et de *condescendance*. Dans cette Diète, affaiblie par les intrigues de l'étranger, il y eut comme un retour de la vieille fierté helvétique ; le président Escher, de Zurich, fut chargé de protester avec énergie contre les termes hautains et humiliants dont s'était servi l'Ambassadeur de France et de déclarer à M. de Puisieux que la Diète ne demandait et n'acceptait aucune *grâce*. Escher parla le langage simple et digne qui convient à un magistrat républicain ; il ne visait pas à l'effet oratoire et cependant son allocution a quelque chose de saisissant dans sa rudesse :

« Messieurs les députés des Louables Cantons
 « ayant aperçu que dans le discours que leur fit
 « hier Votre Excellence & dans ceux qu'elle leur
 « a faits ci-devant, Elle leur faisait des manières
 « de reproches de ce que, recevant incessamment
 « des grâces du Roi, ils y faisaient très peu d'at-
 « tention & ne se laissaient point de lui en deman-
 « der, ils m'ont donné charge de lui dire qu'ils
 « ne reconnaissent que trois sortes de grâces :
 « celle qu'on accorde à des criminels qui ont

« mérité la mort; celle qu'un souverain accorde
 « à un autre souverain par des largesses & grandes
 « bénéfices & celle qu'un grand monarque
 « accorde à un souverain moins puissant que lui,
 « en n'envahissant pas ses Etats. A l'égard de la
 « première, les Louables Cantons, ne se trouvant
 « en rien criminels, n'estiment pas être réduits
 « à demander aucune grâce. Pour la seconde, ils
 « ne croient pas être aussi redevables au Roi
 « d'aucun bienfait, ni largesse. Ayant l'honneur
 « d'avoir avec Sa Majesté des traités, si elle y a
 « satisfait de son côté, ils y ont satisfait parfaite-
 « ment du leur. Aussi n'étant qu'une exécution
 « d'engagement réciproque & chacun ayant fait
 « ce à quoi il était engagé, cela ne peut pas
 « s'appeler une grâce. Pour la troisième, nous
 « ne croyons pas que le Roi ait eu la pensée
 « d'envahir nos Etats, mais, si la chose arrivoit
 « dans la suite, ce qu'ils ne sauroient croire, j'ai
 « ordre exprès de dire à V. E. qu'en ce cas ils
 « feroient les derniers efforts pour convaincre
 « Sa Majesté qu'ils sont de véritables compatriotes
 « & gens d'honneur qui, plutôt que de permettre
 « qu'on donne quelque atteinte à leur liberté,
 « verseroient jusqu'à la dernière goutte de leur
 « sang. »

Telles sont les nobles et fières paroles que
 , prononça le président Escher et qui nous ont été

conservées par Lamberty¹. L'Ambassadeur de Louis XIV ne s'attendait guère à une aussi vive réplique ; il en fut visiblement déconcerté et comprit qu'il avait dépassé la mesure ; il chercha aussitôt à se tirer de ce mauvais pas et répondit en s'adressant aux députés :

« Messieurs,

« S'il m'est échappé quelque mot ou quelque
« expression dans la chaleur du discours, je vous
« prie de n'y faire aucune attention, car je n'ai
« aucun ordre du Roy, & si vous n'êtes pas con-
« tents de la neutralité du Chablais & du Faucig-
« ny, le Roy vous remettra encore Montmélian. »

M. de Puisieux battait en retraite, mais en voulant réparer une bévue, il en commettait une autre. En effet, Escher lui fit aussitôt remarquer avec beaucoup d'à propos que le Roi ne pouvait disposer de Montmélian, puisque cette forteresse était encore au pouvoir de S. A. R. le Duc de Savoie. L'Ambassadeur se tira d'affaire par une véritable gasconnade, en déclarant qu'on prendrait Montmélian et qu'on le remettrait aux Cantons.

Puisieux était en veine de concessions et sagement la Diète aurait dû en profiter. La France offrait la neutralité non seulement du Chablais

¹ *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, to. III, p. 181. Cf. Jean de Muller, *Histoire suisse*, to. XIII, p. 382 et 383.

et du Faucigny, mais aussi de Montmélian, la plus importante forteresse du Duché, qui commandait la route d'Italie. La Diète, obéissant consciemment ou inconsciemment, à l'influence de Mellarède, repoussa l'offre de Puisieux, sans s'apercevoir qu'elle se mettait en contradiction avec ses précédentes déclarations. Elle avait refusé la neutralité du Chablais et du Faucigny sous prétexte que ces deux provinces n'étaient protégées par aucune place forte, et elle persistait encore à refuser lorsqu'on lui offrait éventuellement la forteresse de Montmélian ! Quels sont les motifs allégués par la Diète ? Les députés n'ont pas d'instructions sur ce point spécial ; d'autre part, nul n'a qualité pour engager à cet égard le Duc de Savoie. Enfin, si la forteresse de Montmélian, déclarée neutre, venait à être attaquée par l'une ou l'autre des puissances belligérantes, les Confédérés encourraient une lourde responsabilité '.

En somme la Diète ne fournissait que de piètres arguments ; elle s'était mis en tête d'obtenir la neutralité de toute la Savoie et elle n'en voulait pas démordre ; la même députation qui avait été chargée de formuler la première demande fut renvoyée auprès de l'Ambassadeur de France pour la renouveler.

M. de Puisieux n'était pas plus patient qu'il ne fallait ; il avait reçu la Diète avec magnifi-

cence¹ et il supposait sans doute que cela suffisait pour la rendre malléable; aussi ne put-il dissimuler son dépit et son mécontentement lorsque la députation vint pour la seconde fois réclamer la neutralité de tout le duché. Le protocole de la Diète constate sans aucune circonlocution que la demande fut *très mal* accueillie par l'Ambassadeur. Le 23 février il remit sa réponse ainsi conçue :

« Je m'aperçois avec déplaisir que plus le Roi
« mon maître a de complaisance pour ce que
« vous désirez & plus vous affectez de faire des
« demandes irrégulières, car il semble que vous
« comptiez pour rien la nouvelle marque de
« considération que S. M. vient de vous donner,
« en vous accordant ce que vous lui avez de-
« mandé pour les bords du Rhin & du lac de
« Constance.

« Malgré tout ce que le Roi fait pour calmer
« la crainte imaginaire que vous avez d'être
« entourés d'une même Puissance, vous voulez
« encore exiger une neutralité pour toute la
« Savoie. Je suis fâché d'être obligé de vous
« dire que je ne puis vous donner aucune espé-
« rance sur votre demande. Quand vous m'en
« ferez quelque une qui ne fera point préjudiciable

¹ Jean de Muller, to. XIII, p. 381 et 382

« aux intérêts du Roi, j'emploierai volontiers
 « mes offices les plus pressants pour votre satisf-
 « faction, mais, lorsque vous persisterez à vouloir
 « obtenir des choses qui peuvent exposer une
 « partie des Etats de S. M. à la discrétion de
 « ses ennemis, & lorsque vous voudrez exiger
 « qu'elle renonce à ses avantages en leur faveur,
 « je ne pourrai que rendre compte au Roy de
 « vos demandes, sans les accompagner d'aucune
 « instance de ma part, à moins que je ne voulusse
 « absolument déplaire à S. M. Il me suffit d'avoir
 « mis en usage tous les moyens possibles &
 « raisonnables pour vous désabuser de la crainte
 « que vous témoignez de vous voir entourés.
 « Je ne puis rien de plus à présent & je me
 « remets pour le reste aux ordres qu'il plaira à
 « S. M. de me donner. »

Il eût été difficile de parler un langage plus hautain et de se prononcer d'une manière plus catégorique contre les demandes de la Diète. Après l'incident des jours précédents, il semblait qu'on dût s'attendre à quelque vive réplique; il n'en fut rien; la Diète courba la tête et chercha à regagner les bonnes grâces de l'Ambassadeur; elle envoya de nouveau auprès de lui une députation chargée de rétracter les expressions qui pouvaient l'avoir froissé; il s'agissait en même temps de lui faire entendre que la demande de

neutralité n'était nullement de nature à engendrer un conflit et qu'elle était suffisamment justifiée par les services rendus à la Couronne de France. La députation devait enfin obtenir de l'Ambassadeur qu'il soumit au Roi tous les éléments de la question. M. de Puisieux répondit sèchement qu'il ferait le nécessaire, mais qu'il ne pouvait prendre sur lui d'appuyer la demande formulée par la Diète, qu'au surplus il n'avait été nullement offensé des paroles prononcées par les députés.

La Diète avait épuisé son ordre du jour ; rien ne la retenait plus à Soleure. M. de Puisieux lui avait offert une hospitalité fastueuse et un document officiel des Archives de Genève nous apprend qu'il mit le comble à ses largesses en « régaland chacun des députés de 100 écus qu'ils ont pris, à la réserve de Zurich & de Berne¹. »

Singulière époque où la vénalité et la corruption étaient des usages consacrés, où les mandataires d'un peuple libre acceptaient sans scrupule les cadeaux des ambassades étrangères !

Tandis que la Diète délibérait, veut-on savoir ce qui se passait à Genève ? Le Conseil était exactement renseigné sur l'état des négociations

¹ *Copie de lettres, aux Archives de Genève* Evidemment ces deux Cantons refusèrent, parce qu'ils étaient engagés d'un autre côté. »

et le 29 février le Premier Syndic lui soumit la question suivante : Ne conviendrait-il pas de témoigner à nos Alliés l'intérêt que nous avons à la neutralité de la Savoie, « surtout pour faire
« comprendre les baillages de Ternier & de
« Gaillard, qui semblent n'être pas compris dans
« la neutralité proposée. » Ne serait-il pas opportun, disait le Premier Syndic, de faire à ce sujet quelque instance *ou publique ou par voie particulière* ? Le Conseil ne voulut pas entrer dans les vues du Premier Syndic ; il refusa péremptoirement de faire aucune démarche, même officieuse, et prit la décision suivante que nous reproduisons textuellement :

« D. O. (*dont opiné.*) Il a été dit qu'il n'y a
« pas lieu à aucune démarche, ni publique, ni
« particulière, vu que d'un côté MM. nos Alliés
« savent assez nos intérêts & qu'ils nous ont déjà
« témoigné qu'ils les avoient à cœur & que de
« l'autre sollicitans cette affaire aussi vivement
« qu'ils font, la prudence ne veut pas que nous
« fassions des démarches qui pourroient faire
« soupçonner que nous échauffons nos Alliés &
« les mettons en mouvement dans cette affaire »

Certes la prudence est une qualité maîtresse chez ceux qui ont la responsabilité et le maniement des affaires publiques, mais la prudence ne doit pas se transformer en pusillanimité. L'inté-

rêt de Genève était évident et le Conseil aurait dû accueillir avec empressement la proposition que lui soumettait le Premier Syndic; il ne courait aucun risque, puisque Louis XIV lui-même offrait aux Suisses la garde et la neutralité du Chablais et du Faucigny. Le Conseil sacrifiait tout au désir de ne pas se compromettre et il ne s'apercevait pas qu'il prêtait le flanc à de regrettables soupçons.





CHAPITRE NEUVIÈME

*Joûte diplomatique entre Mellaredé et le marquis
de Puisieux.*



L n'est pas douteux que la Diète excédait son droit, poussait trop loin ses exigences, en réclamant la neutralité de la Savoie tout entière ; elle confondait l'intérêt du Corps Helvétique avec celui de Victor Amédée ; pour la sécurité de Berne, de Fribourg et de Genève, la neutralité du Chablais et du Faucigny suffisait ; les intérêts politiques et militaires de Victor Amédée réclamaient autre chose ; il lui fallait la neutralité de toute la Savoie pour couvrir la frontière du côté du Mont-Cenis. D'autre part Victor-Amédée attribuait à la République de Berne des visées ambitieuses à l'endroit du Chablais et du Faucigny ; c'était pour lui un motif de plus de repousser la neutralité limitée de ces deux provinces. Nous avons trouvé aux Archives de Turin une lettre de S. A. R. à Mellarède qui ne laisse aucun doute sur la pensée véritable du Duc ; cette lettre, datée du 29 février 1704, contient le passage suivant :

« Il faut profiter de cette disposition pour les

« animer (les Suisses) davantage contre la France
 « & engager les Cantons à prendre une forte
 « résolution pour la neutralité de la Savoie, mais
 « comme ledit Marquis (de Puisieux), dans le
 « discours qu'il a prononcé à la dite Diète, a offert
 « de confier la garde du Chablais & du Faucigny
 « au Corps Helvétique, vous devrez apporter
 « tous vos soins pour détourner les Cantons
 « d'accepter cette offre, à moins que l'on ne
 « comprenne toute la Savoye dans la neutralité,
 « car une séparation de ces deux provinces ne
 « feroit d'aucune utilité pour nos intérêts & les
 « conséquences en pourroient estre dangereuses
 « par les vues que les Cantons & principalement
 « celui de Berne ont sur le Chablais, d'où il
 « feroit peut estre difficile de les fortir, de
 « forte que vous éluderez cette proposition, in-
 « sistant fortement à la neutralité de tout le pais
 « de la Savoie. »

C'était franc et explicite ; si la Diète avait pu prendre connaissance de cette dépêche confidentielle, elle aurait vu clair dans le jeu de Victor-Amédée.

Dès que Mellarède connut le résultat de la Diète de Soleure, il se remit en campagne et adressa au Corps Helvétique un mémoire détaillé, daté du 29 février, dans lequel il critiquait les procédés et réfutait les arguments de M. de Pui-

sieux. L'Ambassadeur de Savoie s'étend avec une complaisance calculée sur le procédé étrange de M. de Puisieux, qui ne se fait aucun scrupule de convoquer la Diète à Soleure, au lieu de sa propre résidence. Il se comporte envers vous, dit Mellarède, « à peu près comme si vous étiez de « fa dépendance. » Puis l'Ambassadeur de Savoie relève le mot de *grâce* que M. de Puisieux avait si maladroitement laissé échapper et qui avait à juste titre froissé la Diète :

« Les grâces, dit-il, dont M. le Marquis de
« Puisieux vous parle & que, selon lui, vous
« comptez pour rien, consistent uniquement à des
« pièges palpables qu'il vous avoit tendus & à
« des artifices qu'il avoit employés pour éluder
« votre satisfaction. »

Le piège palpable auquel Mellarède fait allusion, c'est l'offre de Louis XIV de neutraliser le Chablais et le Faucigny. A cet égard on retrouve dans le mémoire de l'Ambassadeur de Savoie les mêmes objections que la Diète elle-même avait mises en avant ; à en croire Mellarède, la neutralité de ces deux provinces ne peut qu'affaiblir la Suisse, parce qu'elles ne possèdent aucune place forte et qu'elles sont ouvertes de tous côtés. Par suite, dit-il, les Cantons ne pourront conserver ces provinces qu'autant que la France elle-même le jugera à propos.

Il faut lire le mémoire tout entier¹ pour apprécier l'incomparable habileté avec laquelle Mellarède exploite les moindres circonstances, afin d'exciter les Suisses contre la France. M. de Puisieux avait laissé échapper des paroles hautes ; Mellarède les relève avec une satisfaction mal déguisée et il met tout en œuvre pour prouver qu'il existe à la Cour de France un parti pris d'humilier la Diète. La conclusion du mémoire est à la hauteur des prémisses. Mellarède s'attache à démontrer que, si Louis XIV paraît peu disposé à accepter la neutralité du duché tout entier, c'est qu'il a une arrière-pensée, il *souhaite ardemment de conserver la Savoie* ; la France veut contraindre S. A. R. à échanger la Savoie contre d'autres provinces et son but réel est d'attenter à l'indépendance du Corps Helvétique. Mellarède laissait aux Cantons le soin de tirer la conclusion finale de son argumentation : Vous, Suisses, vous avez intérêt à ce que la Savoie reste entre les mains de son souverain héréditaire ; il vous importe de ne pas être entourés de tous côtés par les armes de Louis XIV ; en réclamant énergiquement la neutralité de la Savoie, en prenant « des mesures proportionnées » à l'exigence de cette grande affaire, vous con-

¹ Nous le publions aux *Documents*.

« traindrez la France à abandonner son sinistre
« projet et vous rendrez impossible l'aliénation
« du Duché. »

Tandis que Mellarède et Puisieux échangeaient des notes aigredouces, la situation respective des parties belligérantes s'était sensiblement modifiée en Savoie. Dès les premiers jours du mois de janvier 1704, le Marquis de Sales s'était retiré en Piémont, laissant le champ libre aux Français ; le Duc De la Feuillade en avait aussitôt profité pour s'emparer de la Tarantaise, où il n'avait rencontré aucune résistance ; puis il s'était rendu à Grenoble pour y attendre la fin de l'hiver, laissant à M. de La Vallière le commandement des troupes dont l'effectif s'élevait à 6,000 h. environ¹. De tout le duché il ne restait à Victor-Amédée que la citadelle de Montmélian, qui était elle-même bloquée par 3,000 Français.

La garnison de Montmélian était composée en grande partie de soldats suisses enrôlés au service de Savoie ; les trois frères Kydt ou Keidt, de Schwytz, dirigeaient la défense ; ils déployèrent l'énergie, la bravoure indomptable, qui illustrèrent les Suisses sur tous les champs de bataille ; à la tête de trois cents hommes ils firent une sortie, em-

¹ Tous ces détails nous sont fournis par le Registre du Conseil de Geneve et par la correspondance officielle.

portèrent une batterie qui incommodait la place, enclouèrent les canons et rentrèrent fièrement dans les murs¹. La sortie fut si soudaine, si inopinée, que le Marquis de La Vallière, qui s'était imprudemment avancé, faillit être enlevé; un officier et sept soldats qui escortaient M. de La Vallière furent tués à ses côtés².

La brillante sortie de Montmélian ne modifiait en rien la situation, mais l'Ambassadeur de Savoie, Mellarède, était un homme de ressource, qui savait à merveille tirer parti des moindres incidents. Il venait de parcourir les Petits Cantons où il avait réussi à obtenir quelques troupes³. Le 14 mars il était de retour à Berne et il adressa au gouvernement de ce canton une dépêche dans laquelle il annonçait à la fois le brillant fait d'armes de Montmélian et le succès de ses négociations auprès des Cantons catholiques :

« Vous voyez, disait-il, que par ce moyen les
« Louables Cantons catholiques concourront à
« soutenir les généreuses & salutaires résolutions
« que vous prendrez pour empêcher que vous ne

¹ Jean de Muller, Hist. suisse, to. XIII, p. 384, note

² Nous empruntons ces détails à une lettre du Conseil de Genève au Gouvernement bernois, du 8 février 1704.

³ Lucerne, Schwitz, Unterwald, Zug et Glaris avaient consenti à une levée immédiate; Uri seul se montra de moins bonne composition. Mellarède s'empressa d'en informer le Duc, qui répondit sèchement de *supprimer les pensions*.

« foyez entourés de toutes parts par la France, en
 « l'obligeant de retirer ses troupes de la Savoie &
 « d'accepter la neutralité que vous lui avez fait
 « connaître vous être si nécessaire pour votre
 « sûreté. Il est temps, Illustriſſimes Seigneurs, de
 « profiter de celui qui se présente favorablement
 « pour y réussir; la France occupée ailleurs a peu
 « de troupes dans la Savoie; le peu qu'elle y a
 « viennent d'éprouver la valeur des foldats de
 « votre nation qui ſont en garniſon à Montmé-
 « lian & elles n'oſeront attendre ceux que vous
 « y enverrez. »

Mellarède adreſſait ensuite un preſſant appel aux Bernois en leur annonçant qu'il était prêt à entrer en négociation avec eux et à garantir que S. A. R. n'attaquerait pas la France du côté de la Savoie et que la neutralité du Duché ſerait ſcrupuleuſement reſpectée.

L'Ambaſſadeur de France ne reſtait pas inactif; il ſuivait d'un œil vigilant les démarches de ſon adverſaire. A peine Mellarède venait-il de remettre ſon mémoire à MM. de Berne que M. de Puisieux ſ'aviſa de leur demander une levée de trois bataillons pour le ſervice du Roi (16 mars 1704). C'était un moyen comme un autre de ſonder le terrain et d'embarrasser le gouvernement bernois; comme ce dernier ne ſe preſſait guère de répondre, Puisieux envoya à

Berne un de ses secrétaires, le chevalier de Lumagne¹, avec les pleins pouvoirs nécessaires pour négocier et conclure une capitulation. M. de Lumagne était porteur d'une dépêche que nous regretterions de passer sous silence, car elle peut être considérée comme un modèle d'adresse et de malice. M. de Puisieux ne veut pas admettre un seul instant que la République de Berne refuse à S. M. la levée demandée. Comment, dit-il, vous n'avez aucun traité avec le Duc de Savoie et vous tolérez qu'on enrôle presque publiquement pour son compte. A quel titre refuseriez-vous donc une levée de trois bataillons au Roi de France avec lequel vous êtes liés par un traité solennel ? Sans doute vous avez donné des ordres pour faire cesser les enrôlements qui se pratiquent pour le compte de la Savoie, mais comment peut-il se faire que vos ordres soient aussi mal exécutés, puisqu'il est avéré qu'il y a actuellement en Piémont deux régiments qui ont été levés sur votre territoire ? On conviendra que M. de Puisieux posait au gouvernement bernois des questions embarrassantes. Le Sénat ne voulut pas assumer la responsabilité

¹ D'après des documents que nous avons consultés aux Archives de Berne, ce M. de Lumagne était un gentilhomme originaire des Grisons et capitaine au régiment de May. M. de Puisieux ne dédaignait aucun moyen ; pour négocier il se servait d'un homme qui était en quelque sorte du pays.

de la réponse ; il convoqua le 2 avril le Conseil des Deux-Cents pour lui soumettre la demande de l'Ambassade. M. de Lumagne s'aperçut de suite que les dispositions étaient peu favorables ; il chercha à obtenir un ajournement de la discussion ; il fit valoir qu'il avait d'autres avantages à proposer, mais il échoua. Le CC passa outre et prit la décision suivante qui excite l'admiration de Lamberty¹ :

« S. Exc. sera priée de réfléchir que le Canton
 « se trouve dans une conjoncture si dangereuse,
 « soit par le péril de se voir entouré d'une seule
 « puissance, soit par la guerre qui l'environne,
 « qu'il ne feroit pas de la prudence de se défaire
 « de son monde ; qu'outre cela il ne se trouve pas
 « en droit de répondre sur une levée que S. M.
 « demande en vertu de l'alliance & qui ne peut
 « être accordée que du consentement de tout le
 « Corps Helvétique. »

C'était habilement répondu, avec réserve et dignité. MM. de Berne s'abstenaient prudemment de toucher aux points délicats et ils gardaient le silence sur les enrôlements qu'ils toléraient pour le compte du Duc de Savoie. M. de Puisieux était dûment averti ; le gouvernement bernois, inquiet et mécontent, se rapprochait visiblement de Vic-

¹ Lamberty, to. III, p. 199 et 200.

tor-Amédée. Si le but de Puisieux était de sonder le terrain, il était pleinement atteint.

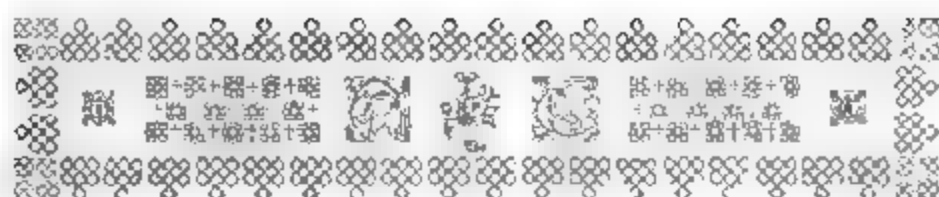
En même temps que M. de Puisieux demandait au Canton de Berne une levée de trois bataillons, il adressait à Zurich une dépêche destinée au Corps Helvétique et relative à la neutralité de la Savoie (26 mars 1704). A ce moment Louis XIV était, selon toute apparence, décidé à repousser la demande de la Diète, mais il avait intérêt à gagner du temps et son représentant avait toutes les qualités requises pour faire traîner les choses en longueur. Aussitôt après la Diète, M. de Puisieux avait expédié à Versailles un de ses secrétaires, M. de Sainte-Colombe, pour exposer au Roi ce qui s'était passé à Soleure et pour solliciter de nouvelles instructions. En réponse, Louis XIV avait chargé son Ambassadeur de demander aux Cantons sous quelle forme ils entendaient établir la neutralité de la Savoie : Voudaient-ils que cette province fût rendue au Duc et que le Roi en retirât ses troupes ; voulaient-ils la laisser sous la garde de ses habitants ou avaient-ils l'intention de la faire occuper et garder par les troupes suisses ? Se conformant aux intentions de son souverain, M. de Puisieux posait ces diverses questions et concluait en ces termes :

« Sa Majesté m'ordonne de vous demander incessamment, Magnifiques Seigneurs, quelles

« font vos résolutions sur cette neutralité & de
 « vous dire de la part que, dès que vous l'aurez
 « suffisamment éclaircie sur cette affaire. Elle me
 « fera savoir aussitôt ses intentions par un courrier
 « qu'Elle dépêchera. »

En réalité le gouvernement de Louis XIV ne cherchait qu'à prolonger les négociations; en pareil cas gagner du temps, c'est souvent gagner la partie et la suite se chargea de le démontrer. Lorsque la Diète réussit enfin à se mettre d'accord sur un texte de convention, les circonstances s'étaient modifiées dans un sens favorable à la France et le Marquis de Puisieux s'empessa d'en profiter pour répondre par un refus péremptoire aux propositions de la Diète.

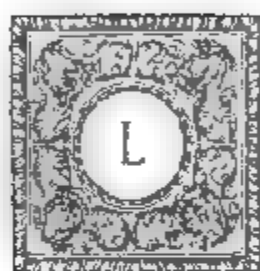




CHAPITRE DIXIÈME

Reprise des hostilités en Savoie.

Diète du 13 avril 1704.



A brillante sortie de la garnison de Montmélian, dont nous avons parlé plus haut, n'avait nullement modifié la situation en Savoie, mais dans les derniers jours de mars ou au commencement d'avril, Victor-Amédée fut informé qu'une forte partie des troupes françaises quittait lentement la Savoie pour tenter une attaque contre Nice. Le Duc prit aussitôt son parti et dans une dépêche du 3 avril 1704 il annonce à Mellarède qu'il se dispose à prendre l'offensive pour recouvrer son duché. Le baron de Saint-Rémy entrera en Maurienne avec trois bataillons et trois cents dragons et le baron de Schulembourg tentera une diversion par la vallée d'Aoste avec quatre bataillons, y compris un bataillon de Bernois. Nous ne croyons pas nous écarter de la vérité en disant que le but principal de ce mouvement offensif était de préparer le terrain aux nouvelles démarches tentées en Suisse par Mellarède. Si les

troupes piémontaises réussissaient à chasser les Français de Savoie, c'était une chance de plus pour Mellarède d'obtenir la neutralité immédiate du Duché.

Quoiqu'il en soit, dans les premiers jours du mois d'avril, un détachement de troupes piémontaises franchit le Mont-Cenis et s'avança jusqu'à Aiguebelle, en brûlant sur sa route tous les fourrages¹. Ce mouvement inattendu produisit dans toute la contrée une vive émotion, d'autant plus que les troupes françaises étaient peu nombreuses. Le bruit courut que le gouverneur de Chambéry, effrayé, avait fait fermer les portes de la ville à l'exception d'une seule. A Genève le Conseil s'alarma également et décida de faire monter la garde par la bourgeoisie (14 avril). Au surplus cette inquiétude n'avait rien que de très naturel, car les Piémontais payaient d'audace et répandaient à dessein les nouvelles les plus alarmantes. Un exprès envoyé à Mellarède passa à Genève, annonçant qu'il y avait à Aiguebelle 5 ou 6,000 Piémontais *qui devaient entrer le même jour à Chambéry* et qui allaient être suivis d'un autre corps de 4,000 hommes. D'autre part, M. de

¹ Les Registres du Conseil de Genève et sa correspondance officielle avec Berne et Zurich nous fournissent presque jour par jour des détails intéressants et précis sur ces opérations militaires.

Saint-Rémy, ne doutant de rien, envoyait à Annecy et à St-Julien l'ordre imprimé de ne plus reconnaître d'autre souverain que le Duc de Savoie. C'était aller un peu vite en besogne. Les troupes piémontaises poussèrent leur pointe jusque devant Chambéry qu'elles sommèrent de se rendre, mais inutilement (16 août). Ce premier échec dut refroidir un peu leur ardeur, toutefois les Français n'en profitèrent pas pour attaquer; sans doute ils ne se sentaient pas en nombre. Quelques jours après, le 22 avril, les troupes piémontaises battirent tout à coup en retraite, sans motif apparent, et reprirent le chemin du Mont-Cenis. Cette courte campagne de printemps n'avait eu d'autre résultat que de faciliter le ravitaillement de la forteresse de Montmélian. La Savoie se retrouva au pouvoir de l'armée française et le Duc De la Feuillade s'empressa d'envoyer deux compagnies de dragons dans le Chablais pour en reprendre possession et y rétablir l'ordre antérieur.

Entre temps la Diète s'était réunie à Baden; elle allait constater elle-même l'impuissance à laquelle la réduisaient les intrigues de la diplomatie étrangère! Le marquis de Puiseux, ambassadeur de France, et Beretti-Landi, ambassadeur d'Espagne, accrédité à Lucerne, firent jouer toutes les influences pour empêcher les Petits

Cantons de se faire représenter à la Diète¹; leurs efforts furent couronnés de succès. Lorsque Pui-sieux fut bien certain que les cantons catholiques n'enverraient pas de députés à la Diète, il annonça lui-même qu'il ne se dérangerait pas, qu'il ne se rendrait pas à Baden; il pouvait dormir tranquille; la Diète allait se débattre au milieu de difficultés insurmontables; elle était hors d'état de prendre une décision régulière et valable, malgré la bonne volonté et l'énergie de Berne et de Zurich.

La première séance de la Diète eut lieu le 13 avril. Après les souhaits de bienvenue, le Président Escher, de Zurich, rappela que la session était convoquée pour s'occuper de la neutralité de la Savoie et des affaires du Toggenbourg; il ajouta que les cinq Cantons de la Suisse primitive, Lucerne, Schwitz, Unterwald, Uri et Zug, ne s'étaient pas fait représenter, sous prétexte que la question de la neutralité pouvait se traiter par correspondance. C'était une singulière excuse et la Diète passa outre; elle reconnut par un vote unanime qu'une question aussi importante devait être traitée par la voie ordinaire des délibérations et elle adressa de suite une nouvelle et pressante invitation aux cinq Cantons; ceux-ci avaient évi-

¹ Lamberty assure que, pour les engager à faire défaut, on leur avait annoncé que la Savoie serait incessamment évacuée par l'armée française; cela est très probable.

demment un dessein bien arrêté, car ils s'excusèrent de nouveau, en alléguant divers prétextes; quelques-uns d'entre eux se bornèrent à demander qu'on leur communiquât le protocole des délibérations. L'entente préalable entre les cinq Cantons et l'Ambassadeur de France ne saurait être mise en doute, car en même temps M. de Puisieux annonçait à la Diète qu'il jugeait inutile de se rendre à Baden, puisque plusieurs cantons ne seraient pas représentés; il demandait en outre à être définitivement renseigné sur les conditions proposées pour la neutralité de la Savoie, afin de pouvoir les soumettre à son souverain.

Désormais Puisieux n'avait plus qu'à observer et attendre; en revanche Mellarède allait tenter un coup décisif. Victor-Amédée venait de l'informer (12 avril) que l'expédition de Saint-Rémy avait réussi et que la Savoie était évacuée par les troupes françaises; c'était vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, mais on croit facilement ce qu'on désire et Victor-Amédée avait un grand intérêt à faire croire que la Savoie était réellement évacuée, car il en concluait que les Cantons n'avaient plus à demander le consentement ou l'adhésion de la France pour la neutralité, puisque les opérations militaires venaient de rendre le duché à son légitime souverain.

Suivant les instructions de Victor-Amédée, Mellarède annonça le 15 avril à la Diète que les Français venaient d'évacuer la Savoie et qu'ils s'étaient retirés en Dauphiné sous le canon de Fort-Barraux. L'Ambassadeur ajoutait : aujourd'hui rien n'empêcherait le Duc de poursuivre ses avantages et d'envahir le Dauphiné, mais Victor-Amédée connaît les loyales intentions des Confédérés ; il sait que les Cantons sont disposés à couvrir leur propre frontière en assurant la Savoie à son souverain héréditaire. Aussi est-il prêt à s'entendre avec eux à ce sujet, si toutefois la France veut bien prêter son concours. Mellarède concluait en déclarant qu'il avait en main les pleins pouvoirs pour traiter et il demandait à entrer sans retard en conférence avec la Diète.

Berne et Zurich étaient résolus à pousser vigoureusement l'affaire de la neutralité ; aussi, malgré l'absence calculée des cinq cantons, la Diète décida-t-elle d'entrer immédiatement en matière. L'Ambassadeur de Savoie se présenta devant la Diète et exposa séance tenante un projet de convention dont nous empruntons le texte au recueil des Recès fédéraux ¹ :

« Art. I. Le Roi de France n'attaquera pas les

¹ N^o 544, p. 1136. Nous avons traduit aussi exactement que possible le texte allemand.

« provinces de Savoie, Genevois, Chablais, Fau-
« cigny, Tarantaise, Maurienne, Petit-Bugey,
« Ternier, Gaillard et la vallée de Chézery; il
« s'interdit également de faire traverser par ses
« troupes les dites provinces pour de là attaquer
« d'autres Etats du Duc; enfin il rappellera les
« troupes qui pourraient encore se trouver en
« Savoie. En revanche le Duc ne se permettra,
« de ses provinces de Savoie, aucune agression
« contre la France.

« Art. 2. Le Corps Helvétique sera garant de
« la présente convention et enverra des troupes
« pour la protection de la Savoie.

« Art. 3. En ce qui concerne la forteresse de
« Montmélian, les Gouverneurs, Commandants et
« officiers du Duc y seront maintenus, mais la
« garnison sera renforcée d'un nombre égal de
« soldats suisses qui y séjourneront jusqu'à la fin
« de la guerre.

« Art. 4. Le choix des officiers sera laissé aux
« Cantons intéressés et les troupes suisses re-
« cevront de la Savoie le même armement et la
« même solde que pour le service ordinaire du Duc.

« Art. 5. Les troupes fédérales seront placées
« sous les ordres du Gouverneur, du Commandant
« et de l'état-major du Duc, pour autant que les
« ordres (de service) ne seront pas contraires au
« traité de neutralité. »

Ce projet de convention avait été rédigé par un optimiste ; à le lire il semblait que les Français eussent évacué presque toute la Savoie ; or il n'en était rien et l'Ambassadeur de France ne devait pas tarder à relever cette erreur. D'autre part le projet ne constituait pas un simple traité de *neutralité*, mais de *garantie* ; les Suisses garantissaient au Duc la possession de la Savoie¹. C'était une conception très habile de Victor-Amédée, mais au point de vue de la Suisse, elle présentait non seulement des inconvénients, mais des dangers.

La Diète avait ses défauts, comme toute assemblée délibérante, mais on ne pouvait lui reprocher de manquer de prudence ; elle péchait plutôt par l'excès contraire. Aussi était-il aisé de prévoir que le projet de Mellarède subirait de notables changements. La Diète désigna des délégués pour

¹ Dans une lettre du 12 Avril que nous avons lue aux Archives de Turin, Victor-Amédée insiste auprès de son Ambassadeur pour qu'il fasse accepter par la Diète l'idée de la *garantie*. Mellarède fit de son mieux, mais il dut reconnaître que cette proposition était mal accueillie en Suisse ; c'est alors que Victor-Amédée, mieux renseigné, se rabattit sur le *système commencé de la neutralité* et il ajoute : « Enfin vous remuerez » toute sorte de cordes pour les engager à prendre un parti ferme « & résolu dans cette conjoncture. » Au surplus le Duc de Savoie ne dissimule nullement son but ; il veut que les Suisses occupent immédiatement la Savoie, afin que lui, de son côté, puisse porter toutes ses forces sur d'autres points.

conférer avec l'Ambassadeur de Savoie et il sortit de ces délibérations un projet nouveau qu'il est curieux de comparer avec le texte primitif :

« Art. 1. Le Roi de France est prié avec le
« respect convenable de retirer toutes celles de
« ses troupes qui peuvent se trouver en Savoie, de
« s'abstenir, pendant toute la durée de la présente
« guerre, d'attaquer les provinces de Savoie
« situées en deçà des Alpes ; de même il évitera
« de faire passer ses troupes par ces provinces
« pour attaquer d'autres possessions du Duc.

« Art. 2. Pareillement le Duc est prié d'observer les mêmes stipulations et de retirer toutes
« ses troupes de la Savoie, à l'exception de celles
« qui occupent la forteresse de Montmélian.

« Art. 3. Afin que cette convention soit fidèlement observée de part et d'autre, les États
« Confédérés enverront en Savoie un régiment de
« 1500 à 2000 hommes, dont la solde et les conditions sont à déterminer.

« Art. 4. Le gouverneur et le commandant,
« établis à Montmélian par le Duc, continueront à
« y commander et la garnison de cette place forte
« sera composée pour deux tiers de Suisses et
« pour un tiers de Savoisien. Tous les officiers
« et soldats de la garnison prêteront serment
« d'observer fidèlement le présent traité. Pour
« prévenir toute violation de ce traité, un repré-

K

« sentant du Corps Helvétique sera délégué à
« Montmélian et le gouverneur ou le comman-
« dant de la place ne prendront aucune mesure
« militaire à son insu.

« Art. 5. Pendant toute la durée de la présente
« guerre les troupes suisses resteront à Montmé-
« lian et leur solde sera prélevée sur le plus clair
« du revenu du pays, toutefois sans préjudice de
« la souveraineté du Duc.

« Art. 6. Les Cantons qui fourniront les
« troupes désigneront eux-mêmes les officiers et
« les soldats qu'ils voudront envoyer à Montmé-
« lian.

« Art. 7. Les troupes suisses seront placées sous
« les ordres du Gouverneur et du Commandant
« savoisiens, suivant l'usage des autres services
« fédéraux, mais, s'il leur était donné quelque
« ordre contraire au présent traité, ils devront
« s'en tenir aux instructions de leurs gouverne-
« ments. »

Si on compare ce projet avec celui de Mella-
rede, on constate aisément les différences essen-
tielles qui les séparent. La rédaction adoptée par
la Diète est beaucoup plus précise et partant
moins compromettante ; il n'est plus question de
garantir à Victor-Amédée le territoire de son
duché ; il s'agit simplement d'assurer la neutralité
de la Savoie par une occupation temporaire. Le

projet de Mellarède disait en termes généraux que les Cantons enverraient des troupes pour la protection de la Savoie ; cela pouvait mener fort loin ; la Diète prend ses précautions et fixe d'avance l'effectif du régiment qui sera envoyé en Savoie, 1500 à 2000 hommes. De même pour la solde ; la Diète l'assurait contre toute éventualité, car il était stipulé qu'elle serait prélevée sur le revenu net du pays qu'il s'agissait d'occuper. On était ainsi à l'abri de toute déconvenue.

Après avoir arrêté les termes de la convention, la Diète décida qu'elle serait communiquée aux Ambassadeurs de France et de Savoie ainsi qu'aux Cantons qui s'étaient fait excuser. Selon toute apparence, M. de Puisieux s'était flatté de l'espoir qu'en l'absence des cinq Cantons de la Suisse primitive, la Diète ne donnerait pas suite aux propositions de Mellarède. L'Ambassadeur dut être désagréablement surpris, lorsque M. de Lumagne lui apporta le texte du projet, dûment approuvé par la Diète ; il ne put dissimuler son dépit et le 26 avril, lorsqu'il accusa réception du projet, il le dénonça comme un acte de partialité en faveur du Duc de Savoie ; il assura toutefois qu'il le ferait parvenir au Roi et qu'il ferait son possible pour obtenir une réponse avant le 18 mai, date fixée pour la prochaine Diète. Dans une seconde dépêche, M. de Puisieux démentit les

nouvelles données par Mellarède et annonça que non seulement les Français n'avaient pas été chassés de Savoie, mais qu'au contraire les Savoisiens avaient, le 22 avril, quitté les environs de Montmélian et s'étaient retirés en Piémont. M. de Puisieux ajoutait que les troupes françaises venaient de reprendre possession de la Maurienne, de la Tarantaise et du Chablais, et que le général piémontais, M. de Saint-Rémy, avait perdu beaucoup de monde devant Chambéry. Il faut le reconnaître; c'était l'Ambassadeur de France qui était dans le vrai : Mellarède avait enflé pour les besoins de la cause les succès éphémères remportés par les armes piémontaises; de ces premiers succès il ne restait que le souvenir. L'Ambassadeur de Savoie ne songea pas à contester l'exactitude des nouvelles fournies par M. de Puisieux; au surplus il triomphait et croyait toucher au but. Il remercia avec effusion la Diète d'avoir adopté le projet de neutralité et promit de se procurer dans un bref délai les pouvoirs nécessaires pour conclure. Il ne se doutait guère que l'échafaudage qu'il avait laborieusement élevé allait s'écrouler dans l'espace d'un mois. Quant à la Diète, elle se sépara après avoir fixé au 18 mai sa prochaine réunion.

* * *



CHAPITRE ONZIÈME

Diète du 18 mai 1704.

Nouvelles propositions de Mellaredo



ANS toute cette grave affaire de la neutralité, les cinq cantons de la Suisse primitive, Lucerne, Schwytz, Unterwald, Uri et Zug, se laissèrent égarer par des sentiments de défiance mal définis et par les intrigues combinées de la France et de l'Espagne; ils réussirent ainsi à paralyser la Diète et à empêcher toute action prompte et décisive. Ils suivaient une politique isolée et leurs députés se réunirent en conférence à Lucerne, le 14 mai, pour se consulter sur le projet de neutralité et sur la ligne de conduite à suivre à la Diète du 18 mai. Le protocole de cette conférence qui dura deux jours est intéressant à lire¹; il met complètement à nu les sentiments de défiance et de jalousie, les déplorables rancunes, qui animaient les Petits Cantons. On récrimine à propos de tout; on se plaint, bien à tort, de ce que la dernière Diète a été convoquée prématurément et avec trop de précipitation; on reproche à la

¹ Reces federaux, n° 547, p. 1143.

Diète de s'être arrogé « le droit de rechercher les motifs qui ont provoqué l'abstention des Cinq Cantons. » Au surplus le protocole de la Conférence est rédigé avec une parfaite franchise et il laisse fort bien entrevoir que les Cinq Cantons espéraient tout arrêter par leur abstention. Les députés réunis à Lucerne ne cherchent même pas à dissimuler leur dépit et ils reprochent à la Diète d'avoir continué ses délibérations et d'avoir pris sur elle de communiquer des propositions à des Ambassadeurs étrangers avant de les soumettre aux Cantons absents. Autant valait dire qu'en l'absence de quelques cantons, la Diète devait s'interdire toute délibération; c'était reconnaître à la minorité le droit de faire la loi à la majorité¹.

Comme on le voit, les députés réunis à Lucerne étaient de fort mauvaise humeur; on le vit plus clairement encore, lorsqu'ils abordèrent l'examen du projet de neutralité. Ils commencent par déclarer qu'en pareil cas il a toujours été de principe et de tradition de s'assurer l'adhésion complète des puissances intéressées; or il paraît que

¹ Le Reces accuse formellement la Diète de « s'arroger trop » d'autorité & de méconnaître les droits des huit anciens Cantons, attendu que, suivant les anciennes alliances, les nouveaux Cantons ne doivent rien entreprendre sans l'avis préalable des anciens »

pour la Savoie cette adhésion est problématique, puisque la Diète juge nécessaire d'envoyer 1500 à 2000 hommes à Montmélian. Si la neutralité de la Savoie est acceptée loyalement de part et d'autre, à quoi bon envoyer une garnison ? Dans le cas contraire, s'il y a lieu de craindre quelque agression de l'une des puissances belligérantes, un corps de 1500 à 2000 hommes est tout à fait insuffisant. Il faut reconnaître que cette dernière observation ne manquait pas de justesse. En somme les députés de la conférence étaient résolument hostiles à tout projet de neutralité ou de garantie qui ne serait pas accepté par la France, mais ils prévoient le cas où la majorité de la Diète maintiendra ses décisions antérieures ; dans cette éventualité, les Cantons catholiques devront faire en sorte que leurs prérogatives ne soient pas lésées ; ils devront être placés pour l'occupation militaire sur un pied de complète égalité vis-à-vis des Cantons protestants. Il faut notamment que tous les Etats Confédérés fournissent exactement le même nombre d'hommes. Quant à la solde, la conférence de Lucerne se montre encore plus méticuleuse que la Diète ; il ne lui suffit pas que la solde soit prélevée sur le plus clair du revenu de la Savoie ; elle réclame des garanties spéciales. Le protocole de la conférence constate, sous forme de conclusion,

que les cinq Cantons auraient vivement désiré l'ajournement de la Diète du 18 mai et Schwytz annonce que, selon toute apparence, il ne pourra se faire représenter, attendu que sa Landsgemeinde est convoquée pour la même date. Evidemment les cinq Cantons ne demandaient qu'à voir échouer le projet de neutralité ; leurs vœux secrets allaient s'accomplir.

Ainsi qu'il l'avait annoncé, M. de Puisieux avait soumis à Louis XIV le projet de neutralité ; l'habile diplomate prévoyait bien la réponse qu'il avait peut-être dictée ou tout au moins préparée.

La Diète s'ouvrit à Baden le 18 mai ; de graves nouvelles étaient parvenues d'Allemagne, du théâtre de la guerre, et il semblait naturel de supposer que les députations se trouveraient au complet , néanmoins les Cantons d'Uri, Schwytz, Glaris et Appenzell (Rhodes-Extérieures) manquèrent à l'appel. L'Ambassadeur de France se présenta dès les premiers jours de la session et on remarqua, dit un contemporain¹, son attitude pleine de fierté et de confiance. Il avait toute raison d'être joyeux et rassuré, car on venait d'annoncer la jonction de l'armée française avec les Bavares ; en outre il avait assez de flair pour

¹ Lamberty, to. III, p. 206

pressentir la victoire diplomatique qu'il allait remporter sur son adversaire Mellarède.

Le 23 mai, M. de Puisieux remit à la Diète une note développée, en réponse au projet de neutralité. Le langage de l'Ambassadeur est plus hautain qu'à l'ordinaire et dès les premières lignes de la dépêche on pressent la conclusion :

« Le Roy mon maître, dit M. de Puisieux, s'apperçoit avec déplaisir que les marques continuelles qu'il vous donne de sa bienveillance & de sa considération pour le Louable Corps Helvétique produisent un effet tout différent de ce lui qu'on en devoit attendre.

« Quand vos Louables Ancestres voyoient leurs voisins en guerre, ils se contentoient de songer à la conservation de la tranquillité du dedans de leur patrie & de celle de leurs frontières, sans s'intéresser au repos des pays appartenant à leurs voisins que par seule voie de recommandation. »

Après cet exorde, l'Ambassadeur énumère les témoignages de bienveillance que le Roi a prodigués au Corps Helvétique, la neutralité du Frickthal, des villes de Rheinfelden, de Laufenbourg et de Constance ; le Roi a fait mieux ; pour se conformer au désir des Cantons, il a donné sa parole que ni ses troupes, ni celles de l'Electeur de Baviere, ne s'établiraient sur les bords du

Rhin et du lac de Constance, soit de Bâle jusqu'à Brégenz ; en outre et toujours pour complaire au Corps Helvétique, il a déclaré neutre toute la lisière qui s'étend à une lieue de la frontière suisse, de Bâle à Brégenz. Du côté de la Savoie le Roi n'a-t-il pas fait des concessions analogues ? Pour éloigner la guerre des frontières helvétiques, le Roi a offert aux Cantons la garde du Chablais et du Faucigny ; il a annoncé à la Diète que, si ses troupes s'emparaient de Montmélian, la seule place forte qui existe en Savoie, il la confierait également à la garde des Confédérés.

« Toutes ces complaisances de la part d'un si
 « grand Roy, poursuit M. de Puisieux, ne fati-
 « font pas quelques-uns des Louables Cantons,
 « parce qu'elles ne conviennent point à M. le
 « Duc de Savoie & ils continuent à demander
 « une neutralité pour la Savoie entière. Ces
 « mêmes Louables Cantons assemblés à Bade
 « ont dressé un projet de neutralité dont tous
 « les articles sont tirés des mémoires du S^r de
 « Mellarède, croyans que S. M. doit l'accepter
 « & remettre ses conquêtes avant la paix entre
 « les mains de ses ennemis, avec les passages
 « dont elle a absolument besoin pour secourir les
 « Etats du Roy d'Espagne. »

Le lecteur aura remarqué l'incomparable habileté avec laquelle est rédigé ce passage L'Am-

bassadeur de France affecte de croire que la demande de neutralité est faite, non en faveur de la Suisse, mais dans l'intérêt exclusif du Duc de Savoie; la dernière Diète de Baden ne représente à ses yeux que *quelques Cantons*.

Les dispositions de la France étant ainsi défavorables, il semble que M. de Puisieux va répondre par un refus péremptoire à la demande de neutralité, mais l'Ambassadeur de Louis XIV est trop adroit pour se compromettre par une déclaration catégorique; il se borne à dire qu'il a employé ses bons offices auprès du Roi pour obtenir une réponse qui puisse rassurer certains Louables Cantons. Par suite Sa Majesté l'a autorisé à annoncer à la Diète « qu'Elle ne réunira « point la Savoye à la Couronne, lors de la conclusion de la paix. »

L'attitude de la Cour de France était fort adroite; lorsque les Cantons de Berne et de Fribourg réclamaient avec tant d'instance la neutralité de la Savoie, ils invoquaient le danger éventuel d'être entourés de part et d'autre par les armées de Louis XIV qu'on accusait d'aspirer à la monarchie universelle. Mellarède avait fort bien joué son rôle en attisant le feu et en surexcitant les inquiétudes des Cantons. La déclaration solennelle de M. de Puisieux pouvait modifier la situation en rassurant la Diète. Le Roi s'abste-

nait de répondre sur la question de neutralité, mais il affirmait que l'occupation de la Savoie ne serait que temporaire.

Suivant Lamberty, la réponse si sèche de M. de Puisieux ne plut nullement aux Cantons. Berne et Fribourg représentèrent de nouveau le danger qui les menaçait. Bref, la Diète se laissa convaincre et envoya auprès de l'Ambassadeur une députation pour exposer la conduite parfaitement correcte des Cantons et demander de nouvelles négociations. La députation n'obtint pour toute réponse que de l'eau bénite de cour ; l'Ambassadeur dit qu'il n'avait rien à ajouter à ses précédentes déclarations, mais qu'il soumettrait au Roi toute nouvelle proposition.

La Diète savait à quoi s'en tenir sur les intentions de la France ; il lui restait à connaître les instructions nouvelles qui pouvaient avoir été envoyées à Mellarède. Une autre députation se rendit auprès de l'Ambassadeur de Victor-Amédée. Mellarède commençait à se lasser ; il voyait clairement le jeu de Puisieux et ne voulait pas continuer à être dupe des lenteurs calculées et des fins de non-recevoir de son adversaire. Il n'essaya pas de dissimuler son mécontentement et le 27 mai il remit à la Diète un mémoire conçu dans les termes les plus virulents. Mellarède protesta contre les détours employés par la

France pour gagner du temps et il s'attache à démontrer que la Diète se laisse jouer. Il ne reste qu'un parti à prendre, dit Mellarède, et il conclut dans les termes suivants :

« Illustriſſimes & très Puiffants Seigneurs,
 « comme vous conviendrez que votre gloire eſt
 « intéreſſée à ne plus employer avec la France
 « les voies inutiles de la négociation & que vous
 « ne faites par là que lui donner lieu de mani-
 « feſter de plus en plus ſon peu d'égard pour
 « vous, S. A. de ſon côté a des intérêts trop
 « preſſans de ſavoir à quoi elle doit ſ'en tenir
 « pour lui permettre de ſe repoſer davantage ſur
 « une négociation auſſi infructueuſe que l'eſt
 « celle de vouloir conduire, par de ſimples repré-
 « ſentations, la France à renoncer aux vues que
 « ſon avidité lui inſpire & mes pouvoirs à cet
 « égard-là finiſſent par le refus qu'elle vient de
 « faire, mais ils ſ'étendent à traiter avec vous,
 « afin de prendre de juſtes meſures pour la ſureté
 « de S. A. R. & pour la vôtre, & à vous procurer
 « tous les avantages raiſonnables que vous pou-
 « vez deſirer d'elle, qui vous aſſureront pour
 « toujours votre tranquillité de ce côté-là & qui
 « vous conſerveront une libre communication
 « avec un Prince votre voiſin, dont les intérêts
 « ſont proprement confondus avec les vôtres. »

Mellarède réclamait une ſolution et une action

immédiates; néanmoins la Diète voulut tenter encore une démarche auprès de M. de Puisieux, afin d'obtenir la reprise des négociations. C'était aller au devant d'un nouvel échec; l'Ambassadeur de France se retrancha derrière ses instructions et refusa nettement d'entrer en matière; il ajouta toutefois que la neutralité de la Savoie aurait peut-être été obtenue, *si tous les Cantons avaient pris part à la dernière Diète*. En lançant cette insinuation, Puisieux savait fort bien ce qu'il faisait; il jetait un brandon de discorde entre les Cantons protestants et les Cantons de la Suisse primitive. Le propos de Puisieux, rapporté à la Diète, provoqua immédiatement des récriminations. La députation d'Uri fit remarquer avec quelque aigreur qu'apparemment on tenait peu à sa présence; autrement on lui aurait communiqué le projet de neutralité avant d'en faire part aux Ambassadeurs des deux puissances. Si Berne et Fribourg avaient invoqué l'imminence du danger, Uri aurait volontiers différé ses affaires cantonales, qui l'avaient empêché d'assister à la dernière Diète. Le protocole de la session n'indique pas de quelle manière furent accueillies ces excuses, qui ressemblaient passablement à des reproches. L'insinuation de M. de Puisieux avait porté ses fruits, et elle laissait planer sur certains Cantons une fâcheuse responsabilité.

Du côté de la France il n'y avait plus rien à tenter, puisque M. de Puisieux s'en tenait strictement à ses instructions; néanmoins les deux Cantons qui étaient le plus directement intéressés dans la question, Berne et Fribourg, insistaient pour que la Diète prît un parti décisif. Mécontents du refus de Louis XIV, ces deux Cantons semblaient tout disposés à écouter les conseils de la Cour de Turin. Mellarède, toujours aux aguets, s'empressa de profiter d'une occasion aussi favorable. Le 29 mai, il soumit à la Diète de nouvelles propositions. Il s'agissait pour les Cantons de fournir au Duc de Savoie un corps de troupes supplémentaire de 3 ou 4,000 hommes qui seraient employés « à procurer au Duc la libre possession « & jouissance de ses Etats héréditaires de Savoie « & auxquels S. A. R. pourra joindre le nombre « nécessaire d'autres troupes & principalement « de celles que les Louables Cantons catholiques « ont données en vertu de leur alliance, pour « s'aider à procurer ladite possession à S. A. R. »

Ce que Mellarède proposait, c'était une capitulation semblable à celles que les Cantons concluaient fréquemment avec les souverains étrangers, mais les circonstances donnaient à cette proposition une gravité exceptionnelle et en effet, si elle était acceptée, le Corps Helvétique s'associait, au moins en apparence, à la fortune de Victor-

Amédée et se rangeait parmi les ennemis de Louis XIV. Mellarède était trop avisé pour n'avoir pas prévu les objections qui devaient surgir ; afin de rassurer la Diète, il avait introduit dans son projet un article ainsi conçu :

« Ces troupes ne pourront jamais être em-
 « ployées contre les Etats que la France possé-
 « doit en l'an 1663, ni rien faire qui soit opposé à
 « l'alliance que le Louable Corps Helvétique a
 « avec cette puissance. »

En autres termes, la capitulation avait exclusi-
 vement pour but d'assurer au Duc la possession de
 ses Etats de Savoie, et les troupes suisses ne
 devaient participer qu'aux opérations militaires
 qui concerneraient la Savoie, c'est dans ce sens
 qu'avait été rédigé l'art. 2 du projet, ainsi conçu :

« Jusques à ce que l'on puisse prendre les
 « mesures convenables, on mettra lescdites troupes
 « au Piémont, en Val d'Aoste & principalement
 « pour garder les passages & maintenir la commu-
 « nication avec les Etats de Savoie. »

En dernier lieu, le projet contenait un article
 qui devait produire la meilleure impression dans
 les Cantons : « En considération du secours que
 « les Louables Cantons pourront lui donner dans
 « cette occasion & la résolution qu'elle s'assure
 « qu'ils prendront de ne point abandonner la
 « Savoie, S. A. R. s'engagera à eux qu'elle ne la

« cédera ni par le traité de paix qui pourra se
 « faire, ni dans la suite par aucun autre traité, &
 « qu'elle la conservera pour lui & pour ses succef-
 « seurs, sans que jamais elle puisse être aliénée de
 « la couronne, sous quelque prétexte que ce soit. »

Certes, ce projet de capitulation était habilement conçu et rédigé au point de vue de la Cour de Turin ; il achevait de brouiller le Corps Helvétique avec Louis XIV, car il l'engageait dans une opération militaire contre la France ; en outre, la *neutralité* de la Savoie disparaissait pour faire place à la *garantie* ; Victor-Amédée reprenait en sous-œuvre son idée favorite.

La Diète, appelée à se prononcer sur le projet, se trouva dans un cruel embarras et fournit un nouvel exemple de son incurable indécision. Rien de plus instructif à lire que le protocole de la session ; il montre bien que les étaient les perplexités de la Diète. D'une part, les déclarations, les promesses de la France lui semblent équivoques et le protocole se plaît à rappeler quel a été le sort de la Lorraine. En réalité, la Diète ne se fie qu'à demi aux promesses de Louis XIV, lorsqu'il affirme qu'à la paix il restituera la Savoie. D'autre part, la proposition de Victor-Amédée est grosse de complications pour l'avenir, car les Confédérés seront peut-être obligés de fournir des forces suffisantes pour expulser les Français de la Sa-

L

voie. Et cependant le Corps Helvétique, qui veut échapper lui-même au danger d'être enveloppé par les armées de Louis XIV, peut-il refuser des secours aux Etats voisins qui veulent se défendre? La Diète peut-elle oublier que le traité de paix perpétuelle conclu avec la France réserve formellement aux Cantons le droit de fournir des troupes à la maison de Savoie? Toutes les fluctuations de la Diète se reflètent avec une remarquable fidélité dans les protocoles des séances.

Profondément divisée, ballottée entre des influences contraires, la Diète ne savait à quel parti s'arrêter. Quelques Cantons demandent un délai pour examiner plus à fond la question, la plupart s'en tiennent à la formule traditionnelle *ad referendum*. Finalement, le 31 mai, la Diète prend la résolution assez étrange de communiquer à l'Ambassade de France les propositions de Mellarède; n'était-ce pas un procédé maladroit, puisque ces propositions constituaient un acte d'hostilité à l'égard de la France. Le marquis de Puisieux ne laissa percer aucun dépit; il savait à n'en pas douter que la Diète se séparerait encore une fois sans avoir fait avancer d'un pas la question. Il se borna à renouveler ses déclarations antérieures; il répéta que le Roi consentait à la neutralité du Chablais, du Faucigny et de la forteresse de Montmélian; il ajouta une fois de plus que le

Roi s'engageait à ne pas réunir la Savoie à ses États.

Puisieux était activement secondé par le nouvel ambassadeur d'Espagne ; au moment où la Diète allait se séparer, Beretti-Landi lui présenta des lettres de créance comme ministre ordinaire du Roi d'Espagne. La Diète refusa de reconnaître l'Ambassadeur et laissa aux Cantons alliés de l'Espagne le soin de répondre à la communication de Philippe V¹. Beretti n'était pas homme à se déconcerter ; le 29 mai il adressa à la Diète une note dans laquelle il mettait en garde les Confédérés contre les intrigues de la maison de Savoie. Naturellement il vantait les propositions formulées par Puisieux et il ajoutait : « Le Roi de France, « en déclarant qu'il ne réunira pas la Savoie à ses « États, a plus fait pour la Suisse que les Confé- « dérés n'auraient pu demander ; au lieu d'une « garantie temporaire ils obtiennent une sécurité « perpétuelle. » L'excellent homme daignait s'en réjouir et il espérait que les députés de la Diète communiqueraient avec joie cette nouvelle à leurs

¹ Les Confédérés avaient prudemment refusé de reconnaître Philippe V comme roi d'Espagne, mais les agents de Louis XIV s'attaquèrent aux Cantons catholiques, qui se laissèrent gagner les uns après les autres et reconnurent Philippe V, ils firent mieux, ils accordèrent à l'Espagne les régiments Amrhyn, Pantner et Betschart (1703), à la France le régiment Pryller de Wyher (Jean de Müller, to. XIII, p. 373, 374.)

gouvernements. L'enthousiasme de l'Ambassadeur d'Espagne fit peu d'impression sur la Diète; elle décida sèchement de renvoyer la note aux Cantons catholiques, comme alliés de l'Espagne.

Affaiblie par les intrigues de la France, de l'Espagne et de la Savoie, troublée par les rivalités confessionnelles et politiques, comment la Diète aurait-elle pu adopter une ligne de conduite énergique et indépendante? Les délibérations officielles ne peuvent nous renseigner que d'une manière incomplète; pour connaître à fond les choses, pour s'expliquer certaines décisions, il faut lire le protocole des réunions particulières où les députations catholiques et protestantes se concertaient et arrêtaient leur plan de campagne. Ces protocoles sont des plus intéressants et ils font connaître dans toute leur laideur les dissentiments et les haines qui devaient conduire la Suisse à la guerre de Villmergen.

Pendant la Diète du 18 mai, les députés des Cantons catholiques, alliés de la maison de Savoie, se réunissent à part¹ et le protocole de la conférence ne laisse subsister aucun doute sur le mobile

¹ Il est à remarquer toutefois que les députés de Fribourg, Soleure, Appenzel, (Rhodes Extérieures) et de l'Abbé de St-Gall, ne prennent aucune part à cette réunion. Dans toute l'affaire de la neutralité, Fribourg se sépara des Petits Cantons et se tint à côté de Berne, la position géographique de ce canton suffit pour expliquer son attitude.

qui faisait agir ces Cantons. Leur grief essentiel contre la Cour de Savoie, c'est qu'elle a demandé des troupes à tous les Confédérés, tandis qu'elle n'aurait dû s'adresser qu'aux Cantons catholiques. Dans le traité, disent-ils, il est clairement stipulé que les Cantons protestants ne pourront contracter aucune alliance avec le Duc de Savoie; on ne saurait donc admettre que les protestants lui fournissent des troupes. Mécontents de la Savoie, ils se retournent du côté de la France et se montrent disposés à accepter ses propositions, la neutralité du Chablais et du Faucigny et l'assurance que le Roi ne réunira pas la Savoie à ses Etats. Au fond ils étaient dans le vrai, mais ils obéissaient à des considérations mesquines; leur mauvaise humeur n'avait d'autre motif que des compétitions d'amour-propre et d'intérêt. Alliés de la maison de Savoie, ils lui en voulaient de rechercher en même temps le concours des Cantons protestants.

La conférence des Cantons catholiques avait naturellement sa contre-partie; les députations protestantes se réunissaient de leur côté. Les Bernois déployèrent la plus grande énergie pour entraîner leurs coreligionnaires. Ils montrèrent toute l'importance de la neutralité de la Savoie; non seulement, disaient-ils, les possessions bernoises seraient en danger si la Savoie passait en

d'autres mains, mais le repos, l'indépendance et la religion de la patrie seraient menacés. On demande alors aux Bernois comment il serait possible d'obtenir la neutralité; les députés de Berne ne se font pas prier pour répondre; ils déclarent qu'il faut fournir au Duc de Savoie des troupes pour recouvrer ses Etats, mais il faut le faire par voie indirecte ou détournée, pour ne pas violer le traité de paix perpétuelle avec la France. Dans ce but, il faut élaborer un projet de convention et le soumettre sans délai à la ratification des Cantons. Cette proposition attestait l'influence exceptionnelle et prépondérante que Mellarède avait su prendre sur le gouvernement bernois. Les députations, prises au dépourvu, firent remarquer qu'elles n'avaient pas d'instructions, mais les Bernois insistèrent et réussirent à obtenir un premier succès : ils furent chargés de se mettre en rapport avec l'Ambassadeur de Savoie et de préparer avec lui le projet de capitulation dont il a été question plus haut; ce projet fut accepté *ad referendum* par tous les Cantons protestants.

Pour celui qui apprécie les faits sans parti-pris, il reste évident que la Diète du 18 mai fut au dessous de sa tâche. Comme le disait avec raison Mellarède, le moment était venu de prendre une décision virile, de se prononcer dans un sens ou

dans l'autre. La Diète avait à choisir entre deux alternatives ; ou accepter la neutralité offerte par Louis XIV pour le Chablais, le Faucigny et Montmélian, avec l'assurance formelle que la Savoie ne serait pas réunie à la France ; ou entrer dans les vues de Victor-Amédée et conclure avec lui la capitulation proposée. Envisagée au point de vue de l'intérêt helvétique pur et simple, la proposition de Louis XIV était parfaitement acceptable, mais, en revanche, elle ne remplissait nullement le but que se proposait le Duc de Savoie. Tirillée dans tous les sens, la Diète perdit de vue l'intérêt évident du Corps Helvétique et finit par ajourner toute décision, dans la crainte de se compromettre ; elle voulait ménager à la fois la France et la Savoie et elle ne réussit qu'à indisposer l'une et l'autre. Puisieux se défiait des Cantons protestants et surtout du gouvernement bernois, sur lequel Mellarède et Saint-Saphorin exerçaient une influence considérable ; de son côté Mellarède en voulait aux Cantons catholiques et il ne les ménage guère dans sa correspondance ; nous avons lu aux Archives de Turin une lettre adressée au chevalier de Vernon et dans laquelle l'Ambassadeur de Savoie exhale toute sa mauvaise humeur ; il écrit le 31 mai à l'issuc de la Diète :

« L'Ambassadeur de France a donné enfin la

« négative de la neutralité. J'ay incité les Can-
 « tons à prendre des résolutions. Ury & les
 « quatre autres, qui seuls ont profité des gratifi-
 « cations que vous savez, favoir Lucerne, Switz,
 « Unterwald & Zug, nous ont été contraires,
 « leurs députés partent demain; les députés des
 « autres restent encore icy pour délibérer plus
 « amplement sur les mesures qu'ils doivent
 « prendre; ceux de Berne sollicitent les autres,
 « sauf les cinq cy-dessus qui nous font plus con-
 « traires qu'ils ne l'étoient avant les levées, les
 « distributions qu'on leur a fait des compagnies
 « & des gratifications en argent, en croix & en
 « pensions, qui nous y ont procuré un nombre
 « plus grand d'ennemis que d'amis; les démar-
 « ches desdits Cantons en font preuves. Grâce
 « au bon Dieu, ceux où j'ay négocié seul font
 « tous bien. »

Certes il était très dur pour Mellarède de constater que les Cantons liés à la Savoie par des traités, les Cantons mêmes qui avaient reçu le plus d'argent, de croix et de pensions, étaient aussi les plus réfractaires, pour ne pas dire les plus hostiles.

Dès ce moment, il était facile de comprendre que les négociations n'avaient aucune chance d'aboutir. Victor-Amédée, qui était d'une rare clairvoyance, ne pouvait s'y tromper et il eut

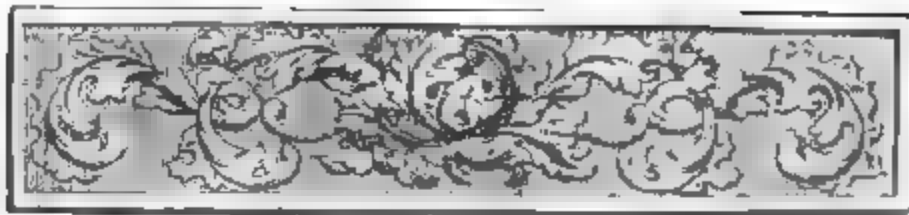
bientôt pris son parti; le 2 juin il écrit à Mellaredè

« Vostre lettre du mois dernier, que nous venons
 « de recevoir, ne fait que nous confirmer le mau-
 « vais succès de l'affaire de la neutralité; c'est la
 « maxime ordinaire des Suisses d'entamer des
 « négociations & de les tirer en longueur, sans
 « prendre aucune ferme résolution. Ce dernier mé-
 « moire que vous leur avez présenté sur ce sujet &
 « dont vous nous avez envoyé la copie, ne fera pas
 « apparemment plus d'impression sur leurs esprits
 « que tous les précédens que vous leur avez re-
 « mis, de manière que nous envisageons cette af-
 « faire comme un vain amusement, quoyque vous
 « n'ayiez rien oublié par vos soins & vos discours,
 « pour porter lesdits Cantons à s'y intéresser plus
 « vivement qu'ils n'ont fait, selon leurs propres
 « avantages, de manière que nous ne voulons plus
 « semer de l'argent inutilement parmi eux, soit en
 « présents ou en gratifications, & si le Canton
 « d'Uri, après que vous aures tâché de nouveau de
 « l'engager par vos plus efficaces représentations
 « à accepter les deux compagnies sur le même
 « pied des capitulations faites avec les autres,
 « les refuse, vous ne l'en solliciteres plus, il se
 « trouvera assez de gens qui s'en chargeront ¹. »

¹ Archives royales de Turin, brouillons des lettres de S. A. R.
 au comte Mellaredè, n° 36.

Il eût été difficile d'employer un langage plus sec et plus dédaigneux. Victor-Amédée invitait son ministre à ne plus faire de largesses inutiles ! Sanglante critique des déplorables errements qui s'étaient introduits dans la plupart des Cantons.

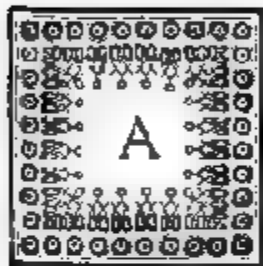




CHAPITRE DOUZIÈME

Diète du 6 juillet. Dernières négociations

Bataille de Hochstedt. — Conclusion.



PARTIR des derniers jours de mai 1704, le Duc de Savoie considère la question de la neutralité comme vidée et il s'en désintéresse, mais en Suisse il n'en est pas de même et la question reste à l'ordre du jour. Ce sont les Bernois qui continuent à s'en préoccuper avec leur ténacité traditionnelle ; aucun obstacle ne les décourage et un auxiliaire inattendu vient appuyer leurs efforts. Le 2 juin, le ministre anglais Agliomby remet au gouvernement de Zurich une note officielle, dans laquelle il réclame avec instance son intervention en faveur de la proposition bernoise ; il s'attache à démontrer que le Corps Helvétique tout entier, mais plus spécialement les Cantons Réformés, ont un intérêt immédiat dans la question de Savoie ; cet intérêt exige que Victor-Amédée rentre sans délai en possession de son duché : « On ne peut pas douter, ajoute-t-il,

« que la conservation de Genève, du Pais de Vaud,
 « & consécutivement, celle de tous les Louables
 « Cantons Réformés n'en dépendent visiblement ;
 « c'est une de ces vérités qui fautent d'abord aux
 « yeux & qui n'ont pas besoin de démonstration
 « en détail¹. »

Agliomby conclut en engageant Zurich à appuyer les Bernois dans toutes les dispositions qui pourront être prises pour la sûreté de la Savoie :

« Il ne vous reste maintenant, dit-il, d'autre
 « parti à prendre, sinon de vous joindre en tout à
 « vos chers Alliés de Berne, agir de concert avec
 « eux, les soutenir dans leurs nécessités, comme
 « ils le demandoient, afin qu'ils soient en état et
 « plus libres de vous soutenir dans les vôtres ;
 « que la confiance se cimente parfaitement entre
 « vous & eux & que vos ennemis communs ne
 « puissent jamais trouver aucun moyen pour la
 « troubler. »

Le conseil était excellent ; en le donnant, Agliomby n'avait-il en vue que l'intérêt du Corps Helvétique ? Nous en doutons. L'Angleterre se préoccupait beaucoup plus de venir en aide à son nouvel allié Victor-Amédée que de sauvegarder l'intérêt des Cantons suisses. Ce qui le prouve

¹ *Mémoire de l'Envoyé d'Angleterre au Canton de Zurich*
 Lamberty, to III, pag 215

surabondamment, c'est le fait suivant : le Ministre d'Angleterre se soucie peu de la neutralité de la Savoie ; ce qu'il désire, c'est une intervention effective, militaire, des Cantons en faveur de Victor-Amédée. Tous ces donneurs de conseils invoquaient l'intérêt de la Suisse, mais en réalité ils parlaient pour leur propre paroisse.

Nous ignorons en quelle mesure la démarche d'Agliomby influa sur les déterminations du gouvernement de Zurich ; toujours est-il que le Grand Conseil de ce Canton décida, à la majorité des suffrages, d'entrer en négociation avec le Ministre de Savoie¹ ; il y mit toutefois une condition, c'est qu'on tenterait une dernière démarche auprès de M. de Puisieux. L'événement se chargea de prouver que cette nouvelle démarche était absolument inutile. Le 25 juin l'Ambassadeur de France répondit en rappelant les offres qu'il avait faites au nom de Louis XIV ; il concluait en ces termes : « Je vous supplie, Magnifiques Seigneurs, « de ne pas étendre vos demandes au-delà des « offres que Sa Majesté a bien voulu vous faire, « puisque la facilité à vous donner satisfaction est « déjà très préjudiciable à son service, & que je « n'oserais me charger de les envoyer à Sa Ma- « jesté. »

¹ Lambert, to III, pag 218

C'était poli, mais péremptoire.

La question restait néanmoins à l'ordre du jour et elle fut longuement discutée dans une nouvelle conférence des Cantons catholiques qui eut lieu à Lucerne du 18 au 20 juin; tous les Cantons catholiques avaient été conviés à cette réunion; Fribourg se fit excuser pour ne pas se séparer de Berne. Suivant leurs instructions, les députés de Lucerne, Uri, Unterwalden et Zug, déclarèrent que leurs Cantons respectifs étaient prêts, comme par le passé, à réclamer la neutralité par la voie ordinaire des négociations, mais qu'en aucun cas ils n'iraient jusqu'à l'emploi de la menace ou de la force, ce qui risquerait de compromettre la neutralité de la Suisse elle-même. Berne avait soutenu à diverses reprises que la Confédération devait repousser la force par la force dans les trois cas suivants : en premier lieu, lorsque l'un ou l'autre des Cantons serait attaqué; en deuxième lieu, lorsqu'une armée étrangère violerait le territoire suisse, enfin si le Corps Helvétique venait à être enveloppé de tous côtés par une seule et même puissance. Tel n'est pas l'avis des Cantons catholiques; ils estiment que la force doit être employée uniquement *dans les deux premiers cas*. Au surplus, dans l'intérêt de Berne et de Fribourg, il serait bien préférable, disent-ils, de s'assurer la neutralité de tous les

Etats du Duc, car si le Piémont venait à être perdu, la Savoie, même neutralisée, ne tarderait pas à subir le même sort. En réalité, la plupart des Cantons catholiques se soucient médiocrement de la neutralité de la Savoie ou n'en comprennent pas l'importance; ils se contentent de la déclaration de l'Ambassadeur, à savoir que le Roi ne réunira pas la Savoie à ses Etats; ils seront entièrement satisfaits si l'Ambassadeur déclare sans ambage et sans équivoque qu'à la paix la Savoie ne sera remise à aucun prince du sang, mais qu'elle fera retour à son souverain légitime. La députation de Soleure fit à la conférence une déclaration caractéristique : elle a peu de confiance, dit-elle, dans le succès des négociations pour la neutralité, mais elle appuiera toutes les démarches qui seront tentées dans ce sens. En premier lieu, ajoute-t-elle, il faut éviter que le Duché soit incorporé à la France, et elle conclut en ces termes :
 « On pourra probablement obtenir qu'une por-
 « tion du territoire savoisien, soit le Chablais et
 « le Faucigny jusqu'à Montmélian, soit déclaré
 « neutre de la même façon que la lisière du Rhin
 « et du lac de Constance. »

La conférence des Cantons catholiques se sépara sans avoir pris aucune résolution formelle, mais il était facile de prévoir que ces Cantons ne soutiendraient que très mollement la neutralité

de la Savoie. La question devait être tranchée dans la Diète ordinaire du 6 juillet. Dès le 1^{er} juillet les députés des Cantons protestants se réunirent à Baden pour se concerter. Il semblait que l'heure des résolutions viriles eût sonné et la députation bernoise fit entendre un langage des plus énergiques. Il résulte, dit-elle, de la dernière réponse de l'Ambassadeur de France que tout espoir d'obtenir la neutralité est à peu près évanoui; l'Ambassadeur ne cherche que des faux-fuyants et des délais; il se joue de la Diète¹. Le gouvernement de Berne n'entend pas être dupe plus longtemps; il est décidé à fournir des troupes au Duc de Savoie pour l'aider à défendre ses Etats et il espère que les autres Cantons le seconderont.

La proposition bernoise provoqua aussitôt de vives objections. Les députés des autres cantons réformés adressèrent aux Bernois une sorte de remontrance amicale; ils firent observer combien il serait dangereux de rompre brusquement les négociations et de se priver de 4,000 hommes dans un moment aussi critique. Comment Bâle et Schaffhouse, exposés eux-mêmes au danger,

¹ « Aus dessen Rückäusserung, er müsse zuerst über die Gedanken des Herzogs informiert sein, war leicht zu entnehmen dass es nur auf Verzögerung und Amusements abgesehen sei. » *Reces federaux*, n° 555, p. 1170.

pourraient-ils fournir des troupes? D'autre part, quelle serait l'irritation des rois de France et d'Espagne lorsqu'ils verraient les Confédérés intervenir en faveur du Duc de Savoie! Finalement, la conférence invita les députés de Berne à faire de mûres réflexions et à examiner s'il ne serait pas préférable de chercher à obtenir la neutralité des quatre provinces savoisiennes et des baillages de Ternier et de Gaillard. Ainsi les députés des Cantons Réformés espéraient encore arracher à Louis XIV une réponse favorable!

C'est sous ces auspices que le 6 juillet 1704 s'ouvrirent les séances de la Diète; on vit se renouveler tels quels presque tous les incidents qui s'étaient produits dans les précédentes Diètes. Berne et Fribourg vinrent une fois de plus réclamer la neutralité de la Savoie tout entière; ils firent un pressant appel à l'esprit de solidarité de leurs Confédérés: « La liberté, s'écrièrent-ils, est
« le premier, le plus noble des biens; si nous nous
« laissons une fois envelopper de toute part, nous
« n'aurons plus notre liberté antérieure; ainsi,
« nous demandons aux autres Cantons de ne pas
« se laisser entourer par une seule et même puis-
« sance; nous leur demandons de nous aider à
« conjurer le danger. »

Le langage énergique des députés de Berne et

M

de Fribourg rencontra peu d'écho; Schwytz proposa de recommencer à négocier, de prendre l'avis des deux puissances intéressées et d'attendre, tout en observant les traités qui liaient les Cantons, soit à la France, soit à la Savoie. Cela équivalait à ne rien faire du tout.

Les autres Cantons montrèrent un peu plus de bonne volonté et d'empressement; ils reconnurent qu'il fallait insister de nouveau pour obtenir la neutralité complète et ils décidèrent d'envoyer une députation auprès de l'Ambassadeur de France pour savoir s'il avait reçu du Roi de nouvelles instructions. Le croirait-on, lorsqu'il fut question d'envoyer les délégués au devant de M. de Puisieux, quelques Cantons se plaignirent de ce qu'on choisissait pour cette formalité des députés des mêmes Etats, quoique tous les Cantons fussent égaux entre eux : « Pour cette
« fois, dit le Recès de la Diète, on s'en tiendra
« à l'usage, puisque le temps presse, mais plus
« tard on reviendra sur ce sujet pour établir une
« règle uniforme. »

Était-ce le cas de soulever de ridicules questions d'étiquette ou de préséance, lorsque la guerre se déchaînait à la frontière, lorsque les armées de Louis XIV occupaient la Savoie et la Lombardie et couvraient la frontière du Rhin ?

Sur ces entrefaites, le marquis de Puisieux était

arrivé à Baden, et le 10 juillet, il remit à la Diète un nouveau mémoire; il y soutenait que le Corps Helvétique avait le plus grand intérêt au succès des armes de la France et que le Duc de Savoie poursuivait de ténébreux desseins en cherchant à faire sortir les Cantons de leur neutralité. Que veut le Duc en engageant les Suisses à prendre parti dans la présente guerre? M. de Puisieux n'hésite pas à répondre à la question : « Le Duc
« de Savoye, dit-il, envisage que le trouble qu'il
« feroit naître dans vos païs luy donneroit lieu
« de faire revivre alors ses anciennes prétentions
« sur une partie de vos Etats; ce sont ses vues,
« n'en doutez point. Vous êtes pourtant, à ce qu'il
« dit, ses fidèles alliés, ses bons amis. »

L'allusion au Pays de Vaud était transparente et l'Ambassadeur de Louis XIV faisait de son mieux pour éveiller les susceptibilités ombrageuses des Bernois. M. de Puisieux concluait en engageant les Confédérés à observer une politique neutre et impartiale et en même temps à se ménager l'amitié du Roi. Enfin, il annonçait solennellement que la Duchesse de Bourgogne venait de donner le jour à un fils qui avait reçu le titre de Duc de Bretagne.

La Diète s'empressa de remercier l'Ambassadeur de sa communication et se fit un devoir d'assister en corps au Te Deum que l'Ambassa-

deur fit célébrer à l'occasion de la naissance du Duc de Bretagne.

La dépêche du marquis de Puisieux avait été aussitôt communiquée à l'Envoyé du Duc de Savoie, qui s'empessa d'y répondre (19 juillet). Une fois de plus, Mellarède s'efforce de démontrer que son maître seul est animé d'intentions généreuses et désintéressées, tandis que Louis XIV cherche constamment à troubler, à diviser la Suisse par ses intrigues. Est-ce pour mettre le Piémont à l'abri de l'invasion que Victor-Amédée demande la neutralité de toute la Savoie? Nullement, répond Mellarède : si les Français veulent entrer en Piémont, ils peuvent le faire tout aussi bien par le Dauphiné que par la route du Mont-Cenis; en effet, c'est en passant par le Dauphiné que le Duc De la Feuillade vient de faire irruption dans la vallée de Suze. C'est donc uniquement dans l'intérêt de la Suisse, pour son repos et sa tranquillité, que le Duc réclame la neutralité. Si le Roi refuse cette neutralité, c'est qu'il a une arrière-pensée; il entend garder la Savoie, et s'il y réussit, quelle sera la situation des Cantons suisses? C'est le Pays de Vaud, peut-être Genève, qui seront menacés; pour être discrète, l'allusion n'est pas moins transparente; citons textuellement ce curieux passage de la dépêche de Mellarède :

« Réfléchissez aussi, je vous prie, aux vues que

« la France a toujours eu d'avoir la Savoie & a
« ses menées pour y réussir ; si cela arrivoit, c'est
« alors, Illustrissimes & très Puissans Seigneurs,
« c'est alors qu'elle se servira de ce Droit de réu-
« nion (aussi avez-vous vu que ce Ministre s'en
« est déjà servi dans son mémoire du 23 Mai &
« dans sa lettre du 31 pour vous y accoutumer),
« que les Chambres de Metz & de Brisac ont si
« bien su mettre en usage pour, à la faveur des
« termes favoris d'*apartenances & dépendances*, ou
« de subtile distinction d'entre le *sens & la lettre*,
« priver quelques-uns des Louables Cantons
« d'une partie de leurs Etats. Ce sont là ses vues,
« vous n'en doutez pas : Le Roi Très Chrétien
« est pourtant, comme vous le dit son Ambassa-
« deur, votre plus ancien Ami, Allié & Confédéré ;
« & si vous devez connoître comme il dit le prix
« de son amitié, je prends la liberté de vous dire
« que vous connoissez parfaitement la juste jalousie
« que vous avez de son voisinage, dont vous avez
« éprouvé les conséquences, que vous prévoiez
« d'autant plus fatales à votre liberté, qu'il sera
« votre voisin de plus de parts. »

Mellarède était passé maître dans son art et ses dépêches, où abondent les nuances délicates et les sous-entendus, sont de véritables chefs-d'œuvre. Aussi est-on surpris de relever dans la dépêche du 19 Juillet une phrase singulièrement imprudente :

si la France, dit-il, s'obstine à offrir la neutralité restreinte du Chablais et du Faucigny, c'est afin d'*engager les Suisses dans une guerre avec S. A. R.* L'Ambassadeur de France avait beau jeu et il s'empressa de profiter de ce malencontreux aveu ; comment, écrit-il à la Diète, le Duc de Savoie vous menace d'une déclaration de guerre, si vous acceptez la neutralité restreinte du Chablais et du Faucigny qui suffit pour protéger votre frontière ! Mais comment le Duc peut-il soutenir que dans toute cette négociation il s'inspire uniquement de l'intérêt du Corps Helvétique ? C'était bien riposté et M. de Puisieux concluait en rappelant une dernière fois que Louis XIV offrait aux Suisses la neutralité du Chablais et du Faucigny et donnait sa parole royale qu'à la conclusion de la paix il ne réunirait point le Duché de Savoie à sa couronne.

La communication finale de l'Ambassadeur de France, ses déclarations formelles au nom du Roi, mirent le comble aux perplexités de la Diète. Seule la députation de Berne insista pour que la Diète continuât à réclamer la neutralité de toute la Savoie. En revanche Fribourg, qui jusqu'alors s'était associé aux efforts des Bernois, battit légèrement en retraite ; Fribourg aussi, dit le protocole, veut la neutralité de toute la Savoie, si on peut l'obtenir avec l'assentiment des deux belli-

gérants; au cas contraire il se contentera d'une déclaration *écrite* du Roi portant que la Savoie sera restituée au Duc. Les autres Cantons se prononcèrent à peu près dans le même sens, déclarant qu'ils étaient toujours prêts à demander la neutralité de toute la Savoie, à la condition toutefois que la Suisse ne fût pas entraînée à faire la guerre pour l'obtenir. Evidemment, la Diète était mal engagée; elle se débattait dans un cercle vicieux. Quelques Cantons (le protocole ne nous indique pas lesquels), mieux inspirés, émirent l'avis que la Diète devait se contenter des offres formulées par la France; c'était certainement le parti le plus sage, le plus politique, étant données les circonstances, mais la Diète se trouva paralysée une fois de plus par un certain nombre de députations qui désiraient demander de nouvelles instructions. Les temporisateurs à outrance l'emportèrent et la Diète envoya une députation auprès de M. de Puisieux pour l'informer qu'elle ne pouvait *ni accepter, ni repousser ses offres*, attendu que plusieurs Cantons se croyaient obligés de demander des instructions supplémentaires. Pitoyable résultat auquel venaient aboutir les compétitions cantonales et les intrigues des cours étrangères! Les négociations furent ainsi suspendues, mais quelques semaines après un événement imprévu changea complètement la face

des choses. Le 13 Août 1704, la nouvelle de la défaite d'Hochstedt retentit comme un coup de foudre. Les généraux médiocres de Louis XIV avaient été vaincus par Marlborough et le prince Eugène : tout un corps de l'armée française capitula sur le champ de bataille ! Le prestige de la France était dissipé, dit Henri Martin ; après trois ans d'oscillations, la fortune se décidait contre Louis XIV. En présence d'un semblable désastre, les négociations pour la neutralité de la Savoie perdaient leur actualité, sinon leur intérêt. Il semblait inutile de prendre des mesures de précaution contre l'ambition déçue de Louis XIV. Les temps étaient passés où M. de Puisieux cherchait à intimider la Diète. L'humiliation du Grand Roi fut telle que son Ambassadeur, aidé du nonce, rechercha la médiation des Confédérés ¹. Comme l'avait dit le maréchal de Tessé, les Suisses auraient pu devenir les arbitres de la paix en Europe, mais ils reculèrent devant une mission aussi redoutable et aussi difficile. Les Cantons protestants répondirent qu'ils n'avaient pas pour coutume d'intervenir dans les affaires extérieures. Berne estimait indigne des Confédérés de faire des propositions qui risquaient d'être rejetées, car les Suisses ne pouvaient plus leur donner la même sanction qu'au

¹ Jean De Muller, to. XIII, p. 386

lendemain des guerres de Bourgogne. Les Cantons catholiques firent bien quelques démarches, mais elles restèrent sans résultat.

En terminant, résumons le mémorable débat que nous venons d'étudier à la lumière des documents originaux.

Victor-Amédée, surpris par les événements, cherche le moyen de couvrir sa frontière du Piémont et de soustraire à l'invasion son duché de Savoie; dans ce but il propose tour à tour à la Diète l'incorporation de la Savoie, la garantie et la neutralité. De son côté Louis XIV, qui tient à ménager les Suisses, offre aussitôt la neutralité du Chablais, du Faucigny et de Montmélian. L'offre était acceptable, car il suffisait pour la sécurité de la Suisse que la frontière fût couverte et protégée du côté du pays de Vaud et de Genève. La Diète hésite et se divise; certains Cantons, cédant aux conseils intéressés de Mellarède, s'obstinent à réclamer de la France la neutralité de la Savoie tout entière; ils perdent de vue l'intérêt du Corps Helvétique pour le confondre avec celui de Victor-Amédée. Politique aventureuse qui pouvait mener loin ! La Diète, ne voulant s'engager ni dans un sens ni dans l'autre, se consume en démarches inutiles et en efforts stériles. La question de la neutralité, mal comprise et mal posée, demeure sans solu-

tion; elle reparaitra un siècle plus tard, pour être tranchée par les traités de 1815 dans le sens des offres de Louis XIV. Par suite d'un curieux revirement, la Cour de Turin réclamera elle-même en 1815 ce qu'elle repoussait en 1704, *la neutralité du Chablais et du Faucigny*.

Lorsqu'on étudie les négociations si épineuses de 1703 et 1704, on est forcé de rendre hommage au merveilleux talent que déployèrent Mellarède et Puisieux. Louis XIV et Victor-Amédée étaient vraiment représentés par des diplomates d'une haute valeur et la Diète n'était guère en état de lutter avec eux, de déjouer leurs intrigues; il lui manquait l'unité, la cohésion, et même en une certaine mesure le sentiment de l'intérêt national; les intrigues de l'étranger, la corruption qui s'étalait au grand jour, avaient abaissé les caractères et faussé tous les ressorts. Par un heureux contraste, les vertus guerrières des Confédérés n'avaient nullement dégénéré; la corruption avait pénétré jusqu'au cœur de la classe dirigeante, mais elle avait épargné le peuple; lui, du moins, était resté pur, protégé par la simplicité traditionnelle de ses mœurs et par la ferveur de son patriotisme. Un jour la Diète, emportée par un élan de noble indignation, se souvint de ce peuple qui n'avait pas démérité et le président Escher, s'adressant à M. de Puisieux, prononça

ces fières paroles qui résumaient un glorieux passé : « Les Confédérés sont gens d'honneur qui, plutôt que de permettre qu'on donne quelque atteinte à leur liberté, verseraient jusqu'à la dernière goutte de leur sang. »





DOCUMENTS

I

*Instructions de S. A. R. le Duc de Savoie au
Conseiller et Intendant Mellarède pour son
voyage en Suisse. 4 oct. 1703.*

Publiées par M. D. Carutti. *Mem. de l'Acad. de Turin*,
tome XX, 2^{me} serie, p. 165.

INSTRUCTION à vous Conseiller & Intendant
Mellarède pour votre voyage en Suisse.

Nous vous avons choisi pour vous envoyer au Canton de Berne pour négocier avec ce Canton, dans l'état présent des affaires, pour procurer que ce Canton, conjointement avec celui de Zurich, entre dans nos intérêts, au moins pour mettre à couvert la Savoye des invasions de la France.

Vous partirez donc incessamment pour aller à Berne, où étant vous vous adresserez au Colonel Saint-Saphorin, avec qui vous conférerez du sujet de votre mission, & à ces fins vous luy remettrez la lettre que nous vous faisons donner, pour qu'il puisse avoir la confiance que notre service exige qu'il ait en vous, & qu'il puisse vous diriger & introduire d'une manière auprès des principaux

des dits Cantons pour réussir par leurs moyens à la fin que nous nous proposons. Vous concerterés donc avec le dit Colonel les manières pour parvenir au but que nous nous proposons, luy représentant que l'intérêt de sa patrie le doit inviter à donner tous ses soins pour faire réussir notre projet, qui est avantageux au Canton de Berne & au Corps Helvétique.

Ayant pris langue de luy pour sçavoir à qui vous vous devés plus confier, vous demanderés à parler à l'Avoyer & aux principaux de Berne, à qui vous représenterés le motif de votre mission & la forte intention que nous avons de renouveler & entretenir cette ancienne alliance qui a toujours esté entre notre Couronne & le Canton de Berne, & avec quel soin nos Prédécesseurs ont soutenu leur intérêt.

Vous leur représenterés que la France, nous ayant traité d'une manière indigne de notre naissance, nous nous sommes trouvés engagés à nous déclarer contre elle, pour ne rester plus exposés aux insultes qu'elle nous a faites, & qu'en même temps nous avons réfléchi que la guerre dans laquelle nous entrons, pourroit procurer aux François le moyen, en s'emparant de la Savoye, d'environner & de ferrer de plus près le Corps Helvétique & principalement le Canton de Berne, & les genner par ce moyen dans cette liberté que

leur valeur leur a acquis & conservé jusqu'à présent; que se trouvant dans cet état, ils ne pourroient pas tenir l'équilibre qu'ils ont tenu avec tant d'applaudissement.

Qu'ils ne peuvent pas prévenir un désavantage si considérable au Corps Helvétique & au Canton de Berne principalement, qu'en prenant des mesures pour empêcher que la France, qui les environne de deux parts, ne les environne pas de la troisième.

Que le seul moyen qu'il y a pour l'empêcher, est que les Louables Cantons de Berne et de Zurich procurent que le Louable Corps Helvétique fasse en faveur de nos Etats de Savoye les mêmes declarations qu'il a faites pour les Pays qui sont auprès du Lac de Constance & qu'il fasse les mêmes représentations au Roy très Chrétien.

Vous leur représenterez que nous voulons bien faire plus pour leur donner des preuves parfaites de notre confiance & de l'estime que nous faisons de leur alliance, puisque nous consentons qu'ils aggrègent nos dits Etats de Savoye au Louable Corps Helvétique, & que, dez qu'ils y auront consenti, nous ferons assembler les trois Etats du Pays pour passer les promesses & capitulations nécessaires, & de se charger & obliger de contribuer leur contingent suivant les règles & les maximes du Corps dont nos dits Etats seront à

l'avenir membres inféparables. Et, au cas qu'il ne vous puisse pas réussir d'obtenir cette union, vous représenterés que le Corps Helvétique, & principalement le Canton de Berne, ne scauroit mieux faire que d'éloigner de ses confins une puissance qui ne cherche qu'à les entourer pour les réduire à faire ce qu'elle souhaite, que comme ils sont en état d'empêcher son approche du costé de Savoye, ils le doivent faire par les mêmes raisons qui les ont obligés qu'elle ne s'approchast du costé du Lac de Constance, que les deux endroits sont également jaloux pour leur liberté. Et comme ils pourroient exiger une assurance de notre part qu'on n'inquiéteroit point la France du costé de Savoye, vous les en pourrés assurer de notre part, & que nous observerons de ce costé toutes les conditions qu'ils pourroient souhaiter pour une parfaite neutralité, telle que les Louables Cantons l'observent eux-mêmes.

Et comme il faut prévenir les premières hostilités, vous leur représenterés qu'il est important qu'ils s'intéressent de bonne heure à la conservation d'un Païs qui dans la suite, au cas qu'ils veuillent l'aggréger à leur Corps, en augmentera le lustre & l'étendue.

L'intérêt étant le ressort qui fait remuer ce Corps, vous vous servirez de ce remède à propos, & à ce suiet il y a trois moyens.

chargeons de rapporter son consentement & son approbation à notre renonciation, par où nous assurons irrévocablement ce pays au Canton de Berne.

Que si vous trouvez des difficultés par rapport à Genève, & si après avoir assuré que nous n'avons jamais eû intention d'inquiéter une ville qui est sous leur protection, vous voyez qu'ils exigent des sûretés, vous leur direz que notre intention est si sincère, que nous sommes prêts de leur faire cession & renonciation de tous les droits que nous & nos successeurs pouvons avoir & prétendre sur la dite Ville, & même d'en rapporter l'approbation de l'Empereur en leur faveur.

Vous leur proposerez encore de la levée de quelques Régiments, jusque à trois mille hommes & plus pour défendre nos Etats de Savoye ou de Piémont, & vous en concerterez avec eux les articles, & au cas qu'il ne s'agisse que de l'argent, vous découvrirez à qui il faut en donner pour venir à notre but, ce qui est la première corde que vous toucherez.

Vous aurez soin de nous donner avis de tout ce que vous ferez pour en recevoir nos résolutions.

S'il sera nécessaire, selon les occurrences, d'aller à Zurich, ou en des autres lieux nécessaires de Suisse, vous y irez, & nous en donnerés avis.

Nous vous remettons les pleins pouvoirs pour

négociier avec le Corps Helvétique & avec les dits Cantons de Berne & de Zurich, & les lettres de créance nécessaires pour eux, étant persuadés que votre prudence & votre habileté vous suggéreront tout ce que nous pourrions vous dire plus particulièrement sur ce sujet.

Nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte & digne garde.

A Turin, ce 4^{me} octobre 1703.

Firmato : V. AMEDEO.
SAINT-THOMAS.

II

*Le Conseil de Genève au Colonel de Mulinen,
bailli de Nyon.*

Archives de Genève. *Livre de copie de lettres de 1701 à 1703.*

Du 7^e Oct. 1703.

Noble, Prudent, etc.

LA nouvelle, qui s'est répandue ici, avec quelque apparence de vérité, de la rupture de la France avec la Savoye, nous ayant engagé d'en donner avis aux M. P. & T. H. S. nos T. C. A. de Berne par la lettre ci jointe que nous avons fait porter par un exprès, nous vous prions très

affectueusement de la vouloir bien expédier incessamment. Nous leur marquons que l'on assure que M. le Duc de Vendôme a fait désarmer par ordre du Roy les troupes de S. A. R. de Savoye qui sont dans son armée d'Italie, que S. A., ayant pris ce fait pour une déclaration de guerre, l'avoit écrit à son Commandant de deçà les monts avec ordre de faire en cette occasion ce qu'il pourroit, que la plus part des personnes de notre voisinage qui ont des emplois à la Cour avoient reçu ordre de s'y rendre incessamment; si nous apprenons de nouvelles circonstances, nous ne manquerons pas de leur en donner avis.

III

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne.

Archives de Genève, Copie de lettres.

Du 7 Oct. 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

LES bruits qui ont couru ci-devant que S. A. avoit dessein d'embrasser le parti des Hauts Alliés ayant été confirmés par les nouvelles que nous en avons reçues nous engagent d'en donner avis incessamment à V. S. Elles verront, par la

copie ci-jointe, ce qui s'est passé en Italie dans l'armée de M. le Duc de Vendôme & nous savons que c'est sur ce fondement que Sad. A. R. a écrit à son Commandant en Savoie, que prenant ce fait là pour une déclaration de guerre de la part de la France contre luy, il eût à se conduire en cette occasion le mieux qu'il pourroit; on nous assure d'ailleurs que les personnes de notre voisinage qui ont des emplois ou des dignités à la Cour de Savoye, avoient ordre de s'y rendre en diligence; que le Sénat de Chambéry avoit aussi reçu des ordres de ce Prince, dont nous n'avons rien appris de particulier.

Nous avons cru que cet événement étoit si considérable que nous ne devions pas négliger d'en marquer à V. S. ce que nous en savions; si dans la suite nous apprenons de nouvelles circonstances, nous ne manquerons pas de les écrire à V. S. Nous prions Dieu pour leur conservation & prospérité, étans très affectueusement, etc.

IV

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich.**Archives de Genève. Copie de lettres.*

Du 9 Oct. 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

B IEN qu'il semble que V. S. soyent suffisamment informées par les nouvelles publiques de la rupture de la France avec la Savoye & des motifs que ces deux puissances ont eu d'en venir à cette extrémité, nous croyons néanmoins que V. S. prendront en bonne part que nous leur écrivions les particularités que nous en savons & que nous avons aussi écrites aux M. P. etc., nos communs alliés de Berne. M. le Duc de Vendôme ayant eu ordre du Roy de désarmer les troupes que S. A. R. de Savoye avoit dans l'armée d'Italie & les ayant dispersées en trois places différentes, Sad. A. écrivit incessamment à son Commandant de deçà les monts que, prenant cela pour une déclaration de guerre, il luy ordonnoit de faire de son mieux en cas de besoin ; nous avons su d'ailleurs que tous les gentilshommes du voisinage qui ont des emplois à la Cour de Turin avoient eu ordre de s'y rendre incessamment & qu'en effet ils sont déjà partis pour la plus

part pour obéir aux ordres de Sad. A. L'on nous a assuré encore que M. le Marquis de Sales étoit arrivé dimanche au soir à Chambéry & delà à Annecy, avec ordre de commander les milices & d'assembler la noblesse, que les autres officiers avoient aussi ordre de les mettre en état & que les autres gentilshommes qui n'alloient pas en Piémont se proposoient de chercher un asyle ailleurs. M. le Marquis de Lucinge, qui est malade, est venu icy pour s'y faire traiter, après nous avoir fait demander la permission de le pouvoir faire. Nous prions très affectueusement V. S. d'agréer que nous leur donnions avis confédéralement de tout ce que nous apprendrons de particulier dans une conjoncture si délicate, car, bien que, selon les apparences & avec l'aide de Dieu, nous n'ayons rien à craindre, nous ne laissons pas de prendre toutes les précautions nécessaires pour notre sûreté; nous nous recommandons à leur bienveillance confédérale, faisons des vœux très ardens pour leur conservation & prospérité.

V

*Le Conseil de Genève a Messieurs de Berne.**Archives de Genève. Copie de lettres*

Du 12 Octobre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous avons vu avec plaisir par les deux lettres que V. S. ont pris la peine de nous écrire les 9 & 11 du courant qu'elles ont agréé que nous leur aions donné avis de tout ce qui est parvenu à notre connaissance concernant la rupture de la France avec la Savoye. Nous continuerons d'informer confédéralement V. S. de tout ce que nous apprendrons; pour le présent il ne se passe rien de nouveau dans le voisinage; seulement les milices ont ordre de se tenir prêtes au premier ordre & à l'égard de ce qui se passe à Turin, nous envoyons à V. S. la copie ci-jointe d'une lettre ¹ qu'un marchand de cette Ville a reçu d'un de ses correspondans. Nous ajouterons encor qu'on écrit de Chambéry qu'on y avoit arrêté deux mille cinq cents fusils qu'on vouloit faire transférer de France dans le Milanois; si nous nous apercevons de quelques nouveaux mouvemens, nous aurons

¹ Cette lettre n'a pas été conservée

soin de le marquer à V. S. & nous les prions d'être persuadées que nous sommes très attentifs pour tout ce qui regarde notre sûreté.

VI

Le Conseil de Genève a Messieurs de Zurich

Archives de Genève. Copie de lettres.

Du 19 Octobre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

POUR continuer à informer V. S. de ce que nous aprenons des affaires de Savoye, nous dirons confédéralement à V. S. que M. le Résident de France s'est expliqué que M. de Vendôme devoit être entré le 18 dans le Piémont & que M. le Marechal de Tessé étoit chargé de la commission de commander les troupes de France dans le Dauphiné & en Savoye, sans qu'il se soit ouvert sur le tems que l'on devra entreprendre l'invasion de la Savoye; comme il n'y a encore aucunes troupes dans le voisinage, nous serons attentifs à tous les nouveaux mouvemens qui pourront se faire à la suite & nous ne manquerons pas d'en donner promptement avis à V. S. ¹

¹ Lettre semblable de même date a Messieurs de Berne.

VII

*Memoire de Mellarede au gouvernement
de Zurich.*

Archives de Zurich. — Lamberty, *Mémoires*, to. II, p. 565

Illustriſſimes Seigneurs,

Vous avez appris comme le Roi Très Creſtien, oubliant les liens du ſang & la foy des traittez qui ſembloient être d'une durée perpétuelle entre luy & Son Alteſſe Roiale mon Maître, a fait ſi indignement déſarmer ſes troupes qui étoient à ſon ſervice en Italie & faire priſonniers ſes officiers. Vous êtes auſſy informez, Illuſtriſſimes Seigneurs, de la réponſe que Monſieur de Philipeaux, Ambaſſadeur de France, fit à Monſieur le Comte Tarin, lors qu'il fut luy dire que le Roy, ayant fait déſarmer les troupes de Son Alteſſe Roiale qui étoient à ſon ſervice, Sa dite Alteſſe Roiale avoit intérêt de ſ'afſurer de ſa perſonne. Votre prudence, votre pénétration & vos intérêts vous auront fait faire & aux autres Louables Cantons les réflexions que mérite cette réponſe, dont voicy les termes. « Son Alteſſe Roiale (dit ce miniſtre) « n'a pas tant de raiſon de ſ'afſurer de ma perſonne, que le Roi en a eu de faire déſarmer ſes « troupes. Devoit-elle douter qu'eſtant à la folde

« du Roy, ce monarque ne fut le Maître de sa
« Personne, de ses troupes & de ses Etats? »

Une réponse aussy fière, qui fuit de si près un
procedé si inoui & si injurieux feroit assez con-
noître le génie de la Cour de France, qui est de
traitter comme vassaux & même comme sujets ses
Alliez, ceux qui semblent luy devoir être les plus
chers, ceux même dont elle emprunte les forces
pour soutenir ses violences & pour opprimer ses
voisins, s'il n'étoit déjà que trop connu à toute
l'Europe, qui ne doit par conséquent regarder
l'élevation de cette Couronne au point où elle
est que comme un acheminement à la Monarchie
Universelle & à l'anéantissement de la tran-
quillité publique. S. A. R. se voyant traitter si
indignement n'a pu du moins, quoiqu'entouré
des armes de la France, de se déclarer contre
cette puissance qui, sous des spécieux prétextes
de paix & de double alliance, luy a demandé ses
meilleures troupes pour, après s'en être servi
aussy utilement qu'elle a fait, l'en priver dans le
même temps qu'elle donne ses dispositions pour
faire entrer les siennes dans les Etats de S. A. R.
Je ne vous parle, Illustriſſimes Seigneurs, que
des motifs particuliers qui ont engagé S. A. R.
à cette déclaration; Messieurs les Ministres des
Hauts & Puissans Alliez vous ont représenté si
au naturel les motifs que toutes les puissances

de l'Europe auroient d'en faire autant, qu'il me tiéroit mal de vous répéter ce qu'ils vous en ont dit. Je m'arrête uniquement au motif que S. A. R. mon Maître a eu de m'envoyer au Louable Corps Helvétique avec ordre de m'adresser en premier lieu à votre Louable Canton pour vous assurer de sa part, Illustriſſimes Seigneurs, de la confiance qu'elle a en votre amitié, alliance & confédération & en celle du Louable Corps Helvétique, & pour luy représenter que la France, qui vous environne presque de toutes parts, ou par ses Etats ou par ceux d'Eſpagne, qui dépendent de ses ordres ou par ses armes, vous environnera bientôt de la part qui vous reste libre, si vous ne prévenez de bonne heure ses desseins. Il ne vous reste que la Savoye, qui vous sert encore de rempart & à vos plus chers Alliez. Vous pouvez, Illustriſſimes Seigneurs, en éloigner les armes de la France & mettre de ce costé vos frontières à couvert, en faisant les mêmes déclarations en faveur de cette province que vous avez faites pour les villes forestières. Le même péril, qui vous a engagé pour ces villes, vous doit engager pour la Savoye, & demande la même précaution; & pour marquer d'autant mieux au Louable Corps Helvétique combien S. A. R., mon maître, estime son alliance, combien elle a à cœur la sûreté d'une si florissante

République, & combien grande est la confiance qu'elle a en elle, Elle consent que ses Etats de Savoye soient agrégés & unis à ce Louable Corps, qu'ils en soient un membre inséparable, & qu'ils concourent à l'avenir, comme les autres, à tout ce qui peut regarder la sûreté, le repos & la tranquillité du Louable Corps Helvétique. Vous connoissez trop, Illustriſſimes Seigneurs, vos intérêts pour ne pas embrasser une proposition si avantageuse à votre corps & à vos chers Alliez, qui n'est point contraire à cette parfaite neutralité que vous voulez conserver & dans laquelle la Savoye se trouvera en même temps comprise. Je vous prie d'en faire connoître l'importance aux autres Louables Cantons, de même que l'avantage & le lustre que le Corps en retirera.

Je ressens un sensible plaisir, Illustriſſimes Seigneurs, d'avoir été honoré de l'ordre de vous faire une si avantageuse proposition, dont l'effet unira inséparablement nos cœurs comme nos patries, sans nous détacher de notre Souverain, & assurera d'autant mieux les frontières de ce Louable Corps, dont je prie le Tout-Puissant de maintenir la tranquillité & de le combler, tout comme votre Louable Canton en particulier, de toutes bénédictions.

A Zurich, ce 23 Octobre 1703.

P. MELLAREDE.

VIII

Le Conseil de Geneve à Messieurs de Berne.

Archives de Geneve. Copie de lettres.

Du 30 Octobre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous avons reçu la lettre que V. S. ont pris la peine de nous écrire le 25^e de ce mois; nous sommes très redevables aux nouveaux témoignages de bienveillance & d'affection confédérale que V. S. ont la bonté de nous y donner; dès notre dernière lettre il n'est rien arrivé de considérable dans le voisinage qui ait mérité d'en informer V. S., mais aujourd'hui nous aprenons qu'on met en état les galères de Savoye & qu'on les arme de canon & qu'on a assigné quarante hommes pour chacune; l'on fait aussi à Thonon des levées de soldats & nous voyons même avec chagrin que quelques-uns des réfugiés qui sont en notre ville s'y vont enroller; si nous aprenons dans la suite qu'il se fasse quelques mouvemens, nous ne manquerons pas d'en donner d'abord avis à V. S., pour la prospérité desquelles nous faisons des vœux très ardens au ciel.

IX

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne et
de Zurich.*

Archives de Genève. Copie de lettres.

Du 2 Novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Quoy qu'il ne soit rien arrivé de nouveau dans
notre voisinage dès notre dernière lettre,
nous avons cru pourtant devoir donner avis à V. S.
de la notification que nous a fait M. le Résident
d'une lettre que M. le Maréchal de Tessé luy a
écrit de Grenoble le 28 du mois passé, par laquelle
il luy dit qu'il entrera en Savoye dès aussitost qu'il
aura des troupes & le prie de nous assurer par
avance qu'il fera très attentif à ne rien faire qui
puisse nous donner de l'inquiétude, ni nous faire
la moindre peine. Cependant, nous prions V. S.
d'être persuadées que nous ne négligerons rien de
tout ce que nous croirons pouvoir contribuer à
notre conservation & au bien commun.

X

*Lettre de l'Ancien Syndic Gautier au Statthalter Hess, de Zurich.*Arch.ves de Genève. *Copie de lettres*

Du 6 Novembre 1703.

Monsieur,

Les diverses marques que V. S. nous a donné de son affection envers notre Etat, dont nous conservons une juste reconnaissance, m'obligent de m'en prévaloir encor dans cette occasion pour le prier très humblement de m'éclaircir sur le bruit qui s'est répandu depuis quelques semaines qu'il y avoit à Zurich une personne de la part du Duc de Savoye qui y sollicitoit & dans les autres principaux cantons la neutralité de la Savoye & que pour cet effet il y devoit avoir une Diette à Bade le 4^e de ce mois. Cependant une personne considérable de cette ville apprit hier de bon lieu que cette Diette avoit été contremandée.

J'auray une grande obligation à V. S. de l'éclaircissement qu'il luy plaira de m'en donner, la priant très instamment d'être persuadée de la continuation de mes vœux tres ardens pour sa prospérité & pour sa conservation.

XI

Le Duc de Savoie à Mellarède

Voy Caratti, *Mém. de l'Acad. de Turin*, tome XX,
2^{me} serie, p. 168

8 Novembre 1703.

Très cher, bien amé & féal,

VOTRE lettre du premier de ce mois, qui vient de nous estre rendue, nous confirme la continuation de vos soins & de votre application pour l'affaire dont vous vous estes chargé, dont nous vous scachons bon gré, ne doutant pas que les avis & les lumières que vous recevez de M. de Saint-Saphorin, ne vous soient d'un grand secours pour mieux régler vos démarches auprès des personnes d'un génie si différent comme le sont celles des Etats populaires. Pour mieux réussir dans votre commission, il faut vous en dresser de vous même un plan juste & vous attacher à l'essentiel qui consiste en ces deux points. Le premier regarde la garantie de la Sauoye. Il n'y a que le Canton de Berne & de Zurig qui puissent y travailler avec succès, car si l'on met cette affaire en négociation avec tous les cantons, il y aura des longueurs si grandes à effuyer, qu'auant qu'elles soient finies, la Savoye fera occupée; car lorsqu'il faut que les

O

cantons délibèrent, ce n'est que dans les Diètes; & dans la première tout s'y passe *ad referendum* selon leur langage, c'est-à-dire que les députés se chargent seulement d'en faire le rapport à leurs supérieurs pour en avoir leur sentiment; après quoy il faut qu'ils assemblent une nouvelle Diète, où bien souvent on ne détermine encore rien; par où vous voyés que cette voye entraine des longueurs si grandes qu'il ne seroit pas possible de sauver la Savoye par le moyen de la dite garantie. De sorte qu'il est important que les deux Cantons de Zurig & de Berne qui sont les principaux & qui donnent le branle au reste agissent fortement pour la dite garantie, comme y estant les plus intéressés. Vous leur en feres voir les conséquences par rapport à leur avantage particulier, & par la considération du mal qui est pressant & qui ne souffre pas du retardement, attendu que les ennemis s'avancent avec des troupes pour occuper le pays, après quoy tout seroit inutile. Le second point principal est celuy d'un secours de troupes.

Les Traités, qui étoient anciennement entre notre Maison & le Corps Helvétique, ne subsistent plus. Notre Alliance est seulement avec les Cantons catholiques, & par les Traités faits avec eux, dont le dernier a esté renouvelé avec feu S. A. R. mon père l'an 1651, ils sont obligés de nous fournir en cas de guerre six mille hommes

de pied pour le moins, & douze mille pour le plus. Mais ce n'est que pour en permettre simplement la levée à nos frais, avec l'avance de trois mois de paye, ce qui emporteroit une somme considérable, outre celle qu'il faudroit leur payer auparavant des arrérages de leurs pensions, qui monte aussi à une grosse somme, ainsi que nous vous l'avons écrit hier; d'où il résulte qu'en s'attachant à cette levée suivant le dit Traité, ce seroit nous plonger dans des dépenses exorbitantes, dont nous retirions un très petit fruit, attendu la longueur qu'il y auroit pour pouvoir faire cette levée, quand même elle ne seroit que de trois ou quatre mille hommes. De sorte qu'il vaut mieux chercher quelques particuliers de la nation qui veulent s'engager à lever un ou deux régimens pour notre service avec une capitulation avantageuse, ce qui paroît plus aisé que l'autre moyen qui est impraticable.

Quant au passage des François par le Valley, il n'est pas possible de le détourner, à moins que le Canton de Berne ne l'empêche premièrement du costé du Pays de Vaud, & ensuite auprès de Messieurs de Valley. Vous l'en solliciterez vivement, luy remontrant que c'est de son intérêt de travailler sous main à affoiblir une puissance dont les maximes sont si dangereuses pour ses voisins, & que nous espérons de la confiance que

nous mettons au dit Canton, qu'il nous favorisera en cela, & qu'il s'employera efficacement pour la garantie de la Savoye, ou pour l'incorporer au Corps Helvétique, ce qui est le plus essentiel, car s'il faut entrer en négociation avec les autres Cantons pour ce sujet, l'Ambassadeur de France ne manquera pas de la traverser & d'y faire apporter toute sorte d'obstacles.

Vous observerés aussy que si les Cantons demandent simplement la neutralité de la Savoye, sous leur garantie, la France ne manquera pas de demander un équivalent, ce qui rendroit cette affaire plus difficile. Nous vous envoyons une lettre pour Monsieur de Watteville, dont vous ferés l'usage que vous iugérés plus à propos, continuant à bien cultiver les plus accredités pour les attirer dans nos intérêts. Et sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte & digne garde.

A Turin ce 8 novembre 1703.

Signé : V. AMEDEO.

Comme Messieurs de Valley accordent le passage à la France, il est aussy juste qu'ils n'apportent point d'obstacles au passage des troupes & recrues qui viendront à notre service, fermant les yeux, ainſy qu'ils ont pratiqué dans la dernière guerre.

Signé : DE ST-THOMAS.

XII

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne
et de Zurich.**Archives de Geneve Copie de lettres*

Du 6 Novembre 1704.

Magnifiques, Puissans, etc.

POUR continuer à informer S. V. de ce que nous aprenons se passer dans notre voisinage, nous leur dirons que nous avons eu avis que M. le Marquis de Sales, commandant en Savoie, partit samedi dernier de Chambéry avec les milices qui y étoient dans la Tarantaise, que d'autres milices ont passé dans la Morienne & que Chambéry se trouvant sans troupes, chacun y paroît disposé aussi bien qu'à Annecy de recevoir les François, dès aussi tost qu'ils paroîtront, & encor que les troupes de France sont à Barreau & Chaparillan au nombre de six ou huit bataillons & deux régimens de dragons; si nous aprenons quelque chose de plus précis, nous en informerons d'abord V. S.

XIII

*Dépêche du Marquis de Puisieux, ambassadeur
de France, aux Louables Cantons.*

Archives de Zurich. — Lamberty, *Memoires*, to II, p. 567

Magnifiques Seigneurs,

C'EST avec juste raison que Monsieur de Mellarède fait tous ses efforts pour justifier la conduite de son Maître; elle est si peu convenable au caractère d'un Prince, comme Monsieur le Duc de Savoye, que son Ministre doit s'appliquer uniquement à vous en cacher l'irrégularité; il rendroit encore un plus grand service à ce prince, s'il pouvoit pour jamais faire oublier que dans le tems qu'il protestoit aux deux Couronnes qu'il persévéroit constamment dans les engagements qu'il avoit avec Elles, on a découvert qu'il faisoit sous main des traittés avec leurs ennemis. Après cela, Magnifiques Seigneurs, n'êtes-vous pas surpris de voir Monsieur de Mellarède oser imputer au Roy mon Maître ce dont Sa Majesté se plaint si justement? Je voudrois demander à ce Ministre sur quel fondement & par quelle maxime de politique il prétend que le Roy ayt pu songer à se faire sans sujet & dans la conjoncture présente un ennemy de M. le Duc de Savoye? La plus grande partie des Puissances de l'Europe, liguées contre la France & l'Espagne, ne suffisoient-elles pas

pour exercer leurs forces & pour donner matière à leurs victoires & à leurs triomphes? Il me répondra peut-être ce qui est contenu dans le discours qu'il a prononcé devant Messieurs du Louable Canton de Zurich, c'est-à-dire que Sa Majesté a dessein de s'emparer des Etats de son Maître : quel raisonnement! Où est l'apparence de ce dessein chimérique? Peut-il s'expliquer de la sorte, quand il voit que M. le Duc de Vendosme, pouvant entrer sans résistance dans ces mêmes Etats, avec un corps considérable de troupes choisies, va encore au devant de M. le Duc de Savoye par ordre du Roy, en offrant à ce premier la continuation de ses Traittés avec les deux Couronnes, pourvu qu'il veuille leur donner des gages assurez de sa fidélité? Ce n'est pas tout; afin que ce Prince ayt le tems de réfléchir sur le party qu'il voudra prendre, on luy donne encore *le terme de 8 jours*, malgré la saison avancée, qui rend tous les moments précieux. En voylà assez, Magnifiques Seigneurs, pour réfuter sans réplique les prétendus sujets de plaintes que M. Mellarède étale dans son discours. Je veux vous faire connoître présentement que les desseins de M. le Duc de Savoye sont aussy mal fondés que les raisonnements de son Ministre. Ne devez-vous pas convenir que ce Prince est possédé d'une ambition bien démesurée, pour troubler la tranquillité de son

Pais & le repos dont jouissoient ses sujets, pour renoncer sans raison aux avantages qu'il retiroit des Traittés qu'il avoit avec les deux Couronnes, dont l'alliance rendoit ses Provinces riches & abondantes, pour exposer ces mêmes Provinces à tous les défordres & à toutes les fureurs de la guerre; ne faut-il pas, dis-je, qu'il soit bien aveuglé par son ambition pour se porter à de pareilles extrémités, dans l'espérance d'exécuter des projets chymériques, qui luy ont fait oublier les Traittés les plus solennels & les liaisons du sang les plus étroites? On faisoit espérer à M. le Duc de Savoye que Monsieur le Prince Louis de Bade luy enverroit un détachement des troupes qu'il commande, que ce détachement se joindroit avec celles de ce premier & que les troupes Impériales qui sont en Italie, trouveroient non seulement les moyens de se frayer un chemin dans le Piedmont, mais même de s'emparer de tout le Milanez, dont ce Prince devoit être gouverneur perpétuel, ou plutôt dont il devoit obtenir la Souveraineté; on luy faisoit accroire que les rebelles des Cévennes, secourus par les Vaudois, porteroient le fer & le feu jusques dans le cœur de la France, tandis que la flotte ennemie, profitant des conspirations tramées par les Alliez, bouleverseroit des Royaumes entiers; après quoy elle viendroit au secours de M. le Duc de Savoye, & le soutiendrait dans

toutes les vastes entreprises : mais tous ces grands projets se sont évanouis, aussytost qu'ils ont été formés. C'est un beau songe qui a réjoui M. le Duc de Savoye, & qui ne luy laisse à présent que le déplaisir de l'avoir fait, car premièrement le Prince Louis de Bade, loin d'être en état de détacher des troupes de son armée, se trouve obligé de demeurer sur la défensive depuis la bataille d'Hochstet, où le Comte de Styrum a été entièrement défait.

Les rebelles des Cévennes sont si peu considérables & si peu en état de nuire, que ces misérables ne méritent seulement pas que l'on parle sur leur sujet.

Les conspirations qui avoient été excitées par les ennemis des deux Couronnes ont été découvertes & déconcertées & il n'en est revenu à leurs auteurs que la honte & le déplaisir d'avoir en vain fomenté le désordre & la sédition.

Enfin cette Flotte Angloise & Hollandoise, dont les forces devoient produire de si terribles effets, cette puissante armée navale, s'est détruite d'elle-même, sans avoir osé rien entreprendre, & est réduite à la dernière extrémité par les vents contraires & par les maladies.

Après tant de sinistres évènements, après des contretems si fâcheux & si peu attendus, M. le Duc de Savoye ne trouve plus de ressource que

dans le L. Corps Helvétique. Tout interdit, tout consterné qu'est ce Prince, il s'adresse à Vous, Magnifiques Seigneurs, pour relever sa fortune chancelante; il vous prie de vous intéresser dans son malheur; il vous envoie un homme de sa part pour vous solliciter de prendre la Savoye sous votre protection, d'en faire même, si vous le jugez à propos, un des membres du Louable Corps Helvétique, & en même tems, de luy accorder des levées pour le Piedmont. M. le Duc de Savoye, qui ne tend qu'aux choses extraordinaires, s'imagine que par ces offres, il portera le L. Corps Helvétique à se mettre comme luy dans un extrême embarras, & à renoncer en sa faveur à une neutralité, qui a fait jouir les LL Cantons d'un bonheur & d'un repos sans interruption depuis deux cens ans, pendant lesquels, pour ainfty dire, toute l'Europe n'a pas cessé d'être agitée par les guerres les plus sanglantes, mais trop de raisons me persuadent que cette espérance ne sera pas mieux fondée que celles qui l'ont porté à se joindre aux Ennemis des deux Couronnes, pour être capable de concevoir la moindre inquiétude sur ce sujet.

Je n'entreprendray pas, M. S., de vous insinuer la réponse que vous devez faire à M. de Mellarède, ny de vous faire envisager la conduite que vous devez tenir à l'égard de M. le Duc de Savoye: vous êtes des Souverains trop prudens & trop

judicieux, & vous connoissez trop bien les véritables intérêts de vos Etats pour qu'il soit nécessaire, ny de vous faire souvenir encore de vos plus anciens & de vos plus fidèles Alliez, ny de vous marquer icy sur quel fondement votre conduite a toujours si bien répondu à celle de vos glorieux ancêtres. D'ailleurs peut-on s'imaginer que vous veuillez joindre au Louable Corps Helvétique, qui ne cherche que le repos & la tranquillité, un Prince inconstant & inquiet, qui, dès que vous auriez fait cette démarche, tâcheroit, ou de vous brouiller avec vos Alliés, ou, s'il n'y pouvoit pas réussir, de semer au moins la discorde & la division parmy vous-même. Il ne me reste donc rien à ajouter icy que pour vous assurer des bonnes dispositions du Roy mon maître pour le Louable Corps Helvétique, de la continuation de son affection confédérale pour vous, M. S., & du désir qu'il a de maintenir l'union qui est entre vous & de contribuer, en un mot, à tous les avantages que vous pouvez désirer. Pour moy, je vous prie de croire que je n'auray jamais rien plus à cœur que de vous rendre tous les bons offices qui pourront dépendre de mon ministère. Je prie Dieu qu'il vous maintienne dans la prospérité de tout ce qui vous peut être le plus avantageux.

A Soleure le 7^e Novembre 1703.

Votre affectionné à vous servir.

PUISIEUX.

XIV

*Depêche de Mellarède, Envoyé de Savoie,
au Corps Helvétique.*

Archives de Zurich. - Lambert, *Memoires*, 10, II, p. 570

Illustriſſimes & Très Puiffants Seigneurs.

MONſIEUR le Marquis de Puſſieux a prévu que les repréſentations que je vous ay faites, étant établies ſur des faits poſitifs arrivés à la vue de tout le monde, vous feroient enſiſager la conduite de la Cour de France à l'égard de S. A. R. mon maître, pour auſſy irrégulière qu'elle eſt ſurprenante : il a tâché de prévenir par ſa réponſe du 7^{me} de ce mois les juſtes ſentimens que vous en avez dû concevoir & les réflexions que vous avez dû faire ſur ſa violence & ſur la réponſe de M. Philipaux, qu'il voudroit vous faire oublier, pour que vous n'avez pas occaſion d'en tirer des conféquences, qui touchent de ſi près le Louable Corps Helvétique : mais vous êtes trop attentifs, Illuſtriſſimes & Très Puiffants Seigneurs, à vos intérêts, & vous avez trop de pénétration & de diſcernement pour n'avoir pas compris à la première vue de cette réponſe qu'elle n'eſt fondée que ſur des ſuppoſitions & ſur des faits imaginaires, qui ſont le prétexte dont cette Puiffance

s'est toujours servie pour colorer ce qu'elle a fait à l'égard de ses voisins.

Il est vrai, & chacun doit être surpris, que le Roy Très Chrétien ait rompu dans la conjoncture présente avec S. A. R., mon maître, dont l'alliance & les troupes étaient si utiles aux deux Couronnes : Monsieur le Marquis de Puisieulx en paroît surpris luy-même : mais Sa Majesté Très Chrétienne auroit-elle cru que ses projets eussent pu échouer, après les mesures qu'elle avoit prises ? Pouvoit-elle prévoir qu'après avoir fait désarmer les troupes de Son Altesse Roiale & ordonné aux siennes d'entrer dans ses Etats, que ce Prince, entouré de ses armes, eût osé résister à ses desseins ? Elle ne pouvoit pas s'imaginer de s'en faire un nouvel ennemy ; Elle comptoit pour sûr de le rendre absolument dépendant d'elle, & elle y auroit réussi si S. A. R. avoit eu moins de valeur & moins de fermeté.

Monsieur le Marquis de Puisieux ne vous dit pas, Illustriſſimes & Puissants Seigneurs, que le Roy Très Chrétien n'a rien oublié pour engager S. A. R. de luy céder les Etats qu'elle a endecà des monts, de se dépouiller de son ancien patrimoine, & d'accepter en échange des états en Italie, incertains & contestez. Il n'a garde de vous découvrir de semblables vues ; il sçait que vous les envifageriez comme des liens que la France

prépare à votre Liberté, & comme des mesures qu'elle prend pour vous rendre dépendans de ses volontez : Il ne vous dit pas que Sa Majesté Très Chrétienne, n'ayant pas pu réussir à ce projet par un traité, s'est flatté qu'elle forceroit S. A. R. de l'accepter, en le mettant hors d'état de luy résister. Il pouvoit aussi vous dire, s'il eût voulu vous découvrir les véritables démarches du Roi Très Chrétien, que dès qu'il a vu que la fermeté de ce Prince étoit inébranlable aux violences & aux menaces, tout comme aux offres, il lui a fait réitérer par Monsieur le Duc de Vendosme à la teste de son armée des propositions qui luy avoient déjà été faites de sa part, en particulier par Monsieur de Philipeaux. L'un & l'autre luy ont offert de faire un nouveau traité, à condition qu'elle remettroit au Roi Très Chrétien quelques-unes de ses places pour des gages assurés de sa fidélité : peut-on traiter un Prince Souverain avec plus de hauteur ? parleroit-on en des autres termes à un vassal ? Les liens du sang & les troupes que Son Altesse Roïale avoit au service des deux Couronnes, n'étoient-ce pas des gages suffisants de son attachement, si Sa Majesté Très Chrétienne n'eût eu des autres vues que la conservation du Milanez au Roy Catholique son petit-fils ?

Voilà, Illustrissimes & Très Puissants Seigneurs,

le motif de cette rupture, voilà l'ambition de S. A. R. mon maître, de conserver son ancien patrimoine, de vous avoir pour voisins, de ne vous laisser pas enfermer de toutes parts par la France & de ne pas consentir aveuglément à tout ce que cette puissance souhaite. C'est une ambition dans le sens Français de ne pas se soumettre aux volontés du Roy Très Chrétien; c'est un aveuglement de s'y opposer; c'est se réduire à l'extrémité & exposer ses états & ses peuples aux fureurs de la guerre, que de ne les pas abandonner à la France, dès qu'elle les demande.

Après que Monsieur le Marquis de Puilleux a pris soin de vous cacher les projets du Roi Très Chrétien, il veut vous persuader qu'il a pénétré ceux des autres Puissances; il s'étend beaucoup sur des promesses, qu'il suppose qu'on avoit fait espérer à S. A. R. mon maître, pour le détacher du parti des deux Couronnes; il se flate que vous entrerez dans ses suppositions, sans examiner si les faits qui vous sont connus, & les circonstances qui les accompagnent, peuvent avoir du rapport à tout ce qu'il suppose, que je pourrois appeler à juste titre des chimères : je ne veux, Illustrissimes & très Puissants Seigneurs, m'arrêter qu'à ce qu'il dit, sur ce que S. A. R. s'est adressé au Louable Corps Helvétique après tant de sinistres évènements, après des contretemps si fâcheux. Vous

ſavez que lorsqu'elle m'a fait l'honneur de m'envoyer à ce Louable Corps, elle n'avoit éprouvé d'autres évènements & contretems ſiniſtres & fâcheux, que le déſarmement & l'emprifonnement de ſes troupes & la violence de la France, qu'elle me fit partir deux jours après qu'elle en eût ſeu la nouvelle, que c'eſt à vous les premiers qu'elle s'eſt adreſſé après un procédé ſi inouï, qu'elle n'a pu prendre que pour une rupture ouverte & déclarée. S. A. R. ne pouvoit pas vous donner des preuves plus convaincantes de ſa confiance & de ſon affection que de vous faire faire les propositions contenues en mon mémoire du 23 du mois d'Octobre, qui n'ont d'autre vue que de maintenir la paix & la tranquillité du Louable Corps Helvétique, qui dépend de celle de ſes frontières & principalement de la neutralité de la Savoye, qui vous touche de ſi près & qui eſt preſque le ſeul endroit par où vous ne ſoyez pas environné des armes de la France; cette neutralité aſſeure celle où vous vous êtes conſervé juſqu'à preſent, & que Monſieur le marquis de Puſieux tâche de vous inſpirer par l'intérêt que la France y trouve, pour pouvoir plus ſurement agiter l'Europe par des guerres des plus ſanglantes, comme elle n'a ceſſé de faire depuis très longtems.

Je ne m'arrête pas, Illuſtriſſimes & très Puifſants Seigneurs, aux autres exagérations de Mon-

sieur le marquis de Puifieux ; mais je ne puis pas me taire sur ce qu'il a osé dire à l'égard de la conduite qu'il suppose que S. A. R. mon maître, observeroit à votre égard : celle qu'elle a eu pour le passé vous doit être une preuve de ce qu'il fera à l'avenir. Ce Prince a-t-il jamais suscité vos sujets contre vous ? Est-il jamais entré dans aucune chose qui pût toucher le Louable Corps Helvétique en général, ny les Louables Cantons en particulier. A-t-il tâché de semer de la méfiance, de la jalousie ou du soupçon parmy vous ? Vous savez s'il en est de même de la France, si elle a toujours eu une sincère intention de maintenir l'union & la paix parmy vous, si elle a toujours été aussi attentive à vos intérêts que son ministre voudroit vous l'insinuer. Vous pouvez vous informer des démarches de ses agents secrets en Valais pour rendre suspects à cette République quelques Cantons. Monsieur l'Ambassadeur de France se flatte mal à propos ; vous êtes des souverains trop prudents & trop judicieux pour vous laisser éblouir à de fausses apparences. Vous savez, Illustriſſimes & Très Puissans Seigneurs, combien cette Puissance vous ménageoit avant qu'elle eût le comté de Bourgogne & qu'il étoit de la Monarchie d'Eſpagne, vous aviez pour lors le destin d'une partie des Etats de ces deux Puissances entre les mains, pour ne pas dire plus, & si la France a osé bâtir Hu-

ninghen, si elle a retranché la folde de ceux de votre nation qui sont à son service, ce n'est que depuis que le Roy Très Chrétien est devenu votre plus proche voisin. Que ne devez-vous pas craindre, s'il l'étoit de toutes parts ? C'est à quoi vous devez sérieusement réfléchir & aux suites fâcheuses de n'avoir qu'un voisin aussi puissant, qui seul prétendrait d'avoir vos troupes & vous priveroit de l'avantage que vous recevez d'être utiles à toutes les Puissances de l'Europe. Je prie le Tout Puissant de maintenir la tranquillité de ce Louable Corps & de le combler de toutes bénédictions.

P. MELLARÈDE.

A Berne, le 14 Novembre 1703.

XV

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne.

Archives de Genève. Copie de lettres

Du 9^e Novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

DÈS notre dernière lettre il ne s'est rien passé de nouveau dans notre voisinage & les troupes de France sont toujours dans le même état sans faire aucuns mouvemens; nous avons seulement appris que les deux barques & le brigantin de

Savoie ont été reconduits de Thonon à Bellerive & que ceux qui en ont l'inspection font dans l'intention de les conduire dans quelque port du pais de Vaud, mais qu'ils craignent qu'on ne leur fasse quelque difficulté de la part de V. S. Comme la chose peut nous estre d'une très grande importance & que V. S. en voyent asses les conséquences pour la seurté commune, nous avons cru en devoir donner avis à V. S., laissant à leur prudence ordinaire de faire leurs sages réflexions & prendre les mesures qu'elles trouveront à propos. Nous prions Dieu, etc.

XVI

*Le Statthalter Hess, de Zurich, à l'ancien
Syndic Gautier.*

Archives de Geneve. *Portef. hist.* n° 4056 et Registre du Conseil,
à la date du 13 Novembre.

Monsieur,

J'AY bien receu l'honneur de vos deux lettres du 12 du passé & 6^e de ce mois & je n'aurois pas manqué de vous y répondre plus tost si les deux puissantes armées qui se trouvent dans notre voisi-
nage & les mésintelligences qui versent entre les Cantons de Suitz & Glaris contre M. l'Abbé de St-Gall (au sujet des libertez & droicts du peuple

de la comté de Toggenbourg dont le dit Abbé veut estre le souverain absolu au lieu qu'il ne l'est que d'une manière fort limitée, (le dit peuple qui peut mettre sous les armes environ 7000 hommes, la plupart fort zélés dans nostre sainte religion, étant alliés aux dits deux L. Cantons qui sont obligés de les maintenir dans leurs privilèges) avec les brouilleries survenues dans les Grisons & beaucoup d'autres affaires de cette nature ne m'avoient attiré tant des occupations que je ne pouvois songer à autre chose. J'aurois mesme vous donné advis des démarches de M. de Mellarède, Envoyé de S. A. R. de Savoye, si Messieurs n'avoient trouvé bon de ne pas faire encore beaucoup de bruit de cet affaire, puisque les advis qui sont venus de divers endroits ont voulu asseurer que la Savoye se raccommoiera avec les deux Couronnes; en ce cas toutes les desmarches auroient esté inutiles & mesme dangereuses. Ledit Envoyé a reçu icy un accueil dont il paroissoit très satisfait; il a fait sa proposition devant le Conseil Ordinaire avec les cérémonies accoustumées (si le temps le permet, je joindray icy la copie de sa proposition qui est importante). Il avoit des lettres de créance pour nostre Canton à part & d'autres pour tous les Cantons en général; c'est pourquoy l'on a trouvé bon de convoquer une Diette générale à Bade pour le 4^e de Novembre, mais avant

ce temps ledit S^r Envoyé nous escrivit une lettre très respectueuse de la ville de Berne de suspendre ladite Diète à cause qu'il n'avoit pas trouvé les Cantons Catoliques disposés de s'y rendre, & mesme qu'à Berne la plupart des membres du Conseil estoient encore sur leurs terres. C'est pourquoy on a suspendu ladite Diette pour cette fois & on attendra jusqu'à ce que ledit Envoyé en demande une autre ou que les autres affaires importantes dont j'ay fait mention en recherchent une autre. Cependant, comme j'ay eu l'honneur d'estre président de la députation qui a esté faicte pour conférer avec ledit S^r Envoyé, j'ay observé qu'il est une personne d'un très beau talent, accompagné de quelques autres personnes fort esclairées; il semble que ses demandes feroient fort avantageuses à la Suisse & mesme à vostre ville, mais je crois qu'il se rencontrera bien des difficultés avant que l'affaire vienne à sa conclusion. Le départ du courrier m'oblige de finir en vous asseurant que je suis avec tout l'attachement possible, Monsieur, vostre très humble & très obeyssant serviteur

DAVID HESS.

A Zurich, ce 9^e Novembre 1703.

XVII

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne.

Archives de Genève Copie de lettres.

Du 13^e novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous avons bien reçu la lettre que V. S. ont pris la peine de nous écrire le 8^e de ce mois; les choses sont dans l'état où elles étoient il y a huit jours; les François ne sont pas encore entrés en Savoye; l'on continue à faire faire la garde par les milices, tant en Savoye que dans le pais de Gex. Nous envoions ci-joint à V. S. une déclaration de M. le Maréchal de Tessé. Nous continuerons à leur faire part de tout ce qui se passera.

XVIII

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne.

Archives de Genève Copie de lettres.

Du 16^e novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.,

Nous remercions V. S. de la communication qu'elles ont bien voulu nous faire de la proposition qui a été faite par M. de Mellarède par

leur lettre du 12 de ce mois. Nous n'avons rien de particulier à marquer à V. S. Les avis que l'on nous donne portent que l'armée de France doit entrer incessamment en Savoye & que l'on continue d'y faire des levées qui passent sans délai en Piémont.

XIX

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne.

Archives de Geneve. Copie de lettres.

Du 16 novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.,

Nous venons d'apprendre dans le moment que M. le Maréchal de Tessé arriva jeudy au soir à Chambéry avec quatre mille hommes, qu'il entra ce jour même dans la ville, que les troupes logèrent dans le faux-bourg & qu'elles entrèrent le lendemain matin dans ladite ville, dont les clés furent remises par le Sénat à l'Evêque de Grenoble, lequel les remit ensuite à M. le Maréchal de Tessé. Il y a apparence que le reste de la Savoye suivra l'exemple de la capitale. Nous continuerons de donner avis à V. S. de tout ce que nous apprendrons.

XX

Le Conseil de Genève au Marquis de Sales, commandant général pour S. A. R. en Savoie.

Archives de Geneve Copie de lettres

Du 17 novembre 1703.

Monsieur,

Nous avons vu par la lettre que V. E. a pris la peine de nous écrire le 10^e de ce mois que le S^r Marcel ne vous a pas informé de ce qui s'est passé à son égard il y a environ une année. Le commandement qui luy fut fait alors de se retirer de cette ville avec sa famille sur des motifs qu'il ne peut pas ignorer suffit pour faire conoître à V. E. que les conjonctures présentes n'ont point pu avoir de part à cette affaire. Quoyque ledit Marcel nous ait donné en dernier lieu un juste sujet de plainte en venant enroller auprès des portes de cette ville de nos habitans & des soldats de notre garnison, nous serions bien fâchés, Monsieur, de rien faire qui puisse nous priver de la bienveillance de S. A. R. & altérer la bonne correspondance; nous ferons au contraire tout ce qui dépendra de nous pour l'entretenir, comme nous vous en avons assuré en une autre occasion & en particulier pour répondre avec empresse-

ment aux assurances que V. E. continue de nous donner de son inclination. Nous ne manquerons pas de vous en témoigner en toutes occasions notre parfaite reconnoissance & l'estime & la considération que nous en faisons, étans véritablement, etc.

XXI

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne¹.

Archives de Genève. Copie de lettres.

Du 20 Novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous réitérons à V. S. les avis que nous leur donnâmes samedi dernier de l'entrée de M. le Maréchal de Tessé dans la ville de Chambéry avec environ quatre mille hommes ; la ville d'Annecy s'est aussi soumise & tout semble disposé dans la Savoye à suivre cet exemple. Nous avons pris & nous prenons les précautions convenables en cette conjoncture & nous continuerons aussi de leur donner avis de tout ce qui se passe.

¹ Suivant l'usage, une communication analogue fut adressée le même jour au gouvernement de Zurich

XXII

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne.

Archives de Genève. *Copie de lettres.*

Du 26 Novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

QUOIQUE nous n'ayons rien à apprendre de particulier à V. S. sur l'état des affaires présentes, nous ne laisserons pas de leur dire que nous avons reçu leur lettre du 22 de ce mois, que le Maréchal de Tessé a reçu des milices de Provence de renfort, de sorte que ses troupes sont à présent au nombre de six mille hommes. Nous avons résolu de luy envoyer, comme nous avons fait ci-devant en une pareille occasion, tant pour le complimenter que pour le prier de ne permettre pas que rien se fasse à notre préjudice; nous ne doutons pas qu'il ne donne de bons ordres à cet égard, comme il nous en a déjà fait assurer.

XXIII

*Le Conseil de Genève à M. le comte de Tessé,
maréchal de France.**Archives de Geneve. Copie de lettres.*

Nous vous envoyons le S^r Favre, ancien syndic, notre bien aimé frère, pour vous témoigner en cette occasion que nous présente votre entrée dans la Savoye à la tête des troupes du Roy, la haute considération que nous avons pour une personne de votre mérite, de votre rang & de votre dignité & combien aussi nous sommes sensibles aux favorables dispositions que vous avez, Monsieur, pour cet Etat & aux assurances que vous avez pris la peine d'en donner à M. De la Clofure, Résident de S. M. en cette ville. Nous vous prions, Monsieur, de donner créance au dit S^r Favre en tout ce qu'il aura l'honneur de vous dire de notre part & d'être bien persuadé de notre attachement inviolable au service de S. M., de la juste reconnaissance que nous avons de vos bons & généreux offices & que nous sommes véritablement, etc.

XXIV

*Mémoire de St-Saphorin sur la neutralité de la
Savoie et pour engager Genève à la solliciter à
la Diète de Baden.*

Transcrit au Registre du Conseil de Genève à la date
du 27 novembre 1703.

L'ENTREE des François dans la Savoye n'empê-
chera pas que la neutralité de cette province
ne se pousse toujours avec la même ardeur : il au-
roit été bien à propos que le remède eût prévenu
le mal, mais, si on veut gâter quelque chose en
Suisse, on n'a qu'à précipiter les affaires : il n'y
a personne au monde à qui la neutralité de la
Savoye soit plus importante qu'à Messieurs de
Genève; par ce moyen on enlèveroit aux Fran-
çois tout le prétexte de s'approcher de leur ville
avec des troupes & la guerre seroit entièrement
éloignée de leur voisinage, au lieu que, si la neu-
tralité ne s'établit pas, la France, sous prétexte
de quartiers d'hiver, de blocus de Montmélian ou
de se défendre contre les efforts qu'elle affecte-
roit de craindre que le Duc de Savoye ne voulût
faire pour les chasser de ce qu'elle auroit conquis
de deçà les monts, sous ce prétexte, dis-je, elle
pourroit tenir un corps assez considérable de trou-
pes & Genève seroit à tout moment en danger

d'être enlevée, outre que l'on fait très positivement que le Roy de France, avant que de faire arrêter les troupes de Savoye, avoit voulu forcer le Duc à luy céder le Comté de Nice & les païs en deçà les Alpes contre le Montferrat & le Milanez, & comme vous faves les divers efforts que la France a déjà faits pour engager S. A. R. à luy céder la Savoye, si ce Prince voit qu'il ne puisse jamais la conserver en temps de guerre, il aura raison d'en faire l'échange contre d'autres Etats qu'il fera davantage à portée de soutenir. C'est déjà par un motif pareil que la Bresse, le païs de Gex, le Bugey & le Valromay sont tombés entre les mains de la France contre le petit marquisat de Saluces. Où en feroient alors Messieurs de Genève? Il est certain que si ces Messieurs vouloient faire quelques démarches, ils pourroient beaucoup influencer pour engager les Cantons protestants à pousser vigoureusement la neutralité & ils peuvent faire cette démarche de la meilleure grâce du monde & sans qu'il paroisse que c'est la France qu'ils ayent particulièrement en vue, car ils peuvent prendre pour prétexte que S. A. R., conservant la communication libre entre le Piémont & la Savoye & ayant donné les ordres à ce qu'on s'attachât particulièrement à cela, il est évident que le voisinage de Genève va devenir le théâtre de la guerre & comme cela ne peut pas arriver

sans que la ville soit en un continuel & éminent danger, ils exhortent les Cantons protestans à prendre les mesures les plus convenables pour y remédier; une lettre aux Cantons protestans qui vint avant la Diète feroit déjà un bon effet & une députation pour Bade aideroit ensuite bien à la chose ou, si une députation leur paroïssoit une affaire de trop d'éclat, ils pourroient envoyer quelque particulier habile homme pour négocier cela sans caractère public.

XXV

Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne.

Archives de Genève. Copie de lettres.

Du 27 Novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous avons appris dès la dernière lettre que nous avons écrit à V. S. que M. le Maréchal de Tessé avoit fait marcher deux bataillons de ses troupes le 22^e de ce mois & le 23^e à Annecy, avec ordre de passer par La Roche pour se rendre à Thonon, mais ces deux bataillons ont eu ordre de rebrousser chemin dès La Roche pour

se rendre dans la Tarantaise & aller sans doute à M. le Marquis de Sales; ces deux régimens sont composés de douze compagnies & d'une de grenadiers d'environ trente hommes par compagnie, qui font aussi environ sept cens hommes, que M. de Tessé se propoisoit encore d'envoyer deux autres bataillons à Annecy & que les autres deux devoient rester à Chambéry avec le régiment de dragons de La Fare iusque nouvel ordre; ce régiment est composé de dix compagnies, dont il y en a deux qui sont restées en garnison dans le château d'Entremont ou des Marches; l'on nous donne avis d'ailleurs que l'on se propoisoit de faire venir encore en Savoye vingt-trois bataillons & seize escadrons de cavalerie ou dragons de Flandre ou de l'Alsace, qu'il étoit arrivé à Chambéry deux cens chariots de blé ou farine, outre six chariots d'outils à remuer la terre. L'on confirme aussi qu'il n'y avoit que quatre pièces de campagne de quatre livres de bale & deux d'environ vingt livres chacune. Nous avons aussi envoyé à M. le Maréchal de Tessé, comme nous l'avons pratiqué ci-devant en semblable occasion, afin de le prier de faire observer les ordres qu'il nous a fait assurer qu'il donneroit pour l'observation des traités que nous avons avec le Duc de Savoye; quoyque nous soyons persuadés de l'exécution de ces ordres, nous ne laissons pas de prendre toutes les précau-

tions qui dépendent de nous. Nous aurons soin de tenir V. S. bien informées de tout.

XXVI

Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne.

Archives de Genève. Copie de lettres.

Du 27 Novembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous avons vu par la proposition de M. Mella-
rède, que V. S. ont bien voulu nous com-
muniquer, ce qu'elle contient au regard de S.A.R.
de Savoye, mais, comme nous avons appris que
l'on avoit en vue de proposer dans la prochaine
Diète la neutralité de la Savoye, nous ne pouvons
pas nous dispenser de témoigner confédéralement
à V. S. que cet état nous feroit très avantageux
par l'affermissement de la tranquillité publique
dans notre voisinage, outre les autres avantages
particuliers dont nous jouirions s'il étoit possible
& à temps de pouvoir obtenir cette neutralité.
V. S. connoissant parfaitement nos intérêts & les
ayant à cœur, nous espérons, comme nous les en
prions très instamment, qu'elles auront une atten-
tion particulière à ce qui nous regarde, dont nous
leur aurons une singulière obligation.

XXVII

Le Maréchal de Tessé au Conseil de Geneve.

Archives de Genève. *Portef. hist* n° 4069.

A Chambéry ce 29 Novembre 1703.

Messieurs,

J'AI reçu avec plaisir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire & qui m'a esté rendue par M. l'ancien Scindic Favre, je l'ay prié de vous bien assurer de la véritable & fidelle correspondance que j'entretiendray non seulement par inclination, mais par l'ordre que j'en ay du Roy, qui m'a commandé de vous faire sentir dans toutes occasions les effets de son amitié & de sa protection.

Que s'il se passoit quelque chose qui pust par mesgarde vous donner la moindre inquiétude, soit par le voisinage des troupes ou pour la liberté de vostre commerce que je vous assure n'avoir pas dessein de troubler, je vous supplie dans l'instant de vouloir bien vous en esclaircir avec M. de la Clofure ou avec moy & j'y apporteray pour vostre satisfaction tous les remèdes possibles. Je vous conjure d'en estre bien persuadés & que je chercheray & chériray tous les moyens possibles de vous tesmoigner combien je suis véritablement, Messieurs, vostre très humble serviteur

Le maréchal DE TESSÉ.

Q

XXVIII

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.**Archives de Genève. Copie de lettres*

Du 4 Décembre 1703.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous continuons de donner avis à V. S. que les troupes de France qui étoient à Annecy ont repris la route de Chambéry où elles sont toutes. L'on nous assure que le 15 de ce mois M. le Maréchal de Tessé attend trente-deux bataillons & autant d'escadrons. Au reste notre député nous a rapporté que M. de Tessé avoit réitéré les assurances qu'il nous avoit déjà données, que nous aurions tout juste sujet d'être contents de son voisinage & des troupes du Roy, qu'il avoit des ordres très exprès de ne nous donner aucune inquiétude; en effet, soit pour la liberté du commerce, soit pour l'approche de ses troupes, il a donné sa parole de s'en tenir exactement au traité de Saint-Julien, nous l'ayant de plus confirmé par sa lettre du 29 du mois passé. Enfin il a remis les sauvegardes nécessaires pour les terres de notre dépendance, de sorte que nous avons tout sujet d'être satisfait de son procédé. Nous espérons donc,

moyennant la grâce de Dieu & la continuation de la bienveillance confédérale de V. S., que nous jouirons de quelque tranquillité.

XXIX

*Le Conseil de Genève à M. le Comte de Tessé,
maréchal de France et général des armées du
Roi en Savoie.*

Archives de Genève. *Copie de lettres*

Du 4 Décembre 1703.

Monfieur,

LE rapport que le S^r Ancien Syndic Favre nous a fait à son retour de Chambéry de la favorable audience que vous luy avez donnée, du bon accueil que vous luy avez fait, dont il nous a fait conoître l'étendue, dont nous vous remercions très particulièrement, comme aussi de la continuation des bonnes dispositions où vous êtes à notre égard & ce que vous avez bien voulu nous confirmer par la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire nous assure parfaitement de la bienveillance dont S. M. continue de nous honorer & de la singulière inclination que vous avez pour cet Etat. Nous vous prions, Monfieur, d'être persuadé que

nous ne saurions être plus sensibles à la bonté du Roy & aux témoignages de vos favorables dispositions que nous y sommes & que nous tâcherons de marquer en toutes occasions notre attachement inviolable au service de S. M. & la juste reconnaissance que nous avons pour ce qui vous regarde en particulier & comme ledit S^r Favre nous a rapporté encore l'entretien qu'il avoit eu l'honneur d'avoir avec vous concernant les déserteurs de part & d'autre, nous vous assurons, Monsieur, que nous prendrons des mesures là-dessus que nous espérons qui seront agréables à S. M., dont nous nous entendrons incessamment avec M. De la Clouse, son Résident.

XXX

Le Maréchal de Tessé au Conseil de Genève.

Archives de Genève. *Portef. hist.* n^o 4669.

A Chambéry ce 7 Décembre 1703.

Messieurs,

J'ai reçu la lettre du 4 du courant que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire & celle-cy n'est que pour vous réitérer les mêmes choses que j'ai dites au S^r Favre, que vous aviez pris la peine

d'envoyer auprès de moy. Je ne fais en cela qu'obéir aux ordres du Roy qui n'a ny dessein, ny autre envie que celle de protéger vos privilèges & de contribuer par ses soins à vostre repos qu'il n'a point du tout envie de troubler, malgré tout ce que ses ennemis qui sont les vôtres vous peuvent faire entendre. Je vous en fais de nouvelles protestations & vous conjure de croire que je suis, Messieurs,

Vostre très humble serviteur,

Le Maréchal DE TESSÉ.

XXXI

Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne.

Archives de Geneve. Copie de lettres.

Du 11 Décembre 1703

Les milices de Savoye qui étoient entrées mercredi dernier dans Annecy, comme nous l'avons marqué à V. S., en étant forties le lendemain, y sont revenues le vendredi suivant au nombre de cinq cens hommes, tant cavalerie qu'infanterie, où ils sont encore & montent actuellement la garde ; ils prétendent de s'y maintenir,

ayant ordonné aux bourgeois de prendre les armes au premier commandement à peine de la vie.

Il est sûr que M. le Maréchal de Tessé a ordre de passer incessamment en Italie pour y commander les troupes du Roy. M. le Duc De la Feuillade doit venir commander en sa place en Savoye.

XXXII

Le Conseil de Geneve à Messieurs de Zurich et de Berne.

Archives de Genève Copie de lettres

Du 17 Décembre 1703.

Nous donnâmes avis à V. S. l'ordinaire passé qu'il y avoit environ cinq cens hommes à Annecy, que le Marquis de Sales y avoit envoyé. Nous venons d'apprendre que les François, y étant allé avec deux pièces de canon, les en ont chassé, se sont emparé de lad. ville & pillé un de ses faubourgs, que M. le Duc De la Feuillade, qui a le commandement des troupes, en place de M. le Maréchal de Tessé, se propose d'envoyer incessamment un détachement à Thonon & à Evian. Nous savons même qu'il est passé un régiment de cavalerie pour aller dans le Faucigny & qu'il y a

trois bataillons & un régiment de cavalerie qui font en marche pour le Chablais. M. l'ancien Bourfier de Murald & M. Fegeli, de Fribourg, arrivèrent jeudi dernier en cette ville & ils en partirent le lendemain de bon matin pour aller à Chambéry de la part de V. S. Ils n'ont pas vu M. le Maréchal de Tessé, comme sans doute ils en ont rendu conte à V. S., parce que M. le Duc De la Feuillade, son successeur, étant arrivé, c'étoit à luy à qui ils devoient s'adresser. En effet M. le Maréchal de Tessé arriva ici hier au soir incognito, d'où il a dessein de partir aujourd'huy pour aller en Italie; il marche avec peu de monde, n'ayant que dix-sept personnes avec luy.

XXXIII

Mémoire de Mellarède présenté au gouvernement de Zurich pour les Cantons protestants.

Archives de Zurich. *Akten Savoyen*, A, 212, 3^e. — Lamberty, *Memoires*, to III, p. 165

Illustriſſimes & puissans Seigneurs,

JE ne vous répète pas les raisons qui vous doivent engager à prendre des iustes mesures pour empêcher que la France ne vous entoure

de tous côtés; vous prévoyez mieux que ie ne sçaurois vous le dire que votre salut en dépend uniquement. Les vues de cette puissance vous sont assez découvertes; elle vient de se démasquer entièrement à vos yeux, en faisant voir combien peu elle a de considération & d'égard pour vous & pour vos représentations. Elle a fait avancer des troupes dans le Chablais, dans le Genevois & dans une partie du Foussigny, comme pour braver ceux de vos députés qui étoient auprès de celui qui les commande, & cela tandis qu'ils luy représentoient les puissantes raisons qui engagent le Louable Corps Helvétique à souhaiter que l'on épargne ses frontières & la nécessité où il est de prendre des justes mesures pour les conserver, & tandis qu'ils le prioient de suspendre les actes d'hostilité iusques à ce que l'on eût négocié cette affaire.

Cette invasion s'est faite dans le temps même que la Diète étoit assemblée à Bade pour y prendre les résolutions que la nécessité des circonstances exige, & peu de temps après que vous aves eu représenté à Monsieur le Marquis de Puyseux combien il vous importoit que la Savoye fût conservée dans une parfaite neutralité, de telle manière qu'il semble que les représentations du Louable Corps Helvétique, bien loin de produire l'effet que vous en deviez attendre, veu les infinies obligations que vous avez à la France, n'ont fait

que de précipiter l'invasion de la Savoye, afin que vous fussiez enfermés avant que d'avoir eu le temps de vous reconnoître.

Touttes ces circonstances, Illustrissimes & Puissans Seigneurs, iointes au mémoire que vous a donné Mon^r le Marquis de Puisieux, où il n'étale les victoires de son Roy que pour vous intimider, sont des preuves évidentes du peu d'égard que la France fait de vos représentations, & qu'elle veut essayer d'achever maintenant de vous enchaîner de tous côtés, afin que votre puissance ne soit plus un obstacle à ses desseins & qu'elle ne soit plus obligée de se conformer à ce que vous auriez lieu de souhaiter d'elle pour votre sécurité. Il n'y a, Illustrissimes & Puissans Seigneurs, que votre fermeté ordinaire qui puisse résister à ses entreprises & qui puisse faire échouer les projets qu'elle a fait contre votre liberté. Il est nécessaire que vous employez cette fermeté avec laquelle vous vous êtes opposés à l'agrandissement d'Huninguen, qui a empêché les fortifications de Creusnach, qui a éloigné l'armée de Mon^r le Marechal de Villars de vos frontières, & qui, toutes les fois que vous vous en êtes servy, a infailliblement produit l'effet que vous en pouviez souhaitter; mais, tandis que vous n'employerez que des simples représentations, vous vous exposerez à les voir méprisées & la France fera sans ménagement le contraire de ce

que vous souhaitez, ou elle vous fera des offres qui cachent sous une belle apparence un venin d'autant plus dangereux qu'il est préparé pour l'intérieur de votre République.

Je ne puis comprendre, Illustriſſimes & Puiffans Seigneurs, comme Monſ^r le Marquis de Puyſieux a ofé préſenter ſa déclaration du 21 de ce mois à la Diète générale : croit-il que, ſages & pénétrans comme vous l'êtes, vous n'en appercevrez pas d'abord toute l'illuſion ? Le Louable Corps Helvétique luy fait propoſer la neutralité de la Savoye, il luy fait repréſenter combien la conſervation de cette province luy eſt importante pour la ſeureté de ſes frontières ; il établit ſes répréſentations ſur ſes maximes fondamentales, même ſur la paix perpétuelle avec la France, & il inſiſte à ce que la Savoye ſoit garantie de ſes armes. Monſ^r le Marquis de Puyſieux donne de ſon côté une déclaration où il ne parle aucunement de la Savoye que pour vous gêner, Illuſtriſſimes & Puiffans Seigneurs, à ne pas ſecourir S. A. R. mon maître, à ne pas conſerver vos frontières & à établir, ſur vos ſujets qui voudroient l'aller ſervir, l'inquiſition de France. Vos glorieux Anceſtres ont reconnu que la Savoye eſt une barrière au Louable Corps Helvétique contre les veues de la France ; ils l'ont par ce motif réſervé dans la paix perpétuelle qu'ils ont fait avec elle & vous ont laiffé en

cela pour maxime de ne pas permettre qu'elle l'occupe. Mon^r le Marquis de Puyfieux veut adroitement rendre inutiles ces sages précautions, cette judicieuse réserve & en un mot les conditions essentielles de cette paix perpétuelle; il veut vous gêner à ne pas donner du secours à S. A. R. & même à ne pas permettre à vos sujets de courir pour éteindre l'embrasement qui s'étend dans leur voisinage. N'est-ce pas oser mettre des bornes à votre souveraineté & à la liberté que vous vous êtes réservé dans toutes vos alliances avec la France, dans lesquelles vous ne vous êtes engagés à autre chose, sinon à ne pas accorder des troupes pour agir contre les pays qu'elle occupoit en l'année 1663.

Permettez, Illustrissimes & Puissans Seigneurs, que je suive la déclaration de Mon^r le Marquis de Puyfieux & que j'en découvre publiquement le venin. Il déclare, comme s'il vous faisoit une grande grâce, que S. M. T. C. consent à ne point attaquer les villes qui sont le long du lac de Constance & le long du Rhin depuis Bregents jusques à Basse, mais cela sous deux conditions, la première qu'il ne se fera de ces lieux-là aucun acte d'hostilité contre les troupes de S. M. T. C. ny contre celles de Mon^r l'Electeur de Bavière; la seconde que les Louables Cantons protestans n'accordent aucun secours de troupes à S. A. R.

mon maître, & qu'ils empêcheront même qu'il ne se fasse aucune levée secrète dans leur pays. Il connoissoit bien l'impossibilité de la première de ces conditions, aussy il ne l'a faite dans d'autres vues, Illustrißimes & Puissans Seigneurs, que pour vous aliéner d'avec S. M. I., dont il scait que vous n'aurez pas le consentement, & pour rendre inutiles les mesures que vous avez si iudicieusement prises de mettre à couvert ces villes par des voyes infailibles. Il n'échappe pas à votre pénétration que cette condition a été artitement mise dans cette déclaration pour vous priver de la seureté où vous aviez mis vos frontières du côté d'Allemagne, prévoyant que S. M. I. luy en fourniroit infailiblement le prétexte, puisque les personnes qui agissent de sa part vous ont déclaré dans la Diète qu'on ne pouvoit pas s'empescher de le faire.

La 2^{me} condition est également & même plus dangereuse à vòtre seureté. M. l'Ambassadeur, feignant de vouloir vous accorder la seureté de vos frontières du côté d'Allemagne dans le temps que les troupes de son Roy ne peuvent pas les attaquer, puisque celles de l'Empereur sont en grande partie postées de ce côté là, vous veut gêner & obliger d'abandonner vos frontières du côté de la Savoye, sans vous laisser aucun moyen de les garantir. Il veut exiger que vous sacrifiez au Roy

T. C. son maître celles de vos plus chers alliés, de ceux même d'entre vous qui ont donné des preuves de leur exactitude & de leur attention à mettre à gros fraix votre voisinage du côté de l'Allemagne en seureté. Il veut tâcher d'engager les uns d'entre vous à abandonner les frontières du côté de la Savoye, pour s'attacher à conserver celles d'Allemagne, se flattant qu'il engageroit les autres à abandonner à leur tour celles d'Allemagne. Peut-on inventer des moyens plus dangereux à votre République pour la mettre à découvert de tous côtés ? Peut-on s'appliquer plus adroitement à semer la désunion dans le Corps ? Peut-on chercher plus artificieusement à vous détacher les uns des autres & à séparer vos intérêts, dont l'union est le seul maintien contre ces dangereux pièges.

Mais, grâce au Seigneur, le Louable Corps Helvétique les a découvert ces pièges, aussitôt qu'ils ont été tendus & il n'est resté à Mon^{seigneur} l'Ambassadeur que le chagrin d'avoir rendu publiques les veues de la France à votre égard. J'ay de mon côté eu la consolation, par rapport à S. A. R. mon maître, & le plaisir, par rapport au Louable Corps Helvétique, que tous les Louables Cantons ont reconnu unanimement le ridicule de cette prétension, que chacun a été surpris d'une déclaration qui marque prématurément l'esclavage où la France voudroit mettre les Louables Cantons

protestans, que chacun est convenu que tous les Cantons étoient en droit de pouvoir donner des troupes à S. A. R. mon maître, pourveu que ce ne fût pas pour agir contre les pays que la France possédoit en l'année 1663, & que la paix perpétuelle ayant réservé la Savoye, le Louable Corps Helvétique étoit intéressé à sa conservation. J'ay vu avec plaisir la fermeté avec laquelle le Louable Corps Helvétique a fait notifier cette déclaration à Mon^{seigneur} le Marquis de Puyfieux. J'ay eu la satisfaction de voir ce puissant Corps convenir unanimement que la conservation de la Savoye étoit indispensable pour la conservation de ses frontières, prendre la résolution de le faire dire à Monsieur l'Ambassadeur de France, non pas une, mais deux fois réitérés & dans des termes toujours plus forts & plus soutenus & j'ai admiré ce concours de tous les Louables Cantons à des résolutions si dignes de la valeur & de la fermeté Helvétique.

Voilà à quoy aboutit la dangereuse déclaration de Monsieur le Marquis de Puyfieux, mais, Illust^{issimes} & Puissans Seigneurs, de si généreuses & de si salutaires résolutions ne doivent pas être sans effet, & quoyque les armes de la France se soient emparées d'une partie de la Savoye, il en reste encore une bonne partie où elles n'ont pas pu pénétrer, les Provinces de Maurienne & de Tarentaise, presque toute celle de Fouffigny & une par-

tie de la Savoye, avec l'importante forteresse de Montmeillant, sont encore à l'abry des insultes de la France & l'on a les passages nécessaires pour soutenir ces provinces.

Les menées des Français pour surprendre Montmeillant ont été découvertes & le conspirateur a été pris; il ne faut que votre secours, Illustrissimes & Puissans Seigneurs, pour que toute la Savoye soit à l'abry des armes de la France & que par ce moyen vos frontières soient en seureté, sans que vous soyez engagés à aucun fraix, ny à aucune dépense. C'est ce qui m'oblige à vous demander en particulier un prompt secours uniquement pour la Savoye, à la solde de S. R. A. mon maître. Ces troupes garantiront en même temps & la Savoye & vos propres états.

Les Louables Cantons catholiques paroissent tous disposés à accorder promptement le secours stipulé par l'alliance qu'ils ont avec mon souverain & ils contribueront par ce moyen à garantir ses états des violences de la France. Joignez, Illustrissimes & Puissans Seigneurs, votre secours pour la Savoye à ce qu'ils accorderont pour tous les états de S. A. R., ayez la gloire de mettre vos frontières en seureté en suivant les maximes que vos Illustres Prédécesseurs vous ont laissé & de prévenir, par une résolution digne de vous, les suites funestes de la circonvallation que la France

établit dans toutes vos frontières; bien loin de vous engager par là à des affaires fâcheuses, vous les évitez, puisque vous empêcherez la France de pouvoir vous envahir de tous côtés; bien loin que vous fortiez par là de la neutralité, vous vous l'assurez en vous rendant de tant de manières considérables à la France, qu'elle n'osera pas vous en troubler la possession, & s'il est vrai que la France aura de la douleur de voir que par votre fermeté vous donnez des bornes à son ambition démesurée, il n'est pas moins certain qu'elle connoitra combien il luy est important de ne rien attenter contre une nation, chez qui elle aura également à craindre la fermeté dans les résolutions que dans les exécutions.

Je prie le Seigneur qu'il vous comble de ses bénédictions.

P. MELLAREDE.

A Zurich, le 27 décembre 1703.

Je supplie le Louable Canton de Zurich de communiquer ce mémoire aux autres Louables Cantons protestants.

XXXIV

*Extrait d'une dépêche du Duc de Savoie à
Mellarède.**Carutti, Mem de l'Acad de Turin, tome XX. 2^me serie, p. 170.*

28 Décembre 1703.

Nous voyons avec beaucoup de plaisir la sagesse & la fermeté du Canton de Berne, sur lequel nous comptons le plus solidement. Pour s'opposer à tems aux desseins de la France & à la perte entière de la Savoye, il faut qu'ils commencent à prendre leurs mesures, afin de pouvoir les exécuter plus promptement dès qu'il sera nécessaire.

Nous devons sur cette importante affaire vous faire savoir plus amplement nos intentions, afin
* que vous puissiez vous y conduire avec toutes les réflexions que demande notre service.

Nous avons intérêt de défendre la Savoye s'il
• est possible plutôt par la négociation que par le secours des Suisses qui pourroient dans la suite nous estre plus dangereux que les armes mêmes des ennemis par la juste défiance que nous devons avoir surtout des forces & des veues même du Canton de Berne, mais comme le succès de cette garantie du Corps Helvétique est fort incertain & la négociation même de trop longue haleine pour

R

fauver la Savoye qui est si exposée, il faut avoir recours au remède le plus prompt, mais avec les précautions nécessaires. Vous tâcherez donc en ce cas d'engager du moins tous les Cantons protestans, afin de ne pas confier entièrement la Savoye entre les mains de celui de Berne, & surtout le Chablais, sur lequel ils ont eu de tout tems quelque dessein.

Mais à l'extrémité il faudra se prévaloir des offres & des forces de ce Canton & il ne fera pas mal qu'ils commencent à faire avancer du monde vers cette frontière.

Il faudra en ce cas que vous donniez toute votre attention pour régler les conditions qui peuvent regarder votre sécurité & luy offer les moyens & les prétextes de retenir cette Province & il sera bon de les engager par un traité dont les principales conditions seront les suivantes :

Il faudra en premier lieu qu'ils se chargent de la défense de toute la Savoye ou du moins du Chablais, Faucigny & la Tarantaise.

Que le corps qu'ils feront entrer en Savoye sera à notre choix, c'est-à-dire de trois, quatre ou cinq mille hommes, & il sera aussy à notre disposition de le garder tout ou en partie, selon que nous le jugerons nécessaire.

Qu'il sera soudoyé par nous sur le pied que l'on conviendra, tant qu'on puisse rien prétendre pour

la levée, & il fera composé de bons officiers à proportion, sur quoy vous tâcherez de convenir avec le plus d'avantage qu'il se pourra pour nos finances.

Que, moyennant la paye dont on fera convenu, ils ne commettront aucun désordre, soit pendant leur demeure en Savoye, soit à leur départ.

Qu'ils exécuteront tous nos ordres & tous ceux de notre Commandant Général de la Savoye & de tous nos Généraux & obéiront aussi aux Gouverneurs de nos Places, dès qu'on les mettra de garnison.

Signé : V. AMEDEO.

DE ST-THOMAS.

XXXV

Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne.

Archives de Genève. Copie de lettres.

Du 1^{er} Janvier 1704.

LES nouveaux témoignages que V. S. nous donnent de leur bienveillance confédérale dans la lettre qu'elles ont pris la peine de nous écrire le 27/28 du mois passé nous assurent de plus en plus

par l'heureuse expérience que nous en avons faite de tout temps de leur bonne volonté envers nous & du soin continuel qu'elles ont de travailler à tout ce qui peut contribuer à la conservation de cet Etat. Nous ne saurions nous lasser de réitérer incessamment à V. S. que nous y sommes très sensibles & que la reconnoissance que nous en avons ne peut pas être plus parfaite; c'est aussi dans ce même sentiment que nous avons considéré que V. S., dans la conjoncture présente des affaires de la Savoye, se proposent d'agir de concert & de concourir confédéralement pour faire tout ce qui sera convenable dans une occasion aussi importante que celle-cy & sur quoy V. S. nous assurent particulièrement qu'elles sont très disposées de nous envoyer deux Seigneurs Représentants des deux Etats, si nous estimons que cette précaution soit dès à présent nécessaire & aussi utile qu'elle l'a été dans d'autres occasions de la même nature; comme donc il semble que V. S. veulent savoir de nous par un préalable en quel état se trouvent les troupes qui sont en Savoye & quel est le jugement que nous en faisons, nous leur dirons que les avis que nous avons & que nous leur avons déjà communiqués aussi exactement que nous avons pu reviennent tous à ceci qu'il n'y a tout au plus que quatre mille hommes des troupes de France tant dans la ville de Chambéry que dans

les autres de la Savoye, que la plus grande partie n'est que milice, & que dans le Dauphiné il n'y a que cinq cens hommes de troupes réglées & deux milles hommes de milice, que d'un autre côté les troupes de Savoye sous le marquis de Sales ne sont aussi que des milices au chiffre d'environ 2000 hommes, qui sont dans les montagnes de la Morienne & de la Tarantaise. Voilà ce que nous savons de l'état de ces troupes, tant étrangères que du pais. Nous avons écrit là dessus à V. S. que, moyennant la grâce de Dieu & leur affection confédérale, nous ne croyions pas qu'il y eût rien à craindre pour le présent. Nous avouons donc naturellement à V. S. que, tant par la disposition présente des affaires générales que par la situation particulière de celles de la Savoye, nous n'avons pas cru qu'il fût nécessaire de prendre d'autres précautions que celles que nous avons prises jusques à présent ; si les conjonctures avoient changé, nous nous ferions adressés confédéralement à V. S. pour les prier de concourir par tous les moyens possibles à notre sûreté & particulièrement par l'assistance de deux Seigneurs Représentans au milieu de nous, suivant qu'elles l'ont bien voulu pratiquer ci-devant & dont nous avons tiré un singulier avantage, parceque rien en effet ne nous peut être plus utile que ce témoignage public de l'intérêt que V. S. prennent à tout ce qui regarde

cet Etat, mais comme V. S. peuvent avoir en vue d'autres considérations qui nous sont inconnues ou que l'on peut leur avoir donné d'autres avis que ceux que nous leur avons donné ci-devant, qui peuvent les déterminer dès à présent d'une autre manière, suivant l'importance qu'elles y pourront trouver, nous nous en remettons entièrement à tout ce que V. S. en voudront bien résoudre, suivant leur sage & prudente conduite & les mouvemens de leur affection confédérale envers nous & nous continuerons cependant de les informer de tout ce que nous apprendrons & notamment des autres troupes qui pourront venir encore dans la Savoye & en général de tout ce qui pourra contribuer à prendre une bonne résolution pour maintenir le repos & la tranquillité & comme N. T. C. A. & C. de la Ville & Canton de Berne nous ont donné avis qu'ils avoient envoyé par deçà M. de Melunen (Mulinen), leur Haut-Commandant du pais roman, avec les ordres nécessaires de conférer avec nous sur l'état des conjonctures du temps, nous ne manquerons pas de nous en prévaloir comme d'un nouveau témoignage de leur affection confédérale. Nous prions au reste le Seigneur dans ce renouvellement d'année qu'il luy plaise de combler V. S. de ses plus précieuses bénédictions & de maintenir en paix & en tranquillité leur florissant Etat jusqu'à la fin des siècles.

XXXVI

*Le Conseil de Genève à M de Mulinen,
Haut-Commandant du pays roman.*

Archives de Genève Copie de lettres.

Du 4 Janvier 1704.

Nous venons de recevoir la lettre que vous avez pris la peine de nous écrire ce matin, par laquelle vous nous marques les ordres que vous avez de N. T. C. A. & C. de nous offrir des troupes pour renforcer notre garnison, si nous jugions que la conjoncture du temps présent demande cette précaution, mais, comme nous ne doutons pas que vous ne soyes parfaitement informé de l'état des choses & des avis que nous leur en avons donné de tems en tems avec une très grande exactitude, nous sommes aussi dans cette pensée que les précautions que nous avons prises fussent pour le présent. Vous en serez persuadé, Monsieur, si vous faites réflexion qu'il n'y a dans toute l'étendue de la Savoye que 4000 hommes, la plus part n'étant que milice, que dans la province de Dauphiné il n'y a que cinq cens hommes de troupes réglées & deux mille hommes de troupes nouvellement levées. M. le marquis de Sales n'a pas plus de deux mille hommes; vous savez

quelles sont ces troupes & qu'elles sont à présent dans les montagnes de la Tarantaife & de la Morienne, en sûreté à cause des neiges. Cet état qui est certain sur les avis que nous en avons de jour à jour fait assez voir jusque où doivent aller les précautions qu'il y a à prendre ; si nous aprenons quelque chose de plus, nous vous en donnerons avis. Nous sommes extrêmement sensibles aux nouveaux témoignages que nos T. C. A. & C. nous donnent de leur bienveillance confédérale & en particulier nous vous remercions des favorables dispositions où vous êtes à notre égard.

XXXVII

L'Ambassadeur de France au Corps Helvétique.

Archives de Zurich. *Akten Frankreich*, A 225, 20. —

Lamberty, *Memoires*, to. III, p. 169

Magnifiques Seigneurs.

Vous m'avez fait entendre à la dernière Diette que vous désiriez avec empressement que Sa Majesté vous assurât d'une neutralité pour un district d'une lieue depuis le long des bords du Rhin & du Lac de Constance, depuis Basle jusqu'à Brégentz ; j'ay informé le Roy de ce que vous souhattiez sur ce sujet & Sa Majesté m'ordonne

de vous affurer de sa part que pourveu que les habitans de ce district ou de cette lizière continuent à payer les contributions auxquelles ils sont taxés, ils n'auront rien à craindre de ses troupes, ny de celles de M. l'Electeur de Bavière.

Après cette nouvelle assurance, si conforme à vos desirs, & qui vous est donnée de la part d'un grand Roy, qui vous fait connoître en cela qu'il vous veut obliger, même au préjudice de ses intérêts, que pourront dire désormais les ennemis des deux Couronnes, de quoy pourront-ils remplir leurs mémoires ou plutôt leurs libelles contre la France & l'Espagne? Voudront-ils encore vous prouver que vous avez tout à craindre de leur part, que vous êtes entourés de tous côtés par leurs forces, oseront-ils encore imputer au Roy mon maître le dessein chimérique de la monarchie universelle, ne ferez-vous pas une juste distinction, Magnifiques Seigneurs, de la manière toute obligeante, toute cordiale avec laquelle Sa Majesté en agit avec vous & de la dureté pour ainsi dire avec laquelle le Louable Corps Helvétique est traité par l'Empereur, dont les ministres n'ont aucun ménagement pour les Louables Cantons, prétendant que les menaces & les suppositions sont les seuls moyens qu'ils doivent mettre en usage pour obtenir ce qu'ils leur demandent?

Du côté du Roy mon maître, ce ne sont que

marques continuelles d'estime & de considération pour vous, ce ne sont que solides effets d'une amitié sincère & confédérale; du côté de l'Empereur vous ne recevez que des sujets perpétuels de mécontentement; mettez en balance ces deux manières d'agir à votre égard & jugez avec votre équité ordinaire de laquelle de ces deux puissances vous avez lieu de vous louer & de laquelle vous avez sujet de vous plaindre; vous verrez que la marque d'affection que le Roy vous donne aujourd'huy contre ses propres intérêts en vous accordant si généreusement ce que vous lui demandez, mérite que vous lui rendiez le réciproque dans toutes les occasions où vous pourrez contribuer au bien de son service & cela d'autant plus que le Roy n'est obligé par aucune des alliances qu'il a avec vous d'épargner les pais des autres puissances qui confinent à vos Etats; vous voyez donc bien, Magnifiques Seigneurs, que si Sa Majesté veut bien s'y résoudre à votre considération, elle ne peut rien faire en votre faveur qui mérite une plus parfaite reconnoissance, puisque cette condescendance qu'elle a pour vous non seulement vous maintient dans une entière tranquillité, mais même vous rend fameux aux yeux de toute l'Europe, qui voit que vous conservez des pais à l'Empereur & à l'Empire, que ces mêmes pais au milieu de la guerre jouiront

par votre entremise d'une paix profonde, que les peuples qui les habitent seront par conséquent obligés de vous regarder comme des protecteurs à qui ils doivent leurs femmes, leurs enfants & leurs biens, & qui les garantissent eux-mêmes de tous les périls auxquels ils feroient exposés ; ce qui doit encore augmenter votre joie, c'est que Sa Majesté s'intéresse autant que vous mêmes à la réputation que vous vous acquérez par là & se fait un véritable plaisir de donner cette satisfaction à des alliés qui luy sont aussi chers que vous.

Voilà, Magnifiques Seigneurs, ce que j'ai ordre de vous faire sçavoir aujourd'huy de la part du Roy, mon maître. Je suis ravy d'estre en estat de vous annoncer une chose qui vous est si agréable & de profiter en même tems de cette occasion pour vous assurer que je me feray toujours une gloire de contribuer à tous les avantages du Louable Corps Helvétique en général & de tous les particuliers qui le composent.

Je prie Dieu qu'il vous maintienne dans la prospérité de tout ce qui peut vous estre le plus avantageux.

Magnifiques Seigneurs.

A Soleure, ce 10 Janvier 1704.

Votre affectionné à vous servir.

PUYSIEULX.

Mrs du L. Corps Helvétique.

XXXVIII

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Geneve. Copie de lettres.

Du 11 Janvier 1704.

LES avis que nous avons à communiquer à V. S. sur ce qui se passe à présent dans ce voisinage consistent à ce que M. le Marquis de Sales & les autres officiers de Savoye se sont retirés en Piémont, que M. le Duc De la Feuillade, s'étant mis en possession de la Tarantaise, s'en est allé à Grenoble pour y passer l'hiver, que M. de La Vallière commandera les troupes de France en son absence, que l'on attend environ cinq mille hommes pour faire le blocus de Montmélian.

XXXIX

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève. Copie de lettres

Du 15 Janvier 1704.

Magnifiques, Puissans, etc.

A tous les avis que nous avons jusque ici de l'état des troupes qui sont en Savoye & que nous avons communiqué à V. S. dans nos dernières

lettres, nous y ajoutons que toutes ces troupes montent jusque à l'11^{me} de ce mois au nombre de 6000 hommes, tant cavalerie, infanterie, que dragons, de la qualité que nous leur avons déjà marqué, distribué en divers quartiers de la province de la Savoye, dans la Morienne & dans la Tarantaife, afin de les faire subsister plus commodément.

XL

L'Ambassadeur de France à Messieurs de Zurich.

Archives de Zurich. *Akten Frankreich A* 243 ; 20. —
Lamberty, *Memoires* to III, p. 170

Magnifiques Seigneurs.

Vous êtes informés sans doute que M^{rs} de Berne ont envoyé une députation au Louable Canton de Fribourg pour tascher de luy faire entendre que la conquête que les troupes du Roy viennent de faire de la Savoye est très préjudiciable aux intérêts du Louable Corps Helvétique & qu'il est de la politique de ce L. Canton de joindre ses députés aux leurs pour les envoyer auprès de vous, avec ordre de faire tout leur possible pour vous porter à venir conjointement avec eux me proposer de mander à Sa Majesté qu'elle retire

ses troupes de toute la Savoye & qu'elle laisse jouir cette partie des Etats du Duc de ce nom d'une parfaite neutralité. On ne veut me faire, apparemment, cette demande, qu'afin de mettre ce Prince en état de tirer de la Savoye des commodités qui luy donnent les moyens de faire plus facilement la guerre aux deux Couronnes en Italie & de s'emparer, s'il luy est possible, du Duché de Milan.

MM. les Députés de Berne & de Fribourg doivent me dire de plus, ou écrire même à Sa Majesté qu'en cas qu'elle ne veuille point accorder leur demande, ils feront bien fâchés d'être obligés de donner des troupes à M. le Duc de Savoye, pour reprendre les païs dont les troupes du Roy mon maître viennent de s'emparer, mais qu'ils ne peuvent se dispenser de le faire.

Ne ferés-vous pas aussy surpris que moy, Magnifiques Seigneurs, quand vous apprendrés que quelques-uns des Louables Cantons ont pu prendre des résolutions de cette nature ? Des résolutions si fortes & d'une si grande conséquence. Ne reconnoitez-vous pas que les Ennemis du Roy mon maître peuvent espérer d'avoir bientôt lieu de n'être plus jaloux de la parfaite tranquillité dont la supériorité des armes du Roy vous fait jouir, pendant, pour ainsy dire, que toute l'Europe est en feu.

Comme je connois parfaitement, Magnifiques Seigneurs, votre prudence & votre modération, je n'ay pas hésité un seul moment à vous donner avis des résolutions que MM. de Berne & de Fribourg ont prises, afin que vous puissiez, avant l'arrivée de leurs Députés auprès de vous, faire vos sages réflexions sur leur conduite & leur représenter ensuite combien leurs résolutions sont nuisibles aux intérêts du L. C. Helvétique & à la conservation de son repos.

Vous n'ignorez pas, Magnifiques Seigneurs, que les troupes de Sa Majesté ont conquis toute la Savoye à l'exception de Montmeillan. Vous vous souviendrez sans doute que vous n'avez point approuvé la proposition qu'à faite le S^r Mellarède, lorsqu'il a demandé une neutralité pour la Savoye seulement, sans y comprendre le Piedmont, & cela, dans le même temps que son Maître possédoit encore ce même Duché de Savoye.

Après que vous avez si justement refusé d'acquiescer à une demande si déraisonnable, peut-on s'imaginer que vous ferez d'avis qu'on fasse la guerre au Roy mon maître & qu'on entreprenne de chasser ses troupes d'un país, dont elles occupent les principaux passages & presque tous les postes les plus avantageux ? Non, Magnifiques Seigneurs, vous ne donnerez jamais dans des insinuations si pernicieuses & dont vous pré-

voyés trop bien les funestes conséquences, pour ne les pas prévenir par vos prudens avis & par votre sage conduite.

Je ne scaurois douter que le Roy mon maître ne soit toujours disposé à accorder une neutralité pour tous les Etats de M. le Duc de Savoye, quoyque ce Prince l'ayt absolument refusée & vous ayt fait connoître malgré luy, par cette démarche, qu'il est l'agresseur & que luy seul est cause de l'allarme que quelques-uns des L. L. Cantons feignent de concevoir, & est effectivement l'auteur des troubles que MM. de Berne & de Fribourg, à l'instigation des Agents de ce Prince, vont exciter dans le L. C. Helvétique, par les résolutions qu'ils viennent de prendre.

Cependant, Magnifiques Seigneurs, il semble que l'on veuille secourir celuy qui allume la guerre dans votre voisinage contre celuy qui offre si généreusement d'y établir la tranquillité.

Je me flatte avec juste raison que vos sages représentations auront auprès de MM. de Berne & de Fribourg tout l'effet qu'on a lieu d'attendre de la prudence & de la sagesse qui accompagnent tous vos discours & toutes vos démarches. Je me persuade enfin, sur ce fondement, que vous rendrés inutiles tous les efforts que font les Ministres des Ennemis du Roy mon maître pour troubler le repos de votre chère Patrie.

La glorieuse tranquillité dont jouit le L. C. H. depuis qu'il a contracté des alliances avec la France, le soin que vos illustres ancêtres ont toujours eu de ne rien faire qui pût donner atteinte à ces mêmes alliances, tout cela vous servira, sans doute, d'exemple dans cette occasion & je me persuade que vous le suivrez avec un extrême plaisir. De mon côté, Magnifiques Seigneurs, je ferois connoître au Roy les sages démarches que vous aurés faites pour cela & je puis vous assurer que Sa Majesté vous en marquera toute sa reconnoissance.

Je prie Dieu qu'il vous maintienne dans la prospérité de tout ce qui peut vous être le plus avantageux.

Magnifiques Seigneurs,

A Soleure, le 18 Janvier 1704.

Votre affectionné à vous servir.

PUYSIEUX.

S

XLI

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève. *Copie de lettres*

Du 22 Janvier 1704.

Magnifiques, Puissans, etc.

V. S. feront bien aises que nous leur fassions le détail de ce que nous savons qu'il y a de troupes de France dans le Chablais qui font partie des 6000 hommes qu'il y en a à présent dans toute la Savoye. Il y a à Evian un régiment d'infanterie de Terneau de 300 hommes, un autre régiment de Marcilly, à Thonon, de quatre cens cinquante hommes, à St-Jean d'Aost deux compagnies de dragons verts de Hautefort, une compagnie de même à Abondance & une autre à Bonnevaux, ce qui fait en tout neuf cens hommes. Nous avons appris d'ailleurs qu'il y a quelques défertions.

Dépêche de Mellarède au Canton de Zurich.

Archives de Zurich, *Akten-Savoyen* A. 212, 3 — Lambertiv,
Memoires, to. III. p. 173.

Illustriſſimes Seigneurs.

JE ne doute pas que la lettre que M. le Marquis de Puyſieux vous a écrite le 8 de ce mois ne vous ait ſenſiblement indignez; de quelque côté qu'on la tourne, partout le génie d'un miniſtre de France ſ'y manifeſte; on y voit ceſte application & ceſte ardeur à ietter la déſunion & la défiance parmi les Puiffances qui ſont jointes enſemble par ces liens les plus indiffolubles, ceſte conſtante habitude d'employer la flatterie & les louanges pour tâcher d'endormir les uns & de ſe ſervir des hauteurs & des menaces ſous l'eſpérance d'intimider les autres. L'on y trouve ceſte étude de tirer de tout ce qui ſe préſente à luy des conféquences diamétralement oppoſées à celles qui en réſultent naturellement. Il ne ſe fait point de ſcrupule de dire à ceux avec qui il négocie les choſes tout différemment de ce qu'elles viennent de ſe paſſer à leurs yeux & enfin il établit comme des faits avérés des ſuppoſitions qui n'ont pas meſme la vrayſemblance & il ſ'y fonde pour juſtifier la conduite la plus infoutenable.

Vous appercevrez facilement, Illustriſſimes Seigneurs, toutes ces vérités, pour peu que vous daignés faire attention ſur la lettre de M. de Puyſieux. S'il vous y flatte, s'il vous y loue, ce n'eſt point par une bonne volonté ou par quelque conſidération qu'il aye pour vous. La France en a-t-elle pour aucune nation du monde, c'eſt ſeulement afin de vous engager à ne pas entrer dans les dignes & dans les indiſpenſables réſolutions que vos chers Alliés, les Louables Cantons de Berne & de Frybourg, ont priſes par rapport à la conſervation de la Savoye, pour tâcher de vous faire abandonner des frontières qui leur ſont ſi importantes.

La France qui connoit la Puiffance du Louable Corps Helvétique & qui ne doit proprement qu'à la valeur de voſtre nation le degré de l'élévation où elle eſt montée, voit très bien que, tandis que vous vous oppoſerés de concert à ſes vues ambitieuſes, elle tentera vainement de pouvoir les ſatiffaire à voſtre égard. Le concert de voſtre Louable Canton avec celui de Berne pour la deffence de vos frontières du côté d'Allemagne les a juſques icy conſervées. M. le Maréchal de Villars a rôdé autour, il les a convoité, mais voyant que ces deux puiffants Cantons étoient réſolus à ne les pas abandonner, il n'a rien oſé .
entreprendre contr'elles & il a eſté obligé de

détourner ses armes d'un autre côté. La conquête de ces places n'est pas moins importante à présent à la France qu'elle l'estoit alors. Elles luy serviroient à vous brider, à avoir entre ses mains tout vostre commerce & toutes vos correspondances, à pouvoir entrer, lorsqu'elle le voudroit, dans vos Etats & à les envahir à son accoutumée, lors que vous vous reposeriez le plus sur vostre paix perpétuelle avec elle. Elle a de même qu'alors le soin d'avoir une communication libre avec son armée d'Allemagne, mais, tandis que les deux Louables Cantons, qui sont déterminés à vouloir soutenir ces frontières, seront unis dans ce dessein, elle n'osera rien entreprendre, elle le connoit & elle cherche à les séparer. M. de Puyfieux s'applique à jeter la défiance entr'eux; il vous flatte en particulier, Illustriſſimes Seigneurs, il paroît d'avoir une entière confiance en vous, & c'est afin que vous abandonniés les Louables Cantons de Berne & de Fribourg. Il ne les flatteroit pas moins, dans la suite pour les disposer à vous abandonner à leur tour, lorsqu'elle attaqueroit vos frontières. Vous jugés facilement qu'il tâcheroit de leur inspirer du ressentiment sur ce que vous n'auriés pas voulu maintenant concourir avec eux dans les mêmes résolutions. Ses émissaires au moins s'efforceroient en particulier d'y rendre sensible le Louable Canton de Berne de qui l'on auroit aban-

donné les frontières & les intérêts les plus préfants, après les glorieufes réfolutions qu'il a pris l'année dernière par rapport aux vôtres. Cette tentative de M. de Puyfieux répond-elle à la haute idée que la fageffe & la fermeté de vofre Louable Canton ont dû luy donner de vous, avec quel mépris n'aurés-vous pas reçu une propofition pareille à la fienné, & pour l'empêcher de vous en ofer faire à l'advenir de pareilles, vous n'y répondrés fans doute qu'en prenant des réfolutions dignes de vofre gloire & de vos intérêts.

Vous n'aurés pas veu, Illuftriffimes Seigneurs, avec moins d'indignation, les menaces que M. de Puyfieux infinue dans toute fa lettre contre les Louables Cantons de Berne & de Frybourg qui ne font rien que de conforme à leur alliance avec la France. Le Louable Corps Helvétique a fi fouvent donné des déclarations folennelles que ces alliances eftant purement deffentives, elles ne vous privoient pas du droit de pouvoir auffi accorder aux autres Puiffances des troupes, pourveu que ce ne fût pas pour agir contre les Etats que la France poffédoit en 1663. Les Députés de tous les Louables Cantons ont reconnu en particulier dans la dernière Diette que la Savoye eftant fpécialement réfervée dans vofre paix perpétuelle avec la France, vous étiez en droit de donner du monde pour la conferver à S. A. R.

mon maître; ils l'ont même déclaré à M. de Puyfieux. Le principe qui avoit engagé vos glorieux ancêtres à cette réserve est le même qui oblige les Louables Cantons de Berne & de Fribourg aux résolutions qu'ils viennent de prendre. C'est afin de n'avoir pas pour voisin de ce côté là une puissance aussi redoutable que la France, c'est afin qu'elle ne puisse pas se prévaloir de la Savoye pour entrer dans la Suisse, qui est ouverte de ce côté. Leur résolution enfin est parfaitement conforme à la maxime d'Etat, que vos Illustres Prédécesseurs ont toujours eu pour principal fondement du soutien de cette Puissante République, savoir de se conserver différens voisins & de s'empêcher d'être entouré de tous côtés par un seul. Cependant, si on veut en croire M. de Puyfieux, la juste démarche de vos chers alliés va attirer mille malheurs sur eux, va troubler la paix & le repos dont la Suisse jouissoit depuis si longtemps. J'avois cru que la jonction des troupes J^{les} à l'armée de S. A. R. (coup si imprévu par la France & qui démonte tout son système) empêcheroit que ses ministres osassent continuer d'employer la crainte & la terreur parmi vous, mais la hauteur & la présomption leur sont si naturelles qu'ils s'y abandonnent le plus souvent sans réfléchir au courage & à la fermeté des nations à qui ils parlent. Est-ce avec votre

Louable Corps qu'ils doivent s'en fervir, qui s'est maintenu depuis si longtemps par son intrépidité & par sa valeur ? Ce n'est que par ceste mesme valeur que la France conserve les Pais-Bas & si vous n'étiés pas si scrupuleusement fidelles aux alliances que vous avés avec elle, vous pourriés luy porter de tous côtés les coups les plus humillians, surtout maintenant que son ambition & la nécessité de s'y opposer arment toute l'Europe contr'elle.

M. de Puyfieux prétend de se prévaloir, pour vous détourner d'entrer dans les résolutions de vos plus chers Alliés, de ce que les troupes de son Roy ont saisi toute la Savoye, à la réserve de Montmeillan, qu'elles en occupent tous les passages & les postes les plus avantageux. Selon luy, cela doit arrêter toutes vos résolutions & il ne réfléchit pas qu'il vous fait resouvenir du peu d'égard que la France a eu pour vous dans ceste expédition, qu'elle l'a faite comme pour braver les Députés qui estoient auprès de celuy qui commandoit ses troupes & qui le pressoient d'en suspendre l'exécution, iusques à ce que la Diette générale, convoquée principalement pour la neutralité de la Savoye, eût eu le temps de la négocier. Il vous fait resouvenir que ceste invasion s'est faite pendant que les Députés du Louable Corps Helvétique le sollicitoyent luy-mesme à Bade sur ce même sujet.

Vous voyés donc évidemment. Illustrissimes Seigneurs, quelles sont les vues de la France : elle méprise vos députations, vos assemblées & vos représentations ; pendant que vous les lui faites, elle s'empare de la Savoye & c'est pour avoir l'occasion de vous dire que le Roy occupe la Savoye & qu'il n'est plus temps de vous intéresser pour cette Province. Que pouvés-vous en conclure, sauf qu'il est inutile de négotier avec une puissance qui en agit avec si peu de ménagement, qui cherche à entrer, pour oser dire qui pourra m'en sortir. Il faut, Illustrissimes Seigneurs, il faut des résolutions vives & promptes, il n'y a plus d'expédiens à chercher avec la France ; ils ne servent qu'à autoriser son ambition.

L'objection que vous fait M. de Puyfieux vous doit suffire, pour vous faire connoître combien les approches vous sont dangereux & pour vous engager à ne rien omettre pour éloigner de vostre frontière une Puissance si avide, & si vous ne prenés pas de concert des iustes mesures pour la Savoye avec vos chers alliés qui y sont intéressés, elle vous pourra dire à l'égard de Lindau & de vos frontières d'Allemagne ce qu'elle vous dit présentement de la Savoye à l'égard de laquelle M. de Puyfieux se trompe ou cherche à vous faire illusion ; les passages pour y entrer sont encore entre les mains de S. A. R., c'est même à des

troupes de vostre nation à qui la garde en est confiée aussi bien que celle de l'importante place de Montmeillan. Ils vous attendent les uns & les autres pour faire sortir les François de ceste Province, si tant est qu'ils ne l'abandonnent pas, dès qu'ils apprendront vos glorieuses résolutions.

Vous scavés, Illustriſſimes Seigneurs, & vos Députés qui ont été à la Diette de Bade vous ont rapporté, que l'on y convint unanimément que la conservation de la Savoye estoit absolument importante pour la seureté du Louable Corps Helvétique & qu'il en falloit soigneusement négotier la neutralité. Messieurs les Députés en parlèrent très fortement à M. le Marquis de Puyſieux, deux fois consécutives, sans lui parler du Piedmont ; il leur promit la seconde fois qu'il en écriroit au Roy T. C. & vous voyés maintenant avec quelle assurance il ose dire que vous avés refusé d'acquiescer à la demande que ie vous en ay faite.

Jugés par là de la confiance que vous devés avoir en ce qu'il vous dit, puisqu'il vous impose sur des choses publiques, passées au milieu de vous & qui sont de la connoissance de tout le monde. Il suffiroit de ceste réflexion pour détruire ce qu'il avance, que S. A. R. mon maître est l'agresseur. Il ne m'a pas été difficile de détruire par mes mémoires ce qu'il a dit dans les siens à

cet égard ; il n'a rien eu à y répliquer. Il revient néanmoins toujours à ses suppositions, avec la même assurance que s'il les avait bien vérifiées. Tout ce qu'il vous a avancé pour vous insinuer que S. A. R. est l'agresseur est également fondé comme les prétextes dont se sert le loup de la fable pour dévorer l'agneau qu'il accusoit de troubler l'eau dans le courant au-dessous de luy. De pareils prétextes, Illustriſſimes Seigneurs, ne manquent jamais à ceste Puissance, ils ne luy manqueront pas même à vostre égard, si par des fortes & par des courageuses résolutions vous ne prévenés le danger qui vous menace, si vous ne vous unissez avec les Louables Cantons de Berne & de Frybourg qui y sont si iustement sensibles, à tenir la France hors d'estat de vous attaquer impunément.

Je suis de la manière du monde la plus distinguée.

Illustriſſimes Seigneurs,

Vostre très humble serviteur.

P. MELLARÉDE.

Berne, ce 26 Janvier 1704.

XLIII

L'Ambassadeur de France au Corps Helvétique.

Archives de Zurich. *Akten Frankreich*, A. 225, 20.

· Lamberty, *Memoires*, to. III, p. 176

Magnifiques Seigneurs,

J'AY reçu la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire du 29 de ce mois; elle m'a esté rendue par le S^r Hirtzel, auquel j'ay dit, comme je vous le marque icy, que j'ay reçu depuis peu par un courrier exprès la réponse du Roy au sujet de la Savoye. S. M. m'ordonne de vous demander la convocation d'une Diette générale dans cette ville de Soleure; ainſy ie vous prie de vouloir bien envoyer un député de chaſque Louable Canton pour ſe trouver icy le dimanche au ſoir 17^{me} du mois prochain. J'expliqueray amplement à la louable aſſemblée les ordres que j'ay reçus de S. M. Je vous diray ſeulement qu'à votre ſeule conſidération elle veut bien confier, à des conditions très raisonnables, la garde du Chablais & du Fauſſigny aux Louables Cantons qui en ſont les plus voiſins. J'eſpère, Magnifiques Seigneurs, qu'il vous plaira de faire attention à toutes les complaiſances qu'elle a pour tout ce que vous deſirez d'Elle & que vous voudrez bien réfléchir

en même tems sur toutes les marques qu'elle vous donne du désir sincère qu'elle a de contribuer de tout son pouvoir à maintenir le repos & la tranquillité dans votre voisinage. Pour moy je vous prie d'estre fortement persuadé que j'iray toujours au-devant des choses que je croiray qui vous pourront estre agréables.

Je prie Dieu qu'il vous maintienne dans la prospérité de tout ce qui peut vous estre le plus avantageux, Magnifiques Seigneurs.

Votre affectionné à vous servir

PUYSIEUX.

A Soleure, le 31 Janvier 1704.

XLIV

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève. Copie de lettres

Du 8 Février 1704.

LES avis que nous avons eu iusque ici sur l'état des troupes qui sont dans notre voisinage sont précisément les mêmes que nous avons donnés à V. S. & se réduisent tous à faire mon-

ter lefd. troupes au nombre de 6000 hommes feulement, dont il y en a 3000 hommes aux environs de Montmélian, favoir le régiment de Montferrat & le refte de milices; il y avoit deux gros canons dont on a ôté les affuts. L'on ajoute que le Marquis de Valières, qui s'étoit approché de la place pour en vifiter le blocus, avoit failli d'être pris par un détachement que le Gouverneur avoit fait, que l'officier qui l'accompagnoit avoit été tué avec fept hommes, outre trois bleffés ramenés à Chambéry. Le gouverneur de cette place continue d'ailleurs de battre la campagne. Il n'y a point de changement dans l'état des troupes qui font dans le Chablais & dans les autres provinces de la Savoye; néanmoins nous venons d'apprendre que les deux régimens qui font à Tonon & à Evian ont reçu ordre de fe tenir prêts pour marcher, fans que l'on fache la deftination de cette marche.

XLV

*Discours prononcé par l'Ambassadeur de France,
Marquis de Puisieulx, à la Diète de Soleure le
18 Février 1704.*

Bibliothèque de Zurich, XXXI, p. 84. *Varia Helvetica.* —
Lamberty, *Memoires*, to. III, p. 177.

Magnifiques Seigneurs.

LORSQUE l'armée du Roi mon maître entra dans l'Allemagne, vous me fîtes connoître que vous désiriez que ny les troupes de S. M., ny celles de M. l'Electeur de Bavière, ne prissent aucun poste le long des bords du Rhin & du Lac de Constance, depuis Basle jusqu'à Bregentz. Quoyque cette demande fût contraire aux intérêts du Roy, il n'a pas laissé cependant de vous donner cette marque de sa complaisance. Accoutumés que vous êtes à obtenir de S. M. toutes les grâces que vous luy demandés, tandis que les Puissances qui vous ont les plus sensibles obligations affectent de vous refuser durement tout ce qu'elles croient devoir vous être agréable, vous me témoignâtes à la Diette qui se tint à Bade le 9 du mois de décembre dernier que le L. C. H. souhaitoit encore avec tout l'empressement possible que S. M. voulût accorder une neutralité pour une lizière d'une lieue de pais le long de ces mêmes bords du Rhin

& de ceux du lac de Constance : vous l'avez obtenue cette neutralité, mais non contents de tous ces égards, vous m'envoyastes une députation nombreuse pour me prier, au nom de tous les I.L. CC., d'employer mes offices auprès de S. M. afin d'en obtenir aussi la même grâce pour les bords du lac de Genève. Il faut que je vous avoue ingénument que vous connoissiez beaucoup mieux que moy jusqu'à quel point le Roi mon maître peut porter sa complaisance pour ses plus anciens alliés & confédérés, car enfin, lorsque vous me fistes cette instance, je me chargeay volontiers d'informer le Roi de ce que vous souhaiitiés, parceque je n'ay rien plus à cœur que de m'employer pour tout ce qui peut vous être agréable & de vous procurer, autant qu'il dépend de moy, l'accomplissement de vos desirs, mais, à vous parler avec ma franchise ordinaire je doutois alors que S. M. voulust vous accorder une grâce de cette nature, une grâce enfin si contraire à ses véritables intérêts. Quel plaisir pour moy de m'être trompé dans cette conjecture. Je veux cependant vous faire convenir vous mêmes des justes raisons que j'avois de craindre pour le succès de mes offices.

L'Empereur ne laisse jamais échapper aucune occasion de nuire aux intérêts du Roy mon maître. Il presse vivement & sans aucun relasche toutes les Puissances de l'Europe de prendre part à la

jalousie, pour ne pas dire à la haine, qui le porte,
 qui l'engage, qui l'oblige absolument à déclarer
 la guerre à S. M., car les évènements font voir
 avec certitude que ce n'est point la politique qui
 l'oblige à ces violents procédés. Vous avés vu ce
 Prince embrasser les intérêts du feu Roy d'Angle-
 terre Guillaume & se liguier en faveur de ce der-
 nier avec la plupart des Puissances de l'Europe,
 parce que le Roy mon maître vouloit soutenir le
 feu Roy Jacques II sur son thrône qui luy
 appartenoit légitimement, Prince vraiment mal-
 heureux & dont l'infortune devoit armer tous
 ceux qui étoient revêtus de son auguste caractère,
 non pour luy faire sentir encore davantage le
 poids de sa disgrâce, mais au contraire pour le
 faire triompher de tous ses ennemis & pour le
 remettre en possession de l'héritage de ses ances-
 tres. Vous voyés encore aujourd'hui cet Empereur
 des Romains, qui prétend être le chef de la Chré-
 tienté, faire des efforts incroyables, mais heureu-
 sement inutiles, pour enlever au Roy d'Espagne
 Philippe V une couronne si légitimement acquise
 à ce jeune Prince & par les droits du sang & par le
 testament de son Prédécesseur, & par le consente-
 ment unanime de tous ses États. Nous avons vu de
 tout tems la plupart des Puissances de l'Europe
 les plus divisées par leurs intérêts faire régner,
 pour ainsi dire, la politesse au milieu de la guerre,

T

la douceur & la pitié dans le fort des combats & ne se souvenir qu'elles étoient ennemies que dans ces funestes occasions, où le malheur des hommes les engage à se détruire les uns les autres. Les Impériaux au contraire font la guerre aujourd'hui d'une manière barbare & inusitée jusqu'icy parmi les Chrétiens & donnent à connoître évidemment que le procédé de l'Empereur est plutôt l'effet de sa passion que du désir qu'il a de soutenir ses droits prétendus sur la monarchie d'Espagne. Pour tout dire en un mot, il est facile de remarquer que Sa Majesté Impériale ne fait la guerre au Roy d'Espagne que parce qu'il est petit-fils du Roy mon maître. Cependant, M. S., c'est pour la conservation du Patrimoine de l'Empereur que vous avés demandé une neutralité, chose étonnante ! Vous l'avez obtenue du Roi mon maître, effet encore plus surprenant de la complaisance de Sa Majesté pour le L. C. H.

L'animosité jointe à une ambition sans bornes a toujours fait oublier à M. le Duc de Savoye depuis combien de siècles le sang de France coule dans les veines des Princes de sa maison. Il semble que ses propres filles doivent se ressentir de cette animosité, parce qu'elles ont épousé deux petits-fils du Roy mon maître & qu'elles tirent leur élévation de ces deux glorieuses alliances. Qui ne

conviendra pas de ce que je dis icy, M. S., puisque M. le Duc de Savoye se ligue avec un Prince, dont tous les efforts ne tendent qu'à détrôner le Roi d'Espagne ?

La proximité du sang, les traittés que Sa Majesté avoit faits avec M. le Duc de Savoye, traittés dont l'heureuse influence conservoit la paix, la tranquillité, l'abondance, dans les Etats de ce Prince, tant de motifs si pressants, n'ont été d'aucune considération dans son esprit. Ils ont cédé au désir impatient d'agrandir les Païs qui sont sous sa Puissance. Combien de tems le Roy a-t-il feint d'ignorer les secrètes liaisons que ce Prince conservoit avec les Ennemis des deux Couronnes ? Avec quelle douleur S. M. n'a-t-elle pas enfin été forcée d'en prévenir les suites ? Depuis même le désarmement de ses troupes, quelles offres avantageuses ne luy a-t-elle pas fait faire de sa part ? Et qui en a plus de connoissance que vous, M. S. ? Le Roy n'a-t-il pas accepté votre médiation pour procurer une neutralité à tous les Etats de M. le Duc de Savoye ? Vous êtes témoins que ce Prince l'a refusée, que les bons offices que vous avés voulu luy rendre en cela, n'ont point eu le succès que vous en attendiés si justement, & qu'enfin il a préféré à un repos assuré une guerre dont les suites sont toujours incertaines. Faites toutes ces réflexions avec moy & convenés

après cela que j'avois lieu de craindre que S. M. ne voulust point entendre aux instances que vous luy avés faites pour la conservation de plusieurs païs appartenants à l'Empereur & d'une partie des Etats de M. le Duc de Savoye.

Cependant, à votre considération, S. M. veut bien consentir qu'une lizière de païs, depuis Basle jusqu'à Bregentz, n'ayt rien à craindre de ses armes. Il m'est venu un courrier, par lequel j'ay reçu les ordres de confier de sa part la garde du Chablais & du Faucigny au L. C. H.. N'est-ce pas un sacrifice que le Roy vous fait de son juste ressentiment? Vous êtes trop judicieux, trop reconnoissants, pour ne pas remarquer tout le mérite de cette condescendance. Vous pouvés juger que S. M. en prévoit toutes les conséquences; cependant elle préfère à l'avancement de ses propres intérêts le désir qu'elle a de confondre ses ennemis qui mettent en usage les voyes les plus illégitimes pour vous persuader qu'elle a dessein de vous entourer de toutes parts. Outre cela, S. M. veut vous convaincre absolument que son intention n'est point d'augmenter sa puissance & qu'elle n'a pour objet que d'obliger M. le Duc de Savoye à faire une paix ferme, durable & sincère entre Elle & Luy, une paix si convenable à deux Princes étroitement unis par le sang, une paix enfin qui rendra à toute la Chrétienté un repos si

souvent interrompu & après lequel elle soupire avec tant d'ardeur.

L'extrême complaisance que S. M. témoigne en cette occasion pour le L. C. H. doit encore faire connoître à tout l'Univers l'estime particulière qu'elle conserve pour ses chers amis, Alliés & Confédérés & voilà pour ainsi dire le seul objet des offres que je vous fais aujourd'hui de sa part.

Il n'est pas nécessaire que je m'étende ici, M. S., sur les égards sincères que le Roi marque tous les jours pour le L. C. H.; vous devés en être convaincus par des effets si considérables & si essentiels que tout ce que je pourrois vous en dire aujourd'hui ne feroit qu'une répétition, mais je me flatte que vous êtes persuadés que je me suis fait un véritable plaisir de vous annoncer de la part de S. M., le dessein où elle est de vous donner des preuves si incontestables de son affection pour le Louable Corps Helvétique.

Je dis plus, M. S.; je suis assuré que le Roy mon maître vous est cher, que vous avés plus de confiance en sa personne sacrée qu'en aucun autre Prince de l'Europe; j'en ay des preuves dont on ne sçauroit douter; en faut-il une plus éclatante que ce qui s'est passé en Suisse après la bataille de Fridlingen? Quels mouvements! Quel tumulte on voyoit dans vos pais! Quelle allarme y était répandue! Quel air de guerre on y voyoit régner

avant le jour de cette fameuse bataille ! A peine les troupes du Roy eurent-elles remporté cette importante victoire que les milices que les L.L. C.C. entretenoient sur leurs frontières eurent ordre de retourner dans leurs maisons ; on négligea le soin des fanaux, le tumulte cessa & l'on revit enfin dans la Suisse cette tranquillité qui y règne aujourd'hui ; cette marque de confiance de votre part sera éternellement gravée dans le cœur de S. M.

Je vous renouvelle de sa part les assurances de l'affection qu'elle vous a toujours témoignée jusqu'icy, vous promettant que son voisinage ne vous apportera jamais que des avantages considérables & de véritables sujets de satisfaction, & si la situation présente des affaires me permet de profiter du congé qu'il a plu à S. M. de m'accorder, je vous rapporterai à mon retour de nouvelles marques de cette Royale bienveillance, de la quelle vous recevrez tous les jours des preuves si solides & si essentielles, car je ne doute point que vous ne me mettiez en état d'assurer le Roy de vos bonnes dispositions & de l'inclination sincère & confédérale que vous avez pour S. M., & de vous rendre enfin tous les bons offices que vous devez attendre d'un ministre accoutumé depuis longtemps à vivre parmi vous & qui se fera toujours une loy de s'intéresser à tout ce qui pourra vous être avantageux,

à tout ce qui pourra contribuer au maintien de
votre repos & d'une parfaite intelligence entre le
Roy mon maître & le Louable Corps Helvétique.

XLVI

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Du 19 Février 1704.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous avons reçu les mêmes avis que nous
avons communiqué à V. S. sur le blocus de
Montmélian, qui est tel que nous leur avons mar-
qué ci-devant. Il n'y a à Chambéry qu'environ
quatre ou cinq cens hommes ; les troupes qui sont
dans le Faucigny & en Chablais sont en quelque
mouvement ; le régiment de Marsilly a passé par
Saint-Cergue pour aller à Annecy ; l'on publie
même, ce qui n'est pas néanmoins certain, que
les troupes qui sont en Chablais doivent en sortir ;
l'on dit même qu'on les doit faire passer dans le
Dauphiné, au reste il n'y a pas plus de troupes
dans toute la Savoye qu'il n'y en a eu ci-devant.

XLVII

Mémoire de Mellarède au Corps Helvétique.

Archives de Zurich, *Akten Savoyen*, A. 212. 3 — Lamberty,
Memoires, to III, p. 183.

Illustriſſimes & très puiffans Seigneurs,

Vous vous fouviendrez fans doute que lorsque j'eus l'honneur de vous informer de la part de S. A. R. mon maître du procédé violent, injuste & inouï, que la France avoit pratiqué à son égard, ie vous fis remarquer que, si elle avoit traité d'une telle manière un prince qui luy étoit si étroittement uni par le sang & à l'alliance duquel elle devoit sa conservation en Italie, vous n'en deviez pas espérer un procédé plus doux, ny douter qu'elle n'embrassa toujours avec avidité les occasions de s'abandonner avec vous à ses hauteurs & à sa dureté ordinaire. Je vois avec beaucoup de douleur que ie n'ay que trop bien prévu le traitement que vous auriez à attendre d'elle. Véritablement elle n'a pas encore arrêté vos troupes qui sont à son service; elles luy sont trop nécessaires pour se soutenir contre les efforts de tant d'ennemis que son ambition luy a attirés; & comme c'est à l'intrépidité de ces troupes à qui elle doit toute la grandeur où elle est montée, elle

ne se trouve pas en état de la soutenir sans leur moyen, mais elle employe une autre route pour vous mettre dans la nécessité de subir ses loix : le parti en est pris chez elle ; elle a résolu de tâcher à vous enfermer de telle manière qu'elle puisse entrer en même temps de tous côtés dans vos pays pour les accabler & pour être la maîtresse absolue de tout votre commerce, vous retrancher tout ce que vous tirez des pays étrangers & qui est indispensable pour votre subsistance, vous mettre dans la nécessité de n'employer votre monde qu'à son service & de le luy accorder aux conditions qu'elle voudra vous imposer & enfin couper aux autres puissances de l'Europe tous les chemins par où elles pourroient vous secourir contre son ambition. Non seulement toutes ses veues se manifestent pleinement, mais encor M. le Marquis de Puyfieux vous les découvre d'une manière toute impérieuse, non pas comme l'Ambassadeur d'un Roy votre allié & qui vous doit tant, mais comme en usent d'ordinaire les Ministres de la France, toujours hautains, lorsqu'ils se figurent de pouvoir agir despotiquement.

La connoissance que j'ay de la sincère affection de S. A. R. mon maître à l'égard de votre Louable Corps, mon respect & ma vénération pour une République qui, comme la vôtre, s'est attirée par mille glorieuses actions l'estime universelle,

les témoignages de bonté dont vous m'avez bien voulu honorer depuis le temps que mon prince m'emploie auprès de vous, tous ces motifs ne me permettent pas d'envisager le procédé de la France sur votre sujet, sans être pénétré de douleur, & ils me font entrer avec vous dans tous les mouvemens de ressentiment que de telles démarches doivent vous inspirer.

Je ne renouvelleray pas vos chagrins en repassant icy sur tout ce que la conduite passée de la France envers vous a eu d'insupportable ; ie ne pourrois même entrer dans de pareils détails sans faire un volume ; mais permettez-moi, Illustriſſimes & très-puissans Seigneurs, que l'examine icy son procédé avec vous par rapport à la Savoye. Vous le sçavez, elle n'avoit fait que des légers efforts contre ce Duché avant que vous l'eussiez sollicité avec tant d'empressement & tant de raisons d'en accorder la neutralité, & elle n'en occupoit alors encore qu'une très petite partie & uniquement ce qui étoit contigu à ses états ; mais, voyant que vous entriez dans une alarme proportionnée au danger où vous vous trouviez d'être enfermés de toutes parts, alors elle a prévu qu'attentifs à votre conservation, vous prendriez des fortes mesures pour prévenir le péril qui vous menaçoit ; elle a voulu précipiter la chose, aller au devant de ces mesures en se saisissant (tandis que vous lui faisiez

des représentations) de tout ce qu'elle a pu prendre en Savoye; elle s'est imaginée qu'elle pourroit plus aisément trouver moyen de vous faire des illusions pour vous engager à la lui laisser, quand une fois elle l'auroit envahie; qu'il ne luy feroit plus possible de détourner vos soins pour la garantir, tandis que vous la verriez entre les mains de son légitime souverain.

Vous les voyez maintenant les illusions & les détours qu'elle employe pour conserver son usurpation; quels efforts elle n'a pas mis en usage parmi tout le Louable Corps Helvétique pour décrier la conduite & les démarches des deux Louables Cantons de Berne & de Fribourg? Par quels artifices n'a-t-elle pas tâché de rompre l'union & la confiance si nécessaires parmi vous, & qui, tandis qu'elles subsisteront, vous rendront la terreur de tous ceux qui voudroient entreprendre quelque chose contre vous, de même que l'objet des égards & de la considération du reste de l'Europe. S'appercevant ensuite que c'étoit inutilement qu'elle avoit cherché à détourner le Louable Canton de Zurich d'entrer dans des sentimens de précaution & de défiance qui faisoient agir les deux Louables Cantons de Berne & de Fribourg, & que l'on vouloit enfin sçavoir à quoy l'on en étoit avec elle; alors M. le Marquis de Puyfieux, luy qui vous devoit depuis si longtemps

une réponse positive, qui avoit les voyes ordinaires pour vous la donner & pour vous éviter des peines inutiles, a écrit au Louable Canton de Zurich qu'il avoit ordre de son Roy de vous prier d'assembler une Diète à Soleure, où il vous expliqueroit en détail les intentions de S. M. T. C. ; il a fallu pour sçavoir ces intentions que tous les Députés du Louable Corps Helvétique se soient transportés dans le lieu où M. le Marquis de Puyfieux fait sa résidence ; & luy qui étoit comme ambassadeur vers vous & par conséquent dans l'obligation de suivre vos coutumes & vos usages, vous fait venir vers lui, si ie l'ose dire, presque de la même manière que si vous étiez de sa dépendance.

Un tel procédé ne pouvoit en quelque manière être adouci qu'au cas qu'il vous eût accordé à Soleure vos souhaits & vos demandes & qu'il y eût assuré votre repos & votre tranquillité, en vous donnant toutes les seuretés convenables touchant vos frontières, mais ce n'étoit pas là le dessein de la France, cela ne s'accordoit pas à ses veues, directement opposées à votre liberté ; elle n'a eu garde d'abandonner le plan qu'elle a formé pour sa destruction. Véritablement M. le Marquis de Puyfieux, dans son discours du dix-huit de ce mois, vous assure de l'affection de son Roy pour vous, vous promet que son voisinage ne vous apportera jamais que des avantages & des véritables

fuiets de satisfaction ; il vous étale pompeusement les grâces que, selon luy, vous avez reçues & il en infère que vous en devez attendre à l'avenir une suite de pareilles ; mais ce sont là des parolles, & même des parolles qui, sous une apparence d'amitié, sont outrageuses par cette répétition de « *grâces* » qu'il prétend que vous avez reçues & que vous recevez de la France. Est-ce ainsy que l'on parle à une puissante nation, sans l'appuy de laquelle la France seroit peut-être l'objet de la pitié de l'Europe, au lieu qu'elle est celui de sa terreur. Mais au reste votre expérience à l'égard du passé vous a appris combien ses approches sont dangereuses, & qu'elle ne s'est prévaluée du voisinage qu'elle a usurpé le long de vos frontières que pour tâcher d'arrêter la liberté de vos résolutions par les divers motifs de crainte qu'elle s'est appliquée d'inspirer parmi vous. Et dans ce même discours de M. le Marquis de Puisieux où il vous assure si magnifiquement de l'affection de son Roy, il vous refuse les choses si équitables que vous lui aviez demandées, & encore de quelle manière vous les refuse-t-il ? D'une manière qui doit luy attirer toute votre indignation, puisque, lorsqu'il ne vous accorde rien de tout ce que vous souhaitez, il ose entreprendre de vous persuader que les offres qu'il vous fait sont précisément ce que vous aviez demandé.

Je ne parleray pas des réserves & des équivoques avec lesquelles il élude de vous donner une entière satisfaction du côté de l'Allemagne, ie m'assure que ceux qui agissent de la part de S. M. I. vous en feront voir toute l'illusion, il suffira de vous dire que comme il sçait que l'Empereur ne peut, par les engagements où il est avec l'Empire & avec les Hauts Alliés, accorder aucune chose qui ait l'ombre de neutralité, il fait toujours des réserves dans ses déclarations qui donnent suffisamment des prétextes à la France d'envahir les villes le long du lac de Constance, du moment que l'occasion en sera favorable, principalement si elle pouvoit par ses détours faire abandonner à une partie de votre Louable Corps les résolutions qu'il a prises pour la conservation de ses frontières.

Mais souffrez, Illustrißimes & très Puissans Seigneurs, que ie vous fasse remarquer le procédé de M. le Marquis de Puyseulx à l'égard de la Savoye. Il dit que vous avez demandé par grâce à son Roy d'accorder la neutralité le long du lac de Genève & c'est, selon luy, tout ce que vous avez souhaité. Où en sont donc tous ceux qui ont à traiter avec la France, puisque ses ministres ne se font ni scrupule ni honte de vouloir en imposer sur des choses toutes récentes qui se sont passées dans des assemblées publiques ? Et y a-t-il quel-

qu'un en Suisse qui ne sache pas que vous avez sollicité la neutralité pour toute la Savoye ? Vous l'avez déjà vu dans mes réponses précédentes aux écrits de M. le Marquis de Puiseulx ; ce n'est pas icy la première fois que ie vous ay fait appercevoir qu'il supposoit sans scrupule des faits publics d'une manière toute opposée à ce qui en est véritablement.

Quant à l'offre que la France vous fait de vous confier la garde du Chablais & du Fouffigny & dont son ministre vous parle comme d'un grand sacrifice que le Roy vous fait de son iuste ressentiment, comme d'un témoignage d'une extrême condescendance pour vous, & dont il tâche à vous faire remarquer le mérite pour attirer votre reconnaissance, puis, dit-il, que S. M. T. C. en prévoit toutes les suites, pour ce qui est, dis-je, de ce qu'il vous avance à cet égard, les véritables veues de la France n'ont point échappé à votre pénétration, vous avez d'abord remarqué *que cette condescendance, ce sacrifice, que l'on vous fait d'un juste ressentiment*, que tout cela ne consiste qu'à vouloir vous engager d'être les soutiens de l'usurpation de cette Puissance & que, bien loin que de telles offres aboutissent à votre seureté, elles y sont diamétralement contraires. En effet, Illustrißimes & très Puissans Seigneurs, la France qui sçait avec combien de fermeté & avec quelle

probité vous maintenez tous vos engagements, est bien certaine que, si vous aviez reçu de ses mains la garde du Chablais & du Fouffigny, vous tâcheriez de luy conserver ces pays contre ceux qui voudroient les attaquer & ainſy elle empêcheroit par votre moyen que S. A. R. votre voiſin, votre ami & votre allié, ne pût rentrer en poſſeſſion de ſon patrimoine. Elle ſçait de plus que la garde de ces deux provinces ne feroit que de vous affoiblir contre elle, puisſque vous ſeriez obligés d'occuper votre monde à la conſervation d'un pays qui n'a aucune place forte & qui luy eſt de telle manière ouvert de tous côtés que vous ne pourriez le conſerver contre elle qu'autant qu'elle le trouveroit à propos ; mais ce n'eſt pas à des perſonnes ſi éclairées à qui M. l'Ambaſſadeur devoit ſ'adreſſer avec de telles illuſions & ce n'eſt pas à une nation ſi juſte à qui il devoit propoſer de garder au nom de la France les Etats d'un prince qui a des ſentiments tous remplis d'eſtime & d'amitié pour vous & dont le voiſinage vous a toujours été agréable ſans vous avoir jamais donné aucun ſujet de jalouſie. Auſſy avez-vous témoigné avec votre fermeté ordinaire à M. le marquis de Puysieulx combien peu de pareilles offres aſſureroient votre liberté & combien peu elles répondoient au ſoin que vous devez avoir de votre conſervation & aux égards que vous avez lieu d'attendre du Roy

T. C., pour peu qu'il voulût avoir de cette reconnaissance qu'exigeroient de luy tant de signales services que vous luy avez rendus.

Qu'a ensuite fait M. le marquis de Puyseulx ? Voyant que vous aviez découvert tous les pièges & que tous les détours luy étoient inutiles vers vous, il n'a plus été le maître de supprimer cet esprit de violence qui anime la Cour de France à l'égard de tous ses voisins, il vous l'a manifesté dans toute son étendue, sans réfléchir que la circonstance ne luy étoit pas favorable & qu'il alloit justement irriter une redoutable nation & qui peut si puissamment influencer dans tout le sort de l'Europe. Quand il a vu les artifices échouer, rien ne l'a pu davantage retenir; il vous a donné *cet injurieux mémoire du 22 février*, ce mémoire où il vous parle en souverain, où il ose vous dire que vous affectez de luy faire des demandes irrégulières & que vous contez pour rien les grâces que son maître vous a faites, où il traite vos craintes les plus iustes & les mieux fondées *d'imaginaires*, où il vous déclare qu'il n'emploiera point ses offices vers son Roy que lorsque vous luy ferez des demandes qui ne soient point préjudiciables à ses intérêts, où il vous dit qu'il déplairoit absolument à S. M. T. C. s'il accompagnoit d'aucune instance de sa part celles que vous luy faites présentement, ce mémoire enfin dans lequel il avance qu'il a mis

U

en usage tous les moyens possibles & raisonnables pour vous défabuser de la crainte que vous témoignez d'être entourés & dans lequel il vous dit que vous voulez exposer une partie des Etats de son maître à la discrétion de ses ennemis.

Sont-ce là les bons offices que vous devez attendre d'un ministre accoutumé depuis si longtemps de vivre parmi vous & qui promettoit de se faire toujours une loy de s'intéresser à tout ce qui pourroit vous être avantageux & à tout ce qui pourroit contribuer au maintien de votre repos & à une parfaite intelligence entre le Roy son maître & vous. C'est ce qu'il vous avoit assuré cinq jours auparavant.

Ces demandes *irrégulières*, qu'il dit que vous affectez de luy faire, consistent à vouloir conserver à son prince légitime presque la seule province qui empêche que vous ne soyez pas entièrement entourés de la France, à vouloir la neutralité d'un pays à la conservation duquel vous êtes autant intéressés que S. A. R. même, qu'une partie des Louables Cantons se sont engagés de secourir par les alliances qu'ils ont avec mon souverain & pour la défense duquel tout le Louable Corps s'est réservé dans la paix perpétuelle avec la France de pouvoir donner du monde. Les *grâces* dont M. le Marquis de Puyfieux vous parle & que, selon luy, vous comptez pour rien, consistent uniquement à des

pièges palpables qu'il vous avoit tendus & à des artifices qu'il avoit employés pour éluder votre satisfaction. Il ose traiter vos craintes *d'imaginaires* ; est-ce de la manière qu'il doit parler à une nation qui a toujours donné de si grandes marques de sa sagesse ? Et y a-t-il rien de plus naturel & de plus indispensable que de prendre de justes précautions pour empêcher qu'une puissance, dont l'ambition est généralement reconnue de tout le monde, ne puisse la satisfaire à son égard, quand la volonté luy en viendra, & tous les peuples qui ont été sensibles à leur conservation n'ont-ils pas toujours tout sacrifié pour éviter de tomber dans un état pareil à celui où la France voudroit vous mettre ? Et enfin l'unique moyen de maintenir sa liberté ne consiste-t-il pas à empêcher qu'aucune puissance ne soit en état de l'attaquer impunément.

M. le Marquis de Puyfieux ne veut employer ses offices pour vous satisfaire sur vos demandes que *lorsqu'elles ne seront pas préjudiciables aux intérêts de son Roy*. Ces intérêts consistent à vous mettre dans un tel état que vous soyez entièrement dans la disposition de la France ; du moment que vos demandes ne seront pas conformes à cela, vous n'avez rien à espérer d'elle. Son Ambassadeur vous déclare même *qu'il attireroit sa disgrâce*, s'il les accompagnoit d'aucune instance de sa part ; il a, selon luy, déjà mis en usage tous

les moyens possibles & raisonnables pour vous désabuser de la crainte que vous témoignés de vous voir entourés & il ne peut rien faire de plus. Ainſy, Illuſtriſſimes & très Puiffans Seigneurs, vous n'avez rien à attendre de la voye de la négociation qui puiſſe affurer votre tranquillité. Et quant enfin à ce qu'il vous dit que vous voulez expoſer une partie des Etats de ſon Roy à la diſcrétion de ſes ennemis, vous le ſçavez, S. A. R. mon maître a toujours été diſpoſé de vous donner toutes les ſeuretés raisonnables pour vous mettre en état de garantir à la France qu'elle ne ſeroit point attaquée du côté de la Savoye.

Si la France ose vous traiter avec cette hauteur dans une conioncture aussy embarrassante que l'est celle où elle se trouve, que ne devez-vous pas attendre d'elle lorsqu'elle sera plus libre d'agir suivant son inclination, furtout si vous ne prenez pas d'avance des solides & fortes mesures contre ses veues.

Il est évident que cette négative si sèche que vous donne M. le Marquis de Puyfieux ne part point des avantages que la Savoye peut procurer à la France dans la guerre qu'elle fait à S. A. R., mais uniquement de ce qu'elle ne veut pas (si elle n'y est pas forcée) abandonner le plan qu'elle a fait contre votre liberté. Elle s'est proposée d'obliger S. A. R. à luy échanger la Savoye, elle

l'a desja tenté à diverses reprises, mais inutilement ; elle sçait que l'unique moyen d'y parvenir consiste à rendre de telle manière inutile à S. A. R. mon maître tout ce qui luy appartient en deça des Alpes que des moindres Etats qu'on luy pourroit donner contigus au Piémont luy fussent d'un plus grand usage que toute la Savoye. Pour y réussir, elle a desja pendant la guerre précédente presque entièrement épuisé cette province, elle veut achever de la mettre à la dernière misère ; elle veut de plus faire voir à mon souverain que ce pays luy fera toujours inutile à chaque fois qu'il aura la guerre avec elle, & comme elle sçait bien que l'inclination que S. A. R. a de se conserver d'aussy bons voisins que vous, des voisins en qui elle a tant de confiance & desquels les intérêts sont dans la circonstance présente les mêmes que les siens, elle veut tâcher de luy rendre ce voisinage inutile, afin qu'il ne compte plus dessus.

Il est d'autant plus sensible, Illustrißimes & très puissans Seigneurs, que la France ne cherche dans tout cela qu'à vous entourer, que dans la guerre précédente, n'ayant pas le Duché de Milan & l'Electeur de Bavière n'étant pas joint à ses intérêts, comme elle ne se voyoit pas encore dans le pouvoir de vous enfermer, elle vouloit bien alors consentir à la neutralité de la Savoye, puisque par ce moyen ses Etats étoient couverts

de ce côté là & qu'elle connoissoit qu'elle n'en tireroit jamais un usage proportionné à la diversion qu'elle seroit obligée de souffrir pour la conserver. Cette province luy est maintenant tout autrement à charge, sans qu'elle en puisse tirer aucun usage essentiel que celui de vous enfermer. Montmeillan est dans un tel état qu'elle ne peut pas en entreprendre le siège sans y employer des forces considérables, sans y occuper des troupes qui luy sont très nécessaires autre part & sans donner lieu à S. A. R. de se prévaloir de cette diversion pour la pousser vivement par d'autres endroits. Tandisque Montmeillan sera entre les mains de mon souverain, le blocus de cette place qui est fournie de tout ce qui est nécessaire luy coûtera quelques mille hommes; elle ne pourra faire ce blocus & empêcher que S. A. R. ne puisse pénétrer dans la Savoye par les passages qu'elle s'est conservé & qui luy en donnent l'entrée libre, à moins qu'elle n'y tienne toujours un corps considérable. Son ministre dit que la Savoye luy est nécessaire pour avoir un passage facile pour attaquer le Piémont. Est-ce par le Mont-Cenis? Mais on sçait qu'il est impraticable à une armée, à la conduite de l'attirail qui doit la suivre & que peu de monde peut arrêter les forces les plus considérables. Est-ce par la vallée d'Aoste? N'y a-t-il pas les mêmes inconvéniens qu'au Mont-

Cenis & les troupes que S. A. R. y a mis ne font-elles pas suffisantes pour empêcher ce passage à quatre fois autant de monde ? Et si la France veut tâcher d'entrer dans le Piémont, n'a-t-elle pas différens autres passages qui y aboutissent par le Dauphiné, tous plus aisés & plus à portée que celui de la Val d'Aoste & du Mont-Cenis. N'y a-t-elle pas des places voisines & ne font-ce pas les endroits par où ses armées ont toujours passé ? Il n'y a personne qui connoisse ce pays & qui sçache par où la France est entrée autrefois en Piémont, qui n'en soit convaincu. Le dessein de la France ne peut pas aussy consister à se servir de la Savoye pour faire passer du monde dans le Duché de Milan par le pays de Valeys ; outre qu'il n'est pas à supposer que les Louables Dixains voulussent accorder ce passage, directement contraire à leur alliance avec S. A. R., la situation des troupes impériales & de celles de S. A. R. est telle que les François ne peuvent pas entrer du Valeys dans le Duché de Milan sans un danger imminent. De tout cela, il en résulte donc évidemment que l'opiniâtreté que la France témoigne à vouloir conserver la Savoye, vous a uniquement pour objet & que c'est à vous seuls à qui elle en veut par là ; plutôt que de désister de cette vue, elle aime mieux souffrir une diversion aussy grande que celle-là & s'exposer, pour peu que les événe-

nous
R. v. p.
tions
le ma
invie
noillan
en pu
porté
d'avou
part &
vous
espéro
nous en
sure, &

mens de la guerre repondent à la justice de la cause des hauts alpes. non seulement a en être horriblement chassée mais aussi à voir de ce côté la ses propres pays exposés a tous les maheurs que la guerre entraîne apres soy.

Mais, Illustrissimes & très puissans Seigneurs, quoy que les vœux de la France sur votre liberté l'engagent a souhaiter si ardemment de se conserver la Savoye. vous n'avez qu'a le vouloir résolument. elle sera bientôt obligée d'abandonner ce fâcheux projet; les circonstances luy sont trop peu favorables pour luy permettre de s'y fixer présentement contre vos résolutions & da moment qu'elle vous verra prendre des mesures proportionnées à l'exigence de cette grande affaire, elle cessera de faire la retire & viendra au devant de vos souhaits.

Le 3

J'ai
m'ay
n'est qu
j'ai dite

Avez Illustrissimes & très puissans Seigneurs, la bonté d'excuser la longueur de cette lettre; le sentiment que la conduite de M. le Marquis de Puylieux m'a inspiré m'a conduit à tant. Je finiray en disant pour réponse à ce que M. l'Ambassadeur de France s'émancipe d'avancer à S. A. R. mon maître. que comme je suis prêt de confondre tous les faits qu'il pourroit inventer pour attribuer a mon Souverain de s'être attiré la honte qu'on luy a faite. en échange tandis qu'il ne le sera que des termes généraux, si opposés

à la notoriété des faits publics, je ne daigneray plus y répliquer.

Je prie Dieu. Illustriſſimes & très puiffans Seigneurs, qu'il vous maintienne en toute prospérité & qu'il vous comble de ſes bénédictions. J'ay l'honneur d'être d'une manière très diſtinguée.

Illuſtriſſimes & très Puiffans Seigneurs.

Votre très humble ſerviteur.

P. MELLAREDE.

Berne. ce 29 Février 1704.

XLVIII

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève Cope de lettres

Du 25 mars 1704.

Magnifiques. Puiffans. etc.

L'ETAT des troupes qui ſont dans la Savoye ayant été le même dès les derniers avis que nous en avons donné à V. S., nous n'avons rien eu de nouveau à leur écrire ſur ce ſujet; nous ne doutons pas qu'elles ne ſachent qu'il n'y a que

deux régimens dans tout le Chablais qui ne sont pas même complets. L'on se propose de réparer les grands chemins dans cette province dès Evian ou la Tour-Ronde iusques à St-Gingos, qui sont extrêmement étroits le long du lac & presque impraticables. L'on nous assure que le dessein que l'on a en faisant cet ouvrage est de faciliter le passage de vin ou sept mille bœufs d'Auvergne & que l'on a tirés d'ailleurs du royaume voisin pour les envoyer dans le Milanois, comme aussi pour y voiturer des farines. Nous avons encore avis de Chambéry que l'on a dessein de lever treize cens hommes de milice dans la Savoye, d'où néantmoins l'on se propose de tirer les trou-
pes pour les faire passer dans le Dauphiné.

XLIX

L'Ambassadeur de France au Corps Helvétique.

Archives de Zurich, *Akten-Savoyen*, A. 202. 3 — Lambert
Memoires, to. III p. 198

Magnifiques Seigneurs.

Vous sçavez que lorsque MM. vos Députés me firent des instances à la dernière Diette pour obtenir du Roy mon maître la neutralité entière

de la Savoye, je leur demandai sur quel pied vous désiriez cette neutralité, si vous prétendiez que cette province fût rendue à M. le Duc de Savoye & que S. M. en retirât ses troupes, si vous vouliez la laisser sous la garde de ses propres habitans ou enfin si vous aviez dessein de la faire garder par vos troupes. Je désiray de sçavoir aussy, en cas que l'un des deux derniers points fût accordé, si vous vous engageriez à estre guarans de tous les inconvéniens qui pourroient s'ensuivre & à réparer tous les dommages que les pais de S. M. pourroient en recevoir. L'assemblée se sépara sans qu'il me fût fait aucune réponse sur ce sujet & je dépeschay aussitost M. de Ste-Colombe au Roy pour luy rendre compte de tout ce qui s'estoit passé à la Diette qui s'est tenue icy & pour m'informer ensuite des intentions de S. M. à cet égard. Elle me fait l'honneur de me mander par une de ses lettres que je viens de recevoir qu'elle a toujours gardé jusqu'à présent M. de Ste-Colombe, voulant le charger de ses ordres pour moy, sur la réponse que vous m'auriez faite, touchant les éclaircissemens que j'ay demandés de sa part à MM. vos Députés, mais elle m'ajoute que, comme vous ne m'avez point fait encore entendre jusqu'à présent sur quel pied vous désirez cette neutralité & que je n'ay pu par conséquent l'en informer, elle est sur le point de faire partir le S^r

de Ste-Colombe pour s'en revenir auprès de moy. S. M. m'ordonne en même tems de vous demander incessamment, Magnifiques Seigneurs, quelles sont donc vos résolutions sur cette neutralité & de vous dire de sa part que, dès que vous l'aurez suffisamment éclairé sur cette affaire, elle me fera sçavoir aussitôt ses intentions par un courrier qu'elle me dépeschera. J'ai cru ne devoir pas perdre un seul moment à vous informer de tout cecy, afin que vous puissiez prendre vos mesures & vous déterminer sur ce que vous souhaitez que je fasse entendre de votre part au Roy mon maître.

Je vous prie de croire, Magnifiques Seigneurs, que dans cette occasion, comme dans toutes les autres qui se présenteront, je feray tout ce qui pourra dépendre de mon ministère pour votre satisfaction.

Je prie Dieu qu'il vous maintienne dans la prospérité de tout ce qui peut vous être le plus avantageux, Magnifiques Seigneurs.

A Soleure, le 26 Mars 1704.

Votre affectionné à vous servir.

PUYSIEULX.

L.

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève. *Copie de lettres*

Du 11 Avril 1704.

Nous avons eu divers avis de quelques mouvemens qui ont été faits dans la Morienne par les troupes de S. A. R. de Savoye; ce qu'il y a de certain est qu'il y a eu environ 1200 hommes qui ont pénétré iusques à Aiguebelle, à deux lieues de Montmélian, que dans leur marche ils ont brûlé tous les fourrages qu'ils ont trouvé dans cette province dès Suze iusques à Aiguebelle. Cette démarche avoit obligé le gouverneur de Chambéry de faire fermer toutes les portes, à la réserve d'une seule, mais ces troupes se sont retirées; le gouverneur a fait aussi quelque mouvement. Ainsi les choses sont dans l'état où elles étoient ci-devant.

LI

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.**Archives de Genève. Copie de lettres.*

Du 14 Avril 1704.

Nous aurions pu donner avis à V. S. samedi au soir qu'un courrier étoit arrivé icy, se disant parti ce jour-là d'Aiguebelle & dépêché par M. Pallavicini à M. de Mellarède, avec ordre d'en donner avis en passant à une personne de qualité de Savoye qui est en cette ville, que d'ailleurs il y avoit en ce lieu là 5 ou 6000 Piémontois qui devoient entrer ce même jour dans la ville de Chambéry & enfin qu'ils devoient être suivis de 4000 hommes, mais, comme nous avons aussi d'autres avis que MM. De La Feuillade & de Valière s'estoient mis en marche pour s'opposer aux mouvemens de ces troupes & qu'il n'y avoit encore rien de nouveau à Chambéry samedi dernier entre midi & une heure, nous attendions d'en avoir des nouvelles plus sûres; nous avons donc appris qu'en conséquence de ces choses il y a eu des ordres donnés au nom de S. A. R., tant à St-Julien que dans notre voisinage, de ne point reconnoître d'autre souverain que luy dans la

Savoie. Telle est la situation présente de cette province.

LII

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève. Copie de lettres

Du 15 Avril 1704.

Magnifiques, Puissans, etc.

Nous donnâmes avis hier à V. S. par un exprès de ce que nous avons appris jusques ici des nouveaux mouvemens qui sont dans notre voisinage. Voici ce que nous avons su de plus particulier; les ordres dont nous avons fait mention à V. S. ont encore été publiés à Annecy de la même manière qu'à St-Julien & par tout le voisinage. Les compagnies qui sont à Thonon doivent se retirer ce matin & passer le lac, avec quelques milliers de sacs de blé. Au reste les François étoient encore à Chambéry dimanche dernier sur les dix heures du matin & leurs autres troupes étoient campées entre Chambéry & Montmélian. Nous n'avons rien de certain sur le nombre des troupes de Savoie, sur leurs desseins, ni sur leurs mouvemens.

LIII

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Geneve. Copie de lettres.

Du 21 Avril 1704.

Magnifiques, Puissans, etc.

V. S. auront ci-joint la suite des nouvelles de ce qui se passe en Savoye dès le 16^e jour de ce mois d'une manière bien circonstanciée ; ainsi le bruit qui avoit couru que les troupes de Savoye étoient revenues attaquer la ville de Chambéri ne se trouve pas fondé, ce qui nous a paru assés important pour le leur communiquer incessamment & par la voye d'un exprès.

LIV

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève Copie de lettres

Du 22 Avril 1704.

Magnifique, Puissans, etc.

Nous ajoutons aux nouvelles que nous donnâmes hier à V. S. que ce que les François avoient de monde dans le château des Marches en

est forti pour se retirer du côté de Pontcharra & de Barreau, que les Piémontois font toujours sous le canon de Montmélian au nombre, à ce que l'on croit, de cinq à six mille hommes; c'est dans cet état douteux que se trouve la Savoye, de forte que dans le reste de la province ils ne savent presque de qui ils dépendent.

LV

*Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich
et de Berne.*

Archives de Genève. Copie de Lettres

Du 25 avril 1704.

Magnifiques, Puissans, etc.

LES mouvemens que les troupes de Savoye ont fait en cette province dont nous avons donné avis iusqu'à présent à V. S. n'ont abouti qu'à ravitailler Montmélian. C'est dans cette vue qu'un parti de cette forteresse d'environ vingt-cinq à trente hommes a été iusques à Seissel pour y prendre cinquante minots de sel, qu'ils ont conduits à Montmélian & ensuite, savoir le 22^e de ce mois, ces troupes ont repris le chemin du Piémont & en conséquence nous avons appris que M. le Duc

V

de la Feuillade envoyoit deux compagnies de dragons à Thonon pour remettre la Savoye dans l'état où elle étoit ci-devant.

LVI

Mémoire de l'Ambassadeur de France, Marquis de Puisieux, au Corps Helvétique.

Archives de Zurich, *Akten-Frankreich*, A. 22⁵, 20 — Lamberty,
Mémoires, to. III, p. 206

Magnifiques Seigneurs,

JE suis obligé de vous dire que le Roy mon maître s'apperçoit avec déplaisir que les marques continuelles qu'il vous donne de sa bienveillance & de sa considération pour le Louable Corps Helvétique produisent un effet tout différent de celui qu'on en devoit attendre.

Quand vos Louables Aïeux voyoient leurs voisins en guerre, ils se contentoient de songer à la conservation de la tranquillité du dedans de leur patrie & de celle de leurs frontières, sans s'intéresser au repos des pays appartenants à leurs voisins que par la seule voye de la recommandation. Cependant, Magnifiques Seigneurs, vous ne vous êtes pas contentés que le Roy, à votre considération, accordât une neutralité pour le Fricktal &

les villes de Rhinfeld, de Laufenbourg & de Constance; vous avés désiré que S. M. vous donnât parole que ses troupes, ny celles de M. l'Électeur de Bavière, ne prendroient aucun poste le long des bords du Rhin & de ceux du lac de Constance, depuis Basle jusqu'à Brégentz. Elle y a consenti : non contents de cela, vous avez demandé qu'une lizière de pais de la largeur d'une lieue, le long de ces mêmes bords du Rhin & du lac de Constance, fût exempte de toutes exécutions militaires; quoyque cette demande fût tout-à-fait contraire aux intérêts de S. M., elle n'a pas laissé de vous l'accorder pour iusqu'à la St-Jean prochaine, afin de vous donner le tems d'obtenir une pareille complaisance de la part de l'Empereur. Tous ces égards de la part du Roy ne vous ont pas paru suffisans; aussitôt que le Ministre de M. le Duc de Savoye vous a eu représenté que le but de S. M., en s'emparant de la Savoye, étoit de vous entourer de tous côtés, vous en avés paru allarmés & sans considérer que le Roy est le seul de tous vos alliés de qui vous devés moins craindre la puissance, vous avés demandé que S. M. accordât une neutralité pour la Savoye, proposition entièrement contraire à ses intérêts. Cependant S. M., toujours attentive à ce qui peut augmenter votre repos, a bien voulu, pour éloigner la guerre de vos frontières, vous offrir la garde

du Chablais & du Faucigny ; vous refusés cette offre sous le prétexte qu'il n'y a dans ces deux provinces aucune place en état de défense ; S. M. lève encore cette difficulté en vous faisant assurer que, si elle s'empare de Montmélian, qui est la seule forteresse qu'il y ayt dans toute la Savoye, elle la confiera à votre garde. Toutes ces complaisances de la part d'un si grand Roy ne fatiſſent pas quelques-uns des Louables Cantons, parcequ'elles ne conviennent point à M. le Duc de Savoye & ils continuent à demander une neutralité pour la Savoye entière ; ces mêmes Louables Cantons assemblés à Bade ont dressé un projet de neutralité, dont tous les articles sont tirés des mémoires du S^r de Mellarède, croyants que S. M. doit l'accepter & remettre les conquêtes avant la paix entre les mains de ses ennemis, avec les passages dont elle a absolument besoin pour secourir les Etats du Roy d'Espagne ; l'Empereur, sans nulle considération pour vous, a violé votre territoire & le viole journellement, quand son service le requiert, sans que vous en ayés tiré aucune satisfaction.

Vous avés tranquillement & sans ressentiment écoulté toutes ces menaces de M. le Comte de Trautmanſdorff jusqu'à souffrir qu'il renonçât à l'accord héréditaire de la part de l'Empereur.

S. M. en agit-elle de même avec vous &

n'avez-vous pas lieu de vous louer de la discipline exacte qu'elle fait observer aux troupes qu'elle tient dans votre voisinage ; elles n'ont jamais causé le moindre désordre dont vous n'avez reçu la satisfaction que vous avez pu désirer.

S. M. pouvoit-elle montrer plus de considération pour le Louable Corps Helvétique qu'en diminuant les contributions dans les terres de ses ennemis, recommandées par quelques-uns des Louables Cantons.

Je vous répète, Magnifiques Seigneurs, que le Roy remarque avec déplaisir que toutes ses complaisances pour vous (je les appelle ainfi, parceque la plus grande partie de ces égards ne sont pas des devoirs d'alliance) n'ont pas produit en vous cette correspondance réciproque, à laquelle S. M. devoit si justement s'attendre ; au contraire, elle voit par le projet de neutralité que quelques-uns des Louables Cantons luy ont fait présenter, qu'ils continuent à ne faire aucune demande qui ne soit à l'avantage des ennemis des deux Couronnes de France & d'Espagne.

Il y a déjà quelques jours que j'ay reçu la réponse du Roy sur le projet de neutralité pour la Savoye qui luy a été présenté par quelques-uns des Louables Cantons, mais, comme vous sçavez que je n'ay rien eu plus à cœur pendant mon Ministère auprès de vous que de chercher tous les

moyens qui puissent maintenir la bonne intelligence & l'amitié confédérale qui règne depuis plusieurs siècles entre la France & le Louable Corps Helvétique, j'ay employé mes offices les plus pressans auprès de S. M. pour en obtenir une réponse différente de la première que j'avois reçue, une réponse enfin qui pût calmer l'inquiétude que quelques-uns des Louables Cantons témoignent de voir la Savoye entre les mains de Sa Majesté; j'ay reçu cette seconde réponse, Magnifiques Seigneurs, & j'ay tout lieu de m'attendre qu'elle sera bien reçue, du moins de ceux qui agissent dans cette occasion sans aucune partialité & qui tiennent une conduite telle que la doivent tenir de bons & véritables alliés d'un grand Roy, qui ne cherche qu'à leur conserver cette heureuse tranquillité dont ils jouissent si glorieusement. Cette réponse porte que je pourray vous assurer de la part de S. M. qu'elle ne réunira point la Savoye à sa Couronne, lors de la conclusion de la paix; une pareille assurance doit dissiper votre crainte & je suis en état de vous donner cette assurance par écrit, quand vous me la demanderez.

Examinez maintenant, Magnifiques Seigneurs, combien la conduite que le Roy mon maître tient avec le Louable Corps Helvétique est différente de celle de ses ennemis & considérés en même

tems si vous avés la même attention pour les intérêts de S. M. que celle que vous témoignes pour les puissances qui luy font la guerre , jugez sans partialité si le Roy ne doit pas se servir des avantages que Dieu luy a donnés sur ses ennemis par la valeur de ses troupes & par la justice de sa cause.

Je vous invite, Magnifiques Seigneurs, à tâcher de maintenir la continuation d'une intelligence confédérale entre S. M. & vostre Louable Corps, intelligence à laquelle ie contribueray toujours par mes offices les plus efficaces.

A Bade le 23 May 1704.

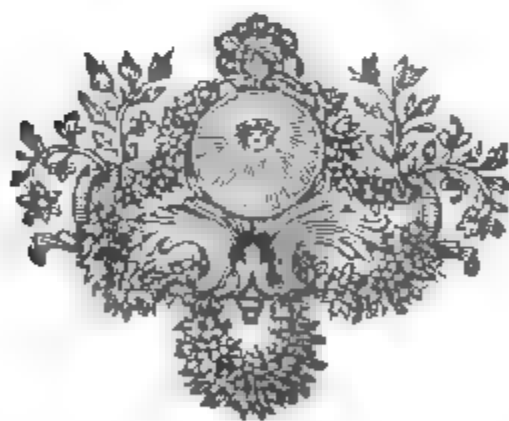


TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS.

Pages

CHAPITRE PREMIER.

Rupture du Duc de Savoie, Victor-Amedee II,
avec la France 1

CHAPITRE DEUXIÈME.

Mission de Mellaredo en Suisse 20

CHAPITRE TROISIÈME.

Situation de Genève à la suite de la rupture. —
Les Français occupent Chambéry 30

CHAPITRE QUATRIÈME.

Le Conseil de Genève et le Resident de France
Le Maréchal de Tessé 57

CHAPITRE CINQUIÈME.

Berne et Fribourg envoient des députes à Cham-
béry 80

CHAPITRE SIXIÈME.

Mellarède et Beretti Landi à Lucerne. — Diète de
Baden, du 9 Décembre 1703 100

CHAPITRE SEPTIÈME.

Conférence de Fribourg — Louis XIV offre aux
Cantons suisses la garde ou neutralité du Cha-
blais et du Faucigny 119

CHAPITRE HUITIÈME.

Diète extraordinaire de Soleure (17 Février 1704)
La Diète réclame la neutralité de toute la Sa-
voie 129

CHAPITRE NEUVIÈME.

Joûte diplomatique entre Mellaredo et le Marquis
de Puisieux 142

CHAPITRE DIXIÈME.

Reprise des hostilités en Savoie. — Diète du
13 Avril 1704 153

	Pages.
CHAPITRE ONZIEME	
Diète du 18 Mai 1704. Nouvelles propositions de Mellarède	165
CHAPITRE DOUZIEME	
Diète du 6 Juillet. — Dernieres négociations. Bataille de Hochstedt — Conclusion .	187

DOCUMENTS

I. — Instructions de S. A. R. le Duc de Savoie au Conseil- ler Mellarède, 4 Octobre 1703	205
II. — Le Conseil de Genève au Colonel de Muinen, Bailli de Nyon, 7 Octobre 1703.	211
III. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 7 Oc- tobre 1703	212
IV. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich, 9 Octobre 1703	214
V. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 12 Oc- tobre 1703	216
VI. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich, 19 Octobre 1703	217
VII. — Mémoire de Mellarède au Gouvernement de Zu- rich.	218
VIII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 30 Octobre 1703	222
IX. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne et de Zurich, 2 Novembre 1703.	223
X. — Lettre de l'ancien Syndic Gautier au Statthalter Hess, de Zurich 6 Novembre 1703	224
XI. — Le Duc de Savoie à Mellarède, 8 Novembre 1703. .	225
XII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne et de Zurich, 6 Novembre 1703	229
XIII. — Dépêche du Marquis de Puisieux, Ambassadeur de France, aux Louables Cantons, 7 Novembre 1703 .	230

	Pages.
XIV. — Dépêche de Mellarède, Envoyé de Savoie, au Corps Helvétique, 14 Novembre 1703	236
XV. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 9 Novembre 1703	242
XVI. — Le Statthalter Hess à l'ancien Syndic Gautier, 9 Novembre 1703	243
XVII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 13 Novembre 1703	246
XVIII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 16 Novembre 1703	246
XIX. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 16 Novembre 1703.	247
XX. — Le Conseil de Genève au Marquis de Sales, Commandant-général pour S. A. R. en Savoie, 17 Nov. 1703	248
XXI. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 20 Novembre 1703	249
XXII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 26 Novembre 1703	250
XXIII. — Le Conseil de Genève au Comte de Tesse, Maréchal de France	251
XXIV. — Mémoire de St-Saphorin sur la neutralité de la Savoie	252
XXV. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 27 Novembre 1703.	254
XXVI. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Berne, 27 Novembre 1703.	256
XXVII. — Le Maréchal de Tesse au Conseil de Genève, 29 Novembre 1703	257
XXVIII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 4 Décembre 1703	258
XXIX. — Le Conseil de Genève au Comte de Tesse, 4 Décembre 1703	259
XXX. — Le Maréchal de Tesse au Conseil de Genève, 7 Décembre 1703	260
XXXI. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 11 Décembre 1703.	261

	Pages.
XXXII. — Le Conseil de Geneve à Messieurs de Zurich et de Berne, 17 Decembre 1703.	262
XXXIII. — Mémoire de Mellaredé aux Cantons protestants, 27 Decembre 1703.	263
XXXIV. — Extrait d'une Depêche du Duc de Savoie à Mellarède, 28 Decembre 1703.	273
XXXV. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 1 ^{er} Janvier 1704.	275
XXXVI. — Le Conseil de Genève à M. de Mülnen, Haut-Commandant du Pays roman, 4 Janvier 1704.	279
XXXVII. — L'Ambassadeur de France au Corps Helvétique, 10 Janvier 1704.	280
XXXVIII. — Le Conseil de Geneve à Messieurs de Zurich et de Berne, 11 Janvier 1704.	284
XXXIX. — Le Conseil de Geneve à Messieurs de Zurich et de Berne, 15 Janvier 1704.	284
XI. — L'Ambassadeur de France à Messieurs de Zurich, 18 Janvier 1704.	285
XI.I. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 22 Janvier 1704.	290
XI.II. — Depêche de Mellarède au Canton de Zurich, 26 Janvier 1704.	291
XLIII. — L'Ambassadeur de France au Corps Helvétique, 31 Janvier 1704.	300
XLIV. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 8 Février 1704.	301
XLV. — Discours prononcé par l'Ambassadeur de France, Marquis de Puisieux, à la Diète de Soleure, le 18 Février 1704.	303
XLVI. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 19 Février 1704.	311
XLVII. — Memoire de Mellarède au Corps Helvetique, 29 Février 1704.	312
XLVIII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 25 Mars 1704.	329

	Pages.
XLIX. — L'Ambassadeur de France au Corps Helvetique, 26 Mars 1704	330
L. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 11 Avril 1704	333
LI. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 14 Avril 1704	334
LII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 15 Avril 1704	335
LIII. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 21 Avril 1704	336
LIV. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 24 Avril 1704	337
LV. — Le Conseil de Genève à Messieurs de Zurich et de Berne, 25 Avril 1704	337
LVI. — Memoire de l'Ambassadeur de France, Marquis de Puisieux, au Corps Helvetique, 23 Mai 1704	338

ACHEVÉ D'IMPRIMER

le 15 octobre 1894

PAR

W. KUNDIG & FILS

A GENÈVE

1

OUVRAGES DE M. HENRI FAZY

PROCÈS DE JÉRÔME BOISEC, in-4°, 1865 . . . Fr. 5 —

. Procès dogmatique intenté à Genève, en 1551, contre un ancien carme prémonstrézien, qui niait la prédestination.

GENÈVE SOUS LA DOMINATION ROMAINE, notice archéologique, in-4°, avec planches, 1868. Fr. 5 —

. Les six planches reproduisent les trente-quatre inscriptions romaines existant à Genève et dans les environs.

PROCÈS DE VALENTIN GENTHIS ET DE NICOLAS GALLIO, publié d'après les documents originaux, in-4°, 1878 . . Fr. 4 —

. Procès dogmatique intenté à Genève, en 1558, contre deux antiquaires italiens.

LA SAINT BARTHÉLÉMY ET GENÈVE, in-4°, 1879. . Fr. 5

. Le mémoire est suivi de quarante-deux documents inédits.

GENÈVE, LE PARTI HUGUENOT ET LE TRAITÉ DE SOLEURE (1574 à 1579), in-4°, avec un portrait gravé de Michel Roset, 1883 Fr. 10 —

PROCÉDURES ET DOCUMENTS DU XVI^{ME} SIÈCLE (1546-1547), in-4°, 1886 Fr. 7 —

. Contient : Procès de Jacques Gruet. Procès et débats à propos de la compétence d'acquiescence du Consistoire (1546-1547), procès François Favre, François Perrin, etc.

JAMES FAZY, SA VIE ET SON ŒUVRE, in-8°, avec portrait, 1887 Fr. 5 —

LES CONSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE, étude historique, suivie du texte des édits de 1543, in-12, 1890. Fr. 3 50

L'ALLIANCE DE 1584 ENTRE BERNE, ZÜRICH ET GENÈVE, notice historique suivie de 27 documents et pièces justificatives. In-12°, 1892. Fr. 3 —

LES CHRONIQUES DE GENÈVE PAR MICHEL ROSET, publiées d'après le manuscrit original par M. Henri Fazy, avec un portrait de Michel Roset. In-8°, 1894. Fr. 10 —



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

**This book is under no circumstances to be
taken from the Building**

[illegible]

Oct 24 192



